DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – Nº 13408 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MERCREDI 9 MARS 1988

La double faute de l'OLP

Décidément, il est à croire que l'OLP reste pour elle-même le pire ennemi. En commanditant, et en revendiquant avec éclat, la sanglante *prise d'otages qui*, au cœur du Néguev, a fait six morts le lundi 7 mars – trois civils israéliens et trois terroristes, – l'organisation de M. Yasser Arafat vient de commettre une énorme – et double – faute politique. En quelques heures, ses stratèges ont dilapidé une bonne partie du capital de sympathie engrangé *depuis trois mois* dans l'opinion mondiale par les jeunes révoltés de Cisjordanie et de Gaza. Ils ont, du même coup, rendu un fier service aux plus farouches adversaires, en Israël, de la cause palestinienne.

L'état-major de M. Arafat a-t-il voulu venger la mémoire des trois cadres du Fath assassinés le mois dernier à Chypre ? Ou laver l'affront subi lors du sabotage – réalisé, selon toute *vraisemblance, par les services* spéciaux israéliens – du bateau affecté au « retour » symbolique en Terre sainte d'expulsés palestiniens ? Peu importe le mobile qui a poussé l'OLP à son douteux exploit. La vengeance, en l'occurrence, fut une mauvaise conseillère.

Car, confronté au terrorisme, Israël, d'instinct, serre les coudes et oublie ses divisions. Comme c'était prévisible, la prise d'otages du Néguev a suscité, à gauche comme à droite, une même réprobation. Pour M. Shamir – le premier *ministre – et ses amis, l'opération* de Dimona représente même, au-delà du sang et des larmes, une « divine surprise » politique. Conforté aux moindres frais dans ses certitudes et ses préjugés, le Likoud a désormais beau jeu, en un commode amalgame, de rejeter le blâme, pêle-mêle, sur tous les Palestiniens *dressés contre l'ordre israélien.*

Réveillant le vieux réflexe de peur, si ancré chez la plupart des *Israéliens – convaincus que* l'OLP n'a pas désespéré de les jeter à la mer, – la droite peut replacer à loisir le problème palestinien sur le terrain qu'elle affectionne, celui de la sacro-sainte sécurité de l'Etat, alibi de toutes les intransigeances. Sauf à passer pour « traîtres », les dirigeants travaillistes, avocats *d'un règlement politique axé sur* un compromis territorial, sont placés en porte à faux et contraints de dénoncer avec autant de force que le Likoud le « double visage » et le « double langage » de l'OLP. Quant à la minorité d'Israéliens partisans d'un dialogue réaliste avec cette dernière, cette action l'oblige *une fois de plus à se réfugier* dans une silencieuse amertume.

La prise d'otages du Néguev porte aussi un coup *dur aux efforts diplomatiques* des Américains. A Washington, la semaine prochaine, M. Shamir ne manquera pas de faire valoir à ses hôtes que l'OLP s'est une fois de plus disqualifiée et ne peut prétendre s'asseoir autour *d'une* table de négociation. *Le* « plan Shultz », déjà mal en point, est peut-être mort lundi près de Dimona, ce dont l'OLP ne manquera pas de se réjouir. Mais la centrale palestinienne a surtout fait la preuve d'une immaturité politique dont les extrémistes de tous bords tireront, seuls, profit.

(Lire page 7 l'article d'ALAIN FRACHON.)

La COB et la moralisation des opérations financières

Les milieux boursiers invités à pratiquer l'autodiscipline

Aux Etats-Unis, comme en Europe, responsables et professionnels cherchent à mettre au point les moyens permettant d'éviter les graves manquements qui ont suivi la transformation des marchés financiers. A Paris, le groupe de réflexion sur la déontologie, créé par la Commission des opérations de Bourse (COB), propose que le contrôle soit exercé par les professionnels eux-mêmes, plutôt que par des autorités de tutelle extérieures au marché.

« Primauté des intérêts des clients et respect de l'intégrité du marché » : tels sont les principes qui doivent guider l'action des intermédiaires financiers, les clients devant être *« servis avec diligence, loyauté, neutralité et discrétion ».* Quant au marché, les professionnels *« doivent s'engager à en respecter les règles et s'interdire tout abus de position privilégiée ou dominante ».*

Ces recommandations traduisent les *« principales orientations »* du groupe de réflexion sur la déontologie des activités financières, présentées le lundi 7 mars par M. Gilles Brac de La Perrière, président de la Banque Pallas France, et qui viennent d'être *soumises à la Commission* des opérations de Bourse (COB). Le groupe a fait siennes l'ensemble des règles suggérées par quatre « ateliers » de professionnels issus de treize banques, six charges d'agents de change et trois compagnies d'assurances, qui ont formulé quarante-cinq propositions.

Ainsi, les opérations personnelles des professionnels doivent être domiciliées chez leurs employeurs, qui fixeront des règles écrites concernant ces opérations et pouvant aller jusqu'à l'interdiction absolue. Tout établissement pratiquant la gestion sous mandat se donne les moyens indispensables à l'exercice de cette activité, en évitant notamment les conflits d'intérêts qui pourraient placer les gestionnaires en situation difficile. Par ailleurs, les mandats de gestion devraient être écrits et révéler, s'il y a lieu, l'existence de possibles conflits d'intérêts.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

Une enquête des sexologues Masters et Johnson

SIDA : trois millions d'Américains seraient contaminés par le virus

Une nouvelle controverse sur le SIDA vient d'éclater aux Etats-Unis, avec la révélation, le lundi 7 mars, par les sexologues Masters et Johnson, d'une diffusion déjà très large du virus dans la population hétérosexuelle. Au total, trois millions d'Américains seraient porteurs du virus. Selon ces sexologues, les spécialistes du SIDA minimisent la portée de leurs résultats, dans « l'intention compréhensible d'éviter une panique générale ».

Les conclusions des célèbres sexologues américains – auteurs, il y a une quinzaine d'années, d'une enquête retentissante sur la sexualité des Américains – apparaissent particulièrement inquiétantes. A partir d'une étude *menée sur huit cents personnes* âgées de vingt et un ans à quarante ans, William Masters et Virginia Johnson estiment que le virus du SIDA est déjà présent chez 5 % des hommes et 7 % des femmes ayant eu au moins six *partenaires hétérosexuels par an* durant les cinq dernières années. Cette proportion passe à 12 % et 14 % chez ceux qui ont eu le double de partenaires.

D'autre part, ils constatent que, sept ans après le début de l'épidé*mie, la population pour plus de* 90 %, n'a pas modifié ses habitudes sexuelles. Au total, Masters et Johnson affirment que trois millions d'Américains sont actuellement porteurs du virus du SIDA, soit le double des estimations officielles.

Les études françaises qui devraient être prochainement publiées par la direction générale de la santé n'établissent pas un constat à ce point alarmiste. En France, la diffusion du virus du SIDA dans les milieux hétérosexuels est toujours reliée aux facteurs de risque – partenaire séropositif, toxicomane, transfusé – déjà connus pour la maladie.

J.-Y. N.

Dans notre supplément « Sciences et médecine »

- L'impact social du SIDA dans plusieurs pays ;
- « Urgences », un film de Raymond Depardon sur les secours psychiatriques ;
- L'expérience de plongée profonde Hydra VIII.

La primaire au sein de la majorité

Les pas calculés du « docteur » Barre

Toujours devancé par M. Chirac dans les sondages (lire page 44), *M. Barre était, lundi soir 7 mars, à Saint-Etienne. Il s'est excusé auprès de son auditoire de ne pas avoir « suscité cette espèce de passion profonde que crée l'hyper-médiatisation de la politique », et a centré son intervention sur la nécessité de rendre la France capable de faire face à la compétition des Etats continents du vingt et unième siècle.*

Une casquette et un tango ont suffi à faire tressaillir le microcosme : on nous a changé Raymond Barre ! Grave et digne, il marchait vers le sacre du suffrage universel comme à la cathédrale de Reims, et tout d'un coup il esquisse quelques pas de gigue. Il coiffe une casquette sur *un wharf breton*, entonne *le Plus Beau Tango du monde* dans un bistro corse, en une roucoulade enamourée avec François Léotard, et voilà les assistants bluffés, comme par un de ces profs toute l'année redoutés, et qui à la veille des vacances s'abandonnent aux facéties et à la gaudriole.

Secoué par des sondages obstinément moroses, coincé entre l'activisme de l'hôte de Matignon et le mutisme de celui de l'Elysée, exaspéré par les bouffonneries lilloises de l'armée d'opérette qui se déchire sous sa bannière, aurait-il décidé de se laisser griser par le doux poison de la politique ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

(Lire la suite page 8.)

Le débat en Allemagne fédérale sur l'engagement du philosophe

Heidegger et la tempête

BONN
de notre correspondant

La photocopie d'un texte joliment imprimé en caractères gothiques, édité par Wilhelm Gottlob Korn à Breslau sans indication de date, circule depuis quelques semaines dans les rédactions culturelles des journaux et magazines ouest-allemands. Il s'intitule l'*Auto-Affirmation de l'Université allemande.* Il s'agit du discours prononcé par Martin Heidegger le 27 mai 1933 lors de la cérémonie solennelle de sa prise de fonctions au rectorat de l'université de Fribourg.

Contrairement à d'autres prises de parole du maître à cette même époque, il ne contient aucune allusion directe à la situation politique de l'Allemagne, aucune louange du Führer et du nouveau régime. Il s'articule autour d'une affirmation centrale : *« La science, c'est le maintien d'une attitude questionnante face à l'Etant qui se cache sans cesse dans le Tout. Cette persévérance agissante connaît cependant son impuissance devant le destin. »* Est-il légitime de voir dans ce discours d'un Heidegger promu par la grâce du IIIe Reich la première manifestation de cette *« émigration intérieure »* dont il s'est prévalu après la guerre, ce pilier de la vulgate heideggérienne prêchée par ses épigones en Allemagne et en France ? Lisons cependant ce texte jusqu'à sa dernière phrase, une citation de Platon : *« Tout ce qui est grand se tient dans la tempête. »* En allemand, cela donne : *« Alles Grosse steht im Sturm. »*

Dans le grand amphithéâtre de l'université, pour écouter le maître, il *n'y avait pas que* de dignes professeurs en robe. Etaient également présents un carré de porteurs de bannières, revêtus d'un uniforme brun, avec un brassard où sont inscrites les initiales « SA » pour *« Sturmabteilung »*, sections d'assaut. Le journal le plus salement antisémite de la « littérature » nazie s'intitule *Der Stürmer.* La chute d'un discours prononcé par un homme qui connaît le poids des mots serait elle l'emblème de sa déchéance ?

Avec un décalage sur la France, dû au fait que le livre de Victor Farias n'est pas encore paru dans sa traduction allemande – celle-ci devrait très bientôt être en librairie, – l'affaire Heidegger a traversé le Rhin pour mettre en effervescence les milieux *intellectuels et* journalistiques, remplissant les « feuilletons », comme on appelle ici ces cahiers culturels des journaux où les Doktor et Professor font part de leurs états d'âme au grand public.

Ce n'est pas sans une certaine irritation que le public éclairé ouest-allemand s'est vu contraint de rouvrir le dossier du philosophe à l'injonction des voisins français.

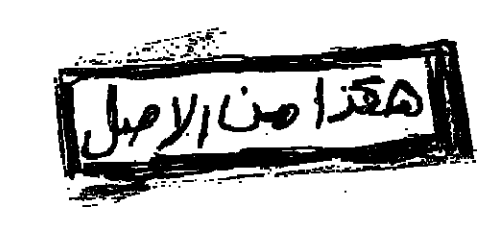
LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 2.)

M 0147 - 0309 0 - 4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,78 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.



Débats

AFFAIRE WALDHEIM

L'Autriche encombrée

par DANNY LEDER (*)

VOILA deux ans que l'Autriche endure l'affaire Waldheim sans réussir à y remédier. Même la *commémoration officielle du cinquantième anniversaire de l'Anschluss, c'est-à-dire l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie, le 11 mars, se fera en présence de ce personnage encombrant.*

Après avoir brossé, pendant des années, une image idyllique de ce petit pays neutre et raisonnable, la presse française a cru maintenant découvrir, non sans stupéfaction, une Autriche « refoulant » son passé. Les Autrichiens se seraient ainsi voilés la face quant à leur implication dans l'aventure nazie, en se faisant passer pour les victimes d'une occupation étrangère.

Si tel est effectivement le discours diplomatique des gouvernants, cette vision n'a, en revanche, jamais habité la conscience populaire en profondeur : pour une bonne part, les Autrichiens n'ont pas « refoulé » leur adhésion au mouvement nazi, mais continuent à l'assumer comme une expérience certes non renouvelable, mais qui s'explique dans le contexte des années 30.

Dénominateur commun

Avant même que les troupes allemandes n'entrent triomphalement en Autriche, le mouvement nazi avait conquis politiquement plus du tiers de la population. Pour comprendre ce processus, il faut se remémorer la phase antérieure à l'Anschluss. Entre 1934 et 1938, l'Autriche vivait déjà sous la coupe d'une dictature : l'« austrofascisme ». Un régime clérical et corporatiste, idéologiquement *comparable au pétainisme*, et issu d'un coup d'Etat du principal parti de droite, le parti chrétien-social. Ce régime écrasa notamment une tentative de soulèvement d'ouvriers socialistes.

Une fois le mouvement socialiste (jusqu'alors la principale force d'opposition) vaincu, le champ était libre pour les militants nazis qui ne tardèrent pas à regrouper des secteurs de plus en plus amples de la population en rupture avec le régime. Leur slogan prônant le rattachement immédiat au « Reich » allemand, sonnait d'autant plus juste que le gouvernement chrétien-social et même les socialistes cultivaient un certain pangermanisme. Mais surtout la misère gagnait du terrain en Autriche, tandis que l'Allemagne nazie connaissait un considérable essor économique — dû aux préparatifs de guerre. Ainsi confluaient dans le mouvement nazi autrichien les couches moyennes appauvries, les chômeurs, les paysans de plus en plus endettés, et aussi des ouvriers déçus par la faiblesse de la gauche mais vouant une haine féroce à la dictature austrofasciste.

Le levier principal de la propagande nazie, le dénominateur commun à tous ces groupes sociaux disparates, était l'antisémitisme, plus virulent en Autriche que dans la plupart des autres pays européens. Tous les grands partis s'y adonnaient. Les chrétiens-sociaux y avaient consacré un chapitre de leur programme. Même les socialistes n'y échappaient pas. Bien que nombre de leurs militants aient été d'origine juive et que la municipalité socialiste de Vienne ait dignement accueilli les réfugiés juifs d'Europe de l'Est, la propagande socialiste se servait également de l'image caricaturale du juif opu*lent et omnipotent. Pis :* les socialistes répliquaient aux attaques antisémites, dont leurs dirigeants faisaient l'objet, en accusant la droite, y compris les nazis, d'« indulgence » à l'égard des *banquiers juifs. A ce jeu-là,* les nazis se montrent les plus forts.

Peu avant l'arrivée des troupes allemandes, les nazis prirent le pouvoir simultanément au Tyrol, dans la région de Salzbourg, en Carinthie et en Styrie, portés par de gigantesques manifestations de rue. *Par contre*, dans certains centres industriels, les syndicats clandestins avaient réussi à susciter d'importants rassemblements antinazis. Mais le gouvernement capitula deux fois devant Hitler : d'abord en nommant des ministres pronazis, puis en ordonnant à l'armée autrichienne de ne pas opposer de résistance à l'invasion des troupes allemandes — *« pour ne pas verser de sang allemand »*, comme l'expliquait le chancelier Kurt Schuschnigg.

Erreur d'appréciation

Bien entendu, des noyaux de résistance se constituèrent. Plus de trente-cinq mille opposants autrichiens périrent dans les geôles et camps nazis. Mais à l'inverse de la résistance en France, qui, minoritaire pendant l'Occupation, devint par la suite l'objet d'une identification nationale, les résistants et exilés autrichiens restèrent souvent pour leurs compatriotes, même après la guerre, des marginaux suspects. Leurs noms ne figurent pas, en général, sur les monuments aux morts des villages. Ceux-ci sont réservés aux soldats des armées nazies, qui *« accomplissaient leur devoir »*, comme le revendiquera précisément Kurt Waldheim pour son rôle d'officier de la Wehrmacht dans les Balkans.

Ces aspects particuliers de l'histoire autrichienne ont créé un paysage politique déconcertant. Dans certaines régions, comme la Carinthie, les anciens nazis, généralement anticléricaux, voulant éviter le Parti populiste (successeur du Parti chrétien-social), rejoignaient paradoxalement le Parti socialiste — sans conditions préalables.

Ainsi les leaders du Parti socialiste, qui savaient tout du véritable *curriculum vitae* de Kurt Waldheim plusieurs mois avant l'élection présidentielle, s'étaient-ils contentés de le transmettre discrètement à la presse américaine. Quant aux populiste, qui soutenaient le président de la République, ils furent également informés. Mais ils ne voyaient aucun inconvénient au maintien de sa candidature.

Cette erreur d'appréciation des populistes semble aujourd'hui déboucher sur un résultat inattendu : plus le débat sur Kurt Waldheim dure, plus l'introspection collective des Autrichiens gagne du terrain.

Jamais on n'avait posé un regard aussi courageux et précis sur l'histoire du pays, comme le font maintenant certains médias, en particulier la radio-télévision autrichienne. Le minuscule noyau d'intellectuels qui avait, au départ, milité seul contre Kurt Waldheim s'est transformé désormais en un mouvement substantiel. Ce courant — moral — a peu de chances de devenir à lui seul majoritaire. Mais il reçoit aujourd'hui le soutien indirect d'un nombre croissant de responsables politiques et économiques. Ceux-ci plaident pour la démission du président en invoquant de manière tout à fait pragmatique *« les difficultés de l'Autriche à l'étranger »*. Réunis, ces deux courants pourront — peut-être — l'emporter sur le camp des « anciens combattants » sans peur et sans reproche.

(*) Correspondant à Paris du magazine autrichien *Profil* et du quotidien *Kurier*.

INDUSTRIE

OPA et fatalisme

par LOIK LE FLOCH-PRIGENT (*)

DEPUIS plusieurs mois, nous assistons à une vague d'OPA et de reprises de sociétés françaises. Cela inquiète, à juste titre, les milieux industriels, et le futur gouvernement de la France ne pourra ignorer ces faits.

L'industriel sait qu'une entreprise est un ensemble humain fragile que les ruptures brutales peuvent blesser à jamais et, donc, que toute opération doit être préparée, expliquée, sous peine de conduire à l'échec et à l'inefficacité. L'offre publique d'achat inamicale semble, à cet égard, la démarche industrielle la plus mauvaise, la plus risquée, la plus dangereuse. Elle peut porter *en elle le mépris des personnes, de leur travail, de leur compétence* et de l'histoire de la compagnie. Une ou deux affaires actuelles, qui mobilisent l'attention de la presse, soulèvent quelques questions.

***

S'est-on suffisamment interrogé sur l'intérêt de l'entreprise convoitée, qu'en est-il de la considération à l'égard des personnes qui y travaillent ? Une idée stratégique extérieure plaquée sur l'entreprise sans la participation des principaux intéressés, et donc souvent des plus compétents, peut-elle mener au succès ? Le cœur des industriels et ceux de tous leurs salariés se serrent à l'idée que l'on puisse acquérir une entreprise dont l'ensemble du personnel est hostile à l'opération. Aucun industriel ne peut bâtir durablement *sans l'adhésion profonde à sa stratégie.*

Mais les opérations actuelles revêtent également un autre aspect. Les capitaux étrangers viennent en France acquérir des positions industrielles et commerciales de premier plan sans rencontrer beaucoup de résistance.

L'administration et les détenteurs de capitaux nationaux nous expliquent qu'il faut y voir la rançon de l'ouverture, que ce sont les règlements communautaires, et que l'on se heurte donc à l'inéluctable. Ce fatalisme ne saurait nous satisfaire.

***

Imaginons que les fleurons de notre patrimoine industriel comme L'Air liquide, BSN ou Michelin fassent l'objet de sollicitations extérieures. Il faudrait être *naïf* et incompétent pour affirmer que rien ne doit ou ne peut être fait. Le prochain gouvernement devra s'attaquer à cette question, car aucun pays ne résisterait à l'abandon de ses centres de décision industriels.

La première résistance contre les OPA *est la bonne gestion,* celle-ci incluant non seulement la bonne marche industrielle et commerciale des affaires, mais aussi les relations suivies avec l'actionnariat et l'assurance de la pérennité de la direction — un grand patron doit préparer sa succession.

Mais cette première condition n'est pas suffisante, car la fragilité de l'actionnariat de nos sociétés cotées en Bourse peut les exposer à des OPA qui viendraient massivement de l'étranger. En effet, du fait de leur endettement général et de l'affectation prioritaire de leurs ressources au développement international, les entreprises françaises n'ont pas de disponibilités comperables à celles de leurs concurrents étrangers.

Dans l'intérêt des entreprises et dans l'intérêt de l'industrie du pays, des dispositifs de défense sont donc nécessaires. Pour les *capitaux d'origine* non communautaire, le dispositif administratif actuel de protection est suffisant et son efficacité ne dépend que de la détermination avec laquelle il est appliqué... C'est ainsi, par exemple, que devrait être rejetée toute opération jugée non conforme aux intérêts de l'entreprise.

***

Le problème est plus délicat pour les capitaux communautaires car Bruxelles considère *qu'en vertu du principe du libre* mouvement des capitaux une simple déclaration suffit. Cette position *serait satisfaisante* si les droits des sociétés et les réglementations boursières sur la place européenne étaient harmonisés.

Par exemple, le niveau des minorités de blocage, les pouvoirs des actionnaires et des conseils d'administration empêchent souvent des entreprises étrangères d'acheter des affaires allemandes ou italiennes, contrairement à ce que l'on observe en France, en Belgique et en Angleterre.

Mais les dispositifs défensifs juridiques s'appuient aussi sur une culture industrielle : celle de la RFA, peu encline à l'OPA et modérément perméable à l'acquéreur étranger, a montré aussi sa capacité à conserver une industrie forte et prospère. Doit-elle inspirer celle des autres pays ?

Cette orientation serait restrictive et frileuse et ne saurait conduire à *l'industrie européenne. A contrario,* l'ouverture aux quatre vents limitée à quelques pays ne facilite pas davantage la construction de l'Europe industrielle.

***

La véritable industrie européenne naîtra de la présence en Europe de grands groupes industriels bien implantés dans tous les pays du monde et, en priorité, aux Etats-Unis et au Japon. Il ne s'agit donc pas aujourd'hui de créer des mastodontes communautaires à partir de raids et de surenchères *médiatiques*, mais d'utiliser les forces disponibles pour le rayonnement mondial de l'Europe.

Parallèlement, une nouvelle coopération entre les Européens devra voir le jour avec une *réciprocité* des alliances et des échanges, du travail en commun, *de la considération mutuelle* et un équilibre entre les pays. Les restructurations industrielles nécessaires à l'échelle européenne devront être *menées par* la négociation entre les *industriels eux-mêmes, avec le sens* des responsabilités humaines qu'ils possèdent.

Il est clair, *par exemple, que* la défense européenne suppose que l'industrie de l'armement s'engage dans cette voie.

***

Notre avenir réside donc dans la construction d'une industrie européenne dynamique, compétitive, qui utilise au mieux nos ressources pour investir, ensemble, dans le renouvellement des sciences et des techniques. Mieux vaut s'unir dans Eurêka ou dans la conquête spatiale européenne que d'engager des sommes considérables dans de stériles batailles boursières.

(*) Ancien président-directeur général de Rhône-Poulenc.

Heidegger et la tempête

(Suite de la première page.)

Comme l'écrit Michael Haller, auteur d'une remarquable synthèse sur cette querelle des philosophes publiée par l'hebdomadaire *Die Zeit* du 29 janvier 1988 : *« Ce débat s'est amorcé de manière typiquement allemande, à savoir avec beaucoup de retard et une volonté de faire la leçon à des Français prétendument ignorants. »*

En effet, nombreux sont ceux qui reprochent aux Français lecteurs de Farias de découvrir brusquement une lune dont on avait connaissance depuis belle lurette. *« On veut faire de Heidegger un nazi ? pourquoi pas ! »*, s'exclame l'un de ses défenseurs, Jürgen Busche, dans les colonnes du journal de Daniel Cohn-Bendit, *Pflasterstrand*. La fascination pour la pensée de Heidegger amène ses admirateurs, et ils ne sont pas tous de droite ou d'extrême droite, loin de là, à considérer son lien au nazisme comme tout à fait secondaire, et d'importance négligeable au regard de la nature visionnaire de sa pensée.

Ce fanatisme heideggerien amène certains de nos professeurs allemands à de bien étranges dérapages. Rejeter la pensée de Heidegger au nom de sa compromission avec le nazisme reviendrait, selon un éditorialiste du quotidien conservateur *Die Welt*, *« à exiger que l'on coupe la tête à un homme pour la seule raison qu'il a un pou dans sa chevelure »*.

Jürgen Busche, dans son plaidoyer va encore plus loin. Selon lui, l'adéquation de la pensée et de l'action de Heidegger s'explique par le fait que *« la notion de culpabilité individuelle est absente de sa théorie »*.

Le débat français a cependant provoqué quelques interrogations en Allemagne concernant la manière dont avait si facilement été admise la version officielle de l'attitude du philosophe sous le nazisme. En 1961, déjà, un chercheur suisse, ami de Karl Jaspers, Guido Schneeberger avait rassemblé une documentation de 217 textes mettant en évidence l'enthousiasme hitlérien de Heidegger. Le discours prononcé devant des étudiants à Fribourg le 1er novembre 1933, par exemple : *« Seul le Führer est la réalité allemande d'aujourd'hui et de demain. Approfondissez toujours plus votre savoir. A partir de maintenant toute chose exige de la décision, et tout acte de la responsabilité. Heil Hitler ! »* Schneeberger n'a trouvé, à l'époque, aucun éditeur pour publier cette documentation, et l'édita à compte d'auteur. Cet ouvrage fut acquis par quelques bibliothèques d'université, mais disparut bientôt des rayonnages, comme par enchantement.

Discordance

Un autre chercheur, professeur d'histoire économique et sociale à Fribourg, Hugo Ott, après la lecture de l'ouvrage de Schneeberger fut frappé de la discordance entre le contenu de ces textes et l'image que Heidegger avait donnée de lui-même après la guerre. Après plusieurs années de recherches, dont le résultat sera bientot publié en Allemagne, Ott est parvenu aux conclusions suivantes :

1) L'accession de Heiddegger au poste de recteur de l'université de Fribourg a été imposée par un petit groupe de cadres nazis qui voulaient se débarrasser du professeur libéral von Möllendorf. Ils ne parvinrent à leurs fins qu'après la mise en oeuvre de l'exclusion des juifs de l'université. Heidegger avait toujours prétendu qu'il avait accepté cette charge à la demande de von Möllendorf pour sauver ce qui était encore sauvable des franchises universitaires.

2) La démission de Heidegger de ces fonctions, en 1934, n'est pas due à sa prise de conscience de l'incompatibilité de l'idéologie nazie avec les exigences de la recherche philosophique, mais parce qu'il avait échoué à prendre la direction spirituelle de l'Allemagne nouvelle. Malgré tous les efforts entrepris pour faire entendre dans tout le pays son message sur *« la révolution fondamentale de l'Etre allemand opérée par le national-socialisme »* (Leipzig, 11 novembre 1933), on lui préféra Herbert Fischer, professeur de psychiatrie à Würzburg pour prendre la direction du Reichsverband der deutschen Hochschulen, une sorte de conseil de surveillance nazi de l'université allemande.

3) Hugo Ott révèle enfin un Heidegger dénonciateur de bas étage dans l'affaire de « l'action Sternheim », qui consista à purger l'université de ses élements peu sûrs. Dans une lettre au ministère de la culture de Karlsruhe, il demande l'expulsion de l'université de son collègue le chimiste Hermann Staudinger, futur Prix Nobel, en raison de ses prises de position pacifistes pendant la première guerre mondiale. *« Je dois remarquer, comme historien, que Heidegger n'aurait eu aucune chance d'être réhabilité en 1945 si « l'action Sternheim » avait été connue à l'époque »*, conclut Hugo Ott.

La lettre de Marcuse

La publication des livres de Farias et d'Ott va sans doute relancer, ce printemps, l'interminable corps à corps des Allemands avec leur passé. A la querelle des historiens (1) avait succédé celle des journalistes à propos de l'affaire Werner Höfer, présentateur vedette de la télévision contraint au retrait pour avoir, en 1943, applaudi dans un article à l'exécution d'un pianiste virtuose. Commence maintenant la querelle des philosophes. Herbert Marcuse, qui fut entre 1928 et 1932 l'élève de Heidegger, avait dans une lettre adressée à son ancien maître le 28 août 1947 tranché ce problème : *« Moi-même et beaucoup d'autres vous avons honoré en tant que philosophe et avons immensément appris auprès de vous. Mais nous ne pouvons pas faire la séparation entre l'homme et le philosophe. Cela serait en contradiction avec votre propre philosophie. »*

LUC ROSENZWEIG.

(1) Les principaux textes relatifs au « débat des historiens » allemands sur l'interprétation de la période nazie viennent d'être traduits et publiés en français sous le titre : *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des juifs par le régime nazi.* Préface de Luc Ferry et introduction de Joseph Rovan. Edition du Cerf. 353 pages. 118 F.

Au courrier du Monde

LANGUES

Parler l'Europe

Vous prônez dans votre éditorial du 18 février l'usage d'un meilleur français. Vue très judicieuse pour défendre notre langue. Ce qui me paraît inadmissible, c'est que vous affirmiez que l'Europe a *« besoin d'un outil minimum de communication qui ne peut être que l'anglais »*.

Cet anglais, vous le savez, ce sera l'américain. J'ajoute qu'il est un peu scandaleux de proposer comme langue européenne celle d'un pays qui se révèle jour après jour depuis dix, quinze ou vingt ans, comme le plus *réticent à l'égard de l'Europe.*

La solution ? A défaut du français, bien jugé par plusieurs de nos partenaires et qui pourrait être cette langue européenne, il faut développer les autres langues et notamment celles de nos grands voisins, Allemagne et Italie, mais aussi l'espagnol, le néerlandais, etc. Mais surtout pas l'anglo-américain, qui nous submerge.

YVES TROTIGNON.
(Versailles.)

TRANSPARENCE

Réhabilitations

En même temps que Boukharine ont été réhabilités en Union soviétique le médecin et le secrétaire de Gorki, L. Levine et P. Krioutchkov, accusés au procès de 1938 d'avoir hâté la mort de l'écrivain en juin 1936. Un autre médecin de Gorki, D. Pletnev, avait été réhabilité « auparavant ». Cela confirme que leurs aveux contenaient déjà leur propre réfutation (*le Monde* daté 14-15 décembre 1986).

Il ne reste donc que deux hypothèses : soit l'écrivain, malade, est *mort naturellement, soit* c'est Staline, craignant qu'il ne profitât de la venue d'Aragon et de Gide pour leur parler « à cœur ouvert » (P. Herbart), qui le fit disparaître par l'intermédiaire de Yagoda (qui n'a pas été réhabilité). La « transparence » ira-t-elle jusqu'à faire la lumière sur les rapports de Staline et de Gorki, l'écheveau sera-t-il démêlé jusqu'au bout ?

MICHEL NIQUEUX.
(Caen).



Les réformes en Union soviétique et les affrontements nationalistes

M. Gorbatchev affirme sa confiance dans la politique de « démocratisation »

MOSCOU
de notre correspondant

Le jour même où l'agence Tass annonçait, vendredi 4 mars, que les affrontements nationalistes du Caucase avaient fait trente et un morts à Soumgaït, M. Gorbatchev s'est rendu dans une grande usine de Moscou pour y déclarer à quelque vingt mille ouvriers : *« Si le bureaucratisme donnait encore une fois un coup d'arrêt aux transformations entamées (cela s'est déjà produit), ce serait funeste pour le pays. C'est pour cela que la lutte à mener est importante. »*

Pour des raisons qu'on ignore, le compte rendu de cette visite n'a été publié que mardi matin 8 mars par la presse soviétique. Mais ce qui est sûr, c'est que le secrétaire général paraît bien décidé à continuer à défendre ses réformes en portant, de plus en plus nettement, le débat à la base. *« Certains*, est-il allé dire aux ouvriers de la première usine de roulements à billes de Moscou, *n'aiment pas notre restructuration et cherchent à semer dans les consciences la graine du doute sur la nécessité de notre réforme, en prétendant qu'on impose à la classe ouvrière l'autonomie financière* [le principe de base de la réforme économique introduite début janvier]. *La vente de la vodka a été limitée, on a posé problème à l'intelligentsia avec l'autonomie financière de la science, on a réduit la taille de l'appareil de gestion, et ils présentent tout cela de façon si colorée qu'on devrait comprendre que la société ne va pas supporter ce fardeau. »*

S'appuyer sur les hommes

Mais *« je pense que les Soviétiques comprennent comme il faut les mesures que nous appliquons aujourd'hui »*, a aussitôt ajouté M. Gorbatchev, en expliquant que cela avait mis *« presque trois ans »*, que cela avait été *« difficile »*, mais que *« le mouvement avait été donné »* et que *« partout se faisait entendre la voix du peuple »*. Mais comme rien n'est évidemment gagné, le secrétaire général s'est employé, tout au long de cette visite, à mobiliser et à rassurer en même temps ce peuple, ces Soviétiques interdits de parole et figés dans la norme depuis que la révolution d'il y a soixante-dix ans s'est consolidée dans le totalitarisme.

Pour les mobiliser, il leur a répété qu'il fallait croire à la réalité du changement et non pas *« regarder d'un œil sceptique la démocratisation en cours et penser que nous inventons des contes de fées en parlant d'autogestion du peuple »*. *« Nous devons*, a-t-il lancé dans une langue pas de bois du tout, *entamer le développement d'un processus et, comme on dit, qui vivra verra. »* D'ailleurs, a-t-il poursuivi en faisant implicitement de la crise du Caucase un incident de parcours, *« au début, beaucoup avaient peur que la démocratisation ne conduise au développement de l'anarchie, mais nous n'avons rien vu de tel, et à peine le peuple a-t-il fait preuve de son esprit d'initiative que les choses vont mieux, que les gens se redressent, recherchent les défauts de la production, et que les dirigeants, habitués à commander, ne peuvent plus se conduire en despotes comme avant »*.

Personne, à en croire du moins le compte rendu officiel, n'a demandé d'exemple concret de ces améliorations ou souligné que le complet silence de la presse sur les événements du Caucase n'était pas exactement un signe de démocratisation. Même quand M. Gorbatchev parle vrai (au regard des normes soviétiques), cette vérité reste extrêmement limitée. Mais il y a dans son vocabulaire, dans sa recherche maintenant traditionnelle des contacts directs, une sincérité au moins : celle d'un impérieux désir de convaincre qu'il n'y a d'autre voie que la politique qu'il propose, qu'il faut s'armer de patience et que les difficultés seront surmontées car elles peuvent l'être et que ce serait, dans le cas contraire, le déclin.

Savoir comment M. Gorbatchev pourra convaincre suffisamment de gens pour pouvoir maintenir sa ligne, c'est toute la question. Mais, en tout cas, il ne ménage pas l'effort, et plus encore quand il s'agit de rassurer en reconnaissant la réalité des difficultés dans l'évident espoir de les désamorcer. *« Nous devons être conscients*, a-t-il expliqué vendredi, *des difficultés auxquelles sont confrontés, dans les nouvelles conditions de gestion, les collectifs de travailleurs* (les entreprises et leurs salariés). *Le processus n'est pas si simple que cela, et plusieurs causes de difficultés sont objectives et tiennent aux conditions héritées du passé [...]. Nous avons pas mal de problèmes, ceux d'hier et certains qui sont apparus aujourd'hui à cause de la restructuration et de la mise en pratique de la réforme économique. »*

« C'est normal, mais j'ai l'impression que vous regardez l'avenir sans panique et avec optimisme », a continué le secrétaire général, pour qui *« il se peut qu'on ne réussisse pas à régler tout, partout et d'un coup. Mais il faut apprendre à gérer le processus de restructuration »*. Comment ? En n'ayant *« pas peur de quelques défauts et même erreurs dans la mise en pratique d'une ligne de principe du parti visant à l'abandon des méthodes administratives »*.

« L'essentiel, a-t-il dit à plusieurs reprises, *est de s'appuyer sur les hommes et de se concerter avec eux* [car] *la démocratisation est le potentiel le plus sûr de la restructuration »*, et s'*« il ne s'est pas encore développé de façon vérifiable, cela viendra obligatoirement »*. Obligatoirement, parce que *« l'objectif est d'impliquer les gens à tous les niveaux de production »* et que *« maintenant que la réforme des entreprises est entrée en vigueur, il est impossible à quiconque de laisser passer les choses en attendant de voir ce qui sortira de tout cela »*.

C'est impossible, car – en théorie – si l'entreprise ne marche pas bien, elle ira à la faillite ou devra réduire ses salaires, et chacun est, en conséquence, conduit, *nolens volens*, à se soucier de la gestion. Sur le papier, le raisonnement est imparable, mais M. Gorbatchev sait bien que, entre mille obstacles, le moindre n'est pas cette menace qui pèse désormais sur les revenus des salariés. On n'aime cela sous aucun régime et le secrétaire général a donc abordé la question de lui-même, en rapportant qu'il a *« lu dans la presse »* que dans une autre usine la réforme avait entraîné des baisses de salaires en janvier et février.

« C'est désagréable, a-t-il dit, *mais comment donc payer un rouble entier s'il n'a pas été entièrement gagné ? Si le salaire n'est pas lié à un accroissement de la production, que pourra-t-on acheter avec ce morceau de papier ? [...] C'est que, avant, on touchait son salaire qu'on ait bien ou mal produit, les ressources s'épuisaient [...] et il n'y avait pas d'articles* [à acheter]. »

« Peut-on continuer comme cela ? » a alors demandé M. Gorbatchev, dont l'appel à la raison semble décidément être la première des armes – pour ne pas dire la seule dont il dispose vraiment.

BERNARD GUETTA.

Le Caucase : Babel au carrefour des empires

La mémoire des victimes, pour la plupart arméniennes, des affrontements survenus le 28 février dans la ville de Soumgaït (Azerbaïdjan) devait être honorée mardi 8 mars lors de rassemblements à Erevan, capitale de la République d'Arménie. Quelques centaines de personnes s'étaient déjà réunies dans le même esprit dimanche au cimetière arménien de Moscou.

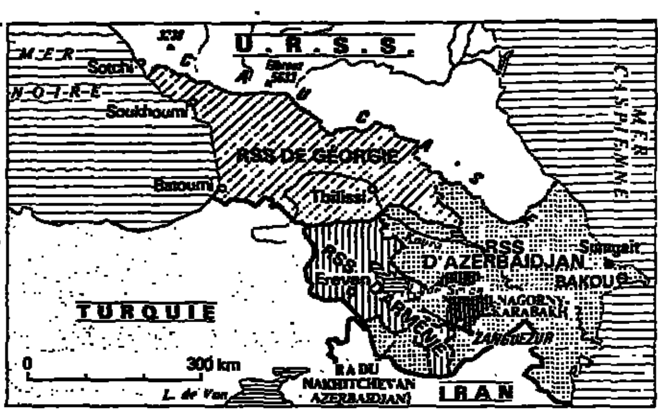
Le 6 juillet 1921, un Staline nostalgique et inquiet fait part de ses observations aux communistes de Transcaucasie : *« Je me rappelle les années 1905-1917, où l'on constatait, chez les ouvriers, et en général chez les travailleurs des différentes nationalités, une solidarité fraternelle totale [...]. Mais cette fois, j'ai été frappé par l'absence de cette ancienne solidarité [...]. Le nationalisme s'est renforcé, les liens anciens de confiance fraternelle sont rompus* (1). » La *pax sovietica* règne depuis quelques mois, de la mer Noire à la Caspienne. Imposée et maintenue par l'armée rouge, elle est fragile et contestée. Les Républiques de Transcaucasie offrent le spectacle de la division et du soupçon. Après plus d'un siècle de domination russe, deux révolutions et trois années d'une indépendance difficile, quelle image retenir ? Un Caucase idéal et fraternel, artificiellement coupé de son grand arrière russe par l'*« hydre du nationalisme* (2) » que dénonce Staline ? L'élan brisé de jeunes Etats à la recherche de leur indépendance nationale ?

Un siècle plus tôt, après avoir évincé une Perse qui n'est plus que l'ombre d'elle-même de territoires où vivent Azéris et Arméniens, la Russie a tenté de disputer à l'Empire ottoman le contrôle des détroits du Bosphore. Dans cette *longue marche vers les mers chaudes*, le Caucase est un passage obligé. Babel au carrefour des empires, ses vallées et ses plaines sont le conservatoire de dizaines de langues et d'ethnies.

Au haut Moyen Age, il a été dominé par les royaumes chrétiens d'Arménie et de Géorgie, civilisations brillantes et originales. La Grande Arménie est rayée de la carte, victime de l'expansion turque dans la seconde moitié du onzième siècle. La Petite Arménie, un territoire situé en Cilicie (face à l'île de Chypre), incarnera la continuité de la royauté arménienne jusqu'à la fin du quatorzième siècle avant de succomber à son tour. Lorsque l'invasion mongole (treizième siècle) s'abat sur la région, le royaume de Géorgie est, lui, à l'apogée de sa gloire. Après plusieurs siècles d'un face-à-face éprouvant avec ses voisins musulmans, il en appelle à une Russie qui se proclame protectrice des chrétiens du Caucase. En 1783, un traité de protectorat est signé entre les deux pays. L'Empire ne le respectera pas. Lorsque le tsar décide son annexion, en 1801, la Géorgie n'est plus en mesure de s'y opposer.

La conquête méthodique du Caucase peut dès lors commencer. Subtile, la politique russe flatte certains particularismes, utilise les antagonismes ancestraux, quand elle ne les exacerbe pas. Elle ne parviendra pourtant pas à réduire *l'insurrection des montagnards* musulmans avant la seconde moitié du dix-neuvième siècle. L'époque est aux grandes migrations : musulmans du nord du Caucase chassés de leurs villages par les Cosaques et contraints de se réfugier en Turquie, Arméniens fuyant les persécutions d'un Empire ottoman devenu hostile.

Dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, la région connaît une forte expansion fondée sur le pétrole de Bakou. Les villes sont devenues des centres cosmopolites que domine une bourgeoisie arménienne dynamique et expérimentée. Aux yeux des Azéris et des Géorgiens, elle est devenue le symbole d'un capitalisme étranger.



La vague révolutionnaire de 1905 place la Transcaucasie en situation *quasi insurrectionnelle*; villes et campagnes se dressent d'un même élan contre le pouvoir tsariste. Protestation sociale, ce mouvement est aussi le révélateur d'une prise de conscience nationale et politique. Arméniens et Géorgiens ont connu une radicalisation rapide. Dachnaks qui mêlent étroitement libération sociale et émancipation de tous les Arméniens, y compris ceux de l'Empire ottoman, socialistes de Géorgie qui ne voient de salut que dans une Russie démocratique, acquièrent une véritable hégémonie, tandis que les élites azéris créent le Moussavat, un parti d'inspiration panturque.

A la veille de la première guerre mondiale, l'indépendance des trois entités transcaucasiennes n'est pas à l'ordre du jour. Nombreux sont ceux qui veulent croire aux vertus d'un ensemble pluraliste et démocratique. Les exactions dont se sont rendus coupables des Azéris manipulés lors des pogroms anti-arméniens de Bakou ont été ajoutées au lourd bilan de la Russie tsariste, cette *« prison des peuples »* qui opprime les Polonais, humilie les juifs, russifie les Ukrainiens. Août 1914 place la Transcaucasie aux premières lignes d'une guerre qui oppose Russes et Turcs. Azéris et Géorgiens sont réservés. Les uns sont mal à l'aise dans un conflit qui les oppose à l'Empire ottoman; les autres sont tentés par le *« défaitisme révolutionnaire »*. Les Arméniens de Russie n'ont pas ces états d'âme. Ils placent leur espoir dans une victoire russe, alors que les deux millions d'Arméniens de l'Empire ottoman sont désormais autant *d'otages aux mains des Jeunes Turcs*.

A partir du printemps 1915 se produit l'indicible. En moins de deux ans, des centaines de milliers *d'êtres humains sont massacrés* dans ce qui sera le premier génocide du siècle. Sur le plan transcaucasien, les conséquences sont désastreuses; le fossé qui sépare Arméniens et Azéris est devenu infranchissable. A Pétersbourg, le pouvoir vacille. En février 1917, la dynastie des Romanov est chassée *par une révolution qui met en place* un gouvernement provisoire. En Transcaucasie, comme en Russie, *les soviets sont devenus les porte*-parole de la volonté populaire. Socialistes géorgiens, dachnaks arméniens et moussavistes azéris vont bientôt y jouer un rôle prépondérant. La jeune démocratie russe est incapable de répondre aux interrogations et aux revendications *qui montent de peuples trop* longtemps réduits au silence.

Règlement de comptes

En novembre 1917, le gouvernement Kerensky sombre dans la *tempête qu'ont déclenchée les bolcheviks*. Lénine s'installe aux affaires. Mais ses amis caucasiens, privés de tout soutien populaire, ne parviennent pas à suivre son exemple. Dans Bakou, dirigé pour une courte période par une coalition bolchevico-dachnak, la révolution *s'est transformée en règlement de* comptes. Fin mars 1918, plusieurs milliers d'Azéris sont massacrés. La Transcaucasie fait alors l'expérience d'une indépendance qui ne dit pas son nom, sous l'égide d'un commissariat transcaucasien, gouvernement de coalition qui rassemble les principales forces politiques.

Le 22 avril 1918, la rupture est consommée avec la Russie. Dans sa déclaration d'indépendance, la République fédérative transcaucasienne estime que la République socialiste fédérative soviétique de

En quête d'aide et de reconnaissance, les républiques transcaucasiennes vont, dès lors, se trouver chacune dans un face-à-face pathétique avec les unes ou les autres des grandes puissances qui avaient été engagées dans le conflit mondial. Aucune d'entre elles ne réussira à y préserver sa *souveraineté. L'armé rouge*, sortie vainqueur de la guerre civile, se lance à l'assaut de l'Azerbaïdjan dès le printemps 1920 ; le 27 avril, Bakou, dont le pétrole est un élé*ment indispensable à la reconstruc*tion de la Russie, tombe aux mains des bolcheviks. La République d'Arménie, petit territoire où s'entassent des centaines de mil*liers de réfugiés affamés, n'a cessé* d'être engagée dans des guerres sans fin avec ses voisins : conflit de Bortchalo avec la Géorgie en décembre 1918, affrontements cruels avec l'Azerbaïdjan pour le contrôle du Karabakh, du Nakhitchevan et du Zanguezour en 1919 et 1920 (3).

Assuré de la compassion des nations, le peuple arménien semble un moment entouré de bonnes fées : *en août 1920, le traité de* Sèvres lui accorde une partie de la Grande Arménie, qui doit être prélevée sur une Turquie qui paraît se soumettre. Mais lorsque, en septembre, Kemal Ataturk lance ses troupes à l'assaut de la petite République, les Occidentaux l'abandonnent à son sort. En novembre, l'Arménie devient soviétique pour prix de la protection russe. Seule la Géorgie, que dirigent de vieux militants socialistes, semble encore capable de faire entendre sa voix dans une région à nouveau dominée par le tête-à-tête russo-turc. En février 1921, une intervention militaire détruit cet Etat qui avait réussi, malgré les difficultés, à démontrer sa viabilité.

Les nouveaux régimes mis en place par l'armée rouge sont impopulaires. En 1921 en Arménie, puis en 1924 en Géorgie, des mou*vements insurrectionnels* durement réprimés sanctionneront une politique qui foule aux pieds les principes d'autodétermination et de justice dont se réclament les bolcheviks. *Toujours renaissante*, malgré les protestations d'internationalisme, l'*« hydre du nationalisme »* pourra désormais se nourrir des frustrations et des conflits qui, *tel celui du Karabakh*, n'ont pas trouvé d'issue équitable.

CHARLES URJEWICZ
(universitaire.)

(1) J. Staline, *les Tâches immédiates du communisme en Transcaucasie*, œuvres complètes, T. V, Paris, 1955, pp. 84-85.

(2) *Ibid*, p. 88.

(3) *Le Monde* daté 28-29 février.

Expulsés d'URSS

Deux nationalistes estoniens sont arrivés en Suède

STOCKHOLM
de notre correspondante

Deux des fondateurs, au mois de janvier de cette année, du Parti national estonien de l'indépendance, Heiki Ahonen et Ervi Orula, tous deux âgés de trente-deux ans, sont arrivés, le samedi 5 mars, à Stockholm, en provenance de Tallin, *via* Moscou. Heiki Ahonen était accompagné de sa mère et Ervi Orula de son épouse. Heiki Ahonen était membre du groupe estonien de surveillance des accords d'Helsinki, qui exige l'indépendance de l'Estonie et la création d'une zone dénucléarisée dans les pays baltes. Deux des militants de ce groupe ont été condamnés respectivement à dix-sept ans et dix ans de prison.

Heiki Ahonen avait été condamné, en 1983, à sept ans d'emprisonnement (puis à la déportation dans l'Oural) pour activités antisoviétiques. Libéré en février 1987, il était de nouveau arrêté un an plus tard après avoir été interviewé sur la chaîne de télévision française Antenne 2. Ervi Orula n'a, pour sa part, jamais été condamné. Il a été expulsé d'URSS pour raisons politiques, avec un préavis de vingt-quatre heures.

Si Heiki Ahonen, qui a dû laisser son épouse à Tallin, entend rester en Suède, Ervi Orula a déjà indiqué qu'il demanderait à émigrer vers l'Australie, où vivent quelque cinq mille Estoniens. *« Ils ont besoin de sang frais là-bas »*, a-t-il déclaré.

FRANÇOISE NIÉTO.

POLOGNE

Des intellectuels souhaitent faire toute la lumière avec leurs collègues soviétiques sur le massacre de Katyn

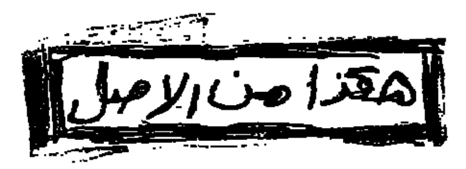
Affirmant que le massacre de Katyn empoisonne toujours les relations soviéto-polonaises, cinquante-neuf intellectuels polonais ont lancé un appel à leurs collègues soviétiques proposant l'ouverture d'un dialogue d'*« hommes libres et indépendants »*, et demandant que toute la lumière soit faite sur cette affaire.

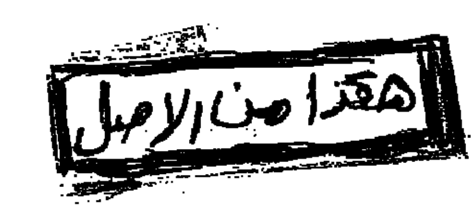
Le dialogue proposé doit s'établir entre hommes qui *« ne sont pas limités par des accords de diplomates et des directives »*, souligne la lettre ouverte, qui a été signée par des artistes, des universitaires et des dissidents, dont le dirigeant du syndicat dissous Solidarnosc, Lech Walesa, le cinéaste Andrzej Wajda et l'écrivain Casimir Brandys. *« Nous voudrions que soient éliminés de* [nos] *rapports la servilité, le mensonge et la menace de la violence »*, écrivent-ils dans cette lettre adressée notamment au physicien Andreï Sakharov, au poète Evgueni Evtouchenko et à de nombreux intellectuels soviétiques.

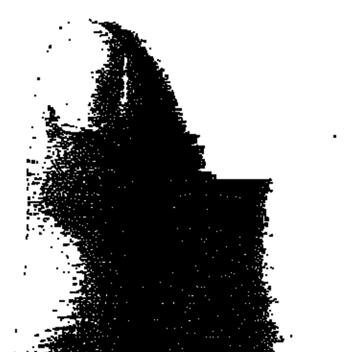
Mais pour que *« changent de façon radicale »* les rapports entre les deux peuples, les signataires polonais ont demandé à leurs collègues d'*« intervenir publiquement »* en URSS pour que *« le crime commis par les bourreaux de Staline et les mensonges à ce sujet »* soient dévoilés publiquement.

[Peu après l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, le 17 septembre 1939, quinze mille officiers et sous-officiers polonais avaient été déportés. Les corps de cinq mille d'entre eux, massacrés par l'armée rouge en 1940, devaient être retrouvés près du village de Katyn, en Biélorussie. Les corps des dix mille autres ont totalement disparu.

Les pouvoirs qui se sont succédé à Varsovie et à Moscou n'ont cessé d'occulter ce tragique épisode de la guerre. Toutefois, une commission d'historiens polonais et soviétiques a été constituée en février dernier (le *Monde* du 12 février) pour tenter de faire toute la lumière sur ce massacre.]







Europe

ITALIE : trois anciens ministres impliqués

Le scandale des « prisons en or massif » éclabousse plusieurs partis politiques

ROME
de notre correspondant

Le scandale des « prisons en or massif » s'élargit (*le Monde* du 2 mars). Trois anciens ministres sont désormais impliqués dans cette affaire de pots de vin : MM. Franco Nicolazzi, qui vient de démissionner de son poste de secrétaire général du Parti social-démocrate, Clelio Darida et Vittorino Colombo, démocrates-chrétiens.

Les dossiers ont été envoyés par les deux magistrats du parquet de Gênes qui ont soulevé l'affaire à la commission parlementaire dite *Inquirente*. Celle-ci doit donner son feu vert aux poursuites touchant d'anciens membres d'un gouvernement. Le paradoxe de la situation est que certaines normes de fonctionnement de l'*Inquirente* ont été abolies par le référendum du 8 novembre 1987. Les nouvelles modalités ne pouvant prendre effet que cinq mois après le vote, soit le 7 avril prochain, la commission a donc commencé de travailler comme si de rien n'était. Nul n'est aujourd'hui en mesure de dire quel chemin suivra cette affaire une fois, bouleversé le mode de fonctionnement de l'*l'inquirente*.

Plusieurs personnalités socialistes de rang non négligeable sont également mises en cause : un ancien secrétaire d'Etat à la justice, M. Gaetano Scamarcio, un député, M. Gianstefano Milani, et ancien bras droit de l'ancien ministre des transports qui avait déjà été détenu quelques semaines au printemps 1987 pour un scandale des « *aéroports en or massif* » (*le Monde* du 16 juin). La justice est aussi à la recherche d'un très haut fonctionnaire, M. Giusseppe Di Palma, destitué il y a quelques jours de sa charge de directeur général du ministère des travaux publics. Il s'est enfui en Suisse par un sentier de montagne. Des dizaines d'autres communications judiciaires pourraient suivre.



La magistrature a mis la main sur de véritables archives électroniques : des disquettes où un important entrepreneur de travaux publics, M. De Mico, PDG de la société lombarde CODEMI, faisait figurer une sorte de comptabilité parallèle codée de façon assez transparente et le montant des *tangenti* (pots de vin) versés pour obtenir l'adjudicatioin de divers travaux publics. Une énorme commission aurait ainsi été payée par la CODEMI pour obtenir l'adjudication à Milan de deux édifices pour les chemins de fer.

D'autres versements illicites auraient été faits pour obtenir la préférence dans la construction de postes.

Les Italiens savent ou devinent qu'il est pratiquement impossible dans la péninsule d'obtenir une commande de l'Etat sans verser un bakchich. Des chercheurs ont même entrepris de chiffrer cette « *économie noire* » : entre 3 et 10 % des devis. Une controverse existe même sur le point de savoir si ce système est parasitaire et néfaste (c'est la thèse quasi unanime de la presse) ou s'il ne serait pas l'équivalent de « *l'huile dans les rouages* » d'un système bloqué par l'enchevêtrement des compétences entre Etat, régions et communes, par l'inexistence d'une administration digne de ce nom et par la faiblesse d'un pouvoir politique confié à des coalitions de rencontre.

Une récente enquête de la Cour des comptes a montré qu'un projet de construction de vingt prisons, chiffré en 1972 à 150 milliards de lires, avait fini par coûter (l'inflation aidant, il est vrai) 700 milliards ! Et seulement quatre de ces établissements sont aujourd'hui achevés ! Entre-temps, quarante-neuf décrets interministériels étaient venus modifier les spécifications initiales.

Et les juges ont noté ici et là des moments de blocage dans les travaux qui pourraient fort bien avoir correspondu à des périodes de « *négociations* » entre gens des ministères et entrepreneurs sur le montant des *tangenti*.

JEAN-PIERRE CLERC.

GRANDE-BRETAGNE : l'opération contre l'IRA à Gibraltar

Pour une large majorité de l'opinion les forces spéciales n'ont pas commis de « bavures »

LONDRES
de notre correspondant

Sir Geoffrey Howe a révélé, le lundi 7 mars aux Communes, que les trois membres de l'IRA tués dimanche à Gibraltar par des agents des forces spéciales britanniques n'étaient pas armés et que l'automobile qu'ils avaient laissée dans le centre de la ville ne contenait pas d'engins explosifs, contrairement à ce qui avait été inlassablement répété pendant vingt-quatre heures.

Le secrétaire au Foreign Office a, d'autre part, indiqué qu'un quatrième membre de l'IRA, lui aussi surveillé par la police espagnole, n'avait pas été retrouvé. Manque également, contrairement aux premières indications (*le Monde* du 8 mars), la voiture qui transportait les bombes destinées à l'attentat que l'IRA préparait à Gibraltar. Sir Geoffrey a déclaré que les polices des deux pays recherchaient activement ce quatrième suspect et le véhicule.

Le secrétaire au Foreign Office a précisé les circonstances au cours desquelles les trois militants de l'IRA ont été tués, alors qu'ils étaient à proximité de la frontière séparant l'Espagne du Rocher. « *Leur comportement et leurs mouvements ont conduit les militaires venus en renfort de la police de Gibraltar* [un euphémisme désignant les forces spéciales] *à estimer qu'eux-mêmes étaient menacés; en raison de cette réaction, ils ont été abattus. Par la suite, il est apparu qu'ils ne portaient pas d'armes* », a affirmé Sir Geoffrey.

Selon le témoignage d'une habitante de Gibraltar cité mardi par le *Daily Telegraph*, les forces spéciales n'ont guère laissé de chance aux trois membres de l'IRA. Cette dame a vu « *un grand jeune homme blond* » s'approcher des trois suspects et tirer. D'une distance de « *quelques pas* », il a ensuite tiré plusieurs coups de feu supplémentaires sur les corps gisant à terre. Onze agents des forces spéciales ont quitté Gibraltar dimanche, quelques heures après cette opération.

Sir Geoffrey a estimé lundi que, si l'attentat préparé par l'IRA avait eu lieu, « *les victimes auraient pu se compter par centaines* » ; selon lui, les cinquante soldats participant à la relève de la garde devant le palais du gouvernement ainsi que de nombreux civils auraient été tués. « *Il n'y a aucun doute qu'un épouvantable acte de terrorisme a été évité* », a déclaré le secrétaire au Foreign Office, qui a exprimé sa reconnaissance aux autorités espagnoles pour leur coopération.

Incidents à Belfast

Il a fallu toute l'habileté de Sir Geoffrey pour mêler dans une même prestation l'aveu que les trois membres de l'IRA étaient sans armes et qu'aucune bombe n'avait encore été retrouvée et l'affirmation que les forces spéciales ne pouvaient agir autrement et n'avaient fait que leur devoir. La réaction des Communes a été cependant presque unanimement favorable, à l'image de celle de l'opinion.

M. George Robertson, porte-parole du Parti travailliste, a félicité les forces de sécurité. A propos des terroristes de l'IRA, M. Robertson a déclaré :

« *Ces gens sont foncièrement mauvais. Ils tuent et mutilent sans se soucier des innocents qui se trouvent sur leur chemin.* »

La seule note discordante est venue d'un député travailliste de Liverpool, M. Heffer. Celui-ci craint que les circonstances de la mort des trois membres de l'IRA ne profitent en définitive aux terroristes eux-mêmes...

En Irlande du Nord, d'importantes manifestations ont eu lieu lundi dans le quartier catholique de Belfast-Ouest. Une trentaine de véhicules, dont plusieurs autobus, ont été incendiés.

La police affirme que des centaines de cocktails Molotov ont été lancés contre les forces de l'ordre par les manifestants qui protestaient contre la mort, à Gibraltar, des trois militants de l'Armée républicaine irlandaise : Dan McCann, trente ans, Sean Savage, vingt-quatre ans, et Mairead Farrell, trente et un ans.

La jeune femme avait été condamnée en 1976 à quatorze ans d'emprisonnement pour sa participation à un attentat contre un hôtel de Belfast, au cours duquel son fiancé avait été tué par les forces de sécurité. Elle avait bénéficié d'une réduction de peine et avait été libérée en 1986.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● **GRANDE-BRETAGNE : début des manœuvres militaires aux Malouines.** — En dépit de vives protestations de l'Argentine, le ministère britannique de la défense a donné, lundi 7 mars, comme prévu, le coup d'envoi d'exercices militaires qui culmineront à la mi-mars avec l'envoi d'un millier de soldats aux Malouines, six ans après la guerre anglo-argentine. — (*AFP*.)



7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. — SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Imprimerie du « Monde »
7, r. des Italiens
PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

ALBANIE

Pour la première fois, l'anniversaire de la mort de Staline n'est pas célébré

Pour la première fois depuis 1954, l'Albanie n'a pas célébré officiellement l'anniversaire de la mort de Joseph Staline, a rapporté, le lundi 7 mars, la télévision yougoslave.

Staline, vénéré officiellement depuis des décennies par le régime de Tirana, est mort le 5 mars 1953, date qui a toujours été commémorée en grande pompe en Albanie jusqu'à cette année.

L'ancien numéro un albanais, Enver Hodja, était un fervent admirateur de Staline, et plusieurs de ses statues ornent toujours les parcs des villes albanaises.

Depuis la mort d'Enver Hodja en 1985, ce petit pays des Balkans semble sortir lentement de l'isolement volontaire dans lequel il s'était confiné depuis la seconde guerre mondiale et abandonner progressivement les principes staliniens.

Sa participation à la conférence des pays balkaniques le mois dernier à Belgrade était un pas supplémentaire dans ce sens. — (*AP*.)

Diplomatie

Le quarantième anniversaire du conseil de la vallée d'Aoste

Un exemple pour l'Europe ?

Dans Aoste pavoisée aux couleurs italiennes, mais arborant aussi le noir et le rouge de son propre drapeau, diverses manifestations officielles ont, les derniers jours de février, marqué le quarantième anniversaire du statut d'autonomie des vallées francophones du nord de l'Italie.

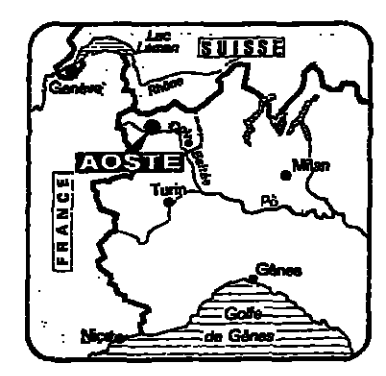
Les célébrations se sont déroulées sur fond d'une grève des fonctionnaires régionaux, ayant pour but d'obtenir que la prime de bilinguisme qui leur est servie soit désormais du même montant à tous les échelons. Mais ce mouvement illustrait aussi, sans le vouloir, la nouvelle accentuation d'un particularisme *légalement fondé sur la parité* entre le français et l'italien.

M. Auguste Rollandin, un vétérinaire de trente-neuf ans, dirigeant de l'Union valdôtaine (parti autonomiste disposant du plus important groupe au sein du conseil de la Vallée, le parlement provincial) et président de la junte (gouvernement régional) et ses sept assesseurs (ministres) avaient d'ailleurs fait à leurs administrés, quelques jours auparavant, un cadeau que beaucoup de Valdôtains n'espéraient plus : la stricte égalité entre les deux langues, jusque-là appliquée aux seuls jardins d'enfants, le sera, en principe à partir de la prochaine année scolaire, à l'enseignement primaire. Restera encore à obtenir de Rome que le cycle secondaire bénéficie de la même disposition, qui ne constituera que l'application du statut spécial d'autonomie octroyé le 26 février 1948.

Un autre « geste » de Rome avait été, quelques jours avant la commémoration, l'élargissement de M. Mario Andrione, ancien président de la junte, qui s'était réfugié durant quatre années en France, à la suite d'une enquête liée au fonctionnement du casino de Saint-Vincent, l'un des plus importants d'Europe, et qui fournit à la région 10% de ses revenus. Le budget autonome total de 1988 dépasse les 800 milliards de lires (environ 4 milliards de francs), ce qui est considérable pour une population de 115000 personnes.

Si les autorités italiennes se sont presque toujours montrées restrictives quant à l'application du statut de 1948 *en matière linguistique* et culturelle (aucune radio ou télévision valdôtaine diffusant des nouvelles en français n'est autorisée), elles ont, en revanche, plus volontiers joué le jeu dans le secteur économique et *financier. Neuf dixièmes* des impôts prélevés en Val d'Aoste entrent donc dans les caisses de la *région.*

L'Union valdôtaine a de fortes chances d'arriver encore en tête, lors des élections régionales prévues en juin. A cette formation appartient également l'unique député de la *région au Parlement national*, M. Lucien Caveri ; ce jeune journaliste – il a vingt-neuf ans – réclame la transformation complète des vallées francophones en zones franches (actuellement, seuls certains produits comme l'essence et l'alcool sont détaxés) et l'extension de la compétence régionale à divers domaines non politiques, comme la *gestion du parc naturel du Grand* Paradis contigu au parc français de la Vanoise.



Région francophone du nord de l'Italie, le Val d'Aoste (cent douze mille habitants), autrefois rattaché à la Maison de Savoie, dispose depuis février 1948 d'un statut d'autonomie. Ce dernier confère notamment aux trente-cinq membres du Conseil de la vallée, élus au suffrage universel direct, une compétence législative. La Loi constitutionnelle, dont on vient de fêter le quarantième anniversaire, est parfois contestée, comme ce fut le cas, dans les années 60, par ceux qui réclament davantage d'autonomie et *plus de prérogatives pour la langue française.*

Le tourisme et les services sont la principale source de revenus (65 % du total des ressources) d'une contrée où le chômage n'atteint que 10 % des actifs (12 % à l'échelon national) et que regardent avec envie Vénitiens ou Calabrais moins bien lotis.

Dans ce Val d'Aoste sous-peuplé, lié depuis la nuit des temps à l'ensemble politico-culturel franco-*provençal, encore* très marqué par l'italianisation forcée qu'ordonna Mussolini, le pari particulariste n'est cependant pas encore définitivement gagné. L'immigration en provenance des autres parties de l'Italie, commencée il y a soixante ans, fait que la ville d'Aoste (35 000 habitants) ne compte plus aujourd'hui que 30 % de francophones, les villages ayant en revanche mieux conservé leur identité.

Les Valdôtains, qui, en 1945, eurent un instant la tentation de se laisser annexer par de Gaulle, disent ne pas le regretter aujourd'hui *« en raison du centralisme parisien qui aurait laminé notre culture spécifique »*, 15 % d'entre eux restent, selon un récent sondage patronné par les communistes locaux, partisans d'un Val d'Aoste indépendant *« comme le Liechtenstein »*.

Très attaché à *« l'autonomie à base linguistique, mais au sein de l'Etat italien »*, M. Rollandin n'en regrette pas moins que *« la France ne nous ait pas aidés culturellement »*. Aoste ne possède aucune antenne consulaire ou culturelle française, en dehors d'une modeste Alliance française.

Si les Valdôtains ne comptent plus guère sur Paris pour affirmer leur personnalité, ils attendent, en revanche, beaucoup de l'Europe de 1992. A l'invitation de la région, un colloque sur *« les destinées de l'autonomie en vallée d'Aoste et en Europe »* a eu lieu en février à Courmayeur. Le thème des *« médias francophones en milieu minoritaire »* a, par ailleurs, été étudié au cours des assises de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF) tenues fin février à Aoste.

De tous ces débats, il ressort que les Valdôtains, tout en reconnaissant l'*« imperfection »* de leur statut spécial, pensent qu'il pourrait servir de référence pour atténuer les questions minoritaires qui, de la Belgique à la Turquie en passant par la France et l'Espagne, se posent avec une intensité grandissante.

Un second vœu, à l'adresse des autres pays de la Communauté où le français est langue maternelle, a été exprimé par l'élite valdôtaine : *« Faites tout pour que le français demeure la première langue de travail à Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg ! »*

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Asie

CHINE : à la veille de la réunion du comité central

Les émeutes de Lhassa pourraient relancer la polémique entre partisans et adversaires de l'ouverture

Le bureau du dalaï-lama à New-Delhi a publié, le lundi 7 mars, un communiqué affirmant que les récents troubles à Lhassa étaient le signe que les Tibétains *« ne peuvent être abusés par des changements mineurs »* et qu'ils prouvent la *« profondeur du ressentiment et de l'opposition du peuple tibétain au pouvoir chinois »*. Le chef religieux tibétain a cependant réitéré sa demande d'ouvrir des négociations avec Pékin : *« Nous espérons,* précise en effet le communiqué, *que le nouveau pouvoir en Chine entamera sérieusement des négociations fondées sur le plan de paix en cinq points »* proposé par le dalaï-lama.

PÉKIN
de notre correspondant

Il avait fallu attendre plus de trois mois pour que les autorités chinoises admettent que la police avait fait usage d'armes à feu dans la première émeute sanglante de Lhassa, le 1er octobre 1987. A en juger par la discrétion des médias officiels sur l'ampleur de celle du 5 mars, il est à craindre que les choses n'aillent guère plus vite dans le sens d'une plus grande objectivité.

Le bilan officiel de la journée de violences qui, selon les témoins, a fait au moins huit morts, restait dans les journaux d'un mort et vingt-huit blessés, tous membres des forces de l'ordre. De victime tibétaine ou chinoise civile, point. Une brève dépêche en page intérieur du *Quotidien du peuple* rendait compte d'une visite des plus hauts dirigeants locaux à l'hôpital où sont traités les policiers. A la télévision lundi, les seules images de Lhassa ayant précédé la lecture du communiqué officiel sur les émeutes montraient des fidèles tibétains priant comme à l'accoutumée un soir de festival. Soixante-douze heures après le début de l'émeute, personne, à Pékin, ne s'était encore exprimé publiquement sur le sujet.

De toute évidence, l'incident a créé un problème majeur pour la direction chinoise. Le silence observé est d'autant plus remarqué que, dans l'intervalle, les dirigeants se sont adonnés à un exercice de « transparence » à la chinoise, à propos des catastrophes ferroviaires et aériennes qui ont endeuillé les transports en commun au début de l'année : le ministre des chemins de fer, M. Ding Guangen, a remis sa démission – acceptée – pour le déraillement du 24 janvier. *Le chef* de la compagnie aérienne civile (CAAC), M. Hu Yizhou, a, le même jour, *« demandé »* (et obtenu) un blâme sévère pour la catastrophe aérienne du 18 janvier. Deux exemples qui auraient été sans doute les bienvenus si le hasard du calendrier ne les avait fait tomber, précisément, ce jour-là.

Car au-delà de l'épineux problème posé par cette nouvelle irruption de violence pour la politique de Pékin au Tibet, il y a bien sûr des enjeux plus vastes : on risque fort, cette fois, de voir le Thibet servir de prétexte à ceux qui renâclent devant les réformes et l'ouverture.

L'équipe de M. Zhao Ziyang aura sans aucun doute beaucoup de mal, lors du plénum du comité central du 15 mars, qui doit préparer la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, à tenir la position qu'elle avait adoptée après les premiers incidents de Lhassa et qui se résume en un principe élémentaire : la seule solution au Tibet est davantage d'ouverture, et non pas le contraire. Ses opposants, s'ils avaient dû ravaler leurs critiques, au moins dans leurs interventions publiques, lors du dernier congrès du PC, auront beau jeu, cette fois, de jouer les Cassandre. Sans doute ne s'en privent-ils pas déjà.

Des blessures toujours béantes

Au Tibet même, les assurances officielles selon lesquelles *« le calme est revenu »* se lisent presque comme une application de la méthode Coué. Certes, les visiteurs occidentaux – il y en avait une quinzaine à Lhassa durant le week-end – ont témoigné que les rues de la capitale tibétaine n'étaient plus, dimanche, le théâtre de scènes de violence. Mais quand bien même n'y aurait-il que cette échéance, l'approche de l'anniversaire de l'insurrection de 1959 – qui avait conduit à l'exil le dalaï-lama – serait suffisante pour maintenir les forces de l'ordre en état d'alerte maximale. C'est dans la nuit du 9 au 10 mars 1959, en effet, que se produisit la révolte des guerriers khampas, qui attaquèrent des garnisons chinoises après avoir proclamé *« l'indépendance du Tibet »*. Les événements de samedi – dans lesquels, selon les témoins, des Khampas ont été présents – montrent que, vingt-neuf ans plus tard, les blessures sont toujours béantes.

FRANCIS DERON.

Washington « profondément préoccupé »

Alors que le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, entamait, le lundi 7 mars, une visite officielle de deux jours à Washington, le département d'Etat a exprimé sa « profonde préoccupation » à propos du regain de violence au Tibet, et appelé les parties en présence à faire preuve de « modération ». Son porte-parole a cependant souligné que les Etats-Unis considéraient toujours le Tibet *comme partie intégrante de la République populaire : « Rien n'est changé là-dessus. »*

Dans son entretien avec M. Wu, le secrétaire d'Etat devait, selon le porte-parole, évoquer la situation au Tibet, qui est depuis des mois au centre d'une polémique entre Washington et Pékin, les Chinois reprochant aux Américains leurs « ingérences » dans leurs affaires intérieures. Rien n'en a néanmoins transpiré dans les toasts échangés lors du déjeuner offert par M. Shultz, au département d'Etat, malencontreusement servi dans de l'argenterie « made in Taiwan ». Les deux ministres se sont félicités des progrès réalisés dans les relations entre leurs deux pays, qui ont connu ces derniers temps un certain refroidissement, et se sont contentés de brèves références à leurs différends.

*L'un des principaux sujets de dis*corde concerne les livraisons d'armes chinoises – en particulier de missiles Silkworm – à l'Iran, qui avaient entraîné le gel de l'élargissement des transferts de technologie américaine à Pékin. La Chine continue d'affirmer qu'elle ne vend pas ce type de matériel à Téhéran. M. Wu s'est par ailleurs déclaré prêt à accroître la *« coopération économique et technologique ainsi que le commerce »* avec les Etats-Unis. Le ministre chinois, qui avait également rencontré lundi M. Carlucci, secrétaire à la défense, devait être reçu mardi par le président Reagan. – *(AFP, UPI.)*

Amériques

ÉTATS-UNIS : les primaires du Sud

L'heure de vérité de la campagne

C'était l'heure de vérité, le mardi 8 mars, dit « super tuesday », pour les rescapés de la campagne préélectorale américaine qui affrontaient les primaires des Etats du Sud. Un enjeu crucial car dans ces quatorze Etats *« sudistes »* et six « périphériques » – dont le Missouri, Hawaï, le Kentucky ou l'Arkansas – environ un tiers des délégués qui siégeront l'été prochain aux conventions des deux partis d'où sortiront les « finalistes » pour la course à la *Maison Blanche vont être désignés* en fonction des résultats de ce supermardi.

Chez les républicains, le vice-président George Bush, fort de sa victoire de samedi dernier auprès des électeurs de Caroline du Sud, que d'aucuns considéraient comme le meilleur test avant « super tuesday », fait figure de grand favori, avec, selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, 60 % des intentions de vote. Il est vrai que M. Bush – dont le Texas, un des plus importants Etats qui votaient mardi, est le pays d'élection – bénéficie du soutien de la « machine » du grand Old Party. De même que de la popularité du président Reagan, toujours intacte dans cette région du Sud plus conservatrice que la moyenne nationale. Si son principal rival, le sénateur du Kansas, M. Robert Dole, le menace, c'est, disent les analystes locaux, essentiellement *dans les Etats périphériques* (Oklahoma, Missouri et Maryland). Et surtout en Caroline du Nord, pays d'origine de Mme Elizabeth Dole, la femme du sénateur, qui fut un ministre des transports très apprécié à la Maison Blanche avant de se consacrer à la carrière de son mari.

Chez les démocrates, les plus concernés par ce supermardi qui compte pour eux *vingt primaires* et « caucus » (contre seize aux républicains), il s'agissait à l'origine de contrebalancer l'influence jugée excessive des Etats du « Nord » dans le processus électoral. Ce qui, de fait, semblerait avantager *MM. Jesse Jackson et Albert Gore.* Le pasteur noir, grand favori lui aussi dans les sondages, devrait faire un score important dans les Etats du « Sud profond », souvent pauvres et à forte population noire, comme l'Alabama, le Mississippi et certains comtés de Géorgie ou de Virginie. M. Gore, seul démocrate originaire du Sud, devrait se distinguer dans le Tennessee, dont il est sénateur, et chez ses « voisins » du Kentucky. Ce sera peut-être insuffisant pour résister à la formidable avancée d'un homme venu du Nord-Est pourtant, mais fin tacticien, le gouverneur du Massachusetts Michael Dukakis, qui a misé toute sa stragégie dans le Sud sur les Etats rapportant le plus grand nombre de délégués, comme la Floride ou le Texas. Enfin, pour brouiller un peu plus les cartes, il faudra compter avec le message populiste de Richard Gephardt, qui, *s'il ne séduit pas entièrement* les autres Etats, lui rapportera au moins une place d'honneur dans le Missouri dont il est l'élu.

PANAMA

La crise financière fait monter la tension

Après la fermeture au public des banques, décidée vendredi 4 mars devant les demandes de retraits massifs et l'insuffisance de liquidités pour y répondre, le gel des avoirs panaméens et l'embargo monétaire décidés aux Etats-Unis, les rumeurs *les plus diverses* circulent sur les intentions du général Noriega, cible principale de la vague de défiance internationale suscitée par Washington contre Panama. Un responsable de la Croisade civique, qui regroupe plusieurs organisations de l'opposition, *a même affirmé que le général* Noriega étudiait la possibilité d'un exil au Paraguay, où deux de ses principaux collaborateurs viennent d'effectuer une mission.

De son côté, le nouveau président mis en place après le « limogeage » *d'Eric Delvalle le 25 février* continue d'attribuer aux Etats-Unis la responsabilité des événements qui secouent le pays. Dans une interview, dimanche 6 mars, il a évoqué la possibilité d'une intervention militaire américaine. Et ce au moment *où se déroulent d'importantes* manœuvres des troupes américaines stationnées le long du canal. Ce qui a permis aux services secrets panaméens d'affirmer, lundi, que Washington avait profité de ces manœuvres pour envoyer un « *bateau espion* » dans la zone du canal. De même source, on affirmait aussi que ce navire, équipé d'appareils électroniques très sophistiqués destinés à intercepter les communi*cations téléphoniques*, avait *déjà été* utilisé ces dernières années par la marine américaine au large du Nicaragua.

Enfin, dans un communiqué publié lundi, le ministère des affaires étrangères panaméen a vivement protesté contre *les déclarations* faites dimanche par le vice-président américain Georges Bush, qui avait laissé entendre que M. Noriega pourrait *« être capturé et traduit en justice »*. Par ailleurs, l'opposition et le président destitué Delvalle *ont* signé lundi un accord appelant à la formation d'un gouvernement de « réconciliation nationale ».

A Londres, où à la fin de la semaine dernière l'ambassadeur du Panama, favorable au général Noriega, avait annoncé sa *décision* de limoger le consul, favorable, lui, au président Delvalle, les partisans du général ont *tenté un coup de* force. Dans la nuit de lundi à mardi, deux d'entre eux, auxquels s'étaient joints quatre employés d'une agence de sécurité, ont forcé les portes du consulat à l 'aide d'une Land Rover et ont pris possession des lieux, mais ils se sont rendu mardi en fin de matinée. *(AFP, Reuter.)*

AFGHANISTAN : la reprise des négociations de Genève

L'isolement des Pakistanais

La séance de pourparlers *« indirects »* entre Pakistanais et Afghans, lundi 7 mars, à Genève, n'a pas duré plus de deux heures. *« Je n'ai pas à faire de progrès, c'est à l'autre partie d'en faire »*, a déclaré, à la sortie, M. Zain Noorani, le délégué *pakistanais. Mardi matin, soit* six jours après l'ouverture de cette session de négociations sous *l'égide de l'ONU*, on ignorait encore quelles concessions, concernant la formation d'un gouvernement intérimaire, les Pakistanais jugeraient suffisantes pour avaliser l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Les Pakistanais – ils ne sont pas les seuls – ont été pris de court par l'offre de retrait soviétique avancée le 8 février par M. Gorbatchev. Leurs efforts de dernière heure pour lier la formation d'un gouvernement *provisoire à Kaboul à l'accord sur le* retrait militaire soviétique auront eu au moins pour intérêt de souligner la difficulté, sinon l'impossibilité, de restaurer une stabilité dans la région.

On peut imaginer, en effet, deux scénarios extrêmes en cas d'accord à Genève. Dans le premier, le retrait soviétique s'effectue sans trop d'incidents et dans les délais prévus. Le régime du président Najibullah ne supporte pas le choc. Au fur et à mesure que les troupes soviétiques se retirent, son administration, son armée et sa police secrète se replient *ou s'évanouissent.*

De leur côté, les mouvements de résistance, surmontant d'inévitables *difficultés*, évitent de s'entre-déchirer et s'entendent même sur la mise en place, à Kaboul, d'un gouvernement *sans grands* pouvoirs et respectant l'autonomie de chacun. Bref, les partis politico-militaires acceptent de se cantonner chacun dans son fief, facilitant un retour des réfugiés qui, grâce à une assistance humanitaire massive, ne tourne pas à la catastrophe. Deuxième hypothèse, toujours en cas d'accord à Genève : deux mois plus tard, comme convenu, les Soviétiques amorcent leur repli. Ils évacuent d'abord *les garnisons les plus* excentrées et les plus exposées. Au bout de trois mois, la moitié du corps expéditionnaire soviétique a *été* rapatriée, le reste demeurant dans les zones que les Soviétiques contrôlent le mieux – le Nord, en particulier – et à Kaboul, la capitale. Le régime de Najibullah s'est replié, simultanément, sur ces zones.

Mais il y a eu des incidents assez graves pour que les Soviétiques ne se sentent plus entièrement tenus par l'accord. *Ils* décident alors d'appuyer le régime Nijibullah dans les zones que ce dernier contrôle encore. C'est la *« libanisation »* et la guerre civile. Les communistes tentent d'exploiter les rivalités entre les mouvements de résistance. Les réfugiés restent à l'extérieur du pays, où ils colportent leurs propres divisions. Menacé de déstabilisation, le régime pakistanais du général Zia Ul Haq décide d'en finir en amorçant une négociation directe avec Moscou, *remettant en cause l'équilibre* régional.

Un accord bancal

Parce qu'ils sont extrêmes, ces deux scénarios ne se réaliseront probablement pas. Il existe toute une gamme de possibilités entre les deux. Mais, en aucun cas, on ne peut envisager une coalition entre les autorités actuelles de Kaboul et les mouvements de résistance. Ces derniers, en effet, n'accepteront jamais la présence de communistes au sein d'un gouvernement.

C'est pourquoi la négociation de Genève ne peut aboutir qu'à un accord bancal. Les deux principaux acteurs – Moscou et la résistance – sont absents. La délégation pakistanaise ne reconnaît aucune légitimité à celle de Kaboul, qu'elle refuse de rencontrer. Elle semble même reprocher au médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, d'avoir rappelé, d'entrée de jeu, que l'objet des négociations était uniquement un règlement international du conflit.

Mais les Pakistanais sont trop isolés, aujourd'hui, pour pouvoir envisager de ne pas donner leur aval à un accord. Face à la pression générale, ils ont, dès leur arrivée à Genève, fait une concession majeure en annonçant qu'un engagement sur un règlement politique intérieur intervenant *« simultanément »* avec le repli soviétique ferait leur affaire. Autant avouer qu'ils ne pouvaient plus s'opposer à un accord, si peu satisfaisant fût-il à leurs yeux.

Depuis, la négociation s'est recentrée sur les conditions du retrait soviétique. Un accord s'est fait sur un délai de *neuf mois, étant entendu* que la moitié des effectifs soviétiques – estimés à 115000 hommes – seront rapatriés dans les trois premiers mois. Un petit corps d'observateurs de l'ONU – de quarante à cinquante officiers supérieurs – sera dépêché sur place. On discute également, cette semaine, d'amnisties ou encore des points de passage, aux *frontières, de l'armée soviétique.*

Les Américains continuent d'exercer des pressions en affirmant que leur *aide militaire* à la résistance ne sera suspendue que si les Soviétiques prennent une mesure de *« réciprocité »* au détriment de leurs protégés locaux. Il reste à concevoir, organiser et financer un effort colossal pour éviter que le rapatriement de quelques millions de réfugiés, le cas échéant, ne se transforme en tragédie supplémentaire. Enfin, en ce qui concerne le rôle des *« garants »* de l'accord – l'Union soviétique et les Etats-Unis, – on demeure dans le flou artistique, puisque, selon M. Cordovez, leur mission sera d'*« accomplir tout leur possible pour que les accords soient respectés »*. Des termes bien vagues.

JEAN-CLAUDE POMONTI.





Proche-Orient

ISRAËL : l'attaque d'un autobus dans le Néguev

L'opération meurtrière de l'OLP risque de nuire aux Palestiniens « de l'intérieur »

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a revendiqué, dans la nuit du lundi 7 au mardi 8 mars, la responsabilité de l'opération menée quelques heures plutôt par trois Palestiniens contre un autobus israélien dans le désert du Neguev. Cette action, qui a fait six morts (les trois membres du commando et trois civils israéliens), *« a été menée par une unité spéciale de trois hommes qui portait le nom des trois martyrs tués à Limassol par les services secrets israéliens »*, indique un communiqué d'un porte-parole palestinien rendu public par le bureau de l'OLP à Nicosie. L'attaque avait été auparavant revendiquée par la *« Force 17 »* (unité spéciale de la centrale palestinienne) dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Jérusalem.

***« Un grand nombre d'experts israéliens travaillant au centre nucléaire de Dimona qui étaient dans l'autobus ont été tués par les balles des forces sionistes durant l'accrochage »*, ajoute le communiqué de l'OLP, qui affirme encore que *« cette opération reflète notre volonté d'attaquer Israël »*. Le commando, toujours selon le communiqué, réclamait *« la libération de tous les détenus palestiniens dans les prisons israéliennes et l'intervention de la Croix-Rouge internationale dans les négociations »*. Le 14 février, trois membres du Fath (principale composante de l'OLP) avaient été tués à Limassol (Chypre) alors qu'ils négociaient l'achat d'un bateau destiné au retour en Israël de Palestiniens expulsés. Le « bateau du retour » ayant finalement été saboté, l'OLP avait dû renoncer à son projet.**

Washington a condamné l'opération de lundi dans le Néguev, notant que *« les terroristes apparaissent pour tuer des innocents au moment où la majorité des gens dans la région recherchent une solution pacifique au conflit israélo-arabe »*.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a également déploré l'attaque de lundi menée contre des civils israéliens. *« De telles actions ne contribuent guère à faire avancer le processus de négociation »*, a-t-il déclaré.

Par ailleurs, les affrontements se sont poursuivis lundi en Cisjordanie et à Gaza entre manifestants palestiniens et soldats israéliens. Un Palestinien de vingt-trois ans a été tué dans un camps de réfugiés proche de Naplouse, tandis que sept autres ont été blessés près de Hébron par des militaires sur lesquels une grenade avait été lancée. Un soldat a été légèrement blessé. Dans le nord de la Cisjordanie, à Qabatiya, deux maisons appartenant à des Palestiniens impliqués dans le lynchage, le 24 février, d'un habitant accusé par le village de « collaboration » avec les Israéliens ont été détruites par l'armée. – *(AFP, Reuter.)*

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En quelques minutes, le commando palestinien qui a tué trois civils israéliens, le lundi 7 mars, a sans doute sérieusement entamé le capital de sympathie accumulé par les habitants de Cisjordanie et de Gaza tout au long des trois mois de révolte. Telle est, du moins, la leçon que l'on tirait du côté israélien comme du côté palestinien, au lendemain d'un attentat qui, même s'il ne lui est pas lié, pourrait bien marquer un tournant dans l'histoire du « soulèvement ». Le chef du gouvernement, M. Shamir, l'a compris avant tout le monde, affirmant immédiatement après l'opération menée dans le désert du Néguev : *« Ce sont les mêmes qui fomentent les troubles dans les territoires. »*

C'était dire tout haut ce que nombre d'Israéliens pensent tout bas et que beaucoup d'hommes politiques du pays ont, eux aussi, formulé en établissant un lien entre les événements dans les territoires occupés et l'attaque du Néguev.

M. Shamir a rappelé que, au cours de ces dernières quarante-huit heures, une roquette avait été tirée du Liban, blessant quatre Israéliens dans le nord du pays et que, dans cette même région, l'armée avait récemment intercepté plusieurs commandos qui tentaient de s'infiltrer. Il a encorre constaté qu'Israël est attaqué de toutes part, de l'intérieur comme de l'extérieur. Le chef de l'état-major, le général Dan Shomron, déclarait expressément que l'armée *« devait faire face sur tous les fronts, Liban, territoires et front sud »*.

Enfin, le ministre de la défense, M. Rabin, évoquait, lui aussi, la situation dans les territoires en interpellant publiquement les médias : il se demandait s'ils allaient relater l'attentat *« avec toute la minutie qui fut la leur pour rendre compte de certains des événements des dernières semaines »* en Cisjordanie et à Gaza. Autant de déclarations qui situent le débat entamé en Israël, à des fins intérieures et extérieures, au lendemain de ce qui s'est passé dans le sud du pays.

Trois heures en otage

Il est à peine 7 heures lundi, quelque part le long de la frontière avec l'Egypte, lorsque trois Palestiniens – selon la version des autorités – pénètrent en Israël. Vers 7 h 30, ils arrêtent une Renault-4 de l'armée. A bord, trois ou quatre personnes, apparemment des officiers en civil et sans armes qui s'en vont à une compétition sportive. Ils sont sommés d'abandonner leur véhicule ; les trois Palestiniens prennent la direction du nord. Un peu plus loin, ils ouvrent le feu sur un semi-remorque dont le chauffeur prend la fuite. L'alerte a déjà été donnée, les routes de la région sont bouclées et d'importantes forces mobilisées.

En début de matinée, dans ce paysage de collines arides abritant quelques tribus de bédouins, le commando croise un bus. Le véhicule vient de Beersheva ; il conduit une équipe d'employés allant travailler au centre nucléaire de Dimona. Le véhicule est arrêté, et les Palestiniens s'en emparent. Le conducteur a le temps d'appuyer sur le bouton d'ouverture des portes, permettant à la plupart des passagers de s'enfuir. Il reste onze personnes à bord, dont cinq femmes, qui seront retenues trois heures en otage : *« Les Palestiniens étaient très jeunes,* dira une rescapée ; *leur visage n'était pas caché, ils portaient des treillis militaires, avaient des grenades et des fusils ; nous leur avons offert du lait et avons essayé de blaguer un moment avec eux. »*

Un peu plus tard, le bus est rattrapé par une voiture de policiers qui tirent dans les pneus et l'immobilisent. Des troupes arrivent sur place en hélicoptères, ainsi que le commandant en chef de la région sud, le général Itzhak Mordechaï, et le général Shomron. Des pourparlers s'engagent d'où il ressort, apparemment, que les Palestiniens, qui se présentent eux-mêmes comme des hommes du Fath, veulent la libération de certains détenus en Israël. Ils menacent de tuer un otage toutes les heures.

Les autorités parlementent, mais, très vite, selon le général Mordechaï, les membres du commando lancent des grenades à l'extérieur et tirent sur les forces de sécurité déployées autour du bus. Au même moment, a rapporté l'une des passagères, le commando a poussé l'un des otages vers la porte du bus et *« l'a tué de sang-froid »*.

Il est 10 h 25. Le général Mordechaï ordonne alors l'assaut. Il dure une minute : les trois Palestiniens sont tués, mais, selon les rescapés et la version officielle, ils ont eu le temps d'ouvrir le feu de manière indiscriminée sur les passagers, tuant encore deux d'entre eux et en blessant huit autres. Les trois victimes étaient tous des habitants de Beersheva : un veuf de 39 ans, père de trois enfants, et deux femmes, l'une de 31 ans (mère de deux enfants), l'autre de 46 ans (mère de quatre enfants). Les trois Palestiniens avaient sur eux de la monnaie et des cigarettes égyptiennes ; l'un d'entre eux était apparemment un résident de Rafah, une ville frontalière au sud de la bande de Gaza.

Dénonciation unanime

Selon le général Shomron, le commando *« avait pour objectif de commettre une opération terroriste spectaculaire dans une grande ville du pays »*. Il a relevé qu'on assistait depuis le début des événements dans les territoires *« à une multiplication de tentatives de l'OLP pour infiltrer des commandos en Israël »*.

A la Knesset, travaillistes et Likoud dénonçaient unanimement le *« comportement criminel de l'OLP »*, selon le mot du ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès. M. Rabin stigmatisait *« cette nouvelle atrocité commise par Arafat (...), cet acte de terreur qui fait partie des efforts de l'OLP pour torpiller tout processus de paix »*. Des voix se faisaient entendre au Likoud (droite), le parti du premier ministre, pour affirmer que le moment n'était vraiment pas venu d'entamer des négociations israélo-arabes, comme le proposent les Etats-Unis. L'argument : on ne cède pas à la pression quand le pays est attaqué ne devrait pas laisser l'opinion israélienne indifférente. Il pourrait placer les travaillistes en difficulté au moment où ils accusent le premier ministre d'être un obstacle à la recherche de la paix en refusant d'entériner les propositions du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz.

Le raid en ULM mené contre la base de l'armée, en novembre dernier, par un commando venu du Liban avait, dit-on, galvanisé l'enthousiasme de la jeunesse des territoires, marquant le point de départ du « soulèvement ». Le raid du Néguev, attaque aveugle contre des civils, pourrait au contraire avoir porté un coup à la révolte dans les territoires. Un recours au terrorisme (même venu de l'extérieur) brouille l'image d'une population désarmée n'ayant que des pierres pour affronter les soldats. Quels qu'aient été leurs motifs, les Palestiniens « de l'extérieur » ont joué contre ceux *« de l'intérieur »*.

ALAIN FRACHON.

NATIONS UNIES

Me Youssoufi dénonce les violations des droits de l'homme dans le monde arabe

GENÈVE
de notre correspondante

Le bâtonnier Abderahmane Youssoufi, secrétaire général adjoint de l'Union des avocats arabes – première organisation non gouvernementale (ONG) à s'être penchée sur la situation des droits de l'homme dans le monde arabe, – vient de dresser, devant la commission des droits de l'homme de l'ONU, un réquisitoire sévère. Après avoir condamné sans équivoque la répression israélienne, il a estimé qu'elle ne pouvait servir de prétexte pour garder le silence sur les violations des droits de l'homme par les gouvernants arabes. Ainsi l'état d'urgence et les législations d'exception sont-ils toujours en vigueur à Barheïn, en Egypte, en Irak, en Jordanie, au Koweït, en Libye, au Soudan et en Syrie.

Me Youssoufi a évoqué les assassinats ou tentatives d'assassinat dont ont été victimes des opposants libyens et a rappelé que les adversaires du régime de Bagdad, notamment Mehdi Al Hakim, ainsi qu'un artiste palestinien, Naji Al Ali, collaborateur d'un journal koweïtien de Londres, ont été victimes d'attentats, de même que l'avocat algérien Ali Mecili, tué à Paris.

Il s'est étonné que le massacre à La Mecque de dizaines de pèlerins iraniens ait été perpétré *« dans un haut lieu de l'islam, sans qu'aucune commission islamique indépendante d'enquête ait vu le jour »*. Il a aussi évoqué les quarante condamnations à mort qui ont été prononcées au Yémen du Sud, où un grand nombre de ces condamnés ont été exécutés sur-le-champ et a déclaré que *« les arrestations arbitraires, suivies de tortures et de traitements cruels et inhumains dans des prisons et des centres de détention clandestins de certains pays arabes, sont nombreuses et difficiles à chiffrer »*.

M. Youssoufi a regretté que les opposants politiques dans la plupart des pays arabes soient traduits devant des tribunaux militaires. Il a relevé que l'Egypte était le seul Etat arabe à avoir ratifié la Convention internationale contre la torture et à avoir déféré devant la justice des fonctionnaires accusés de sévices sur les détenus.

Le représentant de l'Union des avocats arabes s'est enfin félicité que dix Etats arabes se soient engagés à réaliser *« l'égalité des droits entre l'homme et la femme »*, ajoutant : *« Quant aux Etats arabes qui déclarent gouverner au nom de l'islam, ils méconnaissent dans leur traitement de la femme les principes d'égalité véritable, que l'islam lui garantit. »*

ISABELLE VICHNIAC.

La « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

L'URSS demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité

L'URSS a demandé, lundi 7 mars, au Conseil de sécurité de l'ONU de se réunir d'urgence afin d'exiger l'arrêt de la *« guerre des villes »* entre l'Iran et l'Irak. Cette démarche a pris par surprise les autres membres du Conseil et apparemment le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, auquel l'Union soviétique a suggéré de nommer un représentant spécial chargé du dossier Iran-Irak. Le dernier en date, le premier ministre suédois Olof Palme, a été assassiné il y a deux ans à Stockholm, et M. de Cuellar ne lui a pas donné de successeur.

Les demandes soviétiques ont été accueillies favorablement par le réprésentant iranien à l'ONU, M. Mohamed Mahallati, qui les a qualifiées de *« positives »*, mais elles ont suscité une réserve très nette chez les Occidentaux. Le représentant irakien, M. Ismet Kittani, s'est, lui, abstenu de tout commentaire. Dans une réaction à chaud, le représentant adjoint des Etats-Unis, M. Herbert Okun, a rappelé que le Conseil avait déjà adopté une résolution sur un règlement d'ensemble du conflit, la résolution 598, et que ce qui importait était qu'elle soit effectivement appliquée. Le représentant soviétique, M. Alexandre Belonogov, expliquant l'initiative prise par Moscou, a affirmé, pour sa part, qu'une nouvelle résolution *« exigeant des deux belligérants l'arrêt total de la « guerre des villes » pourrait aussi contenir, quelques autres éléments pour aider à clarifier la position des parties en ce qui concerne la résolution 598, qui continue à demeurer la base de toute solution de paix durable »*.

Le gouvernement américain a affirmé n'avoir vu aucun changement dans la position iranienne concernant la résolution 598. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a estimé qu'il était essentiel de poursuivre les efforts pour faire appliquer la résolution 598 par l'*« adoption rapide d'un embargo sur les armes à destination de l'Iran. »*

Entretemps, la guerre des villes se poursuit sans relâche. Lundi, Téhéran et Bagdad ont été atteints, chacune, par trois missiles. Mossoul, une ville de plus d'un million d'habitants, à l'extrême nord-ouest de l'Irak, a été pour la première fois frappée par un engin iranien ; Bagdad a annoncé de son côté que son aviation avait bombardé des objectifs économiques et militaires dans trois villes iraniennes, Arak, Hamadan et Bakhtaran, dans le centre-ouest de l'Iran. – *(AFP.)*

CORRESPONDANCE

Les émeutes de Tabriz

A la suite de notre article *« Il y a dix ans, les émeutes de Tabriz »* (*le Monde* daté 14-15 février), nous avons reçu de M. Darioush Homayoun, qui occupait à l'époque le poste de ministre iranien de l'information, une lettre dans laquelle il affirme qu'il n'était pas l'auteur de l'article hostile à l'ayatollah Khomeiny publié par l'*Ettelaat* du 7 janvier 1978.

« Cet article, souligne-t-il, *a été signé par un certain Rachidi Motlagh et rédigé sur ordre du chah par le ministère de la Cour impériale. »* Il ajoute que son rôle, *« en tant que ministre de l'information »*, s'est borné dans cette affaire *« à transmettre ledit article à l'*Ettelaat. »

Afrique

ZAIRE : remaniement ministériel

L'éternel retour de M. Karl-I-Bond...

Le président Mobutu Sese Seko a nommé lundi 7 mars à la tête du gouvernement M. Sambwa Pida Mbagui, et choisi comme ministre des affaires étrangères M. Nguza Karl-I-Bond, homme politique dont la carrière a connu de nombreux rebondissements.

Radio-Kinshasa a annoncé que M. Sambwa, qui occupait les fonctions de vice-premier ministre chargé de l'économie et des finances depuis juillet 1987, avait été promu au poste de premier commissaire d'Etat (premier ministre), dans le cadre d'un remaniement ministériel. M. Sambwa, cinquante-sept ans, qui avait été dans le passé gouverneur de la banque centrale et ministre du Plan, remplace à la tête du gouvernement M. Mabi Mulumba, en fonctions depuis janvier 1987. Selon la radio, ce dernier conserve son siège au sein du comité central du Mouvement populaire de la révolution (MRP, au pouvoir). – *(AFP.)*

Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Karl-I-Bond, est un homme beaucoup plus contreversé. Agé de cinquante ans, neveu de l'ancien premier ministre Moïse Tshombé, il était déjà chef de la diplomatie zaïroise dans les années 70. Accusé de haute trahison en 1977, après l'invasion du Shaba – sa région natale – par des rebelles venus d'Angola, M. Karl-I-Bond fut destitué, arrêté et condamné à mort. Gracié sur la pression des partenaires occidentaux du Zaïre, il était retourné dans son pays en 1979 avant d'être nommé premier ministre en 1980.

Un an plus tard, une nouvelle crise survint dans les rapports entre le maréchal-président et celui que l'on croyait être devenu son dauphin. Karl-I-Bond accusa le maréchal de corruption et reprit le chemin de l'exil en Belgique. En juin 1985, après avoir incarné l'opposition zaïroise et vainement tenté de faire chuter le « père de la nation », il revint encore une fois au pays et, à la suite de tractations, fut nommé ambassadeur à Washington. Aujourd'hui son retour en grâce s'accélère. Il est néanmoins permis de s'interroger sur la solidité des retrouvailles entre le vieux président et son jeune et éternel challenger...

ALGÉRIE

Le général Vernon Walters reçu par le président Chadli

Représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'ONU, le général Walters a été reçu lundi 7 mars par le président Chadli, pour la seconde fois en un an. Spécialiste du Maghreb, le général américain s'est rendu auparavant au Maroc et en Tunisie, et il a gagné Genève lundi avant d'entreprendre une tournée en Afrique noire. L'entretien avec le président Chadli a porté sur le dossier du Proche-Orient – l'Algérie est opposée au plan de paix de M. Shultz – et sur la question du Sahara occidental. Les propositions du secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, pour régler ce conflit, devraient être annoncées dans quelques jours.

● **AFRIQUE DU SUD : sept policiers d'extrême droite limogés.** – Sept policiers blancs sud-africains, membres du cadre de réserve, ont été radiés des rangs de la police pour appartenance à un mouvement d'extrême droite, a annoncé, lundi 7 mars, un porte-parole de la police sud-africaine. Les sept hommes appartiennent au Mouvement de la résistance afrikaner (AWB), qui avait organisé une marche sur le Parlement la semaine dernière. D'autres mesures d'expulsion pourront être prises contre des policiers membres de l'AWB, a ajouté le porte-parole. Ce mouvement néo-fasciste milite en faveur de l'établissement d'un Etat exclusivement blanc pour les Afrikaners en Afrique du Sud. Les sept policiers, du nord du Transvaal, sont les premiers, dans les forces de l'ordre, à être sanctionnés depuis l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation dirigée contre les adhérents de groupes extrémistes dans la police. – *(AFP.)*

LIBYE

Cent trente prisonniers « de toutes les nationalités » ont été libérés

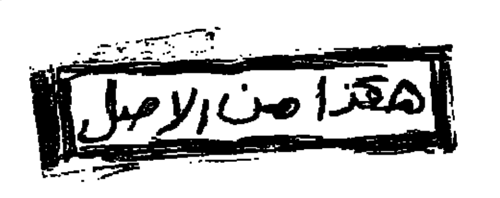
La Libye a libéré, lundi 7 mars, 130 prisonniers de *« toutes les nationalités »*, mettant ainsi à exécution sa décision, annoncée samedi, d'élargir tous les ressortissants étrangers détenus dans ses prisons, a annoncé l'agence libyenne d'information JANA.

La Libye avait pris cette décision à l'occasion du onzième anniversaire de la Jamahiriya libyenne.

Selon JANA, qui ne donne aucune indication sur la nationalité des 130 détenus libérés, le ministère libyen des affaires étrangères a souligné que cette libération *« confirme »* les propos du dirigeant libyen, le colonel Kadhafi, selon lesquels *« la révolution libyenne a pour but de briser les chaînes et de libérer les prisonniers »*.

Le colonel Kadhafi s'était mis jeudi au volant d'un bulldozer pour détruire les murs d'une prison à Tripoli, et libérer les 400 détenus libyens qui s'y trouvaient.

Le chef de la Jamahiriya a d'autre part reçu le président de l'Institut du monde arabe (IMA), M. Paul Carton, qui a, selon l'agence libyenne, *« rendu hommage au rôle positif de la Libye dans la fondation de cet institut et l'appui de ses programmes »*. – *(AFP.)*



Politique

La primaire au sein de la majorité

La rencontre entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac à Clermont-Ferrand

L'image sans le son

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac est arrivé à 18 heures 15, le lundi 7 mars, à l'hôtel de la région Auvergne, à Chamalières, qu'on ne présente pas. L'ascenseur était bloqué depuis plusieurs minutes. Le premier ministre y est entré avec le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et celui de l'intérieur, M. Charles Pasqua. *« Et le doyen ? »* a demandé quelqu'un. Il s'agissait de M. Gaston Meyniel, doyen de la faculté de médecine, président du comité du Puy-de-Dôme de soutien à la candidature de M. Chirac. Le doyen s'est glissé, lui aussi, dans l'ascenseur.

Les photographes et les cameramen, et eux seuls, ont été, alors, autorisés à grimper l'escalier jusqu'au quatrième étage, où se trouve le bureau du président de la région Auvergne. Celui-ci y a accueilli son visiteur et les amis qui l'accompagnaient. Selon des témoins, il a été question de la décoration de la pièce. Puis le visiteur est resté seul avec son hôte. Cela a duré trois quarts d'heure.

Au rez-de-chaussée s'installait une certaine confusion. Les journalistes suivant M. Chirac demandaient où aurait lieu la conférence de presse. *« Quelle conférence de presse ? »* s'étonnaient les collaborateurs du président de la région Auvergne. Et d'expliquer que les responsables de la campagne du premier ministre avaient demandé qu'on mît à la disposition de la presse une salle, et qu'on n'avait trouvé que ce petit hall d'entrée, dont les journalistes étaient, donc, autorisés à disposer. Pour quel usage ? Cela, les collaborateurs du président de la région Auvergne avaient consigne de l'ignorer. Peut-être le candidat à la présidence de la République souhaitait-il prononcer quelques mots devant les journalistes ?

A 19 heures, M. Chirac est sorti de l'ascenseur. Un espace lui avait été ménagé par son équipe derrière le bureau de réception du hall, sous les photographies officielles des quatre premiers présidents de la Ve République. Les projecteurs se sont allumés, caméras et magnétophones se sont mis en route. M. Chirac a pu déclarer : *« Je n'ai pas besoin de vous dire le plaisir que j'ai à être à Clermont-Ferrand. »* Renversant. Pressentant comme une impatience dans son auditoire, le premier ministre a ajouté : *« Je viens d'avoir un long et intéressant entretien avec le président Giscard d'Estaing »*. C'était donc cela !

Toute anxiété dissipée, les questions ont fusé. *« Que pensez-vous du canton de Lille-Ouest »*, a-t-il été, par exemple, demandé. *« Nous avons parlé de l'union de la majorité, pour nous féliciter de la voir solide et déterminée »*, a déclaré M. Chirac, avec un sourire qui mériterait bien une affiche et qu'on peut traduire par : « Elle est bien bonne, celle-là ! ». Le candidat du RPR s'est autorisé une précision supplémentaire. *« Nous avons évoqué* a-t-il dit, *la solidité de cette majorité pour aujourd'hui et pour demain. »* Il a, sitôt dit, quitté l'hôtel de la région Auvergne.

Une présidence européenne « responsable »

Il s'est trouvé des journalistes *pour imaginer que l'homme du* quatrième étage pourrait, lorsqu'il en descendrait, leur dire quelques mots, lui aussi — lui surtout — sur tout cela. Le président Giscard d'Estaing n'a pas *hésité*, pour les éviter, à emprunter une sortie latérale, où, au vu des importuns stationnés devant la porte principale, son chauffeur avait reçu instruction de se porter. Les journalistes ont pu voir l'auto bleue s'éloigner vers l'auberge de campagne où l'ancien président de la République avait invité à dîner M. Chirac et ses ministres.

M. Giscard d'Estaing avait décidé de ne prêter que son image à l'inévitable mise en scène de l'union majoritaire dont Clermont-Ferrand devait être le lieu, momentanément privé de mémoire. Pour M. Chirac, la visite à Chamalières comme celle qu'il avait faite au domicile parisien de l'ancien président, le 14 janvier dernier, deux jours avant de se déclarer officiellement prétendant à l'Elysée, devait effacer le souvenir d'une autre fin de septennat, lorsque le maire de Paris s'était porté candidat à la fonction qu'exerçait M. Giscard d'Estaing. En outre, au moment où les rapports entre giscardiens et barristes se dégradent au sein de l'UDF, M. Chirac a avantage à montrer que ses rapports avec cette branche de la « famille » sont bons.

M. Giscard d'Estaing, qui a *« jeté la rancune à la rivière »*, depuis longtemps, comme chacun sait, et dont la sympathie accompagne, à l'évidence, ses deux anciens premiers ministres en campagne, ne pouvait qu'accéder au souhait de M. Chirac et lui rendre visite, mais le choix de la figuration muette était... éloquent. L'ancien président est de son « camp » comme de sa « famille » mais, l'un comme l'autre, il se garde. Si bon responsable majoritaire qu'il puisse être, il ne lui sied pas d'attendre, comme l'avaient fait avant lui d'autres ducs régionaux de l'UDF, dans la salle du meeting, l'arrivée du candidat du RPR. Le code de bonne conduite laisse place, en Auvergne, à des lois plus subtiles, qui veulent que M. Giscard d'Estaing entre au Palais des sports après M. Chirac et y soit accueilli par celui-ci, devant les cinq mille participants à la réunion, comme s'il la présidait.

Assis au premier rang, entre un sénateur RPR et un sénateur UDF, M. Giscard d'Estaing a écouté M. Chirac célébrer l'Europe et évoquer, notamment, le temps où la France paraissait *« douter du bien fondé d'un engagement résolu dans la construction européenne »*. S'agissait-il des premières élections au Parlement européen et du fameux « appel de Cochin » ? Pas du tout. Le premier ministre parlait des années 1981-1983, lorsque les socialistes menaient *« une politique archaïque, à contre-courant de tous les partenaires »* de la France.

M. Chirac estime qu'*« il faudra peut-être envisager de donner à la présidence communautaire une responsabilité politique réelle »*. Ce n'est pas la présidence élue, que prophétise M. Giscard d'Estaing, mais c'est une bonne manière envers l'ancien chef de l'Etat. Poignée de main, photo : on n'était là pour rien d'autre.

PATRICK JARREAU.

Les pas calculés du « docteur » Barre

(Suite de la première page.)

L'entourage s'en frotte les mains : enfin le visage «chaleureux» du candidat va éclater au grand soleil !

Que l'on se rassure pourtant : M. Barre est toujours M. Barre. Infaillible comme une balance des paiements, solidement assis sur la certitude de la justesse de ses solutions, plus résigné qu'amusé par les figures imposées du jeu des médias : *« Ils sont superficiels par essence*, explique-t-il, *il faut en tenir compte. En Bretagne, un pêcheur qui m'accompagnait me prie de ne pas rester nu-tête et me tend une casquette : c'est cette photo que l'on retiendra. En Corse, on poussait la chansonnette, et mon hôte me propose de laisser entrer la presse. Que pouvais-je faire ? Mais c'est très bien. Excellent. Il faut prendre les médias comme ils sont »*.

Le microcosme est gros consommateur de « petites phrases » ? On lui en donnera. Au début de chacun de ses grands discours, il étrille consciencieusement François Mitterrand, pour le grand bonheur de la télévision, et implicitement Jacques Chirac pour la plus grande joie des exégètes. Puis, la part ainsi faite aux péripéties, on passe aux sujets sérieux : l'Europe, la formation, la décentralisation.

Sous le candidat, il ne faut pas gratter longtemps pour retrouver le cher professeur, qui n'hésite pas à faire tinter son verre d'un couteau courroucé pour ramener le calme dans une salle à manger dissipée. Quant à sa tolérance médiatique, elle a ses limites. *« Pourquoi n'êtes-vous pas allé à Longwy ? »*, lui demande un reporter d'une radio locale en Lorraine. *« Et pourquoi serais-je allé à Longwy ? » « Pourquoi avoir choisi Sainte-Anne d'Auray ? »*, l'interroge-t-on en Bretagne. Et le candidat, excédé, se retournant vers ses proches : *« Quelle question singulière ! »*

Loin des projecteurs, à petits pas calculés, devant des auditoires parfois confidentiels, Raymond Barre poursuit à travers la France des terroirs une tournée de médecin de campagne d'avant guerre. Un de ces vieux docteurs à huile de foie de morue, diagnostic implacable et ordonnance consciencieuse, impitoyable pour nos vices, insensible à nos maladies imaginaires.

Patrons moyens petits ou minuscules

Il ne faut pas compter sur lui pour écouter complaisamment nos complaintes d'anémiques de l'exportation, de malingres de la productivité. Voici un matin le bon docteur Barre, debout près des rotatives, entouré par une cinquantaine de patrons dans une imprimerie de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). Dans le collimateur patronal, l'éternelle taxe professionnelle, passée dans la commune en quelques années de 6 % à 21 %.

Après avoir rappelé innocemment qu'il n'a eu *« aucune responsabilité dans cette affaire »*, n'étant pas au gouvernement en 1975 quand elle a été instituée sous sa forme actuelle — le premier ministre d'alors était un certain Jacques Chirac, — Raymond Barre détaille quelques sages propositions de réforme de l'impôt détesté. *« Mais vous paierez quand même un peu d'impôts aux collectivités locales »*, lance-t-il aux patrons. Mouvements divers. *« Le moins possible ! »*, risque un ultra. Alors, le candidat, grimpant dans les aigus, signe indubitable de l'irritation : *« Ah non, écoutez, vous paierez ce que vous devrez payer. Vous pouvez bien me faire une liste des réformes nécessaires ; si vous voulez tout régler en même temps, vous ne réglerez rien »*.

Comment en vouloir à un candidat si peu candidat ? Rencontre après rencontre, l'ancien premier ministre campe de lui-même le portrait rétrospectif de l'homme de bonne volonté aux prises avec les pesanteurs et les procédures. Un David contre le Goliath du mal français. En Lorraine : *« Oui, les grandes écoles sont malthusiennes. J'ai essayé de les amener à accueillir davantage d'élèves, je me suis heurté au refus absolu des conseils d'administration »*. En Seine-et-Marne : *« Oui, il faut réformer la taxe professionnelle. Mais on se heurte là à la grande coalition des députés et sénateurs, maires »*.

Faut-il faire sauter le monopole syndical aux élections professionnelles comme le lui demandent avec insistance d'autres patrons ? *« En 1986, l'opposition d'alors a promis qu'elle le ferait. Moi, j'écoutais ça avec beaucoup de curiosité. Il y a des promesses qui sont bonnes pour les périodes électorales. »*

Plus Barre que nature. Si vous m'élisez, je ne changerai peut-être pas grand-chose, mais je vous le dis à l'avance, et je vous explique pourquoi. Campagne ou pas campagne, indéniablement, une certaine France aime à entendre chanter ainsi le refrain mélancolique de la politique relative. Et la France de Raymond Barre, ce sont d'abord les patrons, moyens, petits ou minuscules, catégorie qui inclut les artisans et les cadres. Parfois, au hasard de la visite d'une criée ou d'une aciérie, le chemin de M. Barre croise les silhouettes penchées d'une écailleuse ou d'un manutentionnaire. Au mieux, un salut poli. Au pire, rien. Au risque d'accentuer une curieuse impression : qui n'est pas notable, titré, galonné, qui ne sait tenir son rang dans un salon ou sur une tribune, n'existe pas aux yeux de M. Barre.

Lors d'un déjeuner en Lorraine, on a placé à sa table une chômeuse qui fait tache au milieu des notables costumés. On lui donne la parole aux amuse-gueules. Où travaillait-elle ? Dans la banque. Raymond Barre : *« Mademoiselle, nous avons en France un problème bancaire général. Je ne conseillerais pas à quelqu'un à la recherche d'un emploi durable de se tourner vers le secteur bancaire. »* Heureusement pour elle, la jeune femme se forme à la bureautique.

Satisfecit du professeur : *« Mademoiselle, là, vous avez beaucoup de chance. On me dit que cette formation récente a beaucoup de succès. »* Voilà pour la chômeuse. On peut passer au plat de résistance : les patrons.

Et vive la Banque de France !

Qu'on ne voie pas là d'ostracisme politique. Sans doute pas même de mépris humain, à moins que l'ignorance ne soit considérée comme sa forme suprême. Simplement, le candidat préfère se concentrer sur l'essentiel, l'entreprise, *« dont les Français n'ont jamais compris qu'elle était l'institution créatrice de richesses et d'emplois »*. L'entreprise, qui ne saurait être dirigée par un patron, mais par un *« entrepreneur, qui, Dieu merci, n'est plus l'homme aux écus de Marx »*. *« Vous avez raison, c'est très grave »*, réplique Raymond Barre à un *« entrepreneur »* qui se plaint qu'au lycée on n'enseigne de la vie économique que les comités d'entreprise et les délégués syndicaux. Le bonheur de l'ouvrier, M. Barre n'y est pas opposé, bien au contraire. Mais il suivra implicitement. Chacun à sa place.

Que l'on ne s'imagine pourtant pas le désarçonner en lui jetant la classe ouvrière à la figure. Elle a sa place, si elle veut bien s'appliquer un peu, au paradis barriste. Au cours d'une élégante réunion du candidat et de ses jeunes sympathisants, alors que l'on parle *« société d'entreprenants »*, *« connecticiens »*, *« Europe des images »*, une jeune femme se lève soudain : *« Et les apprentis boulangers, qu'avez-vous à leur dire ? » « Petit apprenti deviendra grand »*, murmure Raymond Barre, comme pour lui-même. Et s'emparant du micro : *« Je connais bien les apprentis. Je les avais rencontrés dans ma région Rhône-Alpes quand j'étais premier ministre. Les apprentis ont beaucoup d'espoir. Ils savent que, s'ils travaillent bien, ils pourront s'installer à leur compte. »*

Réponse à tout. Et souvent puisée *dans son mémorial personnel*. Contrairement aux légendes, Raymond Barre ne rechigne pas à raconter sa vie — publique, s'entend. A des professeurs de la technopole de Nancy : *« C'est un universitaire qui vous parle. Quand vous pensez que, pour recruter un professeur associé, il faut attendre deux ans... »* A des patrons : *« Quand je suis arrivé à Matignon, j'ai été scandalisé de voir que certaines entreprises étaient acculées à la faillite parce que les administrations les payaient en retard »*.

De Bruxelles à Matignon, en passant par Saint-Jean-Cap-Ferrat, voici un homme qui s'est fait sa religion lui-même. L'anti-technocrate. *« C'est une bonne idée de vouloir faire un port de plaisance*, explique-t-il aux élus de Loctudy (Finistère), *mais méfiez-vous de la pollution. J'en vois les effets sur la Côte d'Azur »*. *« Om me dit que... » « On me raconte que... »* Le parfait honnête homme !

Ce n'est pas lui qui se laisserait intoxiquer par les effluves des joutes idéologiques parisiennes : *« plus d'Etat ou moins d'Etat, c'est un débat superficiel et mondain »*, lance-t-il à la France profonde, qui en tombe d'accord. Dans les sables mouvants des doctrines économiques, il a fait sa trace pas à pas. Parlez-lui péréquations, réaménagement, écrêtements : la tambouille de la rue de Rivoli n'a pas de secret pour lui. Mais voit-il plus loin que le bout de la marmite ?

Ses fiches pratiques contre la crise, pensez s'il les possède ! Depuis trente ans, il les fignole, les met à jour ! Il n'est de problème si cruel que le bon docteur n'en détienne la solution. Chômage ? Voir productivité et exportation. Exode rural ? Voir qualité des produits, et exportation. Déclin ? Voir Europe, et exportation. An 2000 ? Voir formation, et Europe. Cet homme est un index.

On l'a compris, il n'est pas de ceux qui se sentent renaître dans l'odeur puissante des grand-messes. Les meetings barristes, c'est le moins que l'on puisse dire, n'en rajoutent pas sur la séduction. Les applaudissements sont mesurés, l'enthousiasme sage. Il faut chercher les calicots et les écrans géants à la jumelle. Le public se lève avec parcimonie. Pendant les temps morts, on diffuse une musiquette d'ambiance qui n'incite ni à la communion ni au bellicisme. Même le nom de François Mitterrand n'est que modérément sifflé. A coup sûr, cette France-là n'a envie ni de partir en guerre ni de lancer des ballons.

Qu'importe ! On vient nombreux. On l'écoute. Et on applaudit aux passages les plus inattendus. *« A Poitiers,* s'amuse Philippe Mestre, *son directeur de campagne, il a même fait applaudir la réforme de la Banque de France. » « De toute façon,* philosophe Charles Millon, délégué aux comités de soutien, *cette campagne présidentielle ne ressemble à aucune autre. Le pays ne croit plus aux solutions-miracles. Il ne faut pas faire une campagne de masse, mais de proximité. »*

Allergie aux idéologies, humilité quasi expiatrice devant les contraintes extérieures, renonciation presque jubilatoire au lyrisme, au volontarisme : Raymond Barre, c'est vrai, incarne mieux que tout autre certains aspects d'une époque qui ne croit plus aux miracles. Sa franchise nous rassure, ses certitudes nous impressionnent, son honnêteté nous repose. Mais tout cela suffit-il à créer un élan pour gagner cette primaire dont il s'était cru dispensé ?

DANIEL SCHNEIDERMANN.

36 14

Convaincu, désireux d'aller au fond des problèmes, appliqué jusque dans les concessions aux enfantillages de la campagne : son état-major ressemble à Raymond Barre. Installé sur quatre étages d'un immeuble du boulevard Saint-Germain — à bonne distance du candidat lui-même, qui se préserve sur le même boulevard quelques centaines de mètres plus loin, — le « staff » barriste bourdonne depuis un mois d'une activité studieuse.

Au quatrième étage, celui des « cerveaux », les bureaux du directeur de campagne, Philippe Mestre — sourire rare, verbe coupant, courtoisie imperceptiblement ironique — et de la trésorière Gilberte Beaux voisinent avec un vaste service de documentation constitué depuis plusieurs années. Au troisième étage — étage de la « communication », — on confectionne pour toute la maison une revue de la presse mondiale, incluant des coupures du *Quotidien du peuple* (Pékin) et de la presse du Proche-Orient.

Descendons encore. On s'efforce ici de galvaniser les ardeurs militantes : autocollants, badges, anoraks marqués du slogan « Barre 88 », sont envoyés à la demande aux comités de soutien provinciaux. Pas question pour autant de céder à la gabegie : tous les envois de « matériels » militants sont recensés sur ordinateur, et les locations d'autocars amenant les participants aux meetings de Raymond Barre ne sont remboursées — partiellement — aux comités locaux que si les cars sont remplis, et les devis respectés.

Au premier étage enfin, on « accueille » un public pour l'instant clairsemé. Depuis le 1er mars, fonctionne un service Minitel (36 14 Barre), dont les responsables ne sont pas peu fiers de faire remarquer qu'*« on est le seul mouvement politique à y avoir introduit des textes de fond, et à ne pas y faire de jeux pour rentabiliser la messagerie »* (suivez mon regard du côté du RPR).

Dans la pièce voisine, plus classiquement, des standardistes improvisées qui répondent aux appels des curieux — cinquante-cinq par jour seulement (1) *« mais ça commence »*, se consolent-ils — disposent d'un bréviaire de quatre-vingt-dix fiches détaillées et denses sur tous les sujets possibles, de la Trilatérale à l'avortement. En passant par... une biographie complète de Mme Eve Barre. Le temps d'une campagne, il faut aussi savoir mettre sa discrétion dans sa poche.

D. S.

(1) 45-49-45-49.

Selon l'IFOP

Un électeur sur trois n'a pas fait son choix définitif

A sept semaines du premier tour l'électorat apparaît très *« fluide »* et les intentions de vote émises *« extrêmement fragiles »*. Tels sont les principaux enseignements que M. Jean-Luc Parodi, conseiller politique de l'IFOP, a tiré, le samedi 5 mars à Paris, des cinq premières vagues du « présidoscope », le sondage effectué par cet institut pour le compte de *Libération*.

M. Parodi a rappelé les conditions particulières dans lesquelles ces enquêtes sont réalisées.

Extrait d'un échantillon représentatif de la population française de plus de 2 000 personnes, un panel de quelque 800 interviewés a été constitué au début de l'opération en décembre 1987, et est interrogé, par téléphone, tous les quinze jours sur ses intentions de vote lors du scrutin présidentiel. A chaque vague, douze personnes ayant modifié leur choix par rapport à la fois précédente, sont priées d'expliquer les raisons de leur changement d'attitude.

La mobilité des électeurs entre les différents candidats apparaît quatre fois supérieure au solde apparent donné par les sondages classiques. Les modifications de vote qui concernent 10 % du panel lors de chacune des vagues du « présidoscope », répondent à une *« logique profonde »* de la part des électeurs mobiles et ne sont en rien *« aléatoires »*.

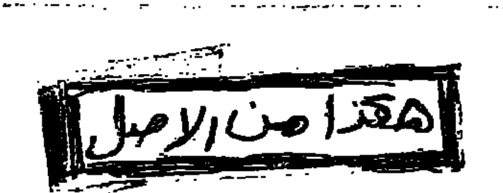
Une frange de l'électorat hésite entre les différents candidats d'un même camp. Le choix entre M. François Mitterrand et les trois représentants de l'extrême gauche n'apparaît pas évident à 5 % de l'électorat. Ces 5 % sont essentiellement composés de sympathisants de gauche *« relativemet politisés »*. De même, 8 % des électeurs oscillent entre les deux candidats de la majorité, car, partisans de la droite classique pour la plupart, ils *« craignent en choisissant l'un de tuer politiquement l'autre »*.

Le choix entre le président de la République et M. Barre rend indécis 5 % à 6 % des électeurs, plus éloignés de la politique, davantage influencés par leur entourage et qui hésitent entre un *« vote légitimiste »* et une *« version de droite » du chef de l'Etat*.

La cohabitation installée depuis mars 1986 trouble 4 % à 5 % des électeurs qui oscillent entre M. Mitterrand et le premier ministre. Le bilan du gouvernement est attribué aussi bien à l'un qu'à l'autre. D'ailleurs, 8 % du corps électoral souhaitent que M. Mitterrand, une fois réélu, reconduise M. Chirac à Matignon.

Enfin, 2 % à 3 % des électeurs hésitent entre le chef de l'Etat et M. Le Pen. Cet électorat, peu politisé, sensible à l'entourage, est tiraillé entre un vote légitimiste et la nécessité du changement.

Le total des hésitants représente un tiers du corps électoral.


هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

La campagne des communistes

M. Marchais invite les cadres du parti à s'engager davantage

Le comité central du Parti communiste et la soixantaine de ses premiers secrétaires fédéraux qui ne sont pas membres de cette instance devaient se réunir, le mardi 8 mars, au siège du parti, pour une session consacrée à *« l'engagement des communistes dans la campagne de l'élection présidentielle »*. M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central et « superviseur » des fédérations du PCF, devait présenter le rapport introductif de cette réunion prévue pour s'achever mercredi. A moins de cinquante jours du premier tour, *le 24 avril*, la direction du parti va mettre l'accent, explique-t-on dans l'entourage de M. Georges Marchais, sur l'urgence absolue pour chaque communiste de s'engager à titre personnel. Invité de TF 1 et de la Cinq, lundi, M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle, a repris l'argument, développé la semaine précédente dans une interview à *Libération*, selon lequel, au second tour, *« les gens ne pourront pas battre la politique de droite »*, mais *« seulement un candidat de droite »*. Les dirigeants communistes affirment, cependant, qu'ils ne tracent pas de *« signe d'égalité »* entre la droite et le Parti socialiste. Dans un entretien publié par *l'Humanité* du 8 mars, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, indique que *« la seule chose nouvelle et efficace à faire le 24 avril, c'est de voter André Lajoinie »*. A propos des militants syndicaux de sa centrale, il précise : *« Je leur dois la politesse et la droiture de dire que mes propos ne les engagent pas. »*

Derniers ajustements et coup de rein final. Comme en 1981, l'équipe de M. Marchais met tous les dirigeants nationaux et départementaux sur le même pont à l'occasion d'une réunion du comité central « élargi ». Il y a sept ans, en mars, la session n'avait duré qu'une journée — deux jours cette fois-ci, — et le rapport introductif avait été présenté par M. Chales Fiterman, pas encore ministre mais responsable de la campagne du secrétaire général-candidat. Signe des temps, c'est le responsable des fédérations, M. Paul Laurent, qui fera le point, après Mme Madeleine Vincent, responsable des collectivités locales, lors de la précédente session du « parlement communiste », le 9 février dernier. La direction du parti semble ainsi, plus qu'en 1981, se soucier prioritairement de l'engagement des cadres et des élus communistes.

Le secrétaire à l'organisation, M. Jean-Claude Gayssot, ne regrettait-il pas, lui-même, un déficit de *« 35 % de nos effectifs »* dans la mobilisation pour le vote en faveur de M. Lajoinie, au cours de la réunion de février. Et le secrétaire général reconnaissait, au sujet du *« nouveau style de campagne »*, qui implique chaque communiste individuellement, que *« cela commence seulement à entrer dans la vie »*.

Du côté de la direction, on souligne que *« tout ce qui fait la campagne traditionnelle (meetings, presse, tracts) est sur le rail »* mais qu'il est nécessaire, sinon fondamental d'offrir, maintenant *« le plus »*. A l'évidence, après l'implication des membres du comité central et des élus, ce sont les dirigeants des fédérations qui sont concernés par ce message du secrétaire général. Bien qu'elle s'en défende, il est probable que la direction s'inquiète quelque peu des sondages qui créditent le candidat du PCF de 5 % à 6 % des intentions de vote. Même si M. Lajoinie a grignoté quelques dixièmes de point dans la dernière période, il est à craindre que la prochaine — et très probable — entrée en lice de M. Mitterrand n'écrase subitement tous les autres candidats de gauche.

La direction aura donc à combattre le nouvel argument du *« vote utile »*, développé par le PS, selon lequel, le candidat soutenu par les socialistes devra être *« le plus proche possible de 40 % au premier tour »*... compte tenu des réserves à gauche pour le second.

En plus de cet engagement, qui *« fonctionne plus ou moins selon les fédérations »*, dit un membre du comité central, la direction est confrontée, depuis plusieurs semaines, à un problème de compréhension de sa position au second tour. La thèse officielle, écrite au congrès, en décembre dernier est que le comité central se réunira le mercredi suivant le premier tour, pour fixer sa décision en prenant en considération les avis donnés par les comités fédéraux. Mais depuis que M. Marchais a laissé les électeurs communistes du premier tour « libres » de voter pour M. Mitterrand au second beaucoup y ont vu une décision précoce et implicite de désistement à son profit.

« On vous fera poser des questions »

Quelques uns des membres du comité central semblaient, en tout cas, l'avoir compris comme cela, car M. Marchais a été obligé d'intervenir, après trois ou quatre intervenants, lors de la précédente session, pour redresser la barre et rappeler le calendrier officiel. Las ! Cette mise au point du secrétaire général n'a pas empêché les intervenants suivants de rester sur le même mode que leurs prédécesseurs.

De même, le secrétaire général a semblé avoir regretté, au cours de cette précédente réunion, que M. Gaston Plissonnier, doyen du secrétariat du comité central, n'ait pas fait le bilan de la souscription militante engagée par le parti. C'est sans doute pourquoi, deux jours après, *l'Humanité* a publié une interview du secrétaire administratif précisant que *« 15 % à 18 % »* des membres du parti avaient, à ce moment-là, apporté leur obole dans les caisses du PCF.

Un dernier élément tend à montrer que M. Marchais, dont *« l'emprise sur le parti est totale »*, confie un dirigeant, souhaite obtenir une entière adhésion de la hiérarchie aux décisions du bureau politique. Ainsi, il aurait reproché aux membres du comité central, en février, de ne pas venir prendre connaissance des procès-verbaux établis à l'occasion des réunions du BP. *« On vous fera poser des questions »* dans les réunions du parti, aurait menacé le secrétaire général.

OLIVIER BIFFAUD.

La JOC-JOCF laisse le choix ouvert entre les trois candidats de gauche

La Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC-JOCF) lance, dans le numéro de mars-avril de son journal *Jeunesse ouvrière*, un appel *« en faveur des candidats de gauche : Pierre Juquin, André Lajoinie et le candidat du Parti socialiste »*.

« En 1981, la JOC-JOCF a contribué à l'élection d'un gouvernement de gauche, écrit l'éditorial. *Même s'il y eut beaucoup de limites à son action, un certain nombre de lois votées ont montré une volonté de prendre en compte l'homme, sa dignité, le droit d'expression (...). Oui, notre avenir est possible. Nous voulons qu'on nous prenne en compte, que notre vie change. La JOC-JOCF croit que cela passe par les candidats de gauche »*.

Il y a sept ans, ce mouvement avait appelé à un vote sanctionnant *« la politique désastreuse »* de M. Giscard d'Estaing. Cette fois, elle laisse le choix ouvert entre les trois candidats issus de la gauche, en les citant nommément, respectant le souci d'équilibre entre les tendances politiques (PC, PS, PSU) au sein de ses équipes dirigeantes.

« Ça ne peut plus durer comme ça... »

Un nouveau choc électoral est-il possible ? La direction du parti peut-elle, une fois encore, en sortir indemne ? Un traumatisme supplémentaire ne risque-t-il pas d'être fatal aux communistes ? C'est sans doute parce qu'ils ont répondu positivement à ces trois questions que des dirigeants du PCF ont décidé de réfléchir collectivement, dès maintenant, à l'après 24 avril, date du premier tour de l'élection présidentielle.

Selon un participant, une réunion a rassemblé *« quelques dizaines »* d'entre eux — élus et cadres fédéraux — dans *« une commune communiste de la région parisienne »*, le samedi 27 février. Pour ce responsable communiste : *« Il ne s'agit nullement d'un sombre complot, thèse toujours avancée par la direction quand certains pensent en dehors d'elle et différemment d'elle. »* Un autre dirigeant affirme que *« tous les participants, qui sont actuellement en possession de leur carte, ont mis en évidence leur attachement au parti. »* A l'instar du très long appel lancé par Louis Althusser... il y a dix ans (1), ces dirigeants tirent la sonnette d'alarme : *« Ça ne peut plus durer comme ça »*, disent-ils à propos de la politique, des orientations et du fonctionnement impulsés par la direction.

On peut prévoir la réaction de la Place du Colonel-Fabien à la lumière de celle, sans appel, de la direction de la fédération du PCF de la Haute-Garonne confrontée à un mouvement d'humeur interne, pourtant assez modéré.

Alors que des « rénovateurs », encore membres du parti et électeurs d'André Lajoinie, pour lequel ils appellent à voter, ont publié un texte de soutien au PCF ne contenant qu'une critique très balancée — *« Malgré ses retards et ses erreurs qui imposent sa rénovation, il* [le PCF] *reste aujourd'hui la meilleure arme pour se défendre et pour changer »* — ils ont reçu une réponse cinglante des dirigeants locaux.

Dans une note interne intitulée *« Information aux bureaux de sections »*, ces derniers ont relevé dans le texte incriminé *« une série de considérations critiques concernant le fonctionnement du Parti et ses directions »*. La direction fédérale considère qu'*« une telle initiative vise à démobiliser. Elle relève d'une volonté délibérée de porter des coups au Parti et de faire douter de ses directions »* en préfigurant *« la volonté de tout expliquer par le fonctionnement du Parti (...) si le résultat* [du 24 avril] *n'était pas celui pour lequel on se bat. »*

En conséquence, les dirigeants communistes de Toulouse ont dédidé d'*« alerter les cellules »* et de *« prendre des dispositions (...) pour mettre en échec cette entreprise »*.

(1) Le philosophe communiste avait signé une série de quatre articles titrés « Ce qui ne peut plus durer dans le Parti communiste » dans « *le Monde* des 25, 26, 27 et 28 avril 1978.

PROPOS ET DÉBATS

M. Baudis

Barre immuable

Dans le journal de campagne de M. Raymond Barre *Barre hebdo*, M. Dominique Baudis, maire de Toulouse et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, confirme ainsi son engagement en faveur de l'ancien premier ministre : *« J'ai beaucoup de sympathie pour lui, pour ses idées, je le respecte parce qu'il est immuable, obstiné, qu'il ne change pas d'avis. A priori, on aurait pu penser que je serais plus proche d'un homme comme Jacques Chirac. Mais je le trouve un peu trop directif. Alors que Raymond Barre lui est plus souple. »*

M. Delebarre

Deux ou trois ans

M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, estime qu'en deux ou trois ans les socialistes revenus aux affaires pourraient faire en sorte qu'il n'y ait aucun jeune de moins de vingt et un ans au chômage.

Dans une interview au *Quotidien de Paris* du 7 mars, M. Delebarre déclare que *« le gouvernement — pas tout seul mais avec l'aide de l'ensemble de la société, les collectivités locales, les entreprises — doit être capable d'offrir à un jeune qui n'a pas d'emploi soit une formation, soit une activité temporaire »*. L'ancien ministre se déclare d'autre part *« abasourdi »* de voir *« un premier ministre qui prétend devenir président de la République larguer tous les jours 1 ou 2 milliards »*. *« A mon avis, cette campagne va se terminer par le suicide d'Édouard Balladur »*, ironise-t-il.

M. Fuchs

L'Indien

M. Gérard Fuchs, député de Paris et ancien président de l'Office national d'immigration, s'est déclaré *« partisan »*, le lundi 7 mars, de *« prendre Le Pen au mot »*. *« Puisqu'il se considère*, a souligné M. Fuchs, *comme un Indien, mettons-le dans une réserve bien clôturée. Nous pourrons ensuite aller le visiter de temps en temps avec nos enfants, pour leur expliquer ce qu'est le racisme et à quel point Sitting Bull-Le Pen et Crazy Horse-Stirbois défendent des théories arriérées. »*

M. Jospin

un partisan

A Tours, lundi soir 7 mars, où il animait un meeting en compagnie de M. Pierre Joxe, M. Lionel Jospin a tenu des propos très sévères à l'égard de M. Jacques Chirac dans la conférence de presse liminaire. Le premier secrétaire du Parti socialiste a estimé que le premier ministre *« ne parle ni n'agit comme un présidentiable. J'ai entendu, moi, un partisan, un homme qui proférait des contre-vérités avec audace et qui de plus montre par trop son irritation à être contredit »*.

M. Jospin estime que l'important est de *« rassembler autour du candidat et donc autour du PS »*, sans se prononcer pour l'instant sur la nécessité de dissoudre l'Assemblée ou non, en cas de victoire du candidat socialiste. M. Jospin a comparé M. Mitterrand à de Gaulle, *« qui a su rassembler plus largement que la famille dont il était issu »*.

M. Juquin

Wall Street

« Le film Wall Street est très instructif car il montre comment des hommes font des profits fabuleux sans qu'il y ait la moindre richesse créée », a déclaré M. Pierre Juquin le lundi 7 mars à Rouen, où il s'exprimait devant mille personnes. *« Nous n'en sortirons pas si nous ne supprimons pas ce qui est décrit dans* Wall Street *»*, a ajouté le candidat rénovateur.

M. Juquin a encore jugé responsables du développement du Front national les partis de droite, mais aussi le Parti socialiste qui, a-t-il dit, *« n'a pas eu le courage après 1981 de donner le droit de vote aux immigrés aux élections municipales »*, et encore le Parti communiste qui *« a envoyé des bulldozers contre les immigrés »*. *« Tous les partis ont préféré la tactique à l'éthique »*, a ajouté M. Juquin. — *(Corr.)*

M. Le Pen

un milliard ancien

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, estime son patrimoine personnel à *« moins de 1 milliard d'anciens francs »* (10 millions de francs), et affirme que *« deux à trois cent mille Français sont plus riches »* que lui.

Interrogé par l'AFP sur la loi de *« transparence financière »* de la vie politique, a déclaré : *« On aurait pu ajouter aux personnalités tenues de déclarer leur patrimoine tous les fonctionnaires en mesure d'avoir à distribuer des autorisations, des dérogations et qui pourraient être tentés de monnayer »*.

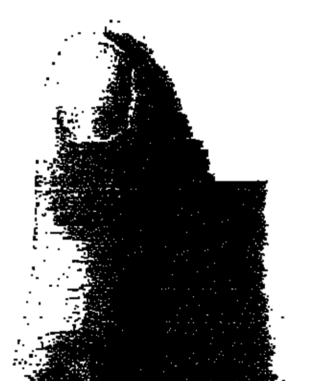
M. Peyrefitte

Quelques Saxons

M. Mitterrand pourrait aisément, s'il est réélu président de la République, *« débaucher ce qu'il faudrait de membres de l'actuelle majorité »* pour former un gouvernement à dominante socialiste, estime M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, dans un éditorial publié mardi 8 mars par *le Figaro*.

Quoi qu'il en soit, estime l'ancien ministre RPR, *« le président sortant puiserait dans sa réélection une nouvelle légitimité. Il pourrait former son gouvernement autour de ceux qui l'auront soutenu, c'est-à-dire essentiellement autour du Parti socialiste, quitte à bénéficier de l'apport de quelques Saxons »*.

[« Saxon » est synonyme de félon depuis qu'à la bataille de Leipzig, en 1813, les troupes saxonnes trahirent Napoléon en se ralliant, sur le champ de bataille, à la coalition formée contre l'Empire. Le mot avait été remis à la mode, en 1974, par un député de la Haute-Marne, Jean-Falre, qui, fidèle à la candidature de M. Jacques Chaban-Delmas, avait traité de « Saxons » M. Jacques Chirac et les autres membres du mouvement gaulliste ralliés à M. Valéry Giscard d'Estaing.]



Politique

La campagne des socialistes

Les « premiers ministrables » de M. Mitterrand

Les socialistes veulent convaincre les Français qu'ils ont changé. M. Jacques Chirac et, dans une certaine mesure, M. Raymond Barre s'emploient à démontrer qu'il n'en est rien. Afin de convaincre l'électorat flottant qu'en votant pour M. Mitterrand il ne voterait pas pour un retour au socialisme « modèle 81 », les dirigeants du PS évoquent désormais sans fard l'hypothèse d'un gouvernement ouvert à des non-socialistes si la gauche gagne. Lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* » du dimanche 6 mars, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souhaité cet *« élargissement »*, tout en prenant soin de préciser qu'il intéresse des personnalités, non des groupements politiques (*le Monde* du 8 mars).

Le choix d'une telle hypothèse de travail modèle le profil de l'éventuel futur premier ministre de M. Mitterrand, capable d'incarner à *la fois l'ouverture et la fidélité aux engagements* de la gauche. Le président réélu garderait, naturellement, toute latitude pour satisfaire, dans le choix de l'homme, son goût de la surprise en politique. A cette réserve près, certaines personnalités paraissent s'imposer, d'autres semblent hors du jeu.

Ainsi, M. Lionel Jospin, premier secrétaire *du PS bientôt démissionnaire, n'a-t-il pas caché*, pendant plusieurs mois, qu'il se verrait bien passer de la rue de Solferino à la rue de Varenne. Aujourd'hui, M. Jospin, lui-même, n'évoque plus cette hypothèse. Après sept années à la tête du PS, son image – qu'il s'efforce désormais de modifier et d'élargir – est probablement encore trop « partisane » pour que son heure soit venue.

A l'inverse, M. Pierre Bérégovoy, en cas de victoire de la gauche et de désignation d'un premier ministre socialiste, semble le mieux placé, compte tenu des critères définis, pour succéder à M. Jacques Chirac. Le nom de M. Jacques Delors est aussi évoqué. Quant aux amateurs d'outsiders, ils peuvent parier sur M. Michel Delebarre. A moins, bien sûr, que l'hôtel Matignon ne revienne tout simplement, à M. Michel Rocard (dont le mitterrandiste Louis Mermaz a fait l'éloge au « Grand Oral » de Pacific FM), ce qui constituerait le prolongement, en quelque sorte naturel, du glissement actuel des pièces sur l'échiquier politique de la gauche.

M. Pierre Bérégovoy : rassurer

L'hôtel Matignon ? Ce n'est pas un mystère, M. Pierre Bérégovoy en ferait bien son bâton de maréchal. Il n'est pas le seul. Mais s'il passe, parmi les premiers ministrables socialistes, pour le favori le plus joué, s'il a déjà rédigé son programme économique et social de premier ministre (1), c'est qu'il est l'un des « hommes du président » qui se trouvent le plus en situation. Il le sait et s'emploie à décourager tous ceux qui verraient en lui un bon candidat de compromis pour prendre la succession... de M. Lionel Jospin à la tête du PS. L'ancien ministre n'a pas du tout envie d'échanger Matignon contre Solferino...

Pour envisager l'hypothèse Bérégovoy à Matignon, il convient, d'abord, d'admettre le postulat selon lequel le président réélu souhaiterait *manifester sa volonté d' « ouverture »*. Une volonté, une *« nécessité »* même, aux yeux du maire de Nevers, qui repose sur le constat que *« les Français ne veulent pas le retour des socialistes dans l'esprit de 1981 »*.

Appuyé sur ses hypothèses, M. Bérégovoy développe le raisonnement suivant : pour de multiples raisons, il est très difficile d'envisager une large ouverture du PS à des candidats non socialistes pour les élections législatives qui, de toute façon, finiront par suivre la présidentielle. Il est donc préférable de pratiquer l'ouverture au niveau de la composition du gouvernement. Une ouverture peut aussi, juge-t-il, faciliter la constitution d'une majorité parlementaire.

Schématiquement, l'ancien ministre pense que, si M. Mitterrand, par la composition de son gouvernement, donne l'assurance qu'on ne verra pas le retour au socialisme modèle 81, d'abord, les Français voteront plus facilement pour les candidats du PS aux élections législatives ; ensuite, au Parlement, le gouvernement pourra plus facilement trouver des soutiens au-delà des députés socialistes « pur sucre ».

L'ancien ministre des finances n'est pas peu fier de son action et des résultats qu'il a obtenus lors de son passage à la rue de Rivoli. De fait, si quelques-uns, au PS, n'apprécient que modérément son œuvre de libéralisation des marchés financiers, le député de la Nièvre n'effraie pas les milieux d'affaires et peut difficilement, aux yeux de la partie méfiante de l'opinion, passer pour un épouvantail rouge vif.

M. Bérégovoy rassure aussi la gauche : sa fidélité au président – dont il devrait être, dans l'immédiat, le directeur de campagne, – ses origines populaires, ses décennies de militantisme, attestent de son ancrage à gauche. Autant de garanties pour la base socialiste que le gouvernement, en pratiquant l'ouverture, ne s'apprête pas à entraîner le PS – dont on s'accorde à penser qu'alors il risquerait d'éclater – sur les chemins boueux de la « troisième force ».

Moins autonome

Le revers de la médaille est qu'à l'évidence M. Bérégovoy apparaîtrait moins autonome par rapport à M. Mitterrand que pourrait l'être un Michel Rocard ou un Jacques Delors. Mais le maire de Nevers possède un autre avantage, notamment par rapport à M. Rocard : il n'affiche pas d'ambition présidentielle. Il serait donc plus disposé à accepter les coups que le successeur de M. Chirac à Matignon ne manquera pas de prendre : chacun sait que les lendemains de mai 1988 ne chanteront pas.

Dans ces conditions, un présidentiable pourrait soit refuser de se brûler très vite les ailes – un Laurent Fabius ou un Lionel Jospin se verraient sans doute plutôt en second premier ministre du nouveau mandat de M. Mitterrand, – soit jouer *sa carte personnelle au lieu de servir* de bouclier au président.

Face à tous ses atouts, M. Bérégovoy possède évidemment quelques handicaps, dont il est lui-même conscient. Moyennement connu dans l'opinion, il ne possède pas, *a priori*, le charisme qui sera nécessaire pour faire accepter, sinon le sang, au moins *« la sueur et les larmes »* du discours churchillien que le gouvernement, quel qu'il soit, devra peut-être tenir aux Français. Mais l'ancien ministre remarque, ce qui est vrai, qu'il est, en tout cas, capable de pédagogie. En outre, cet autodidacte conscient de ses limites sait très bien s'entourer et accorde toute sa confiance à ses collaborateurs.

Ces choses-là se savent et se disent : alors qu'il n'est plus, pour le moment, qu'un député ancien ministre, le maire de Nevers peut s'appuyer sur un « staff » d'une *vingtaine de têtes chercheuses*. Mieux encore, certains cerveaux sont venus le rejoindre après la défaite de 1986.

Habile homme, politique malin, M. Bérégovoy, évidemment, n'incarne ni la jeunesse ni le renouvellement. Troisième défaut, enfin, une certaine immodestie – depuis son passage rue de Rivoli, tous ses discours commencent par un long cours magistral d'économie – qui hérisse facilement le poil. M. Bérégovoy lui-même ne nie pas ce travers. Simplement, il en dit, comme si, après tout, ce n'était pas de sa faute : *« Que voulez-vous, c'est vrai que, souvent, je n'ai pas mal réussi dans ce que j'ai fait... »*

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

(1) Dans le numéro de janvier 1988 de sa lettre *Economie et liberté*, sous la forme d'un éditorial intitulé *« L'enjeu économique des présidentielles »*.

M. Jacques Delors : rassembler

Tout comme MM. Pierre Bérégovoy, Michel Rocard ou Michel Delebarre, M. Jacques Delors incarne le socialisme « ouvert » voire consensuel. Mais il l'incarne à sa façon de lanceur d'idées iconoclastes qui rend méfiant le PS et séduit l'opinion. Bref, personne n'est parfait et le président de la commission des communautés économiques européennes présente, comme tout le monde, des avantages et des inconvénients.

L'ouverture ? M. Delors a été une sorte de « pionnier » en la matière au PS, un explorateur qui a fait grincer bien des dents en s'aventurant le premier sur des terrains interdits. Tout cela est, aujourd'hui, devenu presque banal, mais M. Delors peut sans doute se prévaloir, devant l'opinion, de cette antériorité. Il est également bien placé pour préparer une autre ouverture : celle du marché unique européen. L'inconvénient est que, à la différence de M. Bérégovoy, M. Delors n'a pas exactement le profil pour rassurer les socialistes. Avec lui à Matignon, on peut tout à fait exclure que le PS, outragé, *ne fasse une petite poussée de* durcissement idéologique pour compenser l'œcuménisme delorien. Discours « dur », pratique « molle », le mollettisme ne serait pas loin. Le risque de tension avec le PS, dans l'hypothèse Delors à Matignon, peut être d'autant moins écarté que, parmi les scénarios possibles, l'entourage de l'ancien ministre développe un schéma qui, comme d'habitude, n'est pas vraiment au diapason de la pensée dominante dans son parti. Il s'agirait, en effet, d'écarter, dans la mesure du possible, l'idée d'une dissolution rapide de l'Assemblée nationale en cas de victoire de M. Mitterrand.

Ce raisonnement se fonde sur l'idée qu'une opinion légitime, après avoir réélu M. Mitterrand pour assurer une continuité rassurante, se sentirait flouée si le président renvoyait immédiatement les députés devant les électeurs. Dans ces conditions, si *M. Delors était appelé par M. Mitterrand*, il définirait quelques grandes orientations dictées par la nécessité et la dureté des temps, et difficiles à refuser pour des hommes de bonne *volonté. Toujours selon cette analyse*, un gouvernement composé, sur ces bases, de socialistes et de non-socialistes, pourrait avoir un avenir. Il pourrait même préfigurer la composition de certaines listes pour les élections municipales de 1989.

De fait, la popularité et les qualités pédagogiques d'un Jacques Delors – qui serait presque tenté par une devise du genre *« des idées et le contact avec l'opinion »* – seraient pas de trop pour réussir ce « coup » audacieux. Peut-être pour désarmer à l'avance les critiques venues des rangs socialistes, on fait remarquer que M. Delors n'est pas, en réalité, un « consensualiste » par vocation. De telles positions lui seraient, pour le court terme, dictées par la nécessité. Une fois la France remise sur de bons rails, s'imposeraient une « repolitisation » de la société, une résurgence des grands débats.On peut relever une *contradiction dans la démarche d'un* homme prêt à devenir le premier ministre de M. Mitterrand dès le mois de mai 1988, sans vouloir, pour autant, se couper la route de l'élection présidentielle suivante. Il sait pourtant, comme tout le monde, que le premier chef de gouvernement du nouveau mandat sera probablement une sorte de sacrifié. Peut-être faut-il en appeler à la dimension chrétienne du personnage Delors pour surmonter cette contradiction... Mais les mauvaises langues feront remarquer que pour assumer une charge aussi lourde, M. Delors aurait intérêt à s'être guéri à tout jamais de la « démissionnite » chronique qu'il avait attrapée pendant son séjour Rue de Rivoli...

J.-L. A.

M. Michel Delebarre : ouvrir

Dans le petit peloton des premiers ministrables socialistes, M. Michel Delebarre fait figure d'outsider. *« Je crois*, dit-il tranquillement, *pouvoir être un bon élément de gouvernement, mais je ne suis pas choqué si on me dit que je ne suis pas un premier ministre possible. Je pense que les gens ne seraient pas surpris si j'avais un ministère important. Ils seraient plus surpris si j'étais premier ministre. Il y aurait là une volonté du président qu'il conviendrait d'expliquer, car ce serait une volonté de surprendre. »*

Tout comme celui de M. Pierre Bérégovoy, le nom de M. Delebarre vient à l'esprit, parce qu'il présente l'image – justifiée – d'un homme d'ouverture, de réalisme et d'efficacité. Tout comme l'ancien ministre des finances, il ne voit pas comment le gouvernement ferait l'économie de cette fameuse ouverture. *« Je vois*, dit-il, *un gouvernement à gauche, mais je ne vois pas du socialo-socialisme. »* Le député du Nord, tout comme celui de la Nièvre, encore, parvient à concilier une identité de gauche, qui ne lui est guère contestée, avec cette image d'ouverture.

M. Delebarre a aussi ses propres atouts : à la différence du maire de Nevers, il est de ceux qui incarnent une nouvelle génération d'hommes politiques – la génération de l'après-« guerre civile verbale » – qui semble plaire à l'opinion. Comme M. Bérégovoy, il aime expliquer. Son langage direct passe bien, en particulier auprès des jeunes. Il est, en revanche, encore loin de disposer du « socle » de légitimité de M. Bérégovoy dans le parti. D'ailleurs, après avoir fait figure de numéro deux potentiel du PS, lorsque M. Lionel Jospin a renouvelé les instances dirigeantes du parti au congrès de Lille, M. Delebarre a dû *se contenter du poste peu « porteur »* de secrétaire national chargé des relations extérieures.

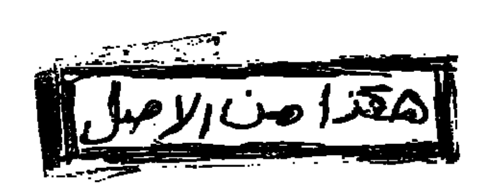
De toute façon, à presque quarante-deux ans, M. Delebarre dit lui-même que sa carrière politique a été assez rapide – en 1984, il était encore directeur de cabinet de M. Pierre Mauroy – pour qu'il ne souhaite pas brûler d'autres étapes. Peu connu du grand public, il ne figure pas dans les enquêtes de popularité des hommes politiques de premier plan réalisées par les divers instituts de sondage. C'est en somme la rançon, ou l'inconvénient, de la jeunesse.

Les principaux défauts de M. Delebarre sont, au demeurant, contenus dans ses qualités. Ainsi l'ancien ministre refuse-t-il tout *a priori idéologique*, ce qui fait partie de sa « modernité » et lui permet de se montrer impertinent par rapport aux dogmes. Mais si son ancrage personnel dans le vieux terroir ouvrier du Nord le préserve de toute dérive, le pragmatisme à tout crin, la volonté de « coller » au terrain du quotidien ne sont pas, pour un socialiste, exempts de tout danger.

De la même façon, M. Delebarre se réjouit d'être, au sein du PS, *« bien avec tout le monde »*. Mais la volonté de conserver ce privilège lui inspire parfois des prudences excessives, voire des contorsions de langage marquées du bon vieux sceau de la langue de bois. Un comble pour celui qui sut séduire, d'abord, par son franc-parler...

J.-L. A.

● **M. Pierre Bergé s'engage.** – L'association avec François Mitterrand (qui, notamment, récolte dans différents milieux des signatures de soutien au président de la République) a fait parvenir à trois cents chefs d'entreprise une lettre rédigée par M. Pierre Bergé, PDG de la société Yves Saint Laurent, qui les invite à se joindre à l'action de cette association. M. Bergé y écrit notamment : *« Je n'aurais probablement pas écrit* [cette lettre] *en 1981. Aujourd'hui, les choses ont changé : la gauche a prouvé qu'elle était capable de gérer et François Mitterrand a montré qu'il pouvait conjuguer la tradition et le devenir. De tous les hommes politiques, candidats déclarés ou non, il me semble être le seul à pouvoir nous emmener sans risque aux portes de l'an 2000. »*





Société

Au congrès du SNPES

Les personnels de l'éducation surveillée dénoncent la «politique d'austérité» de la chancellerie

Le Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), affilié à la Fédération de l'éducation nationale (FEN), *réunit son trente-troisième congrès* à Vaucresson (Hauts-de-Seine) du mardi 8 au vendredi 11 mars. Le SNPES, majoritaire dans la profession, dénonce depuis plus d'un an la *« politique d'austérité et d'autoritarisme »* de la directrice de l'éducation surveillée, Mme Michèle Gianotti. Le 2 février, le SNPES, qui protestait contre *« le budget inacceptable de 1988, l'asphyxie de nombreux services, et le non-respect des statuts »*, avait appelé à une grève et à une manifestation, au cours de laquelle un éducateur avait été blessé.

Depuis l'arrivée de Mme Gianotti à la chancellerie, l'éducation surveillée, qui suit tous les ans plus de cent cinquante mille jeunes en difficulté, dont 80 % en milieu « ouvert », est l'objet d'une sévère reprise en main : restrictions budgétaires, suppression de postes, suspension de responsables. Mme Gianotti se montre, en outre, favorable à la création de *« structures éducatives à encadrement renforcé »* contestée par le SNPES, *qui y voit le retour, sous une nouvelle forme*, des « centres fermés ».

Lorsque M. Robert Badinter était *ministre* de la justice, le département de l'Essonne, encouragé par la chancellerie, avait mis en place une tout autre politique, fondée sur *« l'ouverture aux réalités sociales »* et *« l'association avec de nouveaux partenaires »*. Ce département, qui compte dix-huit villes de plus de vingt mille habitants, avait l'avantage de disposer d'un équipement public satisfaisant : cent trente éducateurs, quatre institutions spéciales de l'éducation surveillée, et deux centres d'orientation et d'accueil. Les réalisations *« ouvertes »* de cette époque ne sont guère en odeur de sainteté à la chancellerie.

Aider les mineurs en difficulté à sortir du ghetto

Penché sur l'épais carton à dessins qui résume l'histoire de son école de coiffure, Jacky Sreff recherche vainement les premières esquisses de ses élèves les plus difficiles. Entre deux croquis maladroits mais sages, il découvre enfin le visage allongé d'une femme aux cheveux blonds. Le trait est sûr, la coiffure étudiée, les couleurs harmonieuses, mais pourquoi diable l'avoir affublée de deux longues canines sanglantes au coin des lèvres ? « *Il ne s'agit malheureusement pas d'un canular*, explique cet éducateur, chargé de l'enseignement technique de la coiffure. *Cette stagiaire, qui dessinait plus souvent des cimetières que des modèles, était terriblement renfermée et négative. En rupture de famille, d'école et de travail. Elle a commencé par refuser en bloc toutes nos activités. Elle préférait rester dans son coin, en nous observant en silence. Il a fallu un an pour qu'elle accepter de coiffer les autres et de se laisser coiffer elle-même.* »

« Pour Coiff'aire, installé au bord de la place Jean-Jaurès à Athis-Mons, n'est pas une école de coiffure comme les autres. En témoignent les deux initiales rouges, discrètement apposées au bord de la vitrine : ES. Deux initiales que la plupart des passants, modèles à l'occasion, traduisent spontanément : enseignement spécialisé. Elles renvoient, en fait, à une direction du ministère de la justice, l'éducation surveillée. Les huit stagiaires de cette école, tous rattachés à l'Institution spéciale d'éducation surveillée (ISES) de Draveil, ont été placés ici sur ordonnance d'un des cinq juges des enfants du tribunal d'Evry.

« *Notre but est de mettre ces jeunes en formation, bien sûr, mais surtout de les aider à régler certains de leurs problèmes*, précise Jacky Streff. *Ils sont tous mineurs et tous en difficulté. Ils ont fait des fugues, touché à la drogue ou à la petite délinquance, et il n'est pas question de les envoyer dans un apprentissage classique ; ils seraient incapables d'en accepter les contraintes. Il est également difficile de les renvoyer à l'école. Ils ont tous déjà plus ou moins abandonné. Ici, ils apprennent un métier en passant du temps dans un lieu où on leur fait confiance. Ils apprennent à parler, à respecter les autres et à accepter des horaires. C'est déjà beaucoup.* »

« J'avais l'impression d'être en prison »

Dissimulée derrière une mèche rebelle, qui lui barre le front, Farida dix-sept ans, feuillette le livre de caisse tenu par les stagiaire. Confiée à l'éducation surveillée l'année dernière, à la suite de fugues sans fin, elle a retrouvé aujourd'hui, sa famille, après un passage éclair au foyer de Brétigny (Seine-et-Marne). « *Je ne voulais plus rester chez mes parents, mais le foyer où j'ai été placée était encore bien pire ; toutes les entrées et sorties étaient surveillées et j'avais l'impression d'être en prison. Au bout de quinze jours, j'ai demandé à revenir chez mes parents. Puis, « mon » juge et « mon » éducateur m'ont proposé ce stage de coiffure ; j'ai accepté* ».

Noyée dans un sweatshirt violet, Farida parle d'une voix posée, les yeux rivés sur un cahier qu'elle couvre machinalement de graffiti. Ces deux dernières années, elle a fait quatre tentatives de suicide. Sauvée à chaque fois par ses parents qui, dit-elle, « *refusent de la comprendre* ». Que faire de Farida ? Le lycée ? Elle ne veut plus en entendre parler. D'ailleurs, elle a lâché prise depuis longtemps. L'apprentissage ? Instable, impulsive, renfermée, comment pourrait-elle se plier à la discipline d'un employeur ? Elle a déjà peine à accepter les maigres contraintes du salon d'Athis-Mons. « Pour Coiff'aire » lui permet à la fois de rattrapper ses retards scolaires, d'entamer une formation professionnelle plus souple que de coutume et de faire une pause. Loin de son lycée, de sa famille, de ses échecs.

Depuis son arrivée au salon en juin 1987, Farida a changé. Son mutisme boudeur et obstiné a fait place à un maigre dialogue et elle a trouvé ici un lieu chaleureux où l'on parle sans détour. L'emploi du temps, qui alterne soutien scolaire (maths, grammaire et instruction civique) et enseignement technique, a, en outre, un avantage de taille : il l'occupe de 9 heures à 16 ou 18 heures, quatre jours par semaine. Farida n'a guère le temps d'errer, oisive, dans sa banlieue.

Deux jours par semaine, le mardi et le jeudi, le salon ouvre ses portes aux clientes modèles du quartier, qui se contentent de verser une petite somme (30 F pour une coupe) destinée à financer les repas des adolescentes. Ces après-midi, Jacky Streff les redoutent un peu. Une remarque pincée d'une cliente et les stagiaires éclatent ; les leçons sur l'accueil et le sourire s'évanouissent en un clin d'œil. Suivent alors des échanges aigres-doux, voire des gestes de mauvaise humeur mal réprimés. Jacky doit alors venir leur parler. Tout reprendre à zéro. Et détailler, jour après jour, accrochage après accrochage, le code de bonne conduite de cette société qu'elles ont du mal à réintégrer.

« *Ces après-midi sont fondamentaux*, note Jack Ros, le directeur départemental des services de l'éducation surveillée de l'Essone, *car elles sont alors confrontées au monde extérieur. Il faut favoriser au maximum ces contacts avec la réalité sociale. Cela évite de les enfermer dans le ghetto de l'éducation surveillée. Au bout d'un moment, elles n'en sortent plus. Et c'est l'échec.* »

« Une véritable révolution »

L'« *ouverture* » était le point-clé de la politique mise en place par M. Robert Bandinter en 1981-1982. Une circulaire du 11 avril 1983, précisant les orientations de la politique de protection judiciaire des mineurs, mettait d'ailleurs l'accent sur le décloisonnement des structures, l'association avec les autres administrations et l'ouverture aux collectivités locales. L'Essonne, qui attendait ce discours depuis plusieurs années, s'était alors hâté d'emboîter le pas à la chancellerie. Le département, qui comptait en décembre dernier huit cent cinquante jeunes sous protection judiciaire, était l'un des premiers à déposer un projet. Sur le croquis détaillant les liens « *hiérarchiques et fonctionnels* » entre les administrations, les « *besoins des jeunes défavorisés et en difficulté* » avaient été symboliquement placés au-dessus du ministère de la justice.

« *Nous n'avons pas été surpris par ces nouvelles directives*, précise M. Jack Ros , *elles nous ont permis d'affiner ce que nous essayons de mettre en place depuis plusieurs années déjà. « Pour Coiff'aire », né en septembre 1981, était l'un de ces projets. Mais il y avait également le service des chantiers de l'Essonne, créé en 1979, qui permet à des jeunes sous protection judiciaire de travailler dans une structure, agréée auprès des chambres de métier, sur des chantiers de petit et de moyen œuvres du bâtiment.*

» Nous avons également mis en place, en 1980, un club automobile ouvert à la fois aux jeunes de l'éducation surveillée et aux jeunes des missions locales. Ils y trouvent un enseignement (conduite et code) et une initiation qui les remettent sur les rails, tout en leur permettant d'obtenir du travail auprès d'un réseau d'employeurs potentiels.

» Plus significative encore est l'ouverture d'un resto-rock-bar. Il est issu d'une convention signée entre la municipalité, l'association Pub Rock et le service de l'éducation surveillée du département. Ouvert en décembre 1984, il accueille des jeunes sous protection judiciaire et de jeunes de la municipalité pour des stages de restauration et de service en salle. Nous allons enfin ouvrir un restaurant à Bures-sur-Yvette, en avril prochain, qui fonctionnera à la fois avec des équipes de l'éducation surveillée et des équipes de l'éducation nationale. Les habitants auront donc sous leurs yeux, en pleine ville, une formule unique de coopération pilotée à la fois par des enseignants et par des éducateurs. Croyez-moi, c'est une véritable révolution. »

L'ère des « évaluations »

Mais le vent a tourné. Mme Michèle Gianotti, nommée en juillet 1986 par M. Albin Chalandon à la direction de l'éducation surveillée, ne prise guère ce genre de projet. Depuis son arrivée, elle a entrepris de remettre de l'ordre dans ce secteur, qu'elle n'a pas hésité alors à qualifier de « *pétaudière* ». Guidée par des soucis de gestionnaire Mme Gianotti a inaugurée l'ère des « évaluations ». Plusieurs commissions destinées à étudier « *les obligations et les justifications* » de certains établissements de la région parisienne ont ainsi été créées par M. Auguste Dorléans, le nouveau délégué régional d'Ile-de-France.

Le but ? « Rationaliser » l'utilisation des équipements de l'éducation surveillée dans la région parisienne. Le rapport remis en décembre 1986 à M. Albin Chalandon par M. Jean-Louis Langlais, chargé d'un audit de ce secteur, dont le développement ne paraissait pas suffisamment « *maîtrisé* » à la chancellerie, ne concluait-il pas : « *La quasi-totalité des institutions spéciales d'éducation surveillée (ISES) sont sous-utilisées. (...) Il convient de faire fonctionner à un taux amélioré de remplissage les ISES en état.* » Les commisions vont donc devoir chiffrer mesurer, comptabiliser. Avec tous les risques que cela comporte. « *Il est très difficile dans notre secteur, de raisonner en termes de résultats*, estime un éducateur. *Bien sûr, nous pouvons travailler dans une optique statistique : il suffit de choisir au départ, dans nos projets, les jeunes les plus aptes à « réussir ». Nous aurons sûrement gagné sur le plan des pourcentages, mais en laissant de côté des jeunes en détresse que nous aurions pu aider. Evidemment, ces échecs n'apparaitrons pas dans les chiffres.* » Dans son rapport, M. Jean-Louis Langlais constatait d'ailleurs : « *La pratique de l'évaluation est encore balbutiante, même si des expériences sont en cours dans le secteur associatif. La difficulté d'y procéder est évidente : comment apprécier l'efficacité d'un travail d'accompagnement des familles ou des individus ?* »

Pour le moment, les projets mis en place dans le département de l'Essonne au début des années 80 n'ont pas été directement mis en cause, mais leurs responsables n'en sont pas moins inquiets. A coups de notes, de demandes d'explication et de circulaires, la direction de l'éducation surveillée dessine une tout autre voie, plus répressive et plus cloisonnée. « *Le redéploiement, dont on nous parle tant pourrait amener la création de centres où les jeunes seraient pris en charge de A à Z*, explique une éducatrice. *Du coup, ils pourraient rester vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans les mêmes bâtiments. Ici, notre démarche est totalement différente. Il s'agit, à partir de jeunes qui ont accumulé les handicaps, de mettre en place des projets ouverts sur l'extérieur afin de favoriser leur réinsertion. Ils ont beau nous dire que notre travail est satisfaisant, nous ne sommes pas tranquilles, nous faisons le contraire de ce qui est en projet.* »

Depuis l'arrivée de Mme Gianotti, ces éducateurs suivent les décisions de leur administration de très près. La suppression de deux cent sept postes en 1987 – suivie de l'amputation de soixante-sept postes dans le nouveau budget – en a secoué plus d'un. Le passage en commission de discipline d'un éducateur du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (SNPES), accusé d'« *irrégularités financières* », ainsi que la suspension du délégué régional de l'Ile-de-France, M. Yves Douchin, et du directeur de l'éducation surveillée à Paris, M. Jacques Levacher, ont encore alourdi un climat difficile. Certains éducateurs se plaignent d'ailleurs de devoir rendre des comptes de plus en plus souvent. « *On nous demande des chiffres et des résultats pour les évaluations*, note l'un d'entre eux. *Nous avons du mal à travailler sereinement dans ces conditions.* »

Faute de mieux, la direction départementale de l'éducation surveillée de l'Essonne s'efforce, aujourd'hui, de maintenir le *statu quo*, en préservant ces réalisations. Il est vrai que la période n'est guère favorable aux audaces.

ANNE CHEMIN.

Les propositions du PS pour la sécurité

M. Gilbert Bonnemaison distingue « ce qui est négatif de ce qui est positif » dans les actions de la majorité

Le Parti socialiste a rendu publiques, lundi 7 mars, ses *« propositions pour une politique de sécurité »*. Présentées par M. Gilbert Bonnemaison, délégué national chargé de ces questions, elles ne font pas table rase de l'action de la majorité et innovent sur quelques points par rapport à la politique pratiquée par le gouvernement, de 1981 à 1986.

M. Bonnemaison n'a guère de complexes. Les succès d'image obtenus, sur le terrain de la sécurité, par la majorité, grâce notamment aux arrestations dans la lutte contre le terrorisme, ne semblent pas l'embarrasser. « *Le fait historique est là, sous nos yeux, incontournable*, assène-t-il : *c'est sous la gauche que la progression ininterrompue de la criminalité et de la délinquance aura été stoppée.* » Les socialistes, à leur tour, font donc parler les chiffres : une criminalité et une délinquance « *multipliées par quatre entre 1963 et 1981, par deux sous les gouvernements Messmer, Chirac et Barre* », et qui, « *de 1982 à 1985* » n'aurait progressé « *que de 5 % soit 1,6 % par an* ».

L'essentiel n'est sans doute pas là, puisque le PS recommande que le traitement et la publication des statistiques criminelles soient confiés « *à un organisme indépendant, au-delà des clivages partisans et professionnels* ». La polémique électorale est une chose, le réalisme gestionnaire en est une autre. Aussi le PS n'entend-il pas faire table rase de l'apport de la droite, depuis 1986, en matière de sécurité. « *Il n'y a pas lieu de procéder à une abrogation aussi vaste qu'en 1981*, explique M. Bonnemaison. *Il faut procéder à un inventaire, distinguer ce qui est négatif, tape-à-l'œil, de ce qui est positif, opérationnel. Avant 1981, il y avait un dispositif sécuritaire extrêmement répressif, qui avait entraîné un large mouvement de contestation. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, tout simplement parce que la politique pratiquée par la droite est en-deçà de celle d'avant 1981, et même de la plate-forme électorale RPR-UDF de 1986.* »

Aussi M. Bonnemaison choisit-il ses cibles au sein de la majorité : M. Albin Chalandon, plutôt que les responsables de la place Beauvau. « *M. Chalandon sera le recordman des libérations en dehors de toute loi d'amnistie, de toute grâce : en faisant entrer un nombre croissant de personnes en prison, il ne peut en faire sortir qu'un nombre maximal ! Il est le garde des sceaux le plus « laxiste » de sa génération.* »

Quatre chapitres

Concrètement, les nouvelles propositions du PS peuvent être classées en quatre grandes rubriques :

● *Renforcer la prévention* : les socialistes veulent lui donner « *une assise législative* » en transformant le Conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), créé en 1983, en établissement public national autonome. Ils y ajoutent un « *fonds national de la prévention et de l'aide aux victimes* », ainsi qu'un élargissement du droit des victimes.

● *Indépendance et modernisation de la justice* : le PS veut confier la gestion des carrières des magistrats au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), « *afin de garantir l'objectivité et la transparence de leur déroulement* ». Il propose un plan de modernisation pluriannuel de la justice portant sur les effectifs, l'amélioration de l'accueil, l'informatisation généralisée des cours, tribunaux et administrations. Enfin, il souhaite la poursuite de la réforme du code pénal entamée, sans concrétisation, par Robert Badinter.

● *Développper les alternatives à la prison* : estimant que « *la prison la plus moderne restera un lieu criminogène* », le PS souhaite l'extension des travaux d'intérêt général et des « *chantiers extérieurs* », ainsi que l'élaboration d'un « *statut du détenu* ». Il prône notamment la suppression de l'emprisonnement pour les mineurs ayant commis des délits.

● *Transparence et professionnalisme de la police* : le PS veut créer un conseil supérieur de la fonction policière qui « *garantirait la transparence effective de l'institution* ». Il souhaite développer l'îlotage, « *régler le problème des charges indues* » et unifier les personnels autour de trois grands corps – direction, encadrement, exécution, – les policiers servant « *soit en civil, soit en tenue, suivant leur affectation* ». Enfin, il propose de « *redéfinir les relations police-gendarmerie, afin de rationaliser l'activité de ces services en zone urbaine* ».

E. P.

Pour favoriser des libérations conditionnelles suivies d'expulsions

L'administration pénitentiaire dresse l'inventaire des condamnés maghrébins

Les prisons françaises vont-elles prochainement se vider de leurs condamnés originaires de pays du Maghreb ? On pourrait l'envisager à la lecture d'une note envoyée le 19 février par la chancellerie aux directeurs régionaux des services pénitentiaires.

Se référant à deux autres notes datées des 4 janvier et 2 février et qu'avait évoquées *le Canard enchaîné* du 2 mars, M. François Bonnelle, directeur de l'administration pénitentiaire, demande, en effet, avec insistance que lui soit transmis « *pour le 7 mars au plus tard* », « *copie de la situation pénale des détenus de nationalités marocaine, algérienne et tunisienne condamnés définitifs ayant accompli la moitié de leur peine* ». (...) « *Sauf cas tout à fait exceptionnel, il est souhaitable que les responsables des établissements émettent un avis favorable à une libération conditionnelle lorsque ces dossiers seront examinés par les commissions d'application des peines. Pour la mise en œuvre effective des décisions de libération conditionnelle sous condition d'éloignement prises par les juges d'application des peines, il conviendra de prendre, au plus tôt, l'attache des préfectures.* »

A Paris, le parquet général, en transmettant la note de l'administration pénitentiaire, redoublait d'insistance en demandant, par lettre circulaire du 25 février, aux magistrats du parquet siégeant à la commission d'application des peines de ne pas s'opposer « *sous réserve de situation exceptionnelle* » à des mesures de libération.

Tant de mansuétude pourrait surprendre : en effet, nombre de juges d'application des peines constatent, avec une amertume certaine, le trop fréquent rejet des propositions de libération conditionnelle qu'ils soumettent au ministère de la justice. Ces libérations que l'on peut obtenir à mi-peine dépendent du seul juge d'application des peines pour les condamnations inférieures à trois ans. Pour les peines supérieures et pour les condamnés en état de récidive légale, c'est le ministère qui tranche sur proposition du juge d'application des peines et avis de la commission d'application des peines (où siègent, de droit, le juge d'application des peines bien sûr, le procureur de la République ou le substitut chargé de l'exécution des peines et le directeur de l'établissement).

On connaît le peu d'empressement de l'actuelle chancellerie à accorder ces mesures qui se veulent, avant tout, une incitation à la réinsertion sociale (1). Ce fut d'ailleurs l'une des causes de la révolte des « longues peines », cet hiver, dans divers établissements pénitentiaires. Si nombre de magistrats – sans parler de directeurs de prison – ont été surpris par ce qui pourrait ressembler à un revirement, d'autres ont été profondément choqués par la mention précise des pays d'origine des intéressés. « *Pouquoi ce tri ?*, s'interroge un magistrat. *Si l'on veut se débarrasser des condamnés dont la peine est assortie d'une mesure d'expulsion, on aurait aussi pu penser aux Zaïrois, aux Italiens, aux Espagnols, etc. et non pas seulement aux Maghrébins.* »

D'autres se demandent si la note du 19 février n'est pas en contradiction totale avec les consignes très strictes données par la même chancellerie dans une circulaire du 6 août 1987 concernant les trafiquants de stupéfiants à qui libérations conditionnelles et permissions de sortir ne devaient être octroyées qu'avec « *vigilance* », c'est-à-dire, en pratique, pas du tout. Conviendrait-il, désormais, de libérer puis d'expulser sans distinction du délit ou du crime commis ? Dans certains ressorts, les parquets généraux ont tenu à réparer « l'oubli » du ministère en précisant que, bien entendu, cette vigilance – en matière de stupéfiant et lorsque l'identité des détenus était trop incertaine – devait être maintenue.

Les préférences de la chancellerie

En pratique quels seront les effets de cette note ? Un ou des charters de candidats à l'expulsion, qui seraient du meilleur effet en période électorale ? Place Vendôme, on se récrie sur cette analyse « *qui, pour passer pour amusante dans un journal satirique, n'est pas conforme à la réalité. Notre propos est de désengorger les prisons, où la population pénitentiaire dépasse aujourd'hui les cinquante et un mille détenus. Il n'y a aucune raison précise au fait que nous visions des ressortissants de pays du Maghreb. Nous aurions pu – et nous pourrions – viser d'autres catégories de détenus. Mais il n'est pas sûr que nous ayons beaucoup de semaines devant nous pour le faire.* »

En attendant, au soir du 7 mars – date limite de la remise de la « copie » des directeurs régionaux de l'administration pénitentiaire, – aucun des tableaux de candidats à l'expulsion n'était encore parvenu à la chancellerie. Il est vrai que – un bref sondage nous l'a montré – bien des commissions d'application des peines traînent des pieds. Certaines dont on conseillait la réunion extraordinaire ont refusé de siéger, leurs membres voyant mal en quoi une directive aussi sélective avait un rapport quelconque avec une politique pénitentiaire cohérente. Si sous Robert Badinter, et notamment à l'occasion du 14 juillet 1985, un tel « écrémage » par nationalité avait été demandé, il s'agissait d'une mesure de grâce ponctuelle s'appliquant à tous le même jour, et il convenait pour organiser les expulsions de négocier avec les Etats concernés. Aujourd'hui, c'est bien différent : car il faut être candidat à la libération conditionnelle. Visiblement, place Vendôme, on a des préférences sur la nationalité de ces candidats. Du moment qu'on les expulse.

AGATHE LOGEART.

(1) En 1984, sur 1 431 propositions de libérations conditionnelles soumises à la chancellerie, 596 avaient fait l'objet d'un avis favorable ; sur 1 322 en 1985, 707. Sur 1 246 en 1986, 465 et sur 1 407 en 1987, 511.

L'affaire Luchaire

Une lettre du contrôleur général Barba

Nous avons reçu de M. Jean-François Barba, contrôleur général des armées, la lettre suivante :

Une instruction étant en cours, il ne me paraît pas opportun d'engager une polémique sur le contenu de l'article de MM. Georges Marion et Edwy Plenel sur l'affaire Luchaire paru dans *le Monde* des 2 et 3 mars 1988. En outre, entendu comme témoin par le magistrat instructeur et, à ce titre, n'ayant pas accès au dossier, je ne suis pas en mesure de commenter les déclarations complètes faites au juge d'instruction par les personnes que j'ai interrogées au cours de mon enquête administrative en mai et en juin 1986.

Mais je tiens à ce qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur le sens des propos que j'ai tenus devant le juge d'instruction : je n'ai jamais déclaré « *avoir été soumis à une » pression politique liée au chan- » gement de majorité de mars » 1986* », qui aurait pu influer sur les conclusions de mon rapport. En revanche, pour l'exécution de mon enquête, une contrainte de temps m'a été imposée, je ne l'ai pas cachée.



C&C Computers and Communications

Où est NEC ?

Les bonnes nouvelles n'attendent pas – Les bipers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle !

Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension – Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC. L'espace loisir atteint de nouveaux sommets.

NEC, l'idéal des grands systèmes – Pour répondre à l'idéal de vos grands systèmes, il fallait un système idéal, qui réponde à tous vos besoins, dans tous vos bureaux.



Le portable NEC se plie à tous vos besoins – Il a beau être léger, le Multispeed portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.





Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil – Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images,... aussi vrais que nature.

Des puces qui grimpent dans votre estime – NEC fabrique les semi-conducteurs et les composants électroniques intégrés à ses produits. Cela s'appelle la qualité NEC de A à Z.



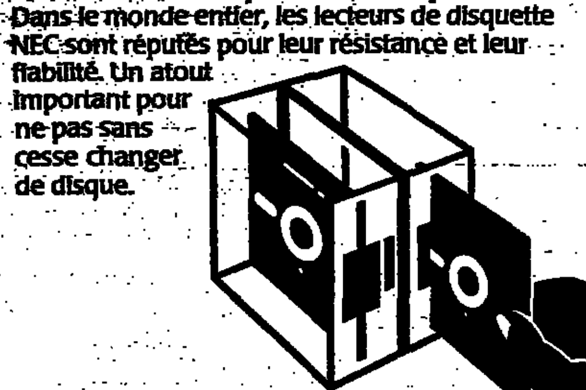
Pour faire bonne impression – Offrez-vous une NEC : la Pinwriter P2200 imprime vos textes en qualité courrier à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.

Soyez synchro avec NEC Multisync – Il balaie automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM®*

*IBM est une marque déposée de International Business Machines Corporation.



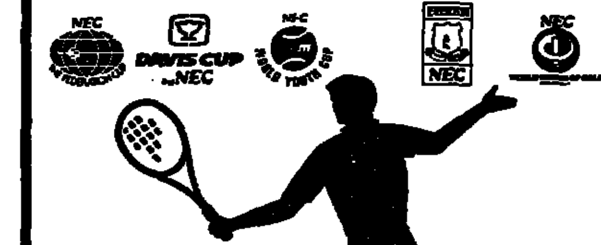
Des lecteurs de disquette à toute épreuve – Dans le monde entier, les lecteurs de disquette NEC sont réputés pour leur résistance et leur fiabilité. Un atout important pour ne pas sans cesse changer de disque.



L'information qui roule pour vous ! – Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule !



NEC est fière de parrainer des manifestations sportives de renommées internationales, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FÉDÉRATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone – NEFAX, le télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.

Le compact joue un nouvel air – De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société toute entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne.

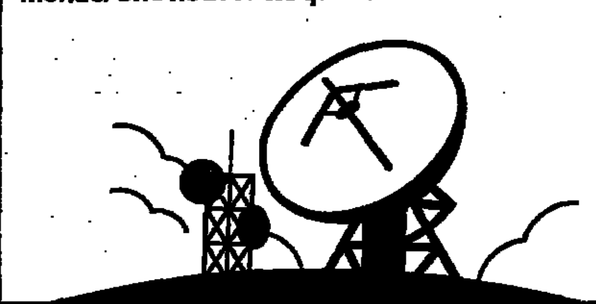
Où est NEC ? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain.

Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, **il y aura toujours du NEC quelque part.**

"Nous recherchons votre correspondant !" – Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



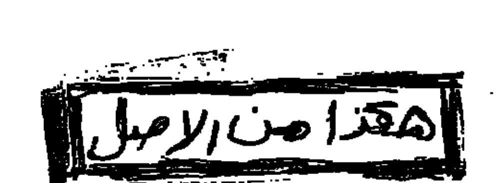
Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles – Grâce aux faisceaux Hertziens NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



NEC

N'hésitez pas à nous contacter : NEC Business Systems (France) Tour GAN - Cedex 13 - 98082 PARIS LA DÉFENSE

NEC Electronics (France) S.A. 9, rue Paul-Dautier - BP 187 - 78142 Vélizy-Villacoublay Cedex



Société

JUSTICE

Un anesthésiste devant le tribunal de Pontoise

Les erreurs du docteur Martin

Chaque profession invoque légitimement le droit à l'erreur. Pourtant, le fait de se tromper d'un gramme, d'un millimètre ou d'une seconde peut entraîner des conséquences extrêmement graves, en mettant en péril des vies humaines. C'est le cas des médecins, et la quatrième chambre du tribunal correctionnel de Pontoise, par le jugement qu'elle rendra le 18 avril, dira si un anesthésiste a commis le délit d'« homicide involontaire » sur une fillette de onze ans, qui a succombé après avoir subi une banale intervention chirurgicale le 20 juin 1983.

Depuis cinq ans, Mme Ghislaine Bertrand cherche à comprendre pourquoi sa fille est morte. Lundi 7 mars, la justice l'a encore fait attendre près de six heures après avoir jugé tout au long de l'après-midi des voleurs de gazole et des porteurs d'armes prohibées. Lorsque enfin le tribunal l'a appelée, elle avait déjà raconté dix fois, vingt fois les derniers jours de Sandrine. Ancienne championne de France de patinage artistique, elle avait vu sa fille suivre ses traces en remportant plusieurs championnats. Une douleur au genou risquait de tout compromettre mais un pédiatre diagnostiqua une simple épine calcaire en prescrivant une arthroscopie et l'intervention, qui ne devait durer qu'un quart d'heure, a été réalisée à la clinique Rouzaud à Argenteuil par le docteur Billot.

Vers 11 h 30, on a dit à Mme Bertrand qu'en tenant compte de l'anesthésie générale elle pouvait revenir dans une heure. A son retour « on » se contente de lui indiquer que sa fille *« a un problème de réveil »*. Une heure plus tard, quelqu'un lui répond toujours aussi évasivement et enfin, vers 15 h 30, elle apprend que *« si elle veut voir sa fille c'est le moment »* car un SAMU va l'emmener à l'hôpital Bretonneau. Il est déjà trop tard, l'enfant est dans le coma et succombera le 28 juin.

La plainte des parents a entraîné l'inculpation du docteur Philippe Martin, cinquante-huit ans, appelé à remplacer le médecin anesthésiste de la clinique le jour de l'opération. Selon l'accusation qui s'appuie sur les rapports de six experts, le docteur Martin aurait commis plusieurs erreurs. Si les spécialistes discutent la dose de curare injectée au début et celle de fluothane mélangée aux gaz anesthésiants, ils reprochent surtout au médecin de ne pas avoir pris les précautions exigées en concluant notamment qu'il *« n'a entrepris les gestes nécessaires qu'après un délai assez long pour que l'anoxie (1) cérébrale s'installe »* et s'étonnent que l'on ait fait appel au SAMU si tardivement.

Réactions de profanes

Dès lors les débats devenaient techniques. La présidente, Mme Christine Lamy-Ryziger, devait le regretter : *« Le tribunal a l'empression d'être réduit à quelques rapports d'expertise... »* De plus il lui était impossible de demander des éclaircissements aux spécialistes, ceux-ci n'ayant pas été cités comme témoins. Il fallait donc se contenter de leurs écrits et des explications du docteur Martin : *« J'ai anesthésié cette enfant. Quand j'ai vu que quelque chose n'allait pas, j'ai demandé au docteur Billot d'arrêter la préparation de l'opération, j'ai ventilé, intubé ; j'ai fait un massage cardiaque. Quand l'enfant s'est mise à avoir des réflexes, j'ai vraiment pensé que tout était arrangé. »* La présidente a semblé s'excuser : *« Je réagis en profane mais, devant cette réaction, le bon sens aurait peut-être commandé de ne pas pratiquer l'opération... Et puis il y avait deux médecins dans la salle d'attente, j'ai été étonnée que le docteur Billot s'en aille en connaissant ces difficultés. Je n'ai pas vu dans le dossier qu'il s'en soit inquiété... »*

Pourtant, le docteur Martin était bien seul sur son banc lorsque Me Isabelle Lucas-Balloup, conseil des époux Bertrand, lui a lancé : *« Le 20 juin 1983 vous avez tué Sandrine Bertrand »* avant d'hésiter entre l'*« immense incompétence »* et le *« défaut de rigueur »* pour conclure à l'*« amateurisme »*. Pour l'avocat, les erreurs du médecin sont comparables à une bavure policière et doivent être sanctionnées par une peine de prison ferme.

Le substitut, M. Jean-Michel Benquet, se montra plus réservé. Si *« le décès de cette gosse est un fait irréparable »*, c'est que *« la maladresse, l'imprudence, l'inattention ou la négligence »* exigées par le code pénal pour caractériser le délit d'homicide involontaire avaient été bien réelles. Il demanda une peine de deux ans de prison avec sursis, assortie d'une interdiction d'exercer pour une durée limitée.

Il restait à Me Michel Distel du barreau de Paris, défenseur du docteur Martin, à convaincre le tribunal, non pas de l'innocence de son client, mais du caractère purement *« civil »* de sa *« faute »*. Il n'a pas contesté que le docteur Martin *« n'ait pas su reconnaître à temps le développement de l'anoxie cérébrale »*. Il s'agit, selon le défenseur, d'un *« retard dans le diagnostic »* et il n'est pas prouvé que les symptômes aient été manifestes. Dès lors, la poursuite pénale ne se justifierait pas : *« La profession médicale n'est pas un milieu de criminels, un médecin n'est pas un ordinateur mais une machine humaine faillible. L'anesthésie est un acte dangereux, c'est un coma provoqué que l'on ne contrôle pas toujours parfaitement »* plaida Me Distel en rappelant que les statistiques évaluaient les accidents à trois pour mille. Sans refuser une responsabilité civile, il a exhorté le tribunal à faire la distinction entre une *« erreur grave mais juridiquement excusable »* et une *« faute condamnable »*.

Les magistrats devront trancher sous le regard des médecins qui, sans s'abriter derrière le droit à l'erreur, craignent l'erreur de droit. Au fond de la salle, le docteur Pierre-Alain Benhamou a donc assisté aux débats en qualité de représentant du conseil de l'ordre. Mais, devant lui, plusieurs jeunes filles ont aussi écouté attentivement, sans parvenir à comprendre comment, il y a cinq ans, une petite patineuse a pu s'endormir définitivement.

MAURICE PEYROT.

(1) Diminution de la quantité d'oxygène dans les tissus.

Près d'un millier de déserteurs condamnés sans jugement à Montpellier

Près d'une millier de déserteurs de l'armée française ont été condamnés, sans jugement, en juin 1987, à Montpellier, à des peines de prison ferme dont l'exécution a toutefois été suspendue faute d'avoir été prononcées conformément à la loi, au cours d'une audience publique du tribunal correctionnel de la ville. Cette affaire avait été révélée par *le Canard enchaîné* du 2 mars.

Un simple coup de tampon précisant « six mois d'emprisonnement par défaut » avait été apposé, en l'espace de trois jours, sur un total de huit cent quarante-trois dossiers dont aucun pourtant n'avait été évoqué dans l'enceinte du tribunal correctionnel.

« Il y a peut-être eu précipitation, dans un souci d'accélération dans le traitement des dossiers », a indiqué à l'AFP un magistrat de Montpellier *qui a reconnu la non-conformité de ces décisions, qui s'étaient soldées* par un total de quatre cent vingt et une années de prison. *« Le parquet a été informé il y a quelques mois déjà de ce problème*, a-t-il ajouté, *et c'est pourquoi l'exécution du jugement a été stoppée, et personne ne fera un jour de prison. »*

Une inspection pourrait être prescrite par la chancellerie afin de déterminer les responsabilités de certains magistrats montpelliérains dans cette affaire.

L'ensemble des dossiers, dont la quasi-totalité concerne des déserteurs en fuite, devraient être à nouveau examinés, cette fois en toute conformité avec la loi.

Les tribunaux permanents des forces armées ayant été supprimés, ce sont, désormais, les tribunaux correctionnels qui ont la charge des *affaires de désertion*.

Une lettre du professeur Alain Milhaud

Après un article paru dans le Monde *du 27 février intitulé « Les aventures du professeur Alain Milhaud », le professeur Alain Milhaud (CHU d'Amiens) nous a adressé le texte suivant :*

Contrairement à ce qui est dit dans le premier paragraphe de cet article, je n'ai en rien trahit mon engagement vis-à-vis des autorités de tutelle de la santé publique. J'avais effectivement promis *« de ne pas envisager l'éventualité d'un » nouvel essai d'intérêt général sur » une personne quelle qu'elle soit »*. Tout malentendu dans cette affaire serait particulièrement regrettable.

D'autre part, il est bon d'insister, une fois de plus, sur le fait que l'essai thérapeutique de 1985 et l'« évaluation » récente sont de nature différente puisque aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un état végétatif chronique mais d'un sujet en état de mort cérébrale dont la survie est particulièrement prolongée (un mois à ce jour). Ce sujet en état de mort cérébrale aurait certainement été donneur d'organes s'il n'avait pas été infecté.

ÉDUCATION

Le recrutement des instituteurs

Vocation tardive

A l'âge où bien des salariés goûtent aux joies de la retraite, Mme Jacqueline Leroy prend un nouveau départ dans la vie. En septembre prochain, elle aura cinquante-huit ans et entrera à l'école normale de Melun, pour y apprendre son métier : institutrice. Pour l'heure cette femme volontaire enseigne l'art de la lecture, de l'écriture et du calcul dans trois classes de Seine-et-Marne, l'un des départements les plus gravement atteints par la crise de recrutement des renseignants.

A l'approche de la soixantaine, la vie a joué de mauvais tours à Mme Leroy : son mari, agent d'assurances dans la Somme, a perdu sa situation ; il a fallu vendre des meubles pour rembourser les dettes, et le ménage a mal résisté. Elle s'est retrouvée seule et sans ressources, après avoir élevé six enfants et collaboré professionnellement avec son époux. Sans salaire, mais pas sans énergie : *« Je voudrais terminer intelligemment et honorablement ma vie, sans être assistée. Je suis entièrement libre à présent »*, explique-t-elle.

A l'automne dernier, Jacqueline Leroy décide de se présenter au concours d'entrée à l'école normale de Lille. — *« C'était ça ou le suicide. Mais j'aime la vie. »* — Elle n'a que le bac, mais le fait d'avoir élevé six enfants (dont trois sont instituteurs) la dispense de toute condition de diplôme et d'âge. Et puis, elle *« adore l'école publique et les enfants »*. Elle se replonge donc dans les livres scolaires, oubliés depuis quarante ans... et dans la piscine, au fond de laquelle il lui faut aller repêcher un mannequin pour réussir l'épreuve de natation.

Reçue, mais seulement sur une liste complémentaire, elle accepte, en février dernier, d'aller s'installer en Seine-et-Marne, où une centaine d'instituteurs manquent à l'appel. Elle prend une chambre à l'hôtel, puis dans une ferme-auberge, et découvre sa nouvelle profession de remplaçante dans trois écoles, au Mée-sur-Seine et près de Dammarie-les-Lys pour 5 200 francs par mois. Certes *« les enfants de maintenant sont un peu durs*, constate-t-elle, *mais ils ont l'air de m'aimer beaucoup »*. Surtout, Mme Leroy vibre encore d'avoir été accueillie par les institutrices, *« comme si j'avais été des leurs depuis toujours »*, et d'être quotidiennement soutenue par les directrices et les maîtresses de l'Ecole normale qu'elle remplace.

Elle n'en veut à personne d'avoir été placée dans des classes de cours préparatoire, première année de l'école élémentaire où l'on apprend à lire (et où l'on ne nomme en principe aucun débutant), puisque, *« de toute façon, il n'y avait personne d'autre à mettre »*. Les enfants au moins ne resteront pas sans maîtresse. *« Je pense pouvoir tenir dix ans*, annonce-t-elle, si l'administration le permet. »

PHILIPPE BERNARD.

DÉFENSE

Tout en respectant les options de ses partenaires

« La France doit jouer un rôle plus actif dans l'alliance atlantique » estime M. Chirac

« Il n'y a pas lieu de revenir à un débat théorique sur les mérites respectifs de notre stratégie indépendante et de la stratégie alliée qu'aucun de nos partenaires n'entend remettre en cause : chacun doit respecter les options de l'autre. La vraie question est de savoir dans quelle mesure ces deux stratégies autonomes, qui ont toutes deux pour but d'empêcher la guerre, peuvent se renforcer mutuellement. »

C'est ce qu'a déclaré M. Jacques Chirac lors d'une conférence de presse que le candidat à l'élection présidentielle a consacrée, mardi 8 mars, à Paris, à la politique de défense, après celle, la semaine dernière, sur ses orientations de politique étrangère (*le Monde* du 2 mars).

« La France, a estimé M. Chirac, *est d'autant plus à même d'aborder ce débat qu'elle dispose aujourd'hui de moyens beaucoup plus diversifiés qu'à l'origine et qui lui permettent d'affirmer davantage la dimension européenne de sa sécurité. »*

Dressant l'état de la panoplie nucléaire française, au sein de laquelle il a particulièrement insisté sur le missile aéroporté ASMP, le missile sol-sol préstratégique Hadès et le missile sol-sol stratégique S 4 (qui, par sa précision, pourrait avoir *« une fonction d'ultime avertissement sur le sanctuaire d'un adversaire éventuel »*, M. Chirac a notamment expliqué : *« Qu'il s'agisse d'atteindre les arrières de l'adversaire ou de lui porter un coup d'arrêt, les modalités d'emploi éventuel peuvent changer, mais la finalité demeure la même : il ne s'agit nullement d'envisager une bataille nucléaire dont l'Europe sortirait dévastée, mais d'être en mesure de restaurer la dissuasion au cas où celle-ci aurait échoué dans un premier temps, en confrontant brusquement l'adversaire, s'il persistait dans son agression, à l'imminence d'une frappe stratégique. »*

Avec l'allongement de la portée du missile Hadès (*le Monde* du 22 janvier), *« nous ne serions plus obligés*, a ajouté M. Chirac, *d'effectuer sur le territoire de nos amis, qui seraient par hypothèse les premières victimes d'une agression, la frappe d'avertissement destinée au seul agresseur »*.

« Ce souci de tenir compte des intérêts de nos voisins allemands s'inscrit dans un dessein plus vaste, qui est de favoriser l'apparition d'un véritable esprit européen de défense », a expliqué le premier ministre, qui considère que *« la France doit jouer un rôle plus actif au sein de l'alliance atlantique pour que celle-ci puisse devenir une alliance entre égaux : l'Amérique du nord d'un côté, l'Europe occidentale de l'autre. L'alliance atlantique ne peut être forte que si l'Europe, en effet, est forte et unie. »*

« Nos armes nucléaires ne sont pas négociables »

M. Chirac est revenu sur la nécessité, pour la France, de maintenir son consensus sur les problèmes de défense, un consensus qui est, à ses yeux, *« l'expression d'une volonté politique de faire prévaloir ce qui unit par rapport à ce qui divise dès lors que l'essentiel n'est pas en jeu »*.

« La double alternance de 1981 et 1986, a commenté le premier ministre, *et l'expérience que nous vivons depuis deux ans ont consacré cet acquis capital de la Ve République [...] Cette volonté de rester unis sur l'essentiel, qui s'est imposée également au président de la République, doit demeurer, à mes yeux, au-delà des prochaines échéances, l'objectif de tous les responsables politiques [...]. L'indépendance, telle que je la conçois, exclut aussi bien le repli de la France sur son sanctuaire que la dissolution de sa volonté propre dans des mécanismes d'intégration où elle abandonnerait à d'autres la maîtrise de son destin. »*

Donnant l'exemple de la loi de programmation militaire 1987-1991 présentée par son gouvernement au Parlement, M. Chirac a ainsi estimé qu'il avait démontré la possibilité d'engager, sans retard, la politique de modernisation de l'ensemble des forces nucléaires et classiques. *« A l'exception des seuls communistes*, a-t-il déclaré, *notre effort de défense à été mis à l'abri des aléas politiques immédiats »*.

En réponse à des questions, le premier ministre a ajouté les quelques points suivants :

A propos du Rafale : *« Nous ne sommes pas fermés à la coopération internationale, mais quoi qu'il arrive nous le ferons pour 1996. »*

A propos du désarmement : *« Nos armes nucléaires ne sont en aucun cas, et quoi qu'il arrive, négociables. Naturellement, si un jour les armes soviétiques et américaines avaient baissé à un niveau comparable à celui de la France — nous sommes hélas ! dans le domaine du rêve, — les choses se présenteraient différemment, mais à vue d'homme nous ne sommes pas devant un tel objectif. »*

A propos des essais nucléaires : *« Nous avons besoin de faire des essais nucléaires à Mururoa pour miniaturiser les armes et en accroître la capacité de pénétration. Nous ne changerons pas. Nous poursuivrons comme par le passé des essais nucléaires qui restent indispensables. »*

Enfin, M. Chirac a précisé qu'il était en faveur de la construction d'un second porte-avions à propulsion nucléaire.

SCIENCES

Programmes piégés

L'ordinateur atteint d'un mal sournois

L'ordinateur, naguère cerveau électronique, est encore bien éloigné de l'homme, mais il s'en rapproche. Il est désormais comme lui frappé par des maladies contagieuses.

En France, la société Loriciels vient de détecter un « virus » dans un programme. Aux Etats-Unis, en Israël, plusieurs cas de « contamination logicielle » ont été signalés.

De quoi s'agit-il ? Essentiellement, d'un perfectionnement des « soft bombs », ces pièges que les fournisseurs de logiciels installent parfois dans leur programme pour faire pression sur leurs clients.

Prenons un exemple. La société X fabrique un programme de comptabilité pour la firme Y. Un contrat est établi qui prévoit une redevance mensuelle et une maintenance régulière du programme pour empêcher la firme Y de recopier le programme, puis de dénoncer le contrat, le fabricant « glisse » dans le programme une « bombe », une séquence d'instructions qui, lorsqu'elle est exécutée, désorganise le système d'exploitation de l'ordinateur (1) et peut provoquer, par exemple, l'effacement de fichiers importants. Un test interdit l'exécution de cette séquence avant une certaine date, par exemple six mois après la mise en service. Le technicien chargé de la maintenance recule chaque mois la date butoir, ce qui fait que la bombe n'explosera jamais tant que le contrat est en cours.

Mais si l'utilisateur le dénonce, et veut ensuite utiliser la copie qu'il a faite du logiciel, la bombe explosera aussitôt.

« Pilule empoisonnée »

Ce moyen de protection, somme toute compréhensible sinon admissible, semble avoir été transformé en système d'attaque destiné à nuire. Il suffit d'ajouter à la bombe un petit programme de copie, qui la duplique dans le système d'exploitation de l'ordinateur, et de là dans d'autres programmes. Cette « pilule empoisonnée » peut alors passer d'un ordinateur à un autre, soit parce que des disquettes écrites sur le premier ordinateur sont exécutées sur le second, soit parce que les calculateurs, mis en réseau, échangent des informations. La bombe devient donc un « virus », qui peut aisément envahir tous les ordinateurs d'une même société.

A priori, le mal ne devrait pas contaminer des ordinateurs dont le système d'exploitation est différent. Mais comme une standardisation s'est produite — les micro-ordinateurs compatibles avec le PC d'IBM utilisent tous les systèmes MSDOS de la firme américaine Microsoft, la plupart des mini-ordinateurs font appel à UNIX, créé par ATT, — cette standardisation accroît les possibilités de contamination.

L'imagination des programmeurs n'ayant pas de limites, de nombreuses variantes sont envisageables. On peut remplacer la bombe par un empoisonnement progressif. L'hebdomadaire *le Point* a rapporté dans son numéro du 25 janvier un cas d'empoisonnement décelé à l'université hébraïque de Jérusalem. La bombe-virus, sans exploser, ajoutait régulièrement au système d'exploitation des séquences d'instructions qui ralentissaient son fonctionnement. D'après cet hebdomadaire, une explosion devait couronner cet empoisonnement à la date du 13 mai 1988, quarantième anniversaire de la disparition de la Palestine. A cette date, tous les fichiers accessibles par l'un des programmes contaminés devaient être détruits.

MAURICE ARVONNY.

(1) Le système d'exploitation est un logiciel, fourni avec l'ordinateur, qui assure les communications avec l'extérieur et gère l'allocation des ressources — mémoire, fichiers, etc. — aux programmes qu'exécute l'ordinateur.

REPÈRES

Catholicisme

Mgr Gaillot et le mariage des prêtres

A l'issue d'une rencontre, les 5 et 6 mars à Lourdes, des quatre cents diacres permanents de l'Eglise catholique en France — dont 85 % sont mariés, — Mgr Jacques Gaillot, membre de la commission épiscopale du clergé, a déclaré que *« l'existence du diaconat va montrer qu'un ministère ordonné, enraciné, se vit bien en étant marié. Pour un éventuel mariage des prêtres, je crois que le diaconat laisse l'avenir ouvert »*.

Toutefois l'évêque d'Evreux se défend de s'être prononcé pour le mariage des prêtres. *« Affirmer*, nous précise-t-il, *que le diaconat marié pourrait influencer la pratique des autres ministères ordonnés ne veut pas dire que l'on souhaite un changement de discipline actuelle de l'Eglise sur le célibat des prêtres. »*

Espace

Une piste gambienne

La navette spatiale américaine pourra utiliser l'aéroport de Banjul (Gambie) sur la côte ouest de l'Afrique pour effectuer des atterrissages d'urgence. Un accord vient en effet d'être passé entre les Etats-Unis et ce pays d'Afrique pour le cas où la navette aurait acquis une vitesse insuffisante lors de son lancement à la suite d'une défaillance de ses fusées d'appoint. Cette nouvelle possibilité de se poser en catastrophe sur l'aéroport de Banjul complète le dispositif que la NASA avait déjà mis en place dans le passé en signant un accord de ce type avec les autorités sénégalaises pour l'aéroport de Dakar.

Marée noire

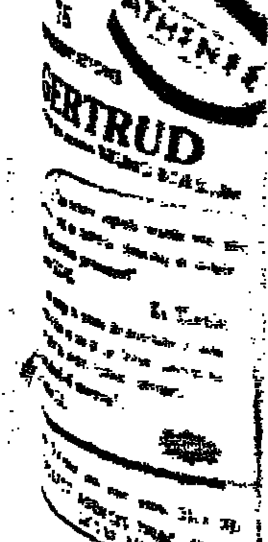
L'« Amazzone » a fait plus de 15 millions de francs de dégâts

La pollution des côtes bretonnes le 31 janvier par le pétrolier italien *Amazzone* coûtera vraisemblablement plus de 15 millions de francs.

Au lendemain de l'accident — 3000 tonnes de fuel relâchées en mer, — les assureurs du navire ont déposé à Brest à titre de provision sur les frais engagés une somme de 13 millions de francs. Cette somme se révélant insuffisante, le complément devrait être versé par le FIPOL (Fonds international d'indemnisation pour les pollutions par hydrocarbures), dont le siège est à Londres, organisme financé à la fois par les Etats et par les pétroliers.

Pour la marine nationale, les factures s'élèvent à environ 6 millions de francs, principalement en frais de reconnaissance aérienne de la pollution, précise-t-on.

Les autres dépenses couvrent les moyens mis en œuvre pour protéger et nettoyer les côtes dans le cadre du plan Polmer-terre déclenché dans les Côtes-du-Nord et dans le Finistère par les préfectures des deux départements.



THÉATRE

« Hécube », d'Euripide, à Gennevilliers

Il était une reine

Venue d'il y a vingt-cinq siècles, une tragédie intense avec une immense actrice, Maria Casarès.

« Il n'est en art qu'une chose qui vaille : celle qu'on ne peut expliquer », écrivait Georges Braque.

Vous sortez du Théâtre de Gennevilliers. C'est bientôt minuit, l'avenue des Grésillons est déserte, et les seules lumières, aux fenêtres des maisons, sont celles de quelques postes de télévision dans les chambres qu'occupent des ouvriers d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord.

Or vous venez, plus de deux heures durant, de partager intensément, de toute votre conscience et de tout votre cœur, dans un état presque d'extase, les 1 295 vers d'une tragédie d'Euripide, *Hécube*. N'est-ce pas là une chose *« qu'on ne peut expliquer »* ?

Cette œuvre date sans doute de 424 avant Jésus-Christ. La tragédie grecque (Sophocle, Eschyle, Euripide) n'a duré que quelques dizaines d'années, au Vᵉ siècle avant J.-C. Et elle s'en remettait à des événements fabuleux ou historiques eux-mêmes déjà éloignés, par exemple la guerre de Troie, qu'évoque *Hécube*, remontait à la fin du XIIIᵉ siècle avant J.-C.

Le grand helléniste Jean-Pierre Vernant nous dit que cette tragédie grecque *« n'est pas seulement une forme d'art »*, mais *« une institution sociale que la cité met en place à côté de ses organes politiques et judiciaires »* (c'est pourquoi seuls des hommes étaient acteurs, y compris dans les rôles de femmes, puisque les femmes étaient alors étrangères à la vie politique). Et Vernant précise que *« la tragédie prend naissance quand on commence à regarder le mythe avec l'œil du citoyen »*.

L'envoûtement

Donc cette œuvre, *Hécube*, si distante de nous par sa date de création, et plus lointaine encore par la date des faits qu'elle rapporte, ne prenait de sens que par son office civique, et n'énonçait ses propos qu'en fonction d'une circonstance politique grecque singulière : une « démocratie » dans laquelle la liberté d'action du citoyen était fictive. Et Vernant remarque que, dans la tragédie grecque, *« le héros, alors même qu'il se décide par un choix, fait presque toujours le contraire de ce qu'il croyait accomplir »*.

Hécube appartient ainsi à un théâtre très sensiblement « différent » du nôtre. Et le propos de cette pièce, en quoi nous regarde-t-il ? Hécube est la veuve de Priam, dernier roi de Troie. En raison de la chute de Troie, la reine Hécube est devenue la prisonnière, presque l'esclave, du vainqueur Agamemnon. Et Hécube va voir sa fille, Polyxène, *égorgée sur la tombe* d'Achille, puis presque aussitôt son fils, Polydoros, assassiné par son hôte, Polymestor, à qui Priam l'avait confié. Hécube se vengera en faisant tuer Polymestor.

Or le public français réuni à Gennevilliers, cet hiver 1988, ne « perd pas un mot » d'*Hécube*. Cette pièce *exerce sur nous un ascendant* absolu. Serait-ce par l'emprise de son langage, disons de sa « poésie » ? *Non sans doute, car si claire* et rythmée et « parlante » que soit la traduction, excellente, de Nicole Loraux et François Rey, ce n'est tout de même qu'une traduction, qui ne saurait être douée du pouvoir d'écoute de *Britannicus* ou, dans un autre genre, de *Ruy Blas*. Et n'oublions pas que le langage lui-même de la tragédie grecque n'est pas un langage d'action, ni d'émotion : c'est un langage de l'intellect, qui s'oriente sur la réflexion de l'auditoire.

Et nous en revenons à la phrase de Braque : *« Il n'est en art qu'une chose qui vaille : celle qu'on ne peut expliquer. »* L'envoûtement d'*Hécube* ne peut en effet tenir qu'à une chose inexplicable : la force de l'énergie spirituelle d'Euripide, qui, hors de tout contexte et de toute entremise, n'a rien perdu de son feu, et atteint encore le public.

Inexplicable aussi restera toujours, *pour l'essentiel, quoi qu'on* dise, l'art du comédien, celui de cette immense actrice qu'est Maria Casarès (Hécube). L'extrême maîtrise d'un art n'explique pas tout. Il est clair, à voir et à écouter *Hécube*, qu'il y a chez cette actrice une part de toucher occulte, de liberté d'imagination hasardée sur le moment, de palpation comme médiumnique de ce que devient la substance des vers tel soir, en symbiose avec telle assistance, sur fond de telles ou telles nouvelles qui furent apprises dans la journée. Et jusqu'à un certain point il en va de même des acteurs qui entourent Maria Casarès : Evelyne Istria (le Chœur), Sylvie Laporte (Polyxène), Christian Colin (Talthybios), Mostéfa Djadjam (Polymestor), Wladimir Yordanoff (Agamemnon).

Hécube est dirigée, avec une intelligence et une sobriété parfaites, par Bernard Sobel, qui, juste après *Nathan le Sage* de Lessing, accomplit une second coup de maître.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

« Le Véritable Saint Genest, comédien et martyr » à la Comédie-Française

Une curiosité

Une tragédie dont le cœur plus que la religion est la force d'illusion : le Véritable Saint Genest, comédien et martyr, *de Jean de Rotrou, entre au répertoire du Français.*

Sartre, canonisant Jean Genet, a emprunté à Jean de Rotrou – contemporain de Corneille et, comme lui, protégé de Richelieu – le titre d'une de ses tragédies. Ce qu'ignorent, à juste titre, des générations entières. Après *Venceslas, Cosroes*, deux pièces non moins oubliées, *le Véritable Saint Genest, comédien et martyr* entre donc au répertoire du Français.

Créé en 1646, la pièce, par la suite, connaîtra une certaine vogue au dix-neuvième siècle. Plus près de nous, c'est, dans les années 60, un jeune metteur en scène péruvien, Rafaël Rodriguez, qui la ravivera, avec, dans le rôle de Genest, Pierre Debauche.

Et il a bien voulu, par son impiété,
D'une feinte, en mourant, faire une [vérité.

Célébré, protégé pour son grand art de l'imitation, Genest meurt donc au théâtre et, dans le même temps, à la vie. Tel est le thème, tragique, entrecoupé toutefois de véritables scènes de genre sur le métier de comédien.

Le théâtre se donne en représentation, le théâtre est le monde, or le monde est illusion : dans cette ronde infinie, les rôles se dédoublent. Dieu lui-même, dans la bouche de Genest, est *« un céleste acteur »* qui ordonne : *« Tu n'imiteras point en vain. »* Et l'imitation, on le sait, est une *« méthode »* d'approche de la foi, un exercice religieux.

Sans extase

La *« sensible et sainte volupté »* qui saisit le comédien Genest au moment de sa conversion n'a visiblement pas passionné outre mesure le metteur en scène André Steiger. Michel Aumont ne la joue pas, mais reste sur un même registre pendant la quasi-totalité du spectacle : passé le premier moment, emphatique, où il fait que porter sa voix, face au public, comme il était de mise autrefois à la cour, il persiste dans une attitude ambiguë, à mi-chemin du comédien qui ne sait pas son rôle par cœur, et du converti qui écoute les paroles divines qui lui sont dictées. *La tragédie repose sur lui*, il ne la transfigure pas.



JOEL MALERBA

Michel Aumont dans le rôle de Genest

Cette tragédie en cinq actes s'apparente tout à la fois à *l'Illusion comique* et à *Polyeucte*. On ne sait pas très bien si Corneille et Rotrou étaient vraiment amis, mais Rotrou, dès le premier acte, rend hommage à *Corneille. L'action se passe en* Asie mineure, sous l'Empire romain, du temps de la persécution des chrétiens. La fille de l'empereur Dioclétien, Valérie, se souvient, effrayée, d'un songe où elle a vu son père offrir sa main à un berger. Or elle aime Maximin, couvert de gloire et du sang des chrétiens. Mais coté cœur, tout s'arrange très vite. On s'apprête à célébrer les noces dans l'allégresse et, pour ce faire, Dioclétien fait appel à son comédien favori : Genest. On hésite sur le sujet digne d'être représenté. Genest plaide la valeur sûre, Dioclétien la nouveauté, plus vif *« aiguillon »* de l'esprit et des yeux. A la demande de Valérie, on s'accorde sur la tragédie d'Adrian, *officier chrétien et martyr*. L'inflexibilité superbe de Maximim sera ainsi à l'honneur.

Survient alors un événement non prévu dans le scénario : Genest jouant Adrian est touché par la grâce divine, il renonce à feindre. Il en mourra, martyr et acteur d'*« un spectacle sanglant »* donné au peuple, pour reprendre les mots mêmes de Maximin, chargé de clore la pièce par une sorte d'hommage ambigu :

Pour le reste, dans le décor simple, immuable, de *Claude Lemaire* – un péristyle classique, et un théâtre antique, – les aires de jeu sont *délimitées : dans l'arène, les comé*diens ; sur les gradins, la cour, dans des costumes dix-septième siècle. *Un parti pris qui a peut-être* conduit André Steiger à retenir le jeu de cette assemblée donnée comme familiale, bon enfant, à ne pas creuser le contraste entre leurs mines d'amateurs d'art et leur véritable nature d'oppresseurs de la liberté de pensée. Dommage pour tous : Francine Berger, Simon Eine (Maximin), Claude Mathieu (Valérie) et François Chaumette, dont c'est la dernière apparition sur la scène du Français, dans le rôle de Dioclétien.

ODILE QUIROT.

★ A la Comédie-Française. En alternance. Tél. : 40-15-00-15. Le texte de la pièce, suivi d'un dossier dramaturgique, vient de paraître aux Editions Sand-Comédie-Française. 35 F.

« Le Conte d'hiver » de Shakespeare à Nanterre

Le Théâtre des Amandiers, à Nanterre, présente à partir du mardi 8 mars le Conte d'hiver, *de Shakespeare, qui sera repris au Festival d'Avignon. La mise en scène est de Luc Bondy, qui avait monté* Terre étrangère, *de Schnitzler, avec, entre autres, Bulle Ogier, Michel Piccoli que l'on va retrouver, ainsi que Laura Benson, vingt-cinq ans, élève de l'école de Nanterre.*

Luc Bondy entre deux mondes

« *Le Conte d'hiver*, dit Luc Bondy, est une histoire de jalousie paranoïaque. Une tragédie qui évolue vers la romance, très étrange, avec un côté initiatique. Une des dernières pièces de Shakespeare, écrite juste avant *la Tempête*, et dans laquelle il a rassemblé les éléments spécifiques de son théâtre, mais utilisés dans un autre esprit. Ainsi, la jalousie se déclare ici sans plus de motif et aussi brusquement que dans *Othello*, mais elle déclenche immédiatement une folie totale qui affecte un roi et par là son royaume. A la manière de Hitchcock, Shakespeare agence le récit pour frapper fort. Il installe un climat d'exquise harmonie, que d'un coup, d'un coup de magie, par un mot, une phrase vient détruire.

» Les interprétations peuvent être multiples, mais en choisir une n'est pas intéressant. C'est-à-dire que la pièce est à deux faces, comme le visage de Janus. On doit se tenir juste sur le tranchant : toute interprétation doit amener son contraire, comme dans un effet miroir. »

Depuis qu'il est venu à Nanterre pour monter Terre étrangère, *de Schnitzler, Luc Bondy a connu une activité fébrile. Il a pris la direction de la Schaubühne, à Berlin, et dans une jolie petite salle art déco a mis en scène le* Misanthrope, *avec Bruno Ganz. Encore une affaire de jalousie ? Oui et non. Molière est trop logique en tout cas pour présenter un rapport quelconque avec Shakespeare. Malgré les « conditions hollywoodiennes » du travail à la Schaubühne, Luc Bondy, un Suisse dont les racines plongent dans l'Europe centrale, – rêve de venir en France.*

« J'ai commencé à dix-neuf ans, à Hambourg comme assistant. J'y suis resté deux ans. Ma première mise en scène, je l'ai faite au Residenz de Munich, une institution énorme, très représentative : prestigieuse à l'extérieur, dégradée au-dedans, avec un extraordinaire matériel d'acteurs. Je me suis trouvé gamin sans expérience, devant cette troupe de géants, de stars. Alors, j'ai fait de la provocation, et ça a marché, je me suis rendu compte qu'ils n'attendaient que ça.

» L'Allemagne est un pays culpabilisant, où le théâtre est un devoir. Un devoir culturel et social. A un moment, la Schaubühne a offert un modèle, trop et mal imité, et qui *s'est figé*. Dans les théâtres, aujourd'hui, c'est comme si on disposait d'un palais. On préférerait rester dans la cuisine, mais on perd son temps à parcourir toutes les chambres, sans nécessité. Le théâtre en Allemagne est désorienté. En France aussi, mais dans un pays super-organisé, c'est dur. Oui, j'aimerais y travailler régulièrement, la confusion ne me gêne pas. Elle n'empêche pas la disponibilité.

» Je ne suis pas allemand, d'ailleurs, et je suis francophone. Je n'irai pas en Pologne ou en Suède, comme on me l'a proposé, parce que je ne parle pas la langue et j'y serais comme un chef d'orchestre sourd. Ici, je n'ai pas de problème d'adaptation. On ne devient pas autre en passant une frontière. Je garde les mêmes exigences. Une mise en scène ne se fait pas sur les images, c'est élémentaire. Elle se fait sur l'acteur, sur l'observation de l'inattendu chez les acteurs. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

Laura Benson à l'école du risque

« En me regardant dans une glace, j'ai su que j'étais quelqu'un de plutôt anguleux. Dans *le Conte d'hiver*, Luc Bondy m'a proposé le rôle de Perdita, un personnage plutôt arrondi, lisse, sans initiative, presque statique. Cela m'a fait très peur. D'autant que dans la pièce, plusieurs autres personnages parlent d'elle, de sa « grâce », disent qu'elle est « magnifique », qu'elle « n'est pas de ce monde ». Quelle angoisse !

» La pièce est un conte de fées, Perdita et Florizel sont une princesse et un prince. Il fallait, pour ne pas choquer les spectateurs, pour leur permettre d'entrer dans l'histoire, que l'on croie vraiment que j'étais une princesse. Alors, comme j'ai beaucoup travaillé le mime – j'ai commencé par là – je me suis souvenue que j'avais appris une marche très lisse, j'avais appris à libérer le haut de mon corps, et toutes les énergies. Je suis donc revenue, avec l'aide d'une femme africaine formidable, Elsa Wolliastion, à ce travail sur le corps ; je veux que Perdita donne l'impression de marcher sur l'eau. Mais il fallait trouver une certaine grâce, une fragilité sans que cela devienne de la chorégraphie. Pour rendre cette impression d'un personnage d'*« un autre monde »*, il fallait créer un rôle très stylisé. Perdita dit des choses très belles, très justes, souvent par métaphores, et elle ne le sait pas elle-même. Elle est aussi ce que je suis dans la vie, quelqu'un de très angoissé.

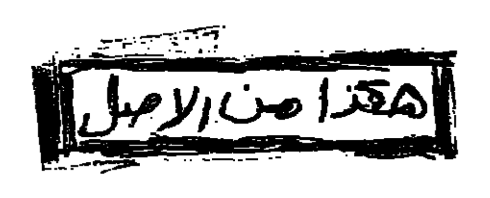
» *Heureusement, Luc Bondy*, à la différence de Patrice Chéreau avec qui j'ai travaillé pour *Hôtel de France et Platonov* pendant mes deux années d'études à l'école des Amandiers et qui entretient un climat très tendu, installe plutôt un climat de détente et m'a permis de trouver cette fragilité, qui n'est pas névrotique, une grande simplicité.

» A l'école, j'ai présenté et joué des rôles de personnages beaucoup plus âgés que moi comme Anna Petrovna dans *Platonov*. Patrice Chéreau avait parlé de moi à Luc Bondy pour Perdita mais, quand ce dernier m'a vu jouer Anna, il est venu me dire que j'étais trop vieille. Il était inquiet.

» Cette école, sans que je m'en rende compte sur le moment, m'a permis, pour la première fois, de commencer de croire que je pouvais faire ce métier. Si j'avais loupé ce bateau-là, je serais peut-être rentrée chez moi.

» *Ce métier est vraiment un fil* qu'il faut tenir et ça fout vraiment la trouille. Par moments, j'ai l'impression de vivre dans un monde boiteux, improbable. Le moment d'après, tout va bien, je me sens bien. Un comédien est obligé de passer par ce déséquilibre. Ses rôles le forcent à abattre en lui des barrières, des tabous. Ce peut être très plaisant et très douloureux. Mais c'est le seul moyen. »

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT.



Culture

EXPOSITION

Les passions de Manessier à l'ELAC

Tous les martyrs

La Passion, selon les variations qu'un croyant discerne dans les évangélistes, est chez Alfred Manessier un thème d'inspiration constant.

A suivre les stations de la *Passion* selon Alfred Manessier exposées à l'ELAC (Espace lyonnais d'art contemporain), c'est d'abord la chair vive de la couleur qu'on découvre dans ses contraintes et son épanouissement au cours des années. La qualité des pigments, telle que la lumière semble en sourdre, confère à cette suite d'agonies un pouvoir de fascination.

Le peintre ne nie pas qu'il y ait une contradiction entre la tragédie du sujet et les délices de la peinture, mais il tient qu'il est du rôle de l'art de dire la vie plutôt que la mort, et donc d'offrir cette beauté du langage. Contemplatif dans les premières œuvres, Alfred Manessier a cessé de l'être en s'engageant dans les événements du monde. Aussi a-t-il élargi le thème de la crucifixion à tous les martyres qui sont infligés aux justes de ce temps. Des tableaux sur le procès de Burgos, le Vietnam, en hommage à Martin Luther King, à Don Helder Camara – dans une suite sur les favellas de Rio-de-Janeiro – à Oscar Arnulfo Romero, archevêque de San Salvador assassiné en 1980, fraternisent avec *le Jardin des oliviers, la Mise au tombeau, le Triptyque de l'Empreinte, la Nuit du Jeudi saint, la Sixième Heure* et *les Quatre Dernières Passions selon les évangélistes*, de 1986. Celles-ci font écho à la toile la plus récente, *l'Otage*, de 1987, une croix déchiquetée sur un écran rouge.

« *Peut-être aussi*, dit Manessier, *un épouvantail, un fantôme qu'on aperçoit par un trou de serrure.* » S'exprimant en peintre attentif à un thème plus qu'à un sujet – encore que le regard compte pour le paysagiste qu'il est toujours, – Manessier « bouge » à l'intérieur de sa propre démarche. Ce mouvement s'observe à travers *la Passion*, d'abord contenue dans un graphisme, allusif, de croix ou de couronne d'épines, puis éclatée à partir des années 60. Les signes évoluent en taches, les touches se libèrent en coulées, comme si la peinture rejetait les grilles qui la rythmaient. Dans l'hommage à Romero, elle n'est plus que torrent de pourpre : c'est le « *bœuf écorché* » de Manessier. Sa couleur n'a plus besoin de digues.

Ce grand homme alerte de soixante-seize ans, qui a sur lui un carnet pour les réflexions et les surprises du regard – il aime dessiner en marchant, – espère bien avoir le temps de mutations nouvelles sans souci d'être à la mode.

Quand on lui parle du purgatoire qu'ont connu les artistes de sa génération, les maîtres des années 50, il répond que cela lui a permis de travailler beaucoup, sans servitudes mondaines. Il vient d'achever la rose centrale de la façade de Saint-Nicolas de Fribourg, en Suisse, et il prépare une exposition de paysages.

En tout cas, cette manifestation lyonnaise, scandée par des tableaux monumentaux sur de vastes étendues blanches, si elle rattache justement l'œuvre de Manessier à l'histoire mondiale de l'abstraction lyrique, l'enracine aussi dans une tradition française d'équilibre entre le geste et l'ordre, la sensation et la pensée, la pulsion et le métier, le plaisir charnel et la spiritualité, la *participation au monde et* la nécessité intérieure.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Le catalogue rédigé par Pierre Encrevé contient, outre une étude sur *la Passion* et une interview de Manessier, une biographie, une bibliographie et la liste des vitraux, tapisseries, illustrations de livres qu'il a réalisés jusqu'en 1987.

★ *La Passion.* Espace lyonnais d'art contemporain de Perrache, *jusqu*'au 4 avril. L'exposition sera présentée au Musée de Besançon du 15 avril au 21 mai. Elle ira ensuite au Luxembourg, en Suède et en Irlande.

CINÉMA

« The Last of the Blue Devils »

Retour à la terre promise

Préparant son tournage de la biographie de Charlie Parker, Clint Eastwood a mis la main sur un document méconnu un reportage à Kansas-City autour des retrouvailles des survivants de la grande époque.

C'est filmé en dépit du bon sens. La couleur est moche. Le son est une bouillie. Mais tout cela n'a strictement aucune importance. *The Last of the Blue Devils* est un des moments de plus grande jubilation qu'on peut connaître actuellement.

Count Basie est justement arrivé à Kansas-City à la fin du muet, fauché comme *des blés du Middle* West. Kansas-City (Missouri) est la ville basse : à ne pas confondre avec Kansas-City dans l'Etat du Kansas. Tom Pendergast régnait alors sur la ville : autant dire, bien qu'on s'extasie sur lui, corruption à tous les étages, trafics en tout genre, pègre rayonnante ; et les *jam sessions* duraient si longtemps qu'il fallait aller réveiller les pianistes pour qu'ils se remplacent.

A mi-chemin entre l'Est et l'Ouest, nœud ferroviaire de dix-huit voies, Kansas-City (Missouri) a été le centre vivant du jazz après La Nouvelle-Orléans et Chicago. Kansas-City n'a pas connu la crise. Un Moïse d'exode nègre, Benjamin Singleton, l'avait désignée comme terre promise : 40 000 Noirs s'étaient empressés de s'y rendre. La terre promise, Pendergast aidant, était devenue, comme sous l'effet d'un miracle inversé, le plus extraordinaire lieu de perdition qu'on puisse imaginer. Drogue, exécutions, débauche, c'est sur un sol empoisonné où l'argent circulait comme l'alcool interdit – à flots – que le jazz des grands orchestres a poussé.

Ami de Pendergast, excellent pianiste et homme d'affaires avisé, Bennie Moten s'est alors employé à contrôler l'activité musicale dans la région. Quand Walter Page, son ex-bassiste en 1917, revient à la fin des années 30 d'Oklahoma avec un prestigieux ensemble, les Blue Devils, Bennie Moten lui prend toutes ses stars et finit par l'engager lui-même. A la mort de Moten, en 1934, le plus modeste de la bande, le plus discret, le moins confiant dans son génie de pianiste, a pris comme par hasard la vedette de Kansas City. Il se nommait Bill Basie. On le fit Count.

Carrefour, ville de tournées et d'escales, ville noire et cité des musiciens, Kansas-City a été le centre d'une folle aventure collective. Avec ses maladresses, organisant d'étranges retrouvailles, le film *The Last of the Blue Devils* se trouve conduit à la dire et à la célébrer. On y voit Charlie Parker et on entend, comme d'outre-tombe, la voix de Lester Young. Au milieu d'extraordinaires éclats de rire.

FRANCIS MARMANDE.

★ Discographie : *The Classics Years.* Volumes 4, 7, 8 et 10 : Media Sept CD 147, 654, 655, 666.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Lieu, date	Programme
MUSÉE ORSAY Auditorium Jeudi 10 mars 20 h 30 45-49-48-14 Poste 4384 (p.a. Valmalète) Werner	QUATUOR TALICH J.M. LUISADA Piano BRAHMS JANACEK DVORAK
THÉATRE NATIONAL DE L'OPÉRA Salle Favart Vendredi 11 mars Vendredi 18 mars à 20 heures (p.a. Valmalète)	Le 11 : NICOLAI GEDDA JOSEPH PALENICEK piano JOURNAL D'UN DISPARU Le 18 : QUATUOR SMETANA BEETHOVEN, SMETANA JANACEK
INSTITUT NEERLANDAIS 121, r. de Lille 47-05-85-99 Vendredi 11 mars 20 h 30 Entrée libre (p.a. Valmalète)	FRANCIS POULENC Œuvre intégrale Instr. à vent et piano par le GROUPE des SEPT D'AMSTERDAM
AUDITORIUM DES HALLES Samedi 12 mars à 20 h 30 Loc. FNAC Salle Pleyel (p.a. Mondial Musique)	Piano : LAURENCE ALLIX BACH-SCHUMANN BARTOK-SCHUBERT
Salle PLEYEL Dimanche 13 mars 17 h 45 (p.a. Valmalète)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : J.C. BERNEDE Sol. : Ivry GITLIS ROUSSEL, PAGANINI SAINT-SAENS, RAVEL
Eglise Billettes 24, rue des Archives Dimanche 13 mars 17 h (Kiesgen)	Philippe CORRE Ed. EXERJEAN Piano à 4 mains SCHUBERT Sonate si b-Polonaises Variations-Fantaisie
INSTITUT NEERLANDAIS 121, r. de Lille 47-05-85-99 Lundi 14 mars 20 h 30 Entrée 30 F (p.a. Valmalète)	QUATUOR BRISK Flûtes à bec PACHELBEL, PURCELL RILEY, GEYSEN
THEATRE ATHENEE L. JOUVET Lundi 14 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète) Musicaglotz	FRANCISCO ARAIZA Ténor IRWIN GAGE Piano SCHUBERT « La Belle Meunière »
T.M.P. CHATELET Lundi 14 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète)	I SOLISTI VENETI Dir. : Claudio SCIMONE HUMMEL, MOZART VIVALDI

Lieu, date	Programme
T.M.P. CHATELET Samedi 12 Mardi 15 Vendredi 18 mars 20 heures (p.a. Valmalète)	WEBER : DER FREISCHUTZ NOP/RADIO FRANCE Mise en scène de ACHIM FREYER Dir. : Marek JANOWSKI
PLEYEL Mardi 15 mars à 20 h 30 (p.a. Mondial Musique, Werner, O.A.L)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Ténor : IAN CALEY Soprano : COLETTE ALLIOT-LUGAZ Baryton : Gilles CACHEMAILLE ENSEMBLE VOCAL PIQUEMAL CHOEUR VITTORIA D'ILE DE FRANCE Direction : MICHEL PIQUEMAL FLORENTZ-FAURE
THÉATRE CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 15 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète)	Brigitte ENGERER CHOPIN, RAVEL RACHMANINOFF
Salle GAVEAU Mardi 15 Jeudi 17 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète)	J.-M. Fournier Prod Pierre REACH le 15 : BACH FRANCK, SCHUMANN O. MESSIAEN le 17 : BACH VARIATIONS GOLDBERG
T.M.P. SALLE PLEYEL Jeudi 17 mars 20 h 30	WEBER ORCHESTRE NATIONAL de LYON Dir. : Leif SEGERSTAM Sol. : Michel PORTAL J.-F. HEIFFER
THEATRE CHAMPS-ELYSEES Lundi 21 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète Musicaglotz)	Unique récital MIKHAIL RUDY SCRIABINE RAVEL, BRAHMS SCHUBERT
Salle GAVEAU Lundi 21 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète)	J.M.-FOURNIER Prod. Paul et Maud TORTELIER Violoncelle MARIA DE LA PAU Piano HAENDEL, BACH SCHUMANN, FAURE TORTELIER, PAGANINI
THEATRE CHAMPS ELYSEES Mardi 22 mars 20 h 30 (p.a. Valmalète)	Récital de Piano Désiré N'KAOUA MOZART, CHOPIN SCHUBERT, LISZT

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Journal à plusieurs voix

1 *21*

Pendant que nos grosses maisons d'édition deviennent de plus en plus colossales pour mieux résister à la concurrence asiatique qui risquerait de submerger la librairie française, la littérature se passe ailleurs comme il se doit ! Aux éditions Rivages par exemple, qui vont publier ces jours-ci un *Gogol* de Nabokov (dans une traduction de Bernard Geniès, 89 F), édité déjà, me semble-t-il, il y a plus d'un quart de siècle à La Table ronde. Et, du même auteur, sa correspondance avec *Edmund (« Bunny ») Wilson (1895-1972, qui* a tenté avec beaucoup de vaillance de fournir à la panoplie littéraire américaine son Jean Paulhan, en plus engagé peut-être. Malgré de méritoires traductions *(Mémoires du comté d'Hécate, J'ai pensé à Daisy, Station finlandaise)*, Wilson ne s'est pas enraciné vraiment dans le terreau. Il est resté plus un écrivain pour écrivains que pour le grand public. Mais, comme il a eu la bonne fortune d'être avant la guerre de 1939 le premier mari de la toute jeune Mary McCarthy, avec beaucoup de naturel il est devenu l'un des personnages de son roman *A Charmed Life*, que l'on doit pouvoir trouver en poche sous le titre *la Vie d'artiste.*

Ce serait mentir que de prétendre qu'il y paraît à son avantage, mais c'est un des charmes de Mary McCarthy de n'être pas plus tendre avec les autres qu'avec elle-même. Et j'ai hâte, en vieille concierge, quand les *Mémoires*, de Mary seront traduits, de lire sans fiction son récit sur cet épisode de son existence.

Dans son numéro de printemps (le 21), *l'Infini*, la revue de Philippe Sollers, publie des extraits de cette correspondance Nabokov-Wilson suivis d'un texte de Simon Karlinski, *Affinités et désaccords*, qui, comme le titre l'indique, commente leur amitié et ses limites. Toujours dans ce numéro, Gilles Barbedette, qui a traduit *l'Enchanteur* de Nabokov et qui dirige aux éditions Rivages la plus superbe collection de littérature étrangère actuelle, parle de « La corrida Nabokov/Wilson » et tente de situer ce qu'il appelle *« le roman paradoxal »* du *« grand maître de l'irréalisme dans la littérature du vingtième siècle, tant il est vrai que son œuvre n'a de cesse de livrer combat au mensonge du réel ».* Au passage, il me paraît juste de faire la remarque que la revue de Sollers devient de plus en plus lisible. C'est presque inquiétant. J'imagine la peine des anciens admirateurs de *Tel quel* si l'on entre désormais dans leur revue rebaptisée comme dans un moulin.

On trouve dans ce même numéro 21 une interview de Joseph Brodsky par Guy Scarpetta. Brodsky, avec cette calme délectation morose qui est la marque des dissidents – cette façon qu'ils ont tous de nous dire qu'ils en ont vu d'autres et qu'ils nous souhaitent bien du plaisir quand notre tour viendra de prendre un peu de bon temps ! – nous *annonce que ce qui s'est passé en Union* soviétique pour des raisons idéologiques – une bureaucratisation qui ne peut impliquer que la disparition de la responsabilité individuelle – *« aura lieu à l'Ouest pour des raisons purement économiques et statistiques ».* Ce n'est pas être *« pessimiste »* que de dire cela, ajoute-t-il. *« J'imagine mal pour l'avenir un quelconque « isme » ayant un visage humain. Il aura un visage très impersonnel et bureaucratique. Et je crois que c'est cela qui est en cause quand on parle de progrès : la vraie signification du progrès politique* (pour Brodsky la politique en soi se situe au niveau le plus bas des préoccupations humaines) *est une bureaucratisation accrue de notre vie* [...]. *C'est en ce sens qu'on pourrait dire que l'Union soviétique représente vraiment une sorte de moule pour notre avenir.* » Dans cette interview d'une façon assez piquante, on s'aperçoit que Brodsky est pour Dostoïevski et contre Tolstoï au nom d'un *« idéal »* littéraire qui fait que Nabokov est pour Tolstoï et contre Dostoïevski ! L'un et l'autre n'aiment pas le réalisme.

Mais Brodsky, d'une façon un peu naïve croit que tout nouvel écrivain *« devrait avoir absorbé et assimilé ce qui a été fait avant lui et ne commencer son propre travail qu'à partir de là ».* Et il donne un certificat de bonne conduite à la littérature russe du dix-huitième et du dix-neuvième, où chaque écrivain ajoutait sa pierre à l'édifice. Le sommet, c'est Dostoïevski. *« Et puis soudain, voilà Tolstoï, et tout s'écroule ! Au lieu d'explorer une nouvelle dimension spirituelle, il rabaisse simplement tout l'ensemble, toute la construction. C'est lui le principal responsable de ce réalisme qui a stérilisé notre littérature. »* Pour Nabokov, j'imagine, Dostoïevski, c'était du Grand-Guignol, l'horrible théâtre à la Copeau-Dullin et, malgré les apparences, presque de la tranche de vie. Dostoïevski se métamorphosait en barman épileptique qui secoue follement son shaker pour que nous n'ayons pas le temps de distinguer la camelote qu'il a mise dedans. *Crime et châtiment* aurait pu aussi bien s'appeler *Histoire d'un fait divers*, et ce n'est certes pas un compliment.

Avec Tolstoï, Nabokov respire. Il est à Montreux déjà. Sur les hauteurs, en plein Caucase ! Nabokov était naturellement élitiste. Son attachement pour Tolstoï dont parle Simon Karlinski, c'était celui de l'exilé magnifique, de l'écrivain-prestidigitateur qui a je ne sais plus combien d'as, de rois, de dames, de valets dans ses manches, pour ce seigneur de *la littérature qu'était Tolstoï, aussi à l'aise* dans la fresque que dans le récit et qui possédait si bien l'art du roman qu'il était prêt à faire une croix dessus. Nabokov devait détester les écrivains qui bougent trop, les grimaciers de la technique. *« Et Robbe-Grillet, pour qui Nabokov avait un faible, comment l'expliquez-vous ? »* Et pourquoi pas ? *Nobody is perfect.* Et puis si Robbe-Grillet joue petit, en modeste bourgeois des lettres qui n'a pas beaucoup de jetons à dépenser, il joue. Ou il a joué. Sa littérature est « clean », mouchoir, Kleenex, pansement aseptique que l'on peut jeter dans la corbeille sans craindre l'infection.

2 *« Mon SIDA »*

Je vous recommande donc le numéro 21 de *l'Infini* (72 F), vraiment plein de ressources. Marc-Edouard Nabe peut vous amuser avec ses « Cent phrases pour Paul Claudel », dont je vous citerai, en fermant les yeux, celle-ci : *« Il me fait penser à Dieu : gros père antipathique roulant sur l'or. »* Il n'y a de Nabe que court. Et puis refaites connaissance avec Béatrice Commengé, dont vous auriez dû lire chez Orban, en 1985, *La nuit est en avance d'un jour*, avec la *Danse de Nietzsche* (Gallimard 80 F), itinéraire assez gai jusqu'à la démence. J'avais proposé à Charles-Henri Flammarion ce livre, mais la Rue Racine était déjà embouteillée par ses nouvelles collections.

Chez Christian Bourgois, j'ai relu Mon SIDA, de Jean-Paul Aron, qui était passé en projection relativement privée à *l'Observateur* en novembre 1987. Comme cet entretien a moins de trente pages, que le SIDA est à la fois « sujet de société » et nous concerne peut-être directement, que Jean-Paul Aron s'exprime d'une façon très simple, à l'évidence cette brochure se lit vite et avec passion. Et une crainte certaine. J'ai retenu deux réactions. Celle d'un ami homosexuel de l'âge d'Aron, plutôt déçu : *« Pour un philosophe qui se trouve en première ligne face à la mort, ça manque de souffle, d'inspiration. Des réflexions sur la famille, les cousins, non Bernard, je trouve ça court. »* Et de Bruno Frappat, *s'il me permet de le citer, touché surtout* par ce que dit Jean-Paul Aron sur sa *« perte »* d'humour : *« On m'a dit méchant à cause de mon humour* [...]. *Aujourd'hui, si ne n'ai plus d'humour, en tout cas si j'en ai moins, c'est sans doute que j'accepte mieux l'inexorabilité, la réalité du monde et ma propre légitimité. C'est aussi que l'humour exige dans son élaboration une mise à distance de soi-même. Or la maladie, l'obsession de la maigreur, pour l'humour ce n'est pas l'idéal. »*

Ces deux réactions m'ont étonné. Pourquoi la proximité brutale, subite de la mort susciterait-elle le verbe ? On a rarement vu la littérature s'épanouir quand on lui mettait un pistolet sur la nuque. Il ne faut pas confondre l'idée confortable de la mort au lointain *qui* fouette effectivement l'imagination, qui favorise la digression avec le temps compté qui noue la gorge, paralyse l'esprit. Perdre son humour quand la mort n'est plus seulement *un sujet de conversation me paraît la chose la* plus normale du monde et n'enlève rien à l'humour. En fait, si j'avais la parole, je dirais que, plus que le bonheur de Saint-Just, la mort reste ou redevient une idée neuve en Europe. Malraux le pressentait, qui affirmait que le vingt et unième siècle serait religieux ou ne serait pas. Nous avons quelque difficulté à mourir, nos candidats à la présidence de la République devraient y songer et y pourvoir dans leur programme ! Si Jean-Paul Aron a, *d'après lui*, moins d'humour, il garde des certitudes, ce qui n'est pas contradictoire : *« Je n'ai jamais cru, je ne crois pas, je ne croirai jamais en Dieu. »*

3 *James de Coquet*

La mort de mon confrère James de Coquet m'a fait de la peine. C'est comme si *le Figaro* venait de perdre son dernier bijou de famille. Je crois que j'avais neuf ans quand je l'ai lu pour la première fois. James de Coquet était correspondant sur le front de Carélie pendant la guerre russo-finlandaise. Je l'ai suivi en Inde, vraiment partout. Ses *Propos de table* semblaient un pastiche vrai et gai de ce qu'il était : un vaudeville courtois avec son nom et son prénom, inimitables. Dans ses papiers, il y avait toujours une maîtresse de maison, un coq de bruyère, un écrivain du dix-septième siècle, un détail qui vous rendait heureux. Le bonheur du vieux *Figaro*, c'était ses chroniqueurs. James de Coquet était le plus pimpant.

Communication

Un entretien avec Christine Ockrent sur la télévision

« Tâchons de ne pas faire de la télévision un cauchemar commercial »

Journaliste vedette de la télévision publique, Christine Ockrent appelait de ses vœux en 1983 l'arrivée des chaînes privées. Elle y voyait alors une chance historique d'émancipation pour l'audiovisuel français. Directrice adjointe de TF 1 privatisée, depuis 1987, elle porte aujourd'hui un regard fort critique sur les dérives de la télévision commerciale et sur l'immobilisme du service public.

En 1983, vous déclariez dans ces colonnes : *« Les télévisions privées sont l'oxygène indispensable pour que notre culture entre enfin dans l'ère médiatique. »* Cinq ans après, vos espoirs n'ont-ils pas été déçus ?

– L'arrivée des télévisions privées représentait une chance historique de revivifier l'audiovisuel français. L'occasion d'apporter des réponses nouvelles aux vieilles querelles *théologiques* de la télévision ; luttes entre saltimbanques et géomètres, ambition culturelle et souci de l'audience, contrôle politique et pluralisme.

» Nous n'en sommes qu'à la phase expérimentale. Mais force est de constater aujourd'hui que la télévision n'a pas encore reçu les moyens de sortir de son sous-développement. La loi de 1986 a favorisé la concentration sans la réguler. Elle a reconduit la confusion des genres entre les rôles de producteur et de diffuseur, laissé des opérateurs s'attribuer des parts de marché excessives. Toutes choses que l'audiovisuel américain et l'audiovisuel britannique ont su éviter.

» Dès lors, les chaînes publiques, entraînées dans la spirale commerciale, appliquent les recettes du privé avec un moindre succès. Les chaînes privées n'ont pas de freins économiques ou juridiques pour limiter le monopole qu'elles finissent pas représenter.

» La logique actuelle perpétue un divorce entre la culture de notre pays et une télévision incapable de la traduire. Un divorce entre le *comportement du téléspectateur*, qui consomme ce qui est diffusé, et l'attitude du citoyen qui ne se reconnaît plus dans sa télévision.

– Le poids pris par TF 1 et par sa logique commerciale vous semble-t-il néfaste ?

– On ne peut pas reprocher à TF 1 son succès. Un succès dû à sa propre réussite et aussi aux médiocres performances de ses concurrents. On ne peut pas non plus reprocher aux propriétaires de TF 1, qui ont acheté la chaîne 3 milliards de francs, de vouloir rentabiliser leurs investissements. On peut seulement se demander si, en raison de cette position dominante, cette fuite en avant vers l'argent ne va pas imprégner tout l'audiovisuel français, service public compris, et lui imposer le rouleau compresseur de l'audience.

» Il ne faudrait pas que l'on passe trop vite de l'idéologie politique ou corporatiste qui a marqué le monopole public de la télévision à une autre idéologie tout aussi néfaste, celle de l'Audimat. L'audience est une donnée importante pour la télévision. A condition de trouver un équilibre entre la recherche de la plus grande audience et celle de la meilleure audience. Comment mesure-t-on la qualité ?

« L'extravagante inflation des salaires »

– Valse des vedettes, suppressions d'émissions à peine lancées, grille sans cesse remaniée. Il semble que le culte de l'Audimat fasse de TF 1 une sorte de bateau ivre...

– C'est vrai qu'on a parfois l'impression d'un super-tanker qu'on essayerait de manœuvrer à la godille. Tout se passe comme si une logique purement financière éclipsait la logique industrielle que l'on attendait. Aucun industriel ne lance un produit en lui donnant trois semaines pour s'imposer sur le marché ; il prend le temps d'étudier la cible, d'affiner le produit en question, d'observer les réactions des clients. Cette durée est encore plus nécessaire lorsqu'il s'agit d'installer un produit de consommation culturelle. Or nous sommes entrés dans un système qui cherche à gommer le temps. Au risque de gripper les mécanismes qui permettent à l'intelligence, à l'imagination, au goût, de s'imposer.

» De même, on ne peut pas jeter des professionnels de la télévision comme des briquets. Même si l'extravagante inflation des salaires a pu donner l'impression qu'on n'avait affaire qu'à des valeurs marchandes. Une « star » de télévision est le résultat d'années d'efforts collectifs, du travail de toute une équipe.

» Nous sommes en présence d'un système improvisé sous la contrainte de l'urgence et du prix à payer pour TF 1. On peut comprendre l'urgence ; prenons garde à ce qu'elle ne devienne pas la norme.

– Peut-on encore travailler dans une telle frénésie, créer alors qu'on est menacé à tout moment de perdre sa place ?

– Ni aux Etats-Unis, ni au Japon, ni en Grande-Bretagne, je n'ai vu les télévisions commerciales afficher leurs chiffres d'audience quotidiens au pied des ascenseurs. La concurrence est nécessaire et saine, elle ne devrait pas entraîner au jour le jour un climat de précarité. La complicité et l'esprit *d'équipe favorisent* l'innovation, le talent, le succès. Ces mots-là aussi peuvent signifier une forme de rentabilité.

» *Il faut se souvenir que la* télévision française sort à peine d'une organisation dominée par le laxisme, l'irresponsabilité, l'opacité *comptable. On est passé trop vite de* Courteline à Wall Street.

– Ne faut-il pas renoncer à demander aux télévisions commerciales plus que ce qu'elles peuvent donner ? Ne vaut-il pas mieux faire confiance au service public pour développer une télévision créative ?

– Rien ne condamne *a priori* le système commercial à tirer la télévision vers le bas. Le réseau privé britannique a suscité des œuvres de télévision, et finance Channel 4. Regardez les chaînes américaines : elles se contentent de diffuser en laissant le champ libre à de nombreux producteurs privés mis en concurrence. Elles investissent dans et sur l'information, elles en font le château fort, le blason de leur identité.

Pour une saine concurrence

» Un système commercial court à sa perte s'il ne parvient pas à se forger une légitimité propre. Plus une télévision est puissante, plus elle se doit d'investir dans cette plus-value collective qu'est l'information. Une information qui soit une vraie ouverture au monde et non un spectacle chloroformé à mi-chemin entre les jeux et les variétés.

» Quant au service public, où est-il aujourd'hui ? Que fait-il pour nous étonner, nous surprendre chaque soir, nous tirer vers le haut ? Ne retombons pas dans les vieilles dichotomies. Essayons de construire une saine concurrence entre un secteur privé, qui saurait que son intérêt relève aussi du long terme, et un service public, qui comprendrait sa chance historique de renouvellement au lieu de sombrer dans le mimétisme.

» Dans l'histoire de la télévision française, on a souvent eu l'impression de frôler un mauvais rêve politique. Tâchons de ne pas faire tous ensemble un cauchemar commercial.

– Etes-vous encore assez optimiste pour rester à TF 1 ?

– Pour le moment, oui, tant qu'il y a place pour une certaine conception de la télévision et de l'information. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN et ALAIN WOODROW

<u>Deux jours de grève à RMC</u>

Un personnel désorienté par l'absence de perspectives

Radio Monte-Carlo a connu, mardi 8 mars, son deuxième jour de grève. Une grève inédite dans l'histoire de la station et traduite à l'antenne par un programme minimal de musique entrecoupée de trois bulletins brefs d'information (8 heures, 12 h 30, 18 heures). Lancé lundi matin pour protester contre le plan de restructuration annoncé par la direction (*le Monde* des 6 et 7 mars), le mouvement a *été reconduit lundi après-midi par* le personnel de la station réuni en assemblée générale. Les négociations n'ont en effet guère abouti, et l'intersyndicale – qui a envoyé des messages au ministère de la culture, à Matignon et à l'Elysée – espérait rencontrer mardi le président de la SOFIRAD, principal actionnaire de RMC.

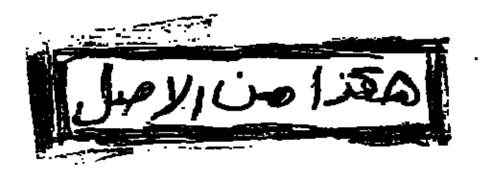
Car la communication passe décidément très mal entre la direction de la radio et le personnel, désorienté par un plan drastique (suppression de 76 postes) et surtout par une stratégie aux contours pour le moins flous. Volonté de repli, comme en témoigne ce plan de *rigueur qui* s'ajoute à la centaine de départs déjà enregistrés l'an passé ? M. Pierrick Borvo, directeur général, se récrie en invoquant au contraire une volonté d'expansion, notamment dans le nord, par le biais de la FM. Alors, mutation radicale de la station, promise à une vocation moins méridionale et délibérément nationale ? Là encore, le directeur dément tout changement de cap et réaffirme l'objectif « *prioritaire* » de reconquérir l'audience perdue dans le Midi. « *Et l'on verrait mal*, commente un journaliste, *une stratégie de développement inaugurée par plusieurs dizaines de suppressions de postes.* »

RMC, à vrai dire, est comme dans un étau, et sa direction prise au piège d'une privatisation maintes fois annoncée, différée, annulée et finalement reportée – pour cause de désaccords politiques entre Matignon et la Rue de Valois sur l'identité des repreneurs – au lendemain de la présidentielle. Voilà bien la première raison du malaise croissant que connaît la station depuis plus d'un an. « *Quelle radio voulons-nous faire ? Quelle priorité voulons-nous développer ? Et avec quelle équipe ?* », demande un syndicaliste.

ANNICK COJEAN.

● **Stéphane Collaro pour deux ans sur TF 1.** – Dès le 14 mars, Stéphane Collaro marquera son retour sur TF 1 par la reprise du *« Bébêtes Show », deux minutes* et demie à 19 h 55, préparé avec son complice Jean Roucas et un nouveau venu, Jean Amadou. Son contrat avec la Cinq ayant été rompu à l'amiable, Stéphane Collaro a en effet signé avec TF 1 un contrat d'exclusivité de deux ans. Après ce « Bébêtes Show » électoral, l'animateur présentera cet été une émission hebdomadaire d'humour en début de soirée. A partir de septembre, il reprendra un rythme quotidien pour une émission comique de quinze minutes, ainsi qu'un florilège hebdomadaire des émissions comiques du monde, décalqué de son « Mondo Dingo » sur la Cinq. Stéphane Collaro prépare aussi une nouvelle émission hebdomadaire qui mettrait en contact le public et de jeunes peintres ou sculpteurs. Enfin, l'animateur et TF 1 vont développer en commun des séries comiques de fiction.

● ***Les scénaristes américains en grève.*** – Les scénaristes américains se sont mis en grève, lundi 7 mars. La Writers Guild of America, regroupant quelque 9 000 adhérents, a lancé son mot d'ordre après avoir rejeté les dernières propositions faites par les producteurs de cinéma et de télévision sur les rémunérations de certains shows et les rediffusions à l'étranger. Les scénaristes réclament également de plus grandes possibilités de contrôle artistique. La grève – votée à 96 % par anticipation en cas d'échec des négociations – devrait affecter immédiatement certaines émissions très populaires, comme le show en direct Johnny Carson sur NBC et, à court terme, les feuilletons quotidiens. C'est la cinquième fois, depuis sa création en 1947, que la Guild appelle les scénaristes à la grève. La dernière, en 1945, avait duré deux semaines.



Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

L'EMPEREUR PANIQUE. Théâtre Essaïon (42-78-46-42) 21 h.
LE DIEU DES MOUCHES. Théâtre du Tourtour (48-87-82-48), 20 h 30.
LE DISCOURS AUX ANIMAUX, de Valère Novarina. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14), 19 h 45.
IL FAUT PASSER PAR LES NUAGES. Théâtre de la Ville (42-74-22-77), 20 h 45.
HORS-LIMITE. Th. Fontaine (48-74-74-40) : 21 h.
ANDROMAQUE. Champigny-sur-Marne, Th. des Boucles de la Marne (48-80-90-90), 21 h.
GEORGE DANDIN. Th. Mogador (42-85-28-80), 20 h 30.
VÊTIR CEUX QUI SONT NUS. Cergy, Théâtre des arts (30-30-33-33), 21 h.
LE CONTE D'HIVER. Nanterre, Théâtre des Amandiers (47-21-18-81), 20 h 30.
CRÉANCIERS. Saint-Maur-des-Fossés (Rond-Point Liberté) (48-89-99-10), 21 h.
LE RÉVEIL. Paris-Villette (42-02-02-69), 21 h.
DAISY, UN FILM POUR FERNANDO PESSOA. Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h 30.

Les salles à Paris

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). ◇ Le Petit Dictateur : 20 h 30.
ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 20 h 30.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Le *Malade imaginaire* : 21 h.
ATALANTE (46-06-11-90). ◇ Le Hibou : 20 h 30.
ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance : 21 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle Louis Jouvet. Gertrud : 19 h.
BERRY (EX-ZÈBRE) (43-57-51-55). Poèmes : 18 h 30. ◇ L'Indien cherche le Bronx : 20 h 30. *Le Nécrophile* : 21 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Bacchus : 20 h 30.
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◇ Iphigénie : 15 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUARIUM (43-48-04-17). Mozart au chocolat : 20 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle I. Orgie : 20 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. L'Autre : 20 h 30. La Resserre. Les Femmes dénaturées ou la rencontre imaginaire de Moll Flanders et Flora Tristan : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Bien dégagé autour des oreilles, s'il vous plaît ! : 21 h.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Casanova ou la Dissipation : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◇ Le Véritable Saint-Genest, comédien et martyr : 20 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Liaisons dangereuses : 20 h 30.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19). ◇ Le Transsexuel : 22 h.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle I. Ames nues : 18 h 30. La Nuit du *vérificateur : 20 h 30. Salle II. Des* oranges et des ongles : 21 h.
GAITÉ-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Joe Egg : 20 h 45.
GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown : 20 h 30.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Backstage : 20 h 30.
GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). La Chanson du mal-aimé : 19 h. Ne pas dépasser la dose prescrite : 20 h 30. Double je : 22 h 15.
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : j'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.
LA BASTILLE (43-57-42-14). ◇ Le Discours aux animaux : *19 h 45*. ◇ Palais mascotte : 21 h.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h.
LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-51). *Claude Véga : 22 h 30.*
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Jean Lapointe dans son nouveau spectacle Attendrire : 20 h 30.
LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR SE RENDRE A LA CACHE (43-46-66-33). Drapeau noir : 20 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : *20 h*. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). Les Pieds dans l'eau : 21 h.
MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). L'Ile des chèvres : 20 h 30. Line ou le premier : 22 h.
MARIGNY (42-56-04-41). L'Homme de la Mancha : 21 h.
MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse : 21 h.
MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.
MICHEL (42-65-35-02). La Chambre d'ami : 21 h 15.
MICHODIÈRE (42-66-26-94). Show André Lamy l'Ami public nº1 : 20 h 30.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Secret : 21 h.
MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Fioretti, d'après la vie de saint François d'Assise : 21 h.
MOUFFETARD (43-31-11-99). ◇ Salomé : 20 h 45.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soirée pas comme les autres : 20 h 30.
ŒUVRE (48-74-42-52). ◇ Je ne suis pas rappaport : 20 h 45.
OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). ◇ Katya Kabanova : 19 h 30.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h. Petite salle. Show Chiche : 20 h 30.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◇ Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais-Royal) : 14 h 30. ◇ L'Hurluberlu ou le Réactionnaire amoureux : *20 h 30.*
POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Tchekhov docteur Raguine : 21 h. Salle II. Coup de crayon : 20 h 30.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe : 20 h 45.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Et puis j'ai mis une cravate et je suis allé voir un psychiatre : 21 h.
RANELAGH (42-88-64-44). Opéra-Valise : 19 h 45. ◇ Le Misanthrope (en alternance) : 21 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50). Des sentiments soudains : 20 h 45.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). ◇ Mistero Boufo : 20 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de couple : 20 h 45.
SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canapé : 20 h 30.

Mardi 8 mars

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Jango Edwards explose au Splendid : 20 h 30.
THÉATRE 13 (45-88-16-30). Nuit d'amour : 20 h 45.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). *L'Annonce faite à* Marie : 20 h 45.
THÉATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Spectacle obligatoire : 20 h 30.
THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). ◇ Pinpin peint Mouroë : 22 h. Salle I. ◇ *L'Etranger : 20 h 30.*
THÉATRE DE PARIS (43-59-39-39). ◇ Le Pont des soupirs : 20 h 30.
THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps là-bas ? : 20 h 30.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Le Cid improvisé : 19 h. Chabrol joue intensément : 21 h.
THÉATRE MODERNE (43-59-39-39). Toute différente est la langouste : *21 h.*
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Grand Foyer. Le Tragique Destin d'un héros de verre : *14 h 30* et 10 h. Grand Théâtre. ◇ Le Misanthrope : 20 h 30. Théâtre Gémier. La Princesse Maleine : 20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.
THÉATRE OUVERT- JARDIN D'HIVER (42-62-59-49). ◇ L'Etalon or : *21 h.*
THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Grande salle. Le Vallon : 20 h 30. Petite salle. Une heure avec : Andromaque : 18 h 30. Le Dialogue dans le marécage : *21 h.*
TINTAMARRE (48-87-33-82). Bruno Coppens : 20 h. Plait it Again le spectacle qui rend fou : 21 h 30.
TOURTOUR (48-87-82-48). En attendant : 19 h.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Rebelle : 21 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi : 20 h 30.
ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Carrousel (1956, v.o.s.t.f.), de Henry King, 16 h : Hollywood Melody (1944, *v.o.*), de S. Sylvan Simon, 19 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

Relâche.

***SALLE GARANCE,* CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)**

Relâche.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Paris sur Seine : Big Brother : Actua Tilt (1961) de J. Herman, Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessua, 14 h 30 ; Après la bombe : la Tendresse du maudit (1980) de J-M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, Zoo Zéro (1978) d'A. Fleischer, 17 h : l'Homme du futur : Atmosphère (1985) de Yann Piquer *et Philippe Dorison*, Paradis *pour tous* (1982) d'Alain Jessua, Bande annonce : le Couple témoin (1975) de William Klein, 18 h ; Politique fiction : 2084 (1984) de Chris Marker, le Couple témoin (1975) de William Klein, Bande annonce : Alphaville (1965) de Jean-Luc Godard, Bande annonce : l'Affaire des divisions Morituri (1984) de F-J. Ossang, 20 h ; Après la bombe : la Tendresse du maudit (1980) de J-M. Costa, Partie gratuite (1984) de Y. Dombale, *Zoo Zéro (1978)* d'A. *Fleischer*, 21 h.

Les exclusivités

A NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Le *Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention* Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-*19-08*).
L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Sept *Parnassiens, 14e (43-20-32-20).*
ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
L'ARBRE DU DÉSIR (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).
AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).
L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).
LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94).
BABY BOOM (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e *(43-27-52-37)* ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).
BARFLY (A., v.f.) : Club, 9e ().
BENJI LA MALICE (A., v.f.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).
CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
COBRA VERDE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).
LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e *(43-59-92-82) ; Kinopanorama, 15e* (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
EL SUR (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).
EN TOUTE INNOCENCE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e *(45-62-41-46) ; Miramar, 14e* (43-20-89-52).
ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; *UGC Biarritz, 8e (45-62-*20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).
LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).
HAMBURGER HILL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
HOME OF THE BRAVE (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).
HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
IN EXTREMIS (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; *Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).*
IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).
LES INNOCENTS (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).
INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, *8e (45-62-20-40)* ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).
MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : *Racine* Odéon, 6e (43-26-19-68).
LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Gaumont Opéra, 2e* (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e *(43-20-89-52)* ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e *(43-59-19-08) ; Bienvenüe* Montparnasse, 15e (45-44-25-02).
MAURICE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).
LA MORT D'IVAN ILLITCH (Sov., v.o.) : Cosmos, *6e (45-44-28-80).*
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).
NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Village, *5e (46-33-63-20).*
LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
LE PACTE (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, *13e* (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LA PASSERELLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e *(45-79-33-00) ; Images*, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES POSSÉDÉS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e *(42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e* (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
QUARTIER CHAUD (*) (A., v.f.) : *Maxevilles*, 9e (47-70-72-86).
RETOUR SUR TERRE : STAR TREK IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).
RIO ZONE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e *(42-71-52-36) ; Les Trois Balzac, 8e* (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Para*mount Opéra, 9e* (47-42-56-31).
LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *La Bastille, 11e* (43-54-07-76) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
SAXO (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).
SENS UNIQUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
SOIGNE TA DROITE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).
SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; *Gaumont Ambassade, 8e* (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-*46-01*).
SUSPECT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Images, 18e (45-22-47-94).
TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).
TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; *George V, 8e (45-62-41-46)* ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, *1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e* (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
WALL STREET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, *6e (45-74-94-94) ; Pathé Français*, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC *Convention, 15e (45-74-93-40)* ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).
LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, *14e (43-27-52-37).*

LES FILMS NOUVEAUX

BRADDOCK. (*) Film américain de Aaron Norris, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).
CINEMAGICA. Film allemand de Werner Nekes, v.o. : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
CINGLÉE. Film américain de Martin Ritt, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).
LES ENFANTS DE SALEM. (*) Film américain de Larry Cohen, v.o. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE. Film américain de Phillp Kaufman, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).
JANE B. PAR AGNÈS V. Film français d'Agnès Varda : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).
THE LAST OF THE BLUE DEVILS. Film américain de Bruce Ricker, v.o. : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 MARS

« Musée de Cluny : la vie quotidienne au Moyen Age », 14 h 15, 6, place Paul-Painlevé (*Hauts lieux et découvertes*).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« De l'église Saint-Merry à la rue *Quincampoix* », *14 h 30*, métro *Rambuteau* (Paris pittoresque et insolite).

« Le Palais-Royal et ses passages », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat (Christine Merle).

« *Louis XIII* et *Louis XIV* au *Louvre* », 15 heures, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Tourisme culturel).

« Peinture française du quatorzième siècle au dix-septième siècle », Louvre, porte *Barbet-de-Jouy, sur le quai* (Approche de l'art).

« La nouvelle Athènes autour de la Trinité », 15 heures, angle de la rue Saint-Lazare et de la rue La Rochefou*cauld (Paris et son histoire)*.

« Zurbaran », 17 h 30, sortie métro Champs-Elysées-Clemenceau (Marie-Gabrielle Leblanc).

« Les étapes de la construction du Louvre », 14 h 30, sortie métro Louvre (Isabelle Hauller).

« Vieux quartiers de l'île *de la Cité* », 14 h 30, pont Neuf, statue Henri-IV (E. Romann).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul *(Résurrection du passé)*.

« Hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

« Le Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (Dominique Fleuriot).

« Jardins et cités d'artistes autour de la Glacière », 14 h 30, métro Glacière (Paris pittoresque et insolite).

« Bourdelle dans son atelier », 15 heures, 16, rue Antoine-Bourdelle (Approche de l'art).

« L'hôtel des ventes », 15 heures, métro Richelieu-*Drouot, sous la grosse* horloge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La pierre et l'homme », 15 heures, entrée du musée, 57, rue Cuvier (Paris et son *histoire*).

« La manufacture de Sèvres », 15 h 15, grille (Tourisme culturel).

JEUDI 10 MARS

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 15, métro Pont-Marie (Paris passion).

CONFÉRENCES

MERCREDI 9 MARS

1, rue Descartes (salle de débats A, bâtiment Joffre), 15 heures : « Hanna Arendt : confrontations », débat avec des membres de l'association des Cahiers de philosophie ; 18 heures : « Poésie : fabrique de l'œuvre », avec Michel Deguy, Jacques Garelli, Lionel Ray (Collège international de philosophie).

30, avenue Corentin-Cariou, salle Jean-Bertin, 18 h 30 : « L'enfant IMC : quel avenir ? », rencontre animée par le professeur Michel Fardeau (Cité des sciences et de l'industrie).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Le rêve », par Yves Diénal (Psychiatrie-psychanalytique).

5, rue Las Cases, 20 h 30 : « L'aventure Le Corbusier », par Colette Cholet (Société française d'astrologie).

JEUDI 10 MARS

3, rue Rousselet, 10 h 30 : « Les préraphaélites : Rossetti, Burne-Jones » (Arcus).

11, avenue du Président-Wilson, Petit Auditorium, 14 h 30 : « La mode à l'époque de Winterhalter », par Renée Davray-Piekolek (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

Salle des ingénieurs, 9 *bis*, avenue d'Iéna, 15 heures : « Damas et Alep » (Odette Boucher).

Centre musical Bösendorfer, 17, avenue Raymond-Poincaré, 14 h 45 : « Magdeleine Hours : une vie au Louvre », présentée par Maurice Serullaz (Les Amitiés de France).

Collège de France (salle 8), 18 heures : « Aux origines de la vie », par P. Slonimski (Recherche et critique).

33, faubourg Saint-Honoré, 18 heures : « Louis XV le bien-*aimant*, de Marie Leckzinska à la comtesse du Barry », par Michèle Moritz (Cercle de l'Union interalliée).

Centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, *18 h 30* : « Afrique, Asie et équilibre international », par Pierre Gallois (Jeudis du CHEAM).

18, rue de Varenne, 20 h 30 : « Le SIDA », avec Benoît Félix, Gilles d'Acremont et Odile Naudin (Centre Varenne).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 8 mars

TF 1

20.40 Cinéma : les Morfalous ■ Film franco-tunisien d'Henri Verneuil (1983). Avec Jean-Paul Belmondo, Michel Constantin, Michel Creton, Marie Laforêt, Jacques Villeret. **22.40 Documentaire : L'ami Brel.** De Simone Vannier, *Les principales étapes de la carrière du chanteur, mort il y aura bientôt dix ans, et quelques-uns de ses grands succès.* **23.35 Journal. 23.45 La Bourse. 23.50 Magazine : Minuit sport.** Soirée boxe.

A 2

20.35 Les dossiers de l'écran : l'Etrangleur de Boston ■ Film américain de Richard Fleischer (1968). Avec Tony Curtis, Henri Fonda, George Kennedy. **22.35 Débat : Les monstres criminels sont-ils responsables ?** Avec Denis Szabo, président honoraire de la Société internationale de criminologie; le docteur Michel Coutanceau, psychiatre, psychanalyste et expert près la cour d'appel; le docteur Yves Roumajon, expert psychiatre; le docteur Michel Landry, psychiatre; Dominique Coujard, magistrat; Paul Taiclet, directeur des relations publiques. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

Ce soir à 22 h 40
sur FR3
vous saurez tout sur le
tournage en Chine de
EMPIRE DU SOLEIL
de Steven Spielberg.
Sortie du film en salle
le 16 mars

20.30 Cinéma : Tarzan, l'homme singe ■ Film américain de John Derek (1981). Avec Bo Derek, Richard Harris, Miles O'Keefe, John Philips Law. **22.20 Journal. 22.40 Documentaire : China Odyssée.** Tournage du film de Steven Spielberg, L'Empire du Soleil, en Chine. **23.30 Magazine : Décibels.** Spécial rock français, avec les Innocents, Ricky Amigos, Dennis Twist et le concours Tremplin pour Tokyo. **0.15 Magazine : Golfimage.** Le magazine du golf.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : le Passage ■ Film français de René Manzor (1986). Avec Alain Delon, Christine Boisson, Alain Musy, Jean-Luc Moreau. **21.50 Flash d'informations. 21.55 Delta force** □ *Film américain de Menahem Golan (1985).* Avec Chuck Norris, Lee Marvin, Hanna Schygulla, Martin Balsam. **0.00 Spectacle : Cicciofinissima.** Avec la Cicciolina. **1.10 Cinéma : Inavouables pulsions.** Film français classé X de Michel Ricaud (1986). Avec Sabrina K., André Kay, Chantal Valle. **2.25 Documentaire : Galapagos.**

LA 5

20.30 Cinéma : Retour vers l'enfer ■ Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack, Fred Ward, Reb Brown. **22.10 Série : Spenser.** Le boxeur. **23.05 Série : Mission impossible** (rediff.). **0.00 Série : Kojak** (rediff.). **1.05 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.20 Aria de rêve.** Paganini aux enfers, de Komives.

M 6

20.00 Série : Les routes du paradis. Le monstre (1re partie). **20.50 Cinéma : Macho Callahan** □ Film américain de Bernard L. Kowalski (1970). Avec Jean Seberg, David Janssen, Lee J. Cobb, James Booth. **22.30 Série : Hawaii police d'Etat. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.15 Série : Maîtres et valets** (rediff.). **1.05 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. A la recherche des extraterrestres. **21.30 Oradour-sur-Glane,** village martyr. **22.40 Nuits magnétiques.** Chroniques policières (1re partie). **0.05 Du jour au lendemain.** Avec Roger Grenier. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale des quatuors de Beethoven (5). Quatuor à cordes nº 1 en fa majeur, op. 18 nº 1 ; Quatuor à cordes nº 11 en fa mineur, op. 95 ; Quatuor à cordes nº 13 en si bémol majeur, op. 130 (version originale avec Grande Fugue en si bémol majeur, op. 133), de Beethoven, par le Quatuor de Cleveland (*Donald Weilerstein, violon*) *Peter Salaff, violon,* James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle). **22.30 L'univers non tempéré.** Musique traditionnelle du Mali. **0.00 Club d'archives.**

Mercredi 9 mars

TF 1

19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert et Loto. 20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Serge Lama, Alain Giresse, Alice Donna, Le groupe Nacash, Graziella, Dani, Tony McKenzie, Bill Baxter, Dance Aids. **22.40 Magazine : Super sexy.** De Bernard Bouthier et Christine Eymeric. Le transformiste ; Docteur Ruth ; Comme un garçon ; Les lieux insolites de l'amour ; Interview hard ; Les modèles nus ; Couple à trois ; L'astro-sexe ; Strip ; Cocktail de pub étrangère. **23.40 Journal. 23.50 La Bourse. 0.00 Magazine : Minuit sport.** Spécial automobile.

A 2

19.05 INC. Week-end en Europe au meilleur prix. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy.** Cosmétique en toc. **20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 L'heure de vérité.** Invité : Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Lescène et Ivan Levaï (directeur du *Provençal*). **22.15 Magazine : Des sourires et des hommes.** De Jean-Pierre Richard. Les négligés de l'histoire ; Clips ; Le voyage d'Alice ; Du rififi chez les miss ; Sabrina, chanteuse et sex-symbol du Top 50 ; Guide des bonnes manières. **23.05 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

17.30 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 **Dessin animé : David le gnome. 18.00 Magazine : Astr3naute.** Le magazine de l'espace d'Anne Ray et Jacques Degray, présenté par Patrice Drevet. **18.25 Dessin animé : Victor et Maria. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.** Et la vie va... **20.05 Jeux : La classe.** Présentés par Fabrice. **20.30 Théâtre : Fric-frac.** Pièce d'Edouard Bourdet, mise en scène de Jean Le Poulain, avec Jean Le Poulain, Jean-Pierre Darras, Maurice Audran. **22.30 Journal. 22.50 Portrait : Jean Le Poulain.** Par Henry Chapier et Pierre Sisser (diffusé le 13 mars 1987). **23.50 Musiques, musique.**

CANAL PLUS

14.00 Dessin animé : Victor. 14.15 Série : Bergerac (1er épisode). **15.10 Documentaire : Les allumés du sport.** Première traversée de l'Atlantique en ballon. **15.35 Série : Sueurs froides.** La belle ouvrage, de Josée Dayan ; Dernier week-end, d'Hervé Palud ; Toi, si je voulais, de Patrice Leconte. **17.05 Documentaire : Thérion stratagème.** Samburu (1re partie). **17.20 Série : Max Headroom. 17.45 Série : Throb. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf.** *18.26* **Top 30.** *18.55* **Starquizz.** *Présenté par Alexandra* Kazan. Invités : Alain Bashung, Alain Prieur, Josiane Balasko. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par *Philippe Gildas et Les Nuls.* **20.30 Bandes annonces cinéma dans les salles. 21.00 Cinéma : Club de rencontres.** □ Film français de Michel Lang (1986). Avec Francis Perrin, Jean-Paul Comart, Valérie Allain. *Un homme timide et malchanceux, en instance de divorce, retrouve un camarade de lycée qui dirige un club de rencontres. Il se trouve placé dans des situations compliquées. la comédie de mœurs tourne au vaudeville de mauvais goût.* **22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Shining.** ■■ Film américain de Stanley Kubrick (1980). Avec Jack Nicholson, Shelley Duval, Danny Lloyd, Scatman Crothers (v.o.). **0.35 Cinéma : Un homme et une femme, vingt ans déjà.** ■ Film français de Claude Lelouch (1986). Avec Anouk Aimée, Jean-Louis Trintignant, Richard Berry, Evelyne Bouix. **2.25 Série : Superman.**

LA 5

18.55 Journal images. 19.02 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Téléfilm : L'éternel soupçon. De Ivan Nagy, avec Sally Struthers, David Ackroyd, Joël Bailey. *Emily réussira-t-elle à prouver que l'homme qu'elle a tué était bien un agresseur ?* **22.15 Série : La loi de Los Angeles. 23.05 Série : Mission impossible** (rediff.). **23.55 Série : Matthew star** (rediff.). *0.45* **Au cœur du temps** (rediff.). *1.35* **Shérif, fais-moi peur** (rediff.). **2.25 Variétés : Childéric** (rediff.). **3.10 Aria de rêve.**

M 6

13.35 **Série : Falcon Crest.** *14.25* **Carrefour des musiques** (rediff.). **15.40 Magazine : Mediator.** Invité : François Feldman. **16.10 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal et météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Espion modèle.** Meurtre à Malibu. **20.50 Série : Dynastie.** Le candidat. **21.40 Magazine : Libre et change.** De Michel Polac. Sur le thème : Connaissez-vous Ungerer ? Sont invités Tomi Ungerer (dessinateur-écrivain), Martine Boeri (comédienne), Leslie Bedos (journaliste), François Mathey (ancien conservateur du Musée des arts décoratifs). **23.00 Série : Hawaï police d'Etat.** La vieille dame et l'incendie. **23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.45 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Eloge de la langue française. **21.30 Correspondances.** Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. **22.00 Communauté des radios publiques de langue française.** La séduction. **22.40 Nuits magnétiques.** Chroniques policières (2e partie). **0.05 Du jour au lendemain,** avec Sacha Fleischman. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 3 mars 1988 au Théâtre national de l'Opéra de Paris) : Sinfonietta, de Janacek, Symphonie nº 8 en sol majeur, op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre de la Philharmonie tchèque, dir. Vaclav Neumann. **22.25 Concert du GRM.** Dix études de musique concrète, de Chion. *23.07* **Jazz club.** En direct du New-Morning : le violoniste Pierre Blanchard et Gulf Stream.

Audience TV du 7 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	48.1	Santa-Barbara 22.2	Actual. région. 7.9	Actual. région. 2.1	Nulle part 4.8	Porte magique 7.9	Grande Frousse 3.2
19 h 45	56.1	Roue fortune 23.3	Maguy 9.5	Actual. région. 5.3	Nulle part 6.9	Boul. Bouvard 7.4	Grande Frousse 3.2
20 h 16	65.1	Journal 24.9	Journal 19.6	La classe 7.9	Nulle part 5.3	Journal 3.2	Homme invisible 4.2
20 h 55	67.7	Nuit des juges 26.5	Une Austral. 8.0	Argent des aut. 18.0	La lagon bleu 2.1	Amityville 10.1	Diable en boîte 5.8
22 h 08	65.1	Nuit des juges 27.5	Parfum d'histoire 3.7	Argent des aut. 18.0	La lagon bleu 2.6	Amityville 11.1	Diable en boîte 3.1
22 h 44	42.9	Santé à la 1 11.6	Parfum d'histoire 5.3	Océaniques 5.3	Canal foot 0.5	Arabesques 15.9	Hawaï police 4.8

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 8 mars à 0 h TU et le dimanche 13 mars à 24 h TU.

Jusqu'à la fin de la semaine, la France sera sous l'influence de conditions anticycloniques.

Après dissipation de brumes et brouillards matinaux, les éclaircies se montreront généreuses.

Mercredi 9 mars : en général, de belles éclaircies.

Le matin, seules les côtes de la Manche auront un ciel très nuageux avec des nappes éparses. Sur la majeure partie du pays, le temps sera brumeux avec des nappes de brouillard locales. Les nuages seront plus abondants sur le Nord-Est et près des Pyrénées.

Le ciel sera plus clair des Alpes à la Corse.

Les températures minimales seront entre 6 et 8 degrés dans l'Ouest ; entre 0 et – 5 degrés sur les régions de l'intérieur du pays.

Dans la journée, persistance du temps couvert avec faibles pluies le long des côtes de la Manche.

Sur la plupart des autres régions, nuages et éclaircies se succéderont. Les nuages resteront plus épais sur les Pyrénées et le Massif Central. Il y aura des averses locales en Corse.

Le vent de nord soufflera à 60 kilomètres/heure sur le Languedoc-Roussillon.

Les températures maximales seront comprises entre 6 et 10 degrés sur la moitié nord. *Elles pourront monter entre* 14 et 16 degrés sur les régions méridionales.

Jeudi 10 : moitié nord, *très nuageuse,* moitié sud plus ensoleillée.

Sur la moitié nord de la France, le *ciel sera le matin très nuageux à couvert* avec quelques bruines. Dans l'après-midi, les éclaircies se développeront à partir du Pas-de-Calais et des frontières belges. Sur la moitié sud, après dissipation des brumes matinales, la journée sera belle. Des nuages atteindront les Charentes, le Massif Central et la *région Rhône-Alpes en soirée* avec quelques flocons sur le relief.

Le vent de nord-est soufflera assez *fort* l'après-midi *entre le littoral* varois et la Corse.

Les températures minimales *varieront de 5 à 8 degrés sur la moitié nord* et de 4 à 2 degrés sur la moitié sud. Les températures maximales seront comprises entre 7 et 13 degrés du nord au sud, voisines de 5 degrés sur le nord-est et l'est.

Vendredi 11 : matinée brumeuse puis ensoleillée.

Après dissipation de brumes matinales, la *journée sera bien ensoleillée.* Sur les Pyrénées et les Alpes, quelques chutes de neige se produiront encore le matin.

Sur le Nord et le Nord-Est, le ciel se couvrira en soirée, et quelques bruines se produiront.

Les températures minimales s'étageront de – 4 degrés à + 1 degré. Les températures maximales varieront de 7 à 12 degrés du nord au sud de la France, localement voisines de 4 degrés sur le Nord-Est et l'Est.

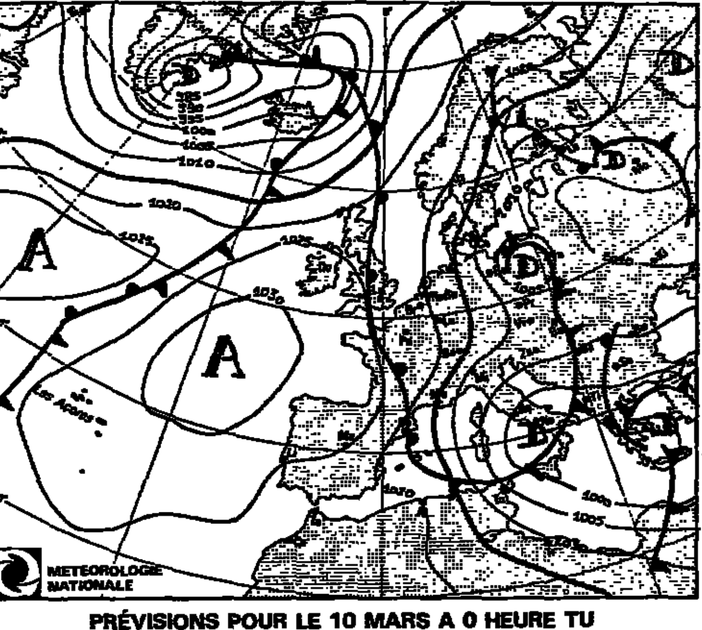
Samedi 12 et dimanche 13 : soleil encore généreux.

Belle journée malgré quelques brumes le matin.

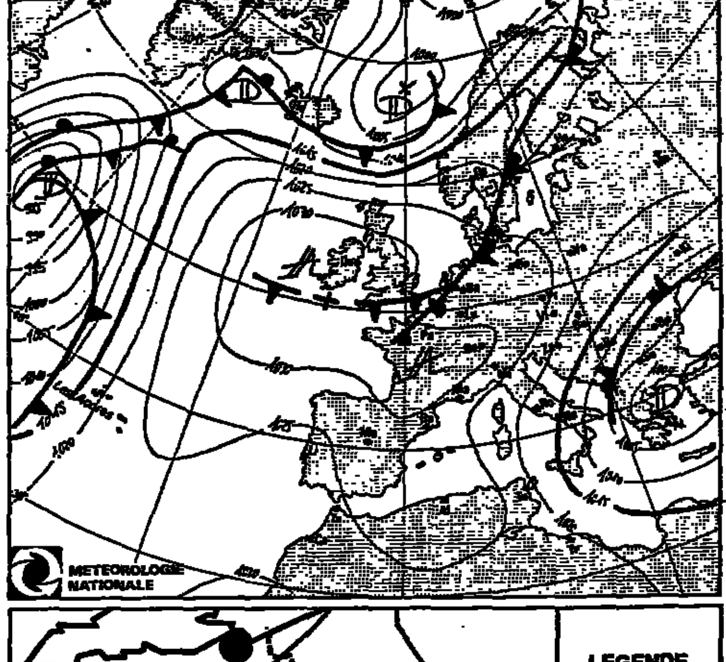
Près des côtes de la Manche et de l'Atlantique ainsi que près de la frontière belge, *les nuages matinaux se dissiperont rapidement dans la journée.*

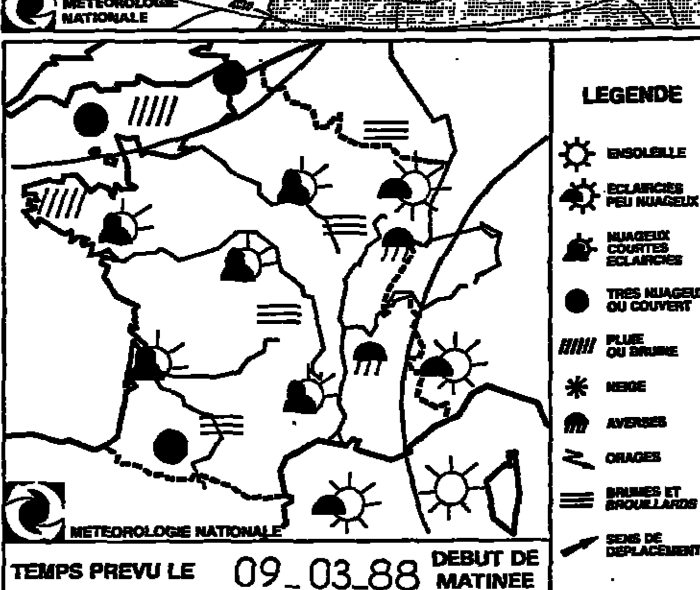
Les températures seront sans grand *changement samedi* et en hausse dimanche.

SITUATION LE 8 MARS 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 MARS A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-3-1988 à 6 heures TU et le 8-3-1988 à 6 heures TU — le 8-3-1988

FRANCE			
AJACCIO	13	1	D
BIARRITZ	11	10	P
BORDEAUX	12	9	P
BOURGES	10	0	C
BREST	10	8	C
CAEN	8	5	P
CHERBOURG	8	6	B
CLERMONT-FERR.	8	0	C
DIJON	7	0	D
GRENOBLE St-M-H	4	1	N
LILLE	6	1	A
LIMOGES	7	3	P
LYON	8	3	P
MARSEILLE-MAR.	10	5	D
NANCY	5	–3	D
NANTES	11	6	P
NICE	16	6	D
PARIS-MONTS.	8	4	N
PAU	10	7	C
PERPIGNAN	13	7	P
RENNES	10	8	P
ST-ÉTIENNE	7	1	C
STRASBOURG	6	–1	D
TOURS	10	5	C
TOULOUSE	11	8	P
POINTE-A-PITRE	29	19	N

ÉTRANGER			
ALGER	16	6	C
AMSTERDAM	7	0	D
ATHÈNES	14	8	P
BANGKOK	33	25	N
BARCELONE	21	4	D
BELGRADE	5	0	*
BERLIN	5	0	*
BRUXELLES	7	0	N
LE CAIRE	21	13	C
COPENHAGUE	4	–1	D
DAKAR	24	16	D
DELHI	33	20	P
DJERBA	16	12	N
GENÈVE	6	1	A
HONGKONG	14	13	P
ISTANBUL	11	7	C
JÉRUSALEM	15	9	P
LISBONNE	19	8	D
LONDRES	9	0	C
LOS ANGELES	19	13	D
LUXEMBOURG	4	–2	D
MADRID	16	2	D
MARRAKECH	19	9	D
MEXICO	20	11	B
MILAN	12	5	D
MONTRÉAL	4	–5	D
MOSCOU	–1	–3	*
NAIROBI	23	15	N
NEW-YORK	14	2	D
OSLO	1	–5	D
PALMA-DE-MAL.	16	9	C
PÉKIN	8	–4	D
RIO-DE-JANEIRO	30	25	P
ROME	13	6	N
SINGAPOUR	31	24	O
STOCKHOLM	3	–3	*
SYDNEY	23	17	D
TOKYO	12	2	D
TUNIS	15	8	A
VARSOVIE	3	0	*
VENISE	9	–1	D
VIENNE	6	1	D

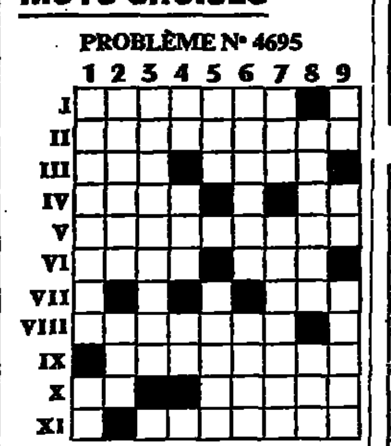
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4695



HORIZONTALEMENT

I. *A l'habitude de pousser et de tirer.* – II. Beaucoup d'entre eux finissent dans les choux. – III. Fait une action d'éclats. Sa légèreté *fut* lourde... de conséquences. – IV. En étroit rapport avec un fruit. Poussé à l'action. – V. Qui ont donc assez de réserve pour faire certaines dépenses. – VI. Aspirait à se faire entendre. Sujet douteux. – VII. A donc fait cesser le travail. – VIII. Incitent à donner davantage pour la recherche. – IX. Telles qu'il vaut mieux ne rien leur donner à expédier. – X. Se *fait remarquer.* Est bien obligée de nous supporter tous. – XI. Qui n'ont donc pas pu tenir en place.

VERTICALEMENT

1. En faisant du beau travail, il peut se voir couvrir de fleurs grâce à des boutons. Cause d'abandons. – 2. Existent en deux couleurs différentes. Tombe plusieurs fois dans le lac. – 3. *Des hommes qui ont quel*que chose à faire passer à la casserole. – 4. Pronom. Suivie du regard. Préposition. – 5. Apportait la tempête. Fait chauffer le marteau et l'enclume. – 6. Fait voir rouge. Ceux qui y goûtent passent leur temps à savourer. – 7. Sigle. Ce serait le comble que de se faire des cheveux à son sujet. – 8. A une taille de guêpe. Gros temps. – 9. Permet d'avoir beau jeu. Eléments d'une mode. Sont employées pour soutenir la poitrine.

Solution du problème nº 4694

Horizontalement

I. Rouge. Olé ! – II. Aspérité. – III. Féale. Top. – IV. Lésa. Tope. – V. Es. Tréma. – VI. Pie. Arc. – VII. Rien. Inde. – VIII. Acceptées. – IX. Yeu. Le. Et. – X. Amuse. – XI. Nient.

Verticalement

1. Rafle. Rayon. – 2. *Osées.* Ice. – 3. Upas. Pécule. – 4. Gélatine. – 5. Ere. Ré. Plat. – 6. Té. Item. – 7. Ottomane. Un. – 8. *Léopardées.* – 9. Pé. Cestes.

GUY BROUTY.



CAMPUS

Informations parisiennes

LE *Centre d'information* et de documentation jeunesse (101, quai Branly, Paris (15e) va installer dans chaque mairie d'arrondissement de Paris un point « info-jeunes ». Véritables banques de *données et d'informations* pouvant répondre à l'ensemble des questions susceptibles d'intéresser les jeunes et les moins jeunes, ces « points » seront dotés de plus de cinq cents fiches de synthèse *régulièrement* actualisées. Classée par thème, cette documentation portera essentiellement sur les rubriques suivantes : *« Enseignement », « Formation et métier », « Emploi-Formation permanente », « Société et vie pratique », « Vacances », « Etranger », « Sports »,* et *« Information Ville de Paris. »*

Du personnel qualifié aiguillera les recherches et répondra aux questions. Il aidera le public (parents et *enfants, élèves et enseignants,* individuels et associations) à profiter au maximum de ces services.

D'autre part, la Mairie de Paris vient de créer, à la Direction des affaires scolaires de la ville, un service *« Allo scolaire »* qui répond au 42-77-45-70 du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 h 15 et de 14 heures à 17 h 15. Ce service a pour but de donner, sur simple appel téléphonique, des renseignements précis et immédiats sur toutes les questions que peuvent se poser les familles ayant des enfants d'âge scolaire.

J. P.

Qualité totale

Le Groupe Ecole supérieure de gestion organise, avec le magazine l'*Etudiant*, un colloque sur *« la qualité totale dans l'enseignement supérieur et la formation continue des cadres de gestion »*, le jeudi 10 mars, dans ses locaux.

★ ESG, 25, rue Saint-Ambroise, 75011 Paris. Tél. : 43-55-44-44.

Challenge sportif

Le sixième challenge sportif de l'Ecole centrale de Lyon aura lieu les 19 et 20 mars. Dix grandes Ecoles participent à ce rendez-vous sportif qui a inscrit à son programme deux disciplines nouvelles : l'Escrime et le Judo.

★ Association des Elèves, Ecole centrale de Lyon, 36, avenue Guy-de-Collongue, BP 13, 69131, Ecully Cedex. Tél. : 78-33-25-25.

Cévenols exilés

Pour une étude universitaire sur l'intégration des immigrés cévenols dans la région parisienne, on recherche *« toutes les personnes âgées de quinze à cent vingt ans avec des origines cévenoles remontant au maximum à sept générations et habitant la région parisienne ».*

★ Contact : M. J.-P. Mallet. Tél. : 43-22-51-42.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de PARIS *le LUNDI 21 MARS 1988, à 14 h*
EN UN LOT
75 parts sociales
de la SCI GEORGES ROBERT, au capital de 1 000 F, siège social à PARIS 5e
1, rue de Poissy
M. à P. : 250 000 F
S'adr. à Maître M. BRAZIER, avocat, 178, bd Haussmann, 75008 PARIS
Tél. : 45-62-39-03

VENTE s/saisie imm. Palais de Justice Bobigny, mardi 22 mars 1988, à 13 h 30
UN APPART. de 3 P.P.
au 3e étage – CAVE
à Montreuil-sous-Bois (93)
49, rue de Vincennes
Mise à prix : 75 000 F
S'adresser *Me Maurice AYOUN*, avocat, 124, bd Malesherbes, Paris-17e. T. 46-22-47-02
Me PIETRUSZYNSKI, avocat à Pantin, 28, r. Scandicci. T. 48-43-75-32.

Cabinet de la SCP d'AVOCATS CHEVALIER, CHEVALIER-ANDRIER et BARADEZ, 108, *pl. des Miroirs* à 91000 EVRY. Tél. 64-97-11-11

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE, au Palais de *Justice d'Evry (Essonne)*, rue des Mazières, le MARDI 22 MARS 1988 à 14 h, D'UN
TERRAIN
D'UNE CONTENANCE DE 9 375 m² à
LINAS (ESSONNE)
LIEUDIT « LE VILLAGE », AVENUE ROBERT-BENOIST, sans numéro.
MISE A PRIX : 100 000 F
Consignation oblig. pour enchérir. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Evry (l'Avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci).

SERVICE DES DOMAINES
Ventes aux enchères avec offres écrites. Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Scribe, PARIS 9e.
2e QUINZAINE DE MARS 1988
- Vendredi 18 mars – 9 h 30 et 14 h VÉHICULES
- Mardi 22 mars – 14 h Mob. et mat. bureau, mat. informatique
- Mercredi 23 mars – 14 h *BIJOUX OR*
- Jeudi 24 mars à 9 h 30 et 14 h et vendredi 25 mars à 9 h 30 VÉHICULES
- Mardi 29 mars – 14 h APPAREILS PHOTO, CAME RAS, PROJECTEURS
- Mercredi 30 mars – 14 h Mobiliers et matériels de bureau, matériels informatique

RENSEIGNEMENTS : adresse sus-nommée (Tél. : 42-66-93-46. P. 204) (Extrait du B.O.A.D.)

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY
le MARDI 22 MARS 1988, à 13 h 30
UN APPARTEMENT de 4 P. P. à BAGNOLET (93170)
1 à 13, rue de la Noue. Bât. G 5 – UN EMPLACEMENT de VOITURE 3e Niveau
M. à P. : 100 000 F – S'adr. Me Maurice AYOUN, avocat, 124, bd Malesherbes, PARIS (17e) – Tél. 46-22-47-02.
Me PIETRUSZYNSKI, avocat, 28, rue Scandicci, PANTIN. – Tél. : 48-43-75-32.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 22 MARS 1988, à 13 h 30
PAVILLON à VILLEMOMBLE (93)
16, avenue Lagache
Elevé sur sous-sol, divisé en garage, cave et buanderie – Rez-de-chaussée surélevé divisé en entrée, salle de séjour, 2 chambres, salle de bains, w-c. sur un terrain de 363 m² – MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, avocat au *Barreau de Seine-Saint-Denis*
Membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS – Tél. : 48-54-90-87

Tourisme

« Michelin », cuvée 88

Le *Michelin* 1988 sort le 9 mars. Dix mille cinq cents établissements sélectionnés, selon la formule classique, et beaucoup de nouveautés, sinon sur le plan gastronomique du moins sur le plan pratique. C'est ainsi que les stations-service avec essence sans plomb, ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sont signalées, tout comme les *menus pour enfants* et les salles à manger réservées aux non-fumeurs.

Sur le plan gastronomique pur, nous nous retrouvons, comme chaque année, face aux avantages et aux erreurs de toute institution.

Un nouveau trois étoiles (de la place des Vosges), que tous les gourmets ont, depuis deux ans, déclaré voisin de la perfection.

Six nouveaux deux étoiles, dont, à Paris, *l'Arpège* (rue de Varenne) et *Laurent* (avenue Gabriel), qui les méritaient depuis longtemps. Et, en province, le *Louis-XV* de Monte-Carlo et *La Chancellière* de Montbazon.

De nouvelles étoiles (une quarantaine), dont celles, bien logiques, de Patrick Lenôtre, enfin chez lui rue Duret ; du *Chapon fin*, ressuscité à Bordeaux ; de *Pain, amour et fantaisie* à Grenade-sur-l'Adour, que j'ai signalé, un des premiers, aux lecteurs du *Monde*.

On pourra s'indigner de voir le merveilleux restaurant de l'hôtel Bristol perdre une étoile, au moment même où les gastronomes le fêtent par un diplôme ; de voir que, malgré le démenti des faits et des clients toujours *fidèles, Lasserre ici, Paul Chêne* là, ne retrouvent point leur étoile, injustement envolée l'an dernier ; *de voir la Vivarois* (l'un des tout premiers de Paris) ne pas recevoir sa troisième étoile ; et, *plus modestement*, Alain Morel, avenue de Wagram, n'être pas honoré d'une étoile, *tout autant que le Bacchus gourmand* de la rue François-Ier : leurs ouatères pourtant sont autant sans reproche que leur cuisine !

Ajoutons que le *Michelin* garde ses deux étoiles à Mme Gardillou, qui s'est illustrée en faisant croire frauduleusement qu'elle avait cuisiné pour le président Reagan.

Les nouveaux inscrits

Les nouveaux inscrits au guide sont nombreux. Un rapide coup d'œil sur les pages parisiennes m'a fait noter : *l'Auberge Perraudin* (rue Montmartre), *l'Aubergade* (avenue de La Motte-Picquet), *Didier Dalu* (rue Leblanc) et *Didier Bondu* (rue Léopold-Robert), *l'Epicurien* (rue de Nesles), *Chez Fernand* (rue de la Fontaine-au-Roi), *les Géorgiques* (avenue George-V), *le Gourmand candide* (place Pereire), *Jean-Charles et ses amis* (rue de la Trémoille), *le Maupertu*, boulevard de Latour-Maubourg, restaurants dont j'ai dit en ces pages tout le bien qu'en pouvait penser le gourmet.

Mais qui dira pourquoi *la Marée* (rue Daru), *Chez Michel* (rue de Belzunce), *Ferrero* (rue Vidal) ont perdu leur étoile ?

Et pourquoi aussi oublier de petites boîtes charmantes, intéressantes à qui veut fuir la néfaste food, à petits prix, comme *par exemple, les Bacchantes* de la rue Caumartin ? Pourquoi l'une des bonnes bouillabaisses parisiennes (elles *sont* rares), *Aux senteurs de Provence*, rue Lecourbe, est-elle bannie ?

Les inspecteurs du Michelin ont des raisons que la raison gastronomique ignore. Mais, quoi, lorsque l'on voit la plupart des guides concurrents, on se dit – comme dirait le bon prince Curnonsky – que, tout compte fait, il faut faire avec.

LA REYNIÈRE.

● **Guides.** – Le conseil régional de Picardie, en liaison avec le comité régional du tourisme, vient de réaliser l'édition 1988 de deux guides d'hébergement : *le Guide des hôtels-restaurants*, et le *Guide des campings caravanings*. Outre la liste des *hôtels, restaurants, campings et* caravanings et leurs caractéristiques, le lecteur y trouve une présentation des atouts touristiques majeurs de la Picardie (Aisne, Oise, Somme). Edités en français, la présentation générale et les pictogrammes sont traduits en anglais, allemand et néerlandais. Ces deux guides sont disponibles dans tous les points d'accueil et d'information de la région ainsi que dans les offices de tourisme et les syndicats d'initiative.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Rémy, Charles MARION
et Mme, née Catherine Galichon,
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille

Cécile,

le 20 février 1988.

11, rue des Binelles,
92310 Sèvres.

– Barbara, Wolfang
et Yvonne DEISTER,
ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Corinna,

Oberursel im Taunus (Allemagne fédérale), le 16 février 1988.

Décès

– Nous apprenons le décès, survenu le 21 février 1988, à Montpellier, du

général (CR) François BUTTNER,

dont les obsèques ont eu lieu le 25 février, à Villiers-Saint-Benoît (Yonne).

[Né le 5 avril 1917, à Paris, et ancien élève de Polytechnique, François Buttner a servi dans l'artillerie et l'infanterie aéroportée. Il participe à la guerre d'Algérie avant de commander, en 1961, le 135e régiment d'artillerie parachutiste à Verdun. En 1968, il commande la 20e brigade aéroportée pendant quelques mois, avant d'être appelé à la direction de l'Ecole polytechnique. En 1972, il est adjoint au général commandant la 1re région militaire, et, en 1974, il est nommé inspecteur général de la défense opérationnelle du territoire (DOT).]

– Mme Jean-Claude Carnot,
Jean-François et Françoise Carnot,
Michel, Olivier et Nicolas,
Catherine Alban-Carnot,
Christine et Stéphane,
Isabelle et Jacques Massip,
Delphine et Julien,
ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Claude CARNOT,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 6 mars 1988.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 10 mars, à 14 h 30, en l'église de Littry (Calvados).

109, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

– Mme René Chapron,
son épouse,
Le docteur et Mme Jacques Chapron,
M. et Mme Alain Garnier,
Les docteurs Philippe et Agnès Van Poperinghe,
M. et Mme Jean-Etienne Chapron,
ses enfants,
Ses quinze petits-enfants,
M. et Mme Lucien Chapron,
son frère et sa belle-sœur,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. René CHAPRON,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien directeur des services financiers de Rhône-Poulenc SA,

survenu le 4 mars 1988, dans sa *soixante-quinzième année.*

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Albert-le-Grand, 122, rue de la Glacière, Paris-13e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

92, route Nationale,
77144 Montévrain.

– Mme Raymonde Cotte,
M. et Mme Pierre Laffitte,
Hervé et Claire,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Maurice COTTE,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur honoraire
à l'université Paris-VI,

survenu le *23 février 1988.*

La cérémonie religieuse a *été* célébrée à Notre-Dame de Taverny, dans l'intimité familiale.

33, rue du Château,
92100 Boulogne.

– Mme Jean Coutière
et ses enfants,
M. et Mme Gilbert Coutière
et leurs enfants,
ses frère, belles-sœurs, neveux et nièces,
petits-neveux et petites-nièces,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mlle Suzanne COUTIÈRE,
ancien pharmacien des Hôpitaux,

survenu le 6 mars 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le *mercredi 9 mars, à 10 h 30, en l'église* Notre-Dame-des-Champs, Paris-6e, où l'on se réunira, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

53, avenue du Maréchal-Lyautey,
75016 Paris.
7, rue des *Bergeries*,
78910 Orvilliers.

– Geneviève Cuisset,
sa fille,
a l'immense peine de faire part du décès de

Mme la générale DISPONS,
née Arlette Moutte,

survenu le 6 mars 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 mars, à 14 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Laveran, ou 74, boulevard de Port-Royal, Paris-5e.

151, avenue de Choisy,
75013 Paris.

– M. et Mme Ivo Jan Duchacek,
M. et Mme Michel Imbert,
Dan Imbert,
ses enfants et son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès du

professeur Ivo DUCHACEK,
professeur *emeritus*
de sciences politiques,
journaliste et écrivain,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 2 mars 1988, au Connecticut (Etats-Unis).

Cet avis tient lieu de faire-part.

19-21, rue des Fossés-Saint-Jacques,
75005 Paris.

– M. Jean Gaudfernau,
son époux,
Isabelle et Gilles,
ses enfants,
Et *toute* sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme GAUDFERNAU,
née Claire, Liliane Schwartz,
docteur ès sciences,
conseiller scientifique à l'ONERA,
ancien membre
de la Commission nationale
de l'informatique et des libertés,

survenu le 29 février 1988.

Les obsèques au cimetière de Quiberville (Seine-Maritime) ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 23 mars 1988, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame de Boulogne (angle boulevard Jean-Jaurès et avenue Baptiste-Clément).

– *Le personnel de la société* Experdata,
a la tristesse d'annoncer le décès de

Mme GAUDFERNAU.

11, rue de Silly,
92100 Boulogne.

– Mme Guy de Pesloüan,
née Hambye,
son épouse,
Armelle, Pascaline et Nicolas,
ses enfants,
Mme de Pesloüan,
sa mère,
Mme Geneviève de Pesloüan,
sa sœur
et ses enfants,
Mme Pierre de Pesloüan,
sa belle-sœur
et ses enfants,
MM. Gérard, Yves, Hervé, Régis et Gilles de Pesloüan,
ses frères,
leurs épouses et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Hambye,
ses beaux-parents,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses associés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Guy de PESLOUAN,

entré dans la joie du Seigneur, le dimanche 6 mars 1988, à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 9 mars, à 14 heures, en l'église Saint-Maurice de Bécon, 216, rue Armand-Silvestre, à Courbevoie.

Ni fleurs ni couronnes, mais des prières pour lui et pour les siens.

17, rue de Bretagne,
92600 Asnières.
Parc Sainte-Victoire,
Avenue de Craponne,
13100 Aix-en-Provence.

– Paris (Seine). Le Mesnil-Esnard (Seine-Maritime).

M. et Mme Jean-Pierre Pouliquen,
M. et Mme Alain Pouliquen-Dagoit,
ses *enfants*,
Hervé, Eric et Laurent,
ses petits-enfants,
Et tous les membres de la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre POULIQUEN,
administrateur de la Ville de Paris,

survenu à Maniquerville (Seine-Maritime), le 4 mars 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 8 mars 1988, en l'église Saint-Martin de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne).

25, rue Pradier,
75019 Paris.
10, rue Albert-Beauchamp,
76240 Le Mesnil-Esnard.

– Rouen (Seine-Maritime).

M. et Mme Jean-Robert Ragache,
ses enfants,
Alexis et Vanessa,
ses petits-enfants,
La famille
Et ses amis,
ont le chagrin de *faire part du décès de*

M. Robert RAGACHE,
inspecteur général honoraire
de l'apprentissage maritime,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
dans l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
médaillé de la Résistance,
commandeur
dans l'ordre du Mérite maritime,

survenu le 5 mars 1988, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Selon la volonté du défunt, l'incinération aura lieu le jeudi 10 mars 1988, à 10 heures, au Cimetière monumental de Rouen (avenue Olivier-de-Serres), où l'on se réunira à partir de 9 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être envoyés à la Fondation du Grand-Orient de France (16, rue Cadet, Paris-9e).

6, avenue José-Maria-de-Heredia,
76240 Bonsecours.

– Le docteur André Rollin,
M. Michel Rollin,
M. et Mme Henry-Paul Schmidlin,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Aline Rollin,
M. et Mme Daniel Paillard
et leurs enfants,
M. Philippe Rollin,
Le docteur et Mme Alain Mouchet,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marguerite ROLLIN,
née Marty-Lassaulle,

survenu le 6 mars 1988, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église Sainte-Eulalie d'Uzerche, le mercredi 9 mars 1988, à 15 heures.

La famille vous prie de l'excuser de ne pouvoir recevoir au domicile.

Il n'y aura pas de condoléances à l'issue de la cérémonie. Des registres de signatures seront sur le parvis de l'église.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, avenue Gérard-Philipe,
19140 Uzerche.

– Les anciens élèves des EPS et collèges de Mirande (Gers),
ont le regret d'annoncer le décès, survenu le 3 mars, dans sa quatre-vingt-quatrième année, de

Mlle Suzanne-Clémentine ROUAIX,
professeur honoraire,
chevalier des Palmes académiques,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

Adresse du deuil : Mme Popis,
10, rue de Rohan,
32300 Mirande.

Remerciements

– Toute la famille de

Ghislaine COSTA,
née Merlin,

profondément touchée par les très nombreux témoignages d'affection qu'elle a reçus, remercie tous ceux qui se sont associés à sa très grande peine.

– Yves Le Poulain
Et sa famille,
remercient tous ceux qui, des plus humbles aux plus grands, leur ont apporté le témoignage de leur sympathie lors du décès de

Jean LE POULAIN,
comédien.

Anniversaires

– Paris, Chantilly, *8 mars* 1988.

Pour le dixième anniversaire de la mort de

Mme Jacques HUTEAU,
née Christine Moisset,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, le mardi 22 mars, à 14 heures, salle 310, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B.-Dumas, escalier L, M. Philippe Bourrinet : « Aux origines du courant internationaliste communiste des conseils. La gauche communiste hollandaise (1907-1950) ».

TABLE RONDE
« LES PARTIS POLITIQUES FACE A LA COMMUNAUTÉ »
avec la collaboration de
RADIO COMMUNAUTÉ JUDAIQUE F.M.
MARDI 8 MARS 1988 à 20 h 30
Avec
Philip HERZOG (PC)
Charles MILLON (UDF)
François DOUBIN (MRG)
Jean-Jacques QUEYRANNE (PS)
Patrick DEVEDJIAN (RPR)
Au CENTRE RACHI
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mardi 8 mars 1988 :

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986 et en 1985.

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'impact social du SIDA

Au-delà de ses modes de transmission, liés au sang, et aux rapports sexuels, la principale caractéristique de l'épidémie de SIDA est sa dimension biologique. Contrairement à toutes les épidémies de nature infectieuse observées dans l'histoire, on ne tient plus compte avec le SIDA du nombre des cas déclarés, mais du nombre des personnes apparemment en bonne santé et pourtant contaminées par le virus. Si plusieurs questions demeurent encore sans réponse quant à *la proportion des personnes contaminées qui, à terme, seront* atteintes de la maladie, une telle donnée confère dès aujourd'hui à l'épidémie de SIDA les proportions d'un fléau mondial. On compte ainsi entre cinq et dix millions de personnes séropositives à travers le monde. Parce qu'elle touche en majorité des hommes et des femmes âgés de ving et un à quarante ans et qu'on prend de plus en plus conscience du caractère hétérosexuel de la transmission du virus, l'épidémie de SIDA a et aura un impact social considérable.

Les conséquences des campagnes préventives **ne peuvent, non plus, être sous-estimées, pas plus que la levée, un peu partout dans le monde, des réactions de rejet, de crainte et de stigmatisation qu'entraîne cette pandémie.**

Une conférence internationale organisée à Londres du 8 au 10 mars par l'Organisation mondiale de la santé et par l'Ecole britannique d'hygiène et de médecine tropicale sera entièrement consacrée à ces thèmes qui se trouvent au premier plan des préoccupations sanitaires – et politiques – de nombre de pays.

RFA : le pavé dans la vitrine

BONN
de notre correspondant

LE Reeperbahn, à Hambourg, fait peine à voir. Ce haut lieu des plaisirs charnels et tarifés dont rêvaient jadis tous les marins du monde entier n'est plus que l'ombre de lui-même. Sur les vitrines aveugles des cabarets, bars « montants » et autres saunas jadis florissants, on peut lire des annonces en gros caractères : « Bail gratuit ». Si l'on s'approche un peu, on apprend que cette bonne affaire ne peut se réaliser qu'à condition de s'engager pour sept ans à la gérance de l'un de ces lieux de plaisir. Quelques touristes tentent, appareil photographique en bandoulière, une sortie de leurs cars stationnés tout près. Quelques prises de vues, et l'on remonte bien vite en voiture.

Prochaine étape : la rue du Port, où l'on visite le dernier carré des gauchistes ouest-allemands retranchés dans leurs squatts d'un autre âge. La décadence du Reeperbahn vient d'être confirmée de manière éclatante par l'annonce de la fermeture de l'Eros Center, le plus grand lupanar de République fédérale. Six étages de studios qui ne désemplissaient pas, une « cour de contact » au rez-de-chaussée où vingt-quatre heures sur vingt-quatre plusieurs centaines de prostituées offraient leurs charmes à la vue des clients potentiels et ébahis. Dans quelques mois, ce monument de la civilisation péripatéticienne sera transformé en un centre de loisirs pour yuppies : boutiques snobs et restaurants chics viendront satisfaire des appétits de consommation plus respectables.

Le client boude

Ce que les ligues de vertu de cette Allemagne du Nord protestante et rigoriste n'avaient jamais réussi à obtenir se réalise grâce à l'irruption du mal du siècle : le SIDA. Conditionné par un débat public et des campagnes de presse chaque jours plus alarmistes, le client boude. Seuls sont épargnés les *peepshows* et salles de projection de films pornographiques : on entre dans la civilisation du regard. Cet opprobre jeté sur toute une corporation est-il justifié par un réel danger d'extension de la maladie due aux contacts de la prostitution ? Les premières études dont on dispose actuellement en RFA à ce sujet tendraient à prouver le contraire. Si Hambourg, où travaillent environ deux mille prostituées de manière régulière, n'a pas établi de contrôle sanitaire obligatoire, fondant sa politique de prévention sur le volontariat et l'action des travailleurs sociaux, l'exemple de Munich est intéressant pour mesurer l'ampleur du mal. Dans cette Bavière qui, sous l'impulsion du secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Peter Gauweiler, a pris une position en pointe fondée sur des mesures coercitives pour les groupes à risque, les mille trois cents prostituées enregistrées ont été soumises à un test de SIDA ; trois d'entres elles seulement se sont révélées séropositives. Au mois d'octobre et de novembre 1987, les trois cent dix tests effectués n'ont donné aucun résultat positif. Selon la législation en vigueur à Munich, les prostituées séropositives ont été frappées d'interdiction professionnelle, et l'une d'entre elles vient d'être condamnée pour n'avoir pas respecté cette mesure.

On constate néanmoins une tendance croissante à l'abandon de la prostitution des femmes qui s'y adonnaient jusque-là. Peur du SIDA, certes, mais aussi baisse sensible des revenus consécutive à la raréfaction de la clientèle. Selon le témoignage d'une prostituée de Hambourg, rapporté par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, le revenu que l'on pouvait escompter d'une journée d'activité s'est réduit de 1 000 deutschemarks (environ 3 400 francs) à moins de 200 *deutschemarks* (environ 700 francs). La crainte d'actes de violence de la part de clients se refusant absolument à utiliser des *préservatifs*, qui se sont multipliés ces derniers temps, incite également les prostituées à abandonner leur commerce. A Hambourg, le meurtre d'une prostituée assassinée par un client qui était persuadé, à tort, qu'elle lui avait transmis le virus a provoqué une grande émotion dans le milieu. Dernièrement, plusieurs dizaines de prostituées manifestaient dans les rues du quartier chaud, réclamant plus de protection de la police et incitant leurs consœurs à se protéger – « *Seules les idiotes le font sans capote* », pouvait-on lire sur une banderole, – témoignant du malaise ambiant.

Reconversion

Les opposants aux mesures draconiennes appliquées en Bavière estiment que ce n'est pas en *contrôlant systématiquement* les prostituées « encartées » que l'on parviendra à limiter l'extension de la maladie. Les plus grands risques proviennent de la prostitution « sauvage », pratiquée la plupart du temps par des jeunes femmes toxicomanes prêtes à tout, y compris aux rapports sexuels sans préservatif, pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat de drogues.

Le Sénat de Berlin-Ouest, dominé par une majorité chrétienne-démocrate, a lancé, en *collaboration avec un « groupe* d'entraide de prostituées », le projet Hydra. Cette opération pilote, subventionnée par l'administration, vise à aider les prostituées désireuses de quitter la profession. En 1987, quatre-vingt-six d'entre elles ont fait appel aux services d'Hydra, qui emploie quatre permanentes, elles-mêmes anciennes du trottoir. Soixante d'entre elles ont pu se reclasser, et deux échecs seulement ont été enregistrés.

Le sinistre subi par la prostitution organisée en RFA contribue également à débloquer des situations urbanistiques compliquées. A Francfort, notamment, où un conflit opposait depuis des années les propriétaires d'immeubles du quartier de la gare, en plein centre-ville, où se pratiquait la prostitution à grande échelle, à la municipalité, qui voulait rejeter ces activités à la périphérie de la ville. La baisse des profits liés au commerce charnel incite maintenant les propriétaires à transformer les maisons de tolérance en immeubles de bureaux : le quartier chaud de la ville de Goethe est en effet situé à deux pas de la Bourse et du siège des grandes banques ouest-allemandes.

LUC ROSENZWEIG.


ANDRES REISER / STUDIO X
Extrait du livre « Domenica », Editions Eichborn, Francfort.

AFRIQUE DU SUD : LE MAL NOIR

JOHANNESBURG
de notre correspondant

ON n'avait jamais vu jusqu'à présent dans la prude et puritaine Afrique du Sud la télévision d'Etat recommander l'utilisation des préservatifs. Shocking. La presse locale avait dernièrement estimé d'un goût douteux la boîte de condoms offerte à la princesse Anne lors du sommet sur le SIDA à Londres. Mais la menace que représente cette maladie a eu raison des tabous et des vertus offensées. « *Utilise un préservatif, Kevin...* », conseille le spot publicitaire diffusé principalement sur les chaînes destinées aux Noirs.

Depuis le 25 janvier, le gouvernement a lancé une campagne dans les médias pour une valeur de 3 millions de francs. On ne peut être plus clair : le SIDA, c'est la mort. Le ministre de la santé et de la population, M. Willie Van Niekerk, a fait remarquer, lors du lancement de cette campagne, que « *la promiscuité sexuelle est le plus grand danger, qu'on le veuille ou non. Il faut que cela soit dit, c'est un fait* ».

L'Afrique du Sud, après de nombreux autres Etats africains de la région, se lance donc dans une opération de sensibilisation. Il est vrai que, jusqu'à présent, le pays a été peu touché. 98 cas à ce jour ont été traités parmi lesquels 66 morts sont à déplorer, tous Blancs, à l'exception de 2 Noirs. 76 de ces personnes sont de nationalité sud-africaine, on dénombre parmi elles 65 homosexuels ou bisexuels, 5 hétérosexuels, 3 hémophiles et 3 autres victimes à la suite de transfusion sanguine.

Parmi les 22 autres, 11 sont originaires du Malawi, 8 de Zambie plus 1 Zaïrois, 1 Canadien et 1 Haïtien. Le premier cas a été diagnostiqué en 1982 et, actuellement, environ 10 000 séropositifs ont été recensés, dont seuls 25 à 33 % seront affectés par ce fléau d'après M. Van Niekerk. *Ce qui est* infime par rapport à des Etats comme la Zambie. Trois membres de l'ANC (Congrès national africain) à Lusaka ont péri des *suites de cette maladie*. L'organisation sud-africaine en exil a même tenu à faire une mise au point pour démentir les déclarations de la presse de Johannesburg affirmant que ses rangs étaient décimés par le SIDA.

Le 3 février, M. Van Niekerk a annoncé que 1 000 mineurs séropositifs, principalement du Malawi, seraient rapatriés dans leur pays. Pour ceux dont le contrat expire prochainement, il ne sera sans doute pas renouvelé. Quant aux autres, le gouvernement n'a pas encore pris de décision en ce qui concerne leur expulsion. Le ministre a assuré que leur cas serait traité avec « *humanité et justice* ». Des discussions sont actuellement en cours avec la Chambre des mines, l'organisme patronal regroupant les principales sociétés minières du pays, pour trouver une solution satisfaisante et procéder à un éventuel dépistage systématique. A l'avenir, tous les travailleurs migrants entrant en Afrique du Sud seront soumis à un test obligatoire.

Pour l'instant, il n'est pas encore question de soumettre tous les voyageurs en provenance de pays considérés « à haut risque » à des tests. Néanmoins, les autorités se mobilisent face à la menace qui se précise de plus en plus. Soixante-cinq mille distributeurs de préservatifs gratuits ont été mis en place. Des lignes téléphoniques ont été mises à la disposition du public pour de plus amples renseignements sur la maladie.

En dépit de cette « *AIDS line* » (ligne du SIDA), les psychiatres et les médecins de Johannesburg ont à faire face à ce qu'ils appellent les cas de « *spectre du SIDA* » ou « *SIDA-fantôme* ». Une sorte de phobie qui s'empare de certaines personnes convaincues d'avoir les symptômes de la maladie, même si les tests ont prouvé le contraire.

MICHEL BOLE-RICHARD.

URSS : PRÉSERVER LA NATALITÉ

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

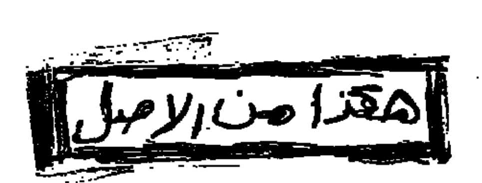
ON est encore loin en Union soviétique des spots télévisés vantant les avantages du préservatif comme méthode de prévention du SIDA. Certes, le mal lui-même fait l'objet d'abondants et longs articles dans la presse, mais en général sur un mode scientifique peu adapté aux recommandations pratiques. *Pourtant, si la pénétration* tardive du virus en URSS explique un nombre de malades et de séropositifs bien inférieur aux chiffres des pays occidentaux, les chercheurs soviétiques sont conscients du danger : « *Nous considérons que nous en sommes à peu près au même stade que la France en 1982*, nous a déclaré le président de l'académie de médecine soviétique et chef de l'Institut d'épidémiologie, M. Valentin Pokrovski. *Ce qui veut dire que, dans cinq ans, nous craignons d'être confrontés à une situation beaucoup plus grave.* »

Pour l'instant, d'après des chiffres arrêtés au 31 décembre 1987, l'URSS n'a recensé que quatre malades atteints : un homosexuel soviétique qui, actuellement en traitement, avait contracté le virus en Tanzanie, et trois Africains qui, « *hospitalisés tardivement* », sont morts. Le service ouvert spécialement pour les malades atteints *du SIDA au sein de l'hôpital des* maladies infectieuses à Moscou est même vide, assure-t-on, car « *le patient soviétique a été autorisé à regagner ses foyers pour deux mois* ». Les tests de dépistage ont permis de détecter deux cent soixante-deux porteurs du virus, dont trente-trois Soviétiques. « *Maintenant, le nombre de séropositifs soviétiques doit dépasser les quarante* », estime le président de l'Académie de médecine. Le reste des porteurs du virus sont, « *dans leur écrasante majorité* », d'origine africaine. Il y a aussi un Suisse, mais pas de Français.

« *Pour nous, l'unique moyen prophylactique, c'est l'éducation* », ajoute le professeur Pokrovski. Mais le préservatif, tant prisé par les Occidentaux, n'aura pas la priorité en URSS, et ce pour deux raisons : « *D'abord, nous maintenons depuis un certain temps un gros travail de propagande pour faire augmenter la natalité dans la partie européenne de l'Union soviétique.* » Partant de ce principe, explique tranquillement le professeur Pokrovski, une publicité pour un contraceptif, quel qu'il soit, aurait pour effet de contrer les efforts démographiques de la Russie face à une tendance inverse dans les républiques musulmanes d'Asie centrale, où la natalité est vigoureuse.

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 22.)



هكذا من الاصل

« Urgences » : la folie est dans le champ

« Urgences », le nouveau film de Raymond Depardon, sort le 9 mars. Un document extraordinaire sur la psychiatrie actuelle.

RAYMOND Depardon est un maître du regard comme *d'autres sont maîtres* d'escrime. Mais par quelle botte secrète réussit-il, dans son film *Urgences*, à convertir sa volonté de mise à nu des visages de la folie et de la misère en œuvre d'art ? *Je* laisse à d'autres le soin d'analyser les dimensions filmiques de ce phé*nomène. Je ne fais* qu'en prendre acte. Son montage d'une vingtaine de séquences d'accueil du service de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu à Paris *est, beaucoup* plus qu'un reportage, un témoignage.

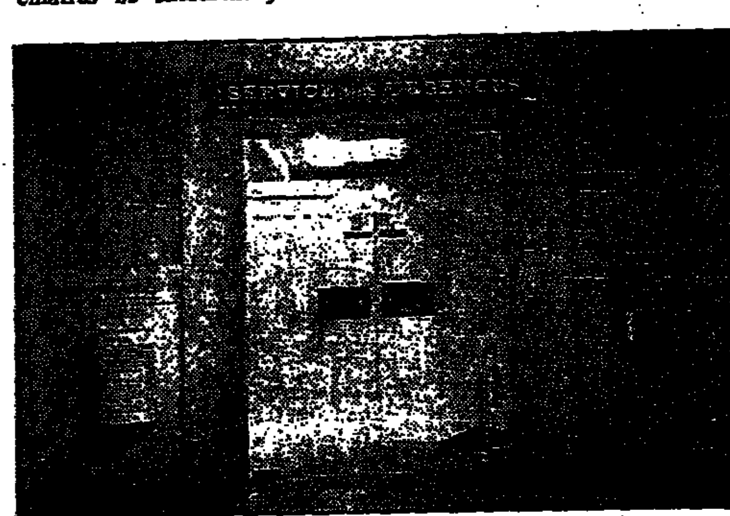
Un film-vérité : il percute esthétiquement les problèmes de l'aliéna*tion mentale* et de l'aliénation sociale. Les séquences en sont disposées de telle sorte que c'est notre propre subjectivité qui se trouve encerclée dans ce carrousel cauchemardesque. Les alcooliques qu'on *interroge, menottes aux poignets* ; l'infirmière autrefois violée, qui travaille dans une crèche, mais dont l'état dépressif aigu l'empêche de supporter le moindre cri d'enfant *(« J'ai faim d'amour, mais je suis fatiguée »)* ; le vagabond en pleine bouffée confusionnelle qui a perdu jusqu'au souvenir de son adresse ; le petit patron homosexuel qui survit *dans un désespoir mortel* depuis que son ami l'a quitté ; le retraité solitaire que le moindre détail perturbe, à commencer par le changement de couleur des murs de son apparte*ment, qui* vient d'essayer de se pendre dans l'escalier de son immeuble et qui, maintenant, ne cesse de réclamer du cyanure ; la maniaque dépressive qui en a plus que par-dessus la tête de toute sa vie devoir *faire le repas*, la vaisselle, le ménage, le repassage ; la fille de Dieu que tout menace de mort et qui hait sa mère de façon viscérale ; le conducteur de bus qui après dix années de bons et loyaux *services* vient de tout laisser tomber en plein boulevard, parce que ses passagers râlaient contre lui, et qui devra maintenant en passer par le rapport d'inspection nº 636 ; la jeune femme qui vient de casser une vitrine avec son talon parce que le patron du bistrot avait rudoyé *une petite chienne* et qui se trouvera expédiée, on se demande bien pourquoi, à l'hôpital psychiatrique.

En prise directe

Toute cette humanité bouleversante, pitoyable, qui déclenche quelquefois malgré nous un rire crispé, devient comme une partie de nous-mêmes, s'incorpore à *cette polyphonie* infernale qui nous hante tous à un degré ou à un autre. Car il ne faut pas s'y *tromper*, la véritable folie produite par la composition de ce film n'est pas uniquement celle *des « urgences »* sociales, mais vise avant tout la nôtre, à nous spectateurs calés dans notre fauteuil, accoutumés « *mass-médiatique-* ment » à ne rien vouloir savoir de ce qui s'agite jamais très loin de la surface de notre socialité. Seule une composition esthétique de cette nature peut nous donner un véritable accès à *l'intériorité* de la folie et de la déréliction. Le spectacle de toutes ces ruptures existentielles travaille *en prise directe sur nos propres* lignes de fragilité. Finalement, on est tellement près de tout ça ! Et, pourtant, on s'en tient tellement éloignés !

Quant au reste, il y aurait tant à dire ! Certes, les psychiatres qui *travaillent ici ne sont ni meilleurs* ni pires qu'ailleurs. Simplement, ils sont totalement démunis de moyens pour organiser un accueil humain digne de ce nom. Mais on en vient parfois à se *demander* s'ils en ont même l'exigence. Il serait pourtant indispensable qu'un *tel service soit* organisé de façon à ce que l'ensemble du personnel et des pensionnaires structure *un milieu* d'accueil capable de prendre en charge les nouveaux arrivants selon des durées *plus* longues et des rythmes plus détendus. Les entretiens expéditifs dispensés en série par les psychiatres ne sauraient y suffire même et surtout si les personnes qui débarquent là ne sont appelées qu'à y rester quelques *heures*. Cette problématique fondamentale de l'accueil est bien connue des spécialistes de la thérapie *institutionnelle*. Alors, pourquoi en est-on encore là aujourd'hui en plein cœur de Paris ? Mais c'est déjà un tout autre débat.

FÉLIX GUATTARI,
(Psychanalyste.)





RAYMOND DEPARDON/MAGNUM

LES SOUS-TITRES DE LA VILLE

DEPUIS cinq minutes, en de longs plans-séquence enchaînés, la caméra n'a pas bougé. *Sur l'écran, un psychiatre* et sa patiente dialoguent sans apparemment se soucier une seconde *de la présence du* cinéaste et du preneur de son. Raymond Depardon, une nouvelle fois, *filme ce qu'il écoute*, mieux encore, filme une écoute. Il montre avec une scrupuleuse honnêteté *ce à quoi on n'avait* jamais assisté « en vrai » : l'entretien psychiatrique.

Dans *Urgences*, le dernier film de *Raymond Depardon, ce qu'a* de plus banal et de plus fascinant la folie est mis à nu. Et à travers *elle, toute la société* réelle défile, le cortège des petits malheurs et de la solitude : *« C'est trop dur ce qu'on me demande sur cette terre »*, dit une femme. *« Je n'en peux plus »*, dit une autre.

Pendant deux mois, Raymond Depardon et CLaudine Nougaret ont vécu jour et nuit dans le service des urgences psychiatriques à l'Hôtel Dieu à Paris, dirigé par *le docteur Henri Grivois*. Ils ont filmé tout ce qui s'y passait. Partout. Comme s'ils faisaient partie *du décor, personne ou presque* ne semble les remarquer. La technique Depardon, encore une fois, fait *merveille, comme dans Reporters, San Clemente* ou *Faits divers*.

Mais ici, il s'agit de psychiatrie et nous pénétrons dans le *saint des saints*, le cabinet du psychiatre. Un parti pris évident : mettre à égalité le malade *et son thérapeute*. D'où le choix d'un cadrage fixe englobant les deux protagonistes. Le psychia*tre face au fou. Le fou face au* psychiatre. Fasciné, on assiste à la confrontation. Et un peu comme on *soutient un regard*, on essaie de soutenir l'étrange face-à-face. Comprendre le soigné et le soignant.

On peut certes dire que le film *ne montre qu'une partie* de l'univers de ces hommes et de ces femmes — Depardon lui-même *reconnaît avoir fait une sélection* — aux marges de la normalité. Mais le propos n'était pas de filmer la psychiatrie. Cette vie quotidienne d'un service d'urgence *n'est que le miroir de la ville*, de l'angoisse d'une moderne Metropolis. Ce film n'aurait pas *pu être fait* il y a dix ans. Moins encore il y a vingt ans. Le discours sur la psychiatrie est *aujourd'hui passé* de mode. Ici n'apparaît plus qu'une certaine réalité sociale de Paris qui se *dégrade en de* légères aliénations. Ce chauffeur d'autobus qui craque — *« Je n'en peux plus des embouteillages »*, — est-il vraiment fou ?

Dans *Urgences*, les malades ne font plus de cinéma. La caméra est *amicale, un* œil attentif qui écoute ceux qui n'ont jamais l'occasion de s'exprimer. Ils font alors des déclarations publiques et manifestent leur véritable urgence : parler. Discours authentique, pathétique *parfois*, toujours criant de vérité. La face cachée de Paris qui, dans la nuit, trouve son refuge.

FRANCK NOUCHI.

L'IMPACT SOCIAL DU SIDA

Brésil : Vénus en chemisette

Les dehors sud-américains de l'épidémie de SIDA. Les préventions contradictoires du Brésil, un pays entre la modernité et le sous-développement.

CE n'est qu'en *1983 que le* premier malade du SIDA est diagnostiqué à Sao-Paulo. *Depuis*, la progression de la maladie est rapide, plaçant le Brésil, avec trois mille cas *enregistrés fin* 1987, à la troisième place mondiale en nombre absolu. Initialement concentrée à Sao-Paulo et Rio, la maladie est aujourd'hui présente dans le Minas-Gerais, dans les Etats du Sud et du Nord-Est. Avec 44 % d'homosexuels et 19 % d'hommes bisexuels, à côté de 7 % d'hémophiles et de transfusés, et seulement 1 % de cas de transmission *hétérosexuelle*, la *situation* épidémiologique du Brésil ressemble à celle de l'Amérique du Nord et de *l'Europe occidentale et non à celle* des pays africains, où prédomine la transmission hétérosexuelle.

Le nombre limité de toxicomanes par voie intraveineuse dans les statistiques de surveillance (2 %) s'explique par des habitudes moins coûteuses de consommation de drogues : « sniffer » de la colle plutôt que de se piquer à l'héroïne. L'impression prévaut donc d'une maladie encore contenue dans les groupes initialement touchés, ce qui surprend dans un pays à la *réputation* de grande fluidité et d'ambiguïté des relations sexuelles, et au vu du fort *pourcentage* de 19 % de bisexuels parmi les malades. Mais les 27 % de cas pour lesquels le facteur à *risque n'a pas encore* pu être identifié (1) soulignent les incertitudes concernant l'évolution de *l'épidémie* et les difficultés que rencontre la surveillance épidémiologique, coordonnée depuis *mai 1985* au niveau *fédéral*.

La mort en 1983 du célèbre styliste Marcos Vinicius Resende, une des premières victimes brésiliennes du SIDA, fait immédiatement de ce mal une affaire médiatique, suscitant simultanément des réactions de peur et une mobilisation exceptionnelle de bonnes *volontés*. Au *début*, la panique provoquée par la « peste gaie » n'a pas épargné les milieux médicaux, *d'où de fréquents refus de* soins et d'autopsie. Par peur de contagion, un patient pauliste *s'est vu refuser des soins, en* 1985, par vingt et un médecins (2).

Quand, après de longues hésitations, le gouvernement *fédéral* conçoit fin 1986 sa campagne d'information grand public, il se heurte vite aux *résistances* de l'Eglise, mais aussi aux difficultés techniques propres à un pays au taux élevé *d'analphabétisme*. Quelques semaines avant le lancement de la campagne, la conférence *nationale* des évêques brésiliens s'érige contre la promotion du préservatif, proposant l'absti*nence comme moyen* de protection contre le SIDA, que l'évêque Falcao, de Brasilia, avait qualifié de *« conséquence de la décadence morale »*, et le cardinal de Rio, Eugenio Sales, de *« châtiment de Dieu »* et de *« vengeance de la nature »*. Sans réussir à imposer un point de vue, ces interventions ont eu pour conséquence que les spots télévisés placés aux heures de moindre écoute utilisent un langage moins populaire et explicite que prévu.

Distribution gratuite

Mais *suscitant* la combativité des adversaires, ces interventions religieuses ont attisé une formidable campagne de promotion des *« camisinhas de Venus »* avec distribution gratuite de capotes dans tout le pays par des associations de lutte contre le SIDA et les bureaux de planning familial, auxquels le gouvernement fédéral avait *fourni* cinquante millions de capotes qu'il avait lui-même reçues de l'administration américaine, préoccupée par la dissémination du virus pendant la période du carnaval. 1987 est l'année d'or du préservatif, grande vedette du *carnaval vantée* par les chansons et les écoles de samba de Rio, Salvador et Recife. Sur la chaîne de *télévision privée Globo*, des artistes prônent ses vertus érotiques en plus de ses mérites pré*ventifs*. *Au mois d'août*, la chaîne Badeirantes organise une discussion avec des universitaires autour de la sexologue Maria Helena Matarazzo, assurant, après avoir expliqué comment utiliser un pré*servatif* : *« Vous pouvez essayer, il ne mord pas ! »* Depuis 1985, la production de préservatifs des deux grandes entreprises installées au Brésil, Johnson et Johnson et Olla, a plus que doublé.

Médicaments trop chers

Mais l'enthousiasme et l'humour de ces campagnes spectaculaires ne peuvent pas masquer les résistances mentales profondes contre cet instrument qui met en *question les valeurs* ancrées de virilité et le machisme latino-américain. Utilisés pour prévenir une maladie que l'imaginaire continue à associer à l'homosexualité, les préservatifs sont facilement ressentis comme une humiliation. En témoignent certains faits divers, tel ce jeune employé de Campo-Grande qui brutalisa sa fiancée parce qu'elle exigeait le préservatif. Comme l'explique un anthropologue : *« Nous avons des dizaines de mots pour désigner tel ou tel rôle ou jeu érotique. Mais n'est considéré dans la culture populaire comme homosexuel que celui qui se laisse pénétrer, jamais celui qui pénètre. Tant qu'on associe le SIDA à l'homosexualité, comment alors faire comprendre aux partenaires actifs qu'ils courent un risque ? »*

A ces phénomènes culturels s'ajoutent des barrières juridiques. Ainsi une enquête a été *ouverte à Salvador contre* la fondation d'assistance aux mineurs de Bahia, parce qu'on y avait donné des *préservatifs* à un adolescent de quinze ans séropositif. Reconnaître ouvertement l'existence de relations sexuelles dans cette institution fermée entrait alors en conflit avec l'interdit officiel de telles relations (3). Que dire finalement aux jeunes sans abri des grandes villes pour lesquels la prostitution occasionnelle est un *simple* moyen de survie et qui, faute de perspectives d'avenir, oublient facilement le risque *en contrepartie* d'un repas ou d'un cadeau ?

Dans ce pays aux moyens *limités*, les *administrations* ont arrêté à la fin 1987 la distribution gratuite de préservatifs aux habitants de quartiers pauvres, prétextant que la maladie touche pour le moment essentiellement les *classes moyennes*. On ne semble pas encore s'inquiéter de l'extension du SIDA à la population la *plus démunie*, un phénomène déjà observé aux Etats-Unis à cause de la diffusion différencielle des précautions selon *le niveau* socioculturel. On le voit : la bataille de la prévention est loin d'être gagnée.

Il en est de même de la prise en charge de la maladie. Certes, la peur de la contagion du personnel soignant s'est *atténuée*. *Mais sous* couvert d'un manque de lits, les refus d'admission de malades du SIDA *se multiplient*, à Rio, *dans* des hôpitaux et cliniques privés soucieux de leur image et qui craignent de perdre une clientèle *qui* ne veut pas être confrontée à cette maladie *« dangereuse et honteuse »*.

Et qui peut bénéficier, dans un tel contexte, de médicaments expérimentaux trop chers pour le commun des mortels ? Dès à présent se met en place un marché parallèle de l'*AZT*, et on raconte qu'un malade désespéré s'étant procuré ce médicament pour des centaines de dollars a dû se rendre compte que le vendeur lui avait vendu des cachets... d'aspirine. Mais, malgré tous ces problèmes et toutes ces déceptions, l'espoir est, selon la sociologue Lindinalva Laurindo, *« le dernier à mourir »*.

Il n'est pas étonnant, alors, que celui-ci se nourrisse non seulement de la *médecine scientifique*, mais de toute une palette de rites spirituels et religieux, du pentecôtisme à différentes formes de guérisseurs en passant par le candomblé (culte proche du vaudou). Déjà en effervescence, ceux-ci trouvent dans le SIDA un terrain d'activité supplémentaire. Mais opposer, dans ce cas, des croyances « irrationnelles » au savoir médical revient à oublier trop vite que celui-ci, tant qu'il ne propose pas de remède, ne peut pas satisfaire cette demande d'espoir et qu'une fois le remède trouvé les chances d'y accéder resteront inégales. Comme le dit Herbert *Daniel*, candidat du Parti du travail aux dernières élections à Rio : *« Chaque culture a son SIDA ! »*. Révélateur social par excellence, le SIDA rappelle une fois de plus les contradictions exacerbées d'un pays entre la modernité et le sous-développement.

MICHAEL POLLAK
(chargé de recherches au CNRS).

(1) *Cadernos do IMS*, 1987, p. 28.
(2) Luiz Mott, « Os medicos e a AIDS no Brasil », Ciencia e cultura, 39,1,1987, pp. 3-13.
(3) Luiz Mott, « A Venus de Sedoma : a penetracao do preservativo no Brasil pos AIDS », Communication à la *« Table ronde »* : « Homosexualité entre hédonisme et SIDA », Fortaleza, 4 novembre 1987.

URSS : PRÉSERVER LA NATALITÉ

(Suite de la page 21.)

Seconde raison : *« Notre industrie a toujours privilégié les contraceptifs féminins oraux ou le stérilet, et nous souffrons donc maintenant d'une pénurie de préservatifs. »* Cette pénurie a d'ailleurs ému un milliardaire britannique, M. Richard Branson, qui affirme avoir entamé des discussions avec les Soviétiques en vue de l'exportation de sa dernière création, le préservatif « MATES ».

Quoi qu'il en soit, le professeur Pokrovski ne veut pas voir dans le préservatif une garantie absolue contre l'infection. Et surtout, souligne-t-il, *« nous ne voulons pas influer sur les bases morales de nos concitoyens. Si nous donnons la priorité à l'éducation dans la lutte contre le SIDA, c'est pour que chacun soit lui-même conscient des risques d'attraper, de contracter la maladie et adapte son comportement en conséquence. »*

Ne serait-il pas utile dans ces conditions d'ouvrir un peu plus la presse au problème de l'homosexualité, comme elle s'est ouverte depuis plus d'un an à ceux de la drogue ?

« Au contraire, rétorque le président de l'Académie de médecine, *on parle beaucoup trop des homosexuels, et on a tendance à oublier que cette maladie se transmet aussi par contacts hétérosexuels. »*

Quant à la drogue, elle n'est pas une source d'infection aussi importante en URSS qu'en Occident, car l'usage des seringues y est moins répandu parmi les toxicomanes.

Les autorités soviétiques ont lancé, avec un décret publié l'été dernier, une opération de dépistage du SIDA à grande échelle *qui rend le test de dépistage* obligatoire pour certaines catégories de la population *jugées à risque*, et notamment les étudiants étrangers. En ce qui concerne les ressortissants *soviétiques*, les services de santé peuvent compter sur la collaboration du ministère de *l'intérieur*, qui, selon le professeur Pokrovski, leur fournit ses fichiers de drogués, de prostituées et même d'homosexuels. Le décret du 25 août 1987 *prévoit* d'ailleurs que les *récalcitrants* puissent être amenés de force au test de dépistage. *Mais* les homosexuels sont beaucoup plus difficiles à débusquer qu'en Occident, car l'homosexualité est toujours punie par le code pénal.

SYLVIE KAUFFMANN.



SCIENCES

Six hommes sous un bateau

L'opération Hydra VIII a permis pour la première fois à des plongeurs de vivre confortablement à la pression de 50 atmosphères et de travailler à la profondeur de 520 mètres.

L'OPÉRATION Hydra VIII est entrée le 5 mars à 2 heures dans la phase de décompression.

Depuis le 26 février à 9 heures, jusqu'à ce moment-là – soit pendant 179 heures – MM. Thierry Arnold, Régis Peilho, Patrick Raude et Louis Schneider (de la COMEX), MM. Jean-Guy Marcel-Audat et Serge Icart (de la *marine nationale*) ont vécu, dans le cadre de l'opération Hydra VIII, sous une pression d'environ 50 atmosphères, c'est-à-dire à la pression qui règne, sous l'eau, à la profondeur de 500 mètres.

Vivant, pendant l'essentiel du temps, dans les caissons pressurisés installés sur le navire spécialisé *Orelia*, ils sont descendus en mer, par équipes de trois, à la profondeur de 520 mètres – et même de 531 mètres – pour y effectuer des travaux classiques dans l'offshore (manutention, métrologie, montages mécaniques, connexions de câbles et de pipe-lines). Au total 27 heures de *travail ont été accomplies au fond* en six plongées (25 heures à 520 mètres et 2 heures à 531 mètres) ; le 4 mars, une des plongées de travail a duré 4 heures et 20 minutes. Ce qui est autant de « premières » mondiales.

Le record précédent, 501 mètres de profondeur réelle atteints en mer par des plongeurs, avait été établi en *octobre 1977* par la COMEX et la marine nationale lors de l'essai Janus IV au large de Cavalaire ; mais il n'y avait eu alors qu'une brève sortie en mer de MM. Jacques Verpeaux et Gérard Vial, M. Patrick Raude restant, pour la sécurité, dans la cloche-ascenseur *(voir encadré)*. Le travail réel avait été réalisé conformément au programme de Janus IV, à la profondeur de 460 mètres. Des hommes avaient déjà vécu à la pression régnant à 520 mètres au cours de l'essai Hydra VI, mais uniquement en caissons.

L'ivresse des profondeurs

La plongée profonde a fantastiquement progressé depuis une vingtaine d'années, sous l'impulsion de l'industrie du pétrole. Les champs *offshore* étant situés sous des profondeurs d'eau sans cesse croissantes, les plongeurs ont dû descendre de plus en plus bas pour effectuer les travaux nécessaires. Ce qu'avait prévu dès 1965 le président-fondateur de la COMEX, M. Henri Delauze, qui avait alors doté sa société d'un centre d'essais hyperbares. Certes, des robots ont été développés, mais l'homme est encore bien souvent irremplaçable : il a une intelligence et une inventivité qui lui permettent de faire face à des situations imprévues.

On l'a bien vu pendant Hydra VIII. Le site de plongée est préparé et surveillé par un petit robot télécommandé, le *Sea Walker*, qui est muni de trois caméras et de deux bras. Avant la première descente, dans la nuit du 27 au 28 février, le *Sea Walker* est allé poser, entre un des câbles-guides de la tourelle et la table de travail, un filin que suivraient les plongeurs *évoluant en pleine* eau. Ce filin est allé s'entortiller autour de l'hélice du *Sea-Walker*, si bien que le premier travail jamais effectué par des hommes, à 520 mètres de profondeur a été de libérer l'hélice du robot...

Les scaphandriers lourds qui ont effectué, depuis le siècle dernier, de multiples travaux subaquatiques, étaient alimentés en air comprimé, tout comme les plongeurs autonomes des dernières décennies. Le gaz respiré par les plongeurs doit, en effet, être à la même pression que celle régnant à la profondeur où les hommes évoluent et, sous l'eau, la pression augmente d'environ 1 atmosphère tous les 10 mètres.

On s'est aperçu que, vers 60-70 mètres, l'azote de l'air avait des effets narcotiques : les hommes étaient victimes de l'« ivresse des profondeurs » qui leur faisaient commettre, en pleine euphorie, des erreurs mortelles.

Le docteur Xavier Fructus, médecin de la COMEX, fut un des premiers en France à substituer l'hélium à l'azote et à utiliser ainsi le mélange héliox. L'hélium, gaz très léger, apportait un confort appréciable pour respirer sous très forte pression. Les plongeurs purent ainsi descendre à plus de 200 mètres. Mais alors apparut le syndrome nerveux des hautes pressions (SNHP), caractérisé, notamment, par des tremblements, des anomalies des électro-encéphalogrammes et une excitation musculaire permanente. Certes, le SNHP a été atténué par une lente compression des hommes, entrecoupée de paliers et par l'adjonction d'une faible quantité d'azote. Mais les limites du mélange hélium-oxygène sont devenues évidentes.

Seul l'hydrogène est plus léger que l'hélium (1). Mais l'hydrogène est très délicat à manipuler. S'il entre pour 4 % et plus dans un mélange contenant 4 % et plus d'oxygène, il y a explosion spontanée...

Moins de 1 % d'oxygène

Le mélange respiratoire sous forte *pression fourni* aux plongeurs ne doit pas contenir une masse d'oxygène très supérieure à celle de l'air sous pression normale. A trop forte dose maintenue pendant longtemps, l'oxygène est toxique. Mais à la pression de 50 atmosphères, moins de *1 % d'oxygène suffit.*

Les spécialistes de la COMEX et de la marine nationale qui ont été les premiers à utiliser l'hydrox (mélange hydrogène-oxygène) se sont aperçus qu'au-delà de 300 mètres, l'hydrogène avait, lui aussi, un effet narcotique. Mais cet effet présente un avantage : il empêche en grande partie l'apparition du SNHP. D'où l'idée d'un mélange hydrogène-hélium-oxygène (hydréliox), qui a été utilisé en mai 1985 lors de l'essai en caissons Hydra V. Pour Hydra VIII, à la pression de 50 atmosphères, l'hydréliox était fait de 49 % d'hydrogène, de 50,2 % d'hélium et de 0,8 % d'oxygène. Avec l'hydréliox, les plongeurs qui ont pris part aux essais Hydra V, VI, VII et VIII n'ont manifesté ni narcose, ni tremblements, ni anomalies du tracé électro-encéphalographique...

Désormais, la procédure des plongées profondes à l'hydrogène est bien connue : lente compression (58 heures) entrecoupée de paliers, effectuée jusqu'à 250 mètres (25 atmosphères) à l'héliox, au-delà à l'hydréliox, les proportions des composants de l'un puis de l'autre mélange respiratoire variant avec l'augmentation de la pression. Séjour dans les caissons à la pression désirée avec descentes en mer à une pression (c'est-à-dire à une profondeur) très légèrement supérieure. Décompression en dix-huit à vingt jours avec hydréliox jusqu'à 250 mètres puis héliox de 250 mètres à la « surface ».

Hydra VIII a coûté 33 millions de francs (dont 10 millions pour l'adaptation de l'*Orelia* à l'hydrogène...). Les fonds viennent pour moitié du Fonds de soutien aux hydrocarbures ; les Communautés européennes ont donné 12 millions ; le reste a été apporté par la direction des recherches, étude, et techniques du ministère de la défense, et de plusieurs compagnies pétrolières (ELF-Aquitaine, Total, BP, Statoil).



PIERRE BOYER/GAMMA

Hydra VIII a permis à des hommes de vivre confortablement sous la pression de 50 atmosphères et de travailler efficacement sous 52 atmosphères. Il est possible d'envisager des profondeurs encore plus grandes tout en gardant à l'esprit que la plongée humaine a sûrement des limites. Mais où se situent ces limites ?

YVONNE REBEYROL.

(1) *Cette particularité de l'hydrogène a fait prendre sur l'Orelia des* mesures de sécurité draconiennes. En particulier, les caissons où vivent les plongeurs sont enfermés dans une enceinte étanche remplie d'azote, gaz inerte. Et à chaque passage des hommes des caissons dans la tourelle et de la tourelle dans les caissons, le sas de communication est purgé à l'azote.

De haut en bas

PENDANT les plongées profondes réelles en mer, que celles-ci soient faites pour des essais ou pour du travail *offshore*, les hommes vivent dans des caissons où règne à peu près la même pression qu'à la profondeur où ils vont évoluer dans la mer, et qui sont installés sur un navire ou une plate-forme. Ainsi n'ont-ils à observer qu'une décompression finale unique et très longue à la fin de l'essai ou de leur période de travail.

Pour descendre au fond, les plongeurs prennent place dans une tourelle-ascenseur qui est « clampée » sur les caissons par un sas *étanche* et où règne la même pression. Lorsque la tourelle est arrivée à proximité du fond, les hommes ouvrent la porte de sortie qui est située en bas de la tourelle. Ainsi pression externe et pression interne s'équilibrent-elles et l'eau ne monte pas dans la tourelle. Dans la plupart des cas, deux plongeurs sortent en pleine eau pour travailler. Ils sont alimentés en mélange respiratoire par un ombilical. Par sécurité, un troisième homme reste dans la tourelle, prêt à intervenir en cas de besoin. Outre le mélange respiratoire qui lui vient de la surface, la tourelle est munie de réserves de ce mélange suffisantes pour permettre aux trois hommes de survivre soixante-dix heures. Pour la remontée, les plongeurs reviennent dans la tourelle, ferment la porte et attendent que celle-ci soit « reclampée » sur le sas des caissons-vie.

Y.R.

SECTEURS DE POINTE

Fin d'un standard

Un nouveau matériel pour la micro-informatique

L'ANNÉE *1988* restera *sans* doute dans l'industrie informatique comme l'année de la commercialisation par IBM de sa nouvelle gamme de matériel de micro-informatique, la série PS 2. Ces micro-ordinateurs créent une rupture dans le standard PC, qui avait largement contribué au succès de la micro-informatique professionnelle dans les années 80. En effet, ils utilisent un nouveau système d'exploitation (OS 2 pour *operating system*) et demandent donc d'autres programmes et d'autres *applications que leurs prédécesseurs.*

OS 2, créé comme MS-DOS par la société américaine Microsoft, est d'abord destiné à remplacer ce système d'exploitation vieux de cinq ans (une éternité en informatique), qui commence à donner des signes d'essoufflement. Le nouveau système a été spécifiquement développé pour exploiter les capacités des ordinateurs personnels à base des microprocesseurs 80286 et 80386 d'Intel, beaucoup plus puissants que les 8088 qui formaient le cœur des PC d'IBM, et pour lesquels avait été conçu MS-DOS.

Tuer les clones

L'innovation la plus significative d'OS 2 est sans doute la possibilité de travailler dans un environnement « multitâches », c'est-à-dire la possibilité d'utiliser plusieurs programmes en même temps, par exemple gérer un fichier tout en écrivant un texte. OS 2 s'adresse donc en priorité aux utilisateurs professionnels de *micro-informatique* haut de gamme, mais d'autres innovations sont inspirées du succès de la *micro-informatique grand public.* C'est le cas des nouvelles capacités graphiques qui seront intégrées à *OS 2 dans le courant* de l'année 1988 sous le nom de *Windows Presentation Manager.* Tirant les leçons du succès de ses concurrents (Apple-Macintosh, Atari), IBM a donc développé avec Microsoft un outil imitant les fameuses « icônes » (petits dessins représentant les programmes et les fichiers) et la « souris », qui ont assuré la réussite d'Apple.

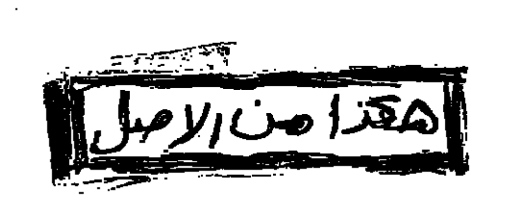
Contrairement à ce qui était prévu, le nouveau système pourra fonctionner sur du matériel non IBM (les compatibles ou « clones », dont certains comme Compaq ont acquis une notoriété importante), mais avec des fonctionnalités moins étendues. Pour *bénéficier de toutes les améliorations* apportées par OS 2, en particulier la possibilité de dialoguer et d'exploiter des applications sur de gros ordinateurs, il faudra impérativement s'équiper chez le numéro un.

C'est en ce sens que le PS 2 a pu être baptisé *clone killer* par le monde informatique : il n'y aura pas de véritables « compatibles PS 2 », car cette fois le système d'entrée *et de sortie des données* est sous copyright IBM. Seuls les possesseurs de cette interface, *exclusivité du numéro un*, pourront bénéficier d'une complète intégration de leur informatique, *du micro au grand système. IBM* espère ainsi fermer la porte des grandes entreprises aux fabricants *de compatibles, et retrouver une* situation de monopole sur son marché de prédilection. La *gamme PS 2 a déjà en effet remporté* un réel succès auprès des grandes entreprises (un million *d'exemplaires vendus en moins* d'un an), et son intégration au reste de la gamme IBM est un argument de poids. Cependant, les concurrents d'IBM ont encore quelques beaux jours devant eux : la *version complète* (dite « étendue ») d'OS 2 ne sera disponible, en principe, que fin 1988.

Le PS 2 est donc autant une façon d'améliorer une gamme qui en avait bien besoin, que l'amorce d'une réorientation stratégique pour IBM. Bien plus qu'un micro-ordinateur, les modèles de la gamme PS sont un point d'entrée pour les grands systèmes IBM. Les PS 2 s'apparentent davantage, par leurs possibilités et leurs prix, à des stations de travail professionnelles qu'à des micro-ordinateurs : ils seront avant tout intéressants pour les possesseurs de minis ou grands systèmes IBM, qui pourront utiliser sur l'ensemble de leur application la future architecture unique IBM (AUA) qui lui faisait cruellement défaut.

L'industrie du compatible pourrait bien ne pas être l'unique cible visée par la nouvelle orientation d'IBM. Celle-ci est peut-être davantage destinée à contrer les fabricants de minis et grands systèmes qui, comme DEC (numéro deux mondial), proposent déjà une architecture unique sur l'ensemble de leur matériel.

OLIVIER LANGUEPIN.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Nous avons des projets pour vous : La Radiocommunication numérique et cellulaire pour l'Europe de 1992 !

2 ème pôle français en communication d'entreprise (5000 personnes, 3 milliards de Francs de CA, déjà présents sur tous les grands marchés des Télécommunications, nous avons la volonté de poursuivre notre développement dans les domaines de la TELEPHONIE, de la COMMUNICATION PRIVEE (Intercoms et Autocoms électroniques) de la TELEMATIQUE (Terminaux télématiques, systèmes bureautiques) et RADIOTELEPHONIE (Systèmes et Réseaux d'Entreprise).

Nous avons conçu RADIOCOM 2000, nous créons RUBIS et au niveau européen avec notre partenaire ERICSSON, nous participons au PANEUROPEEN.

Ingénieurs Grandes Ecoles

X, ENST, ESE, ECP, ENSL..

Ingénieur Responsable d'Affaires
pour des systèmes de communication

Vous avez la responsabilité globale de négocier et de mener à terme des «affaires» spécifiques pour des clients grands comptes France et Etranger. Vous êtes directement impliqué dans :
- la négociation commerciale des affaires : réponses aux appels d'offres • négociations contractuelles ...
- la conduite des affaires sur un plan technique et industriel en collaboration avec les différents services impliqués (Direction Techniques - Programmes - Industrielles...)
- l'organisation des projets : planning, budget...

Ingénieur Généraliste de formation (ENST - ESE - ECP - ENSL...), votre compétence technique et de gestion d'affaires s'appuie sur une expérience de 5 ans ou plus acquise de préférence en milieu informatique, télécommunication ou ingenierie de systèmes. Vous souhaitez élargir votre champs d'action et prendre des responsabilités à la fois commerciales et de maîtrise technique d'affaires impliquant de réelles qualités de contact, d'organisation et d'autonomie. Anglais indispensable. Espagnol souhaité.

Réf.8850/LM

Responsable Intégration de Système

Au sein d'un Groupe Projets, vous participerez à la définition générale des systèmes. Vous avez la responsabilité de :
- l'élaboration et du suivi du plan de développement (version et étapes d'intégration ...)
- la définition et la mise en place des moyens d'intégration.
- *les tests de validation d'ensemble, de la recette et la mise en service des systèmes sur des haltes pilotes en étroite relation avec les clients.*

Ingénieur Grandes Ecoles, votre compétence s'appuie sur une expérience de 5 à 8 ans acquise dans le développement logiciel et matériel sur des grands systèmes de commutation. Vous aimez organiser et valoriser un travail en équipe. *Vous êtes reconnu pour votre rigueur technique, votre sens des relations et votre ténacité dans la recherche de solutions* sur des problèmes complexes. Anglais courant.

Réf.8852/LM

Chefs de Projets Logiciels
dans les domaines de la commutation et des réseaux de radiotéléphonie

Vous aurez une responsabilité technique, d'organisation de projet et d'animation d'une équipe chargée de concevoir et de développer des logiciels de communication et d'exploitation de réseaux sur différentes applications :
- Transmission de données
- Configuration des systèmes
- Commutation de messages
- Administration des réseaux

Ingénieur grande Ecole (ENST,ESE,ENSL..), votre expérience professionnelle (5ans minimum) confirme votre compétence en informatique temps réel et si possible dans le domaine des réseaux télécommunication, informatique, transmission de données. *Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous pouvez créer autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction également très ouverte sur d'autres services.*

Réf.8851/LM

Ingénieurs Architectes de Systèmes

En collaboration avec la Direction Marketing et les Services Etudes et Développement, vous êtes responsable des études de faisabilité des systèmes et de l'élaboration complète des réponses aux appels d'offres.
Vous coordonnez et vous animez les Groupes Projets chargés *de définir les spécifications fonctionnelles et les architectures -matériel et logiciel-* des systèmes de radiotéléphonie, et vous suivez les nouveaux projets jusqu'à la phase intégration, en relation étroite avec les clients.
Ingénieurs grandes Ecoles (X, ENST, ECP, ESE...) votre approche «système» s'appuie sur une expérience de 6/8 ans *acquise dans le développement logiciel et si possible matériel de systèmes de commutation ou de radiotéléphonie.* Des compétences en transmission de données seraient appréciées.
Dans cette fonction vous pourrez exprimer votre sens de l'innovation, votre esprit de synthèse et vos *qualités de dialogue et d'animation*, favorisant un travail créatif en équipe. Anglais courant.

Réf.8853/LM

Ingénieur Confirmé
Spécialiste Radio ou Hyperfréquence

Vous aurez la responsabilité technique de la planification et de l'implantation des réseaux de radiotéléphonie.
Vous élaborez les spécifications techniques des sites et réseaux et vous définissez les moyens de planification.
Avec l'appui d'une petite équipe, vous coordonnerez la mise en service et l'exploitation des moyens de simulations *(logiciel de simulation) et de mesures de propagation en fonction des différents sites d'émission et de reception.*
Ingénieur Grande Ecole (Telecom, ENSAE, ESE, ENSEEIHT), vous apportez une expérience de 6/8 ans en hyperfréquences/Radio ou Métrologie.
Anglais souhaité.

Réf.8854/LM

Ingénieur Radio-Communication

Vous aurez la responsabilité globale de l'étude et du développement sur des nouveaux produits radio.
En amont, vous participez à la définition des produits et des systèmes et vous organisez l'activité d'une équipe de développement pour mener à terme le produit à sa phase industrielle en collaboration avec d'autres équipes internes (labo de sous-ensembles, équipes logiciels services industriels et qualité...).
Ingénieur électronicien radio (ESE, ENST, ENSERG...), vous apportez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans le développement d'équipement en HF et VHF (radio, radar...) et des compétences en traitement du signal.
Vous savez entraîner une équipe à la fois par vos idées sur les technologies nouvelles, votre sens de l'organisation et votre capacité à mener à terme des projets techniques à finalité industrielle.
Anglais courant compte tenu de nos relations avec nos partenaires industriels européens.

Réf.8855/LM

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (avec photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à Nicole KAMERZAC - DPRH - BP 26 - Rue Jean Pierre Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY Cedex

MATRA COMMUNICATION



2 Ingénieurs Chimistes

Gagner les défis de la compétence, promouvoir l'innovation en améliorant sans cesse la qualité, telle est la contribution à l'Excellence dans le métier de l'emballage métallique et plastique à laquelle CARNAUD-DEVELOPPEMENT-INDUSTRIEL s'emploie plus que jamais dans ses tout nouveaux laboratoires de Chatenay-Malabry (92).
Notre important développement nous amène à rechercher :

• Pour le laboratoire d'études des **revêtements organiques** pour emballages métalliques :

Un Ingénieur Chimiste

référence 58 2403 M

Sous la responsabilité du Chef du Laboratoire, il sera chargé de définir les procédures de contrôle et d'essais, de conduire l'interprétation des résultats, d'assurer le *suivi expérimental et documentaire* des nouveaux produits et de faire appliquer les standards d'utilisation des revêtements dans toutes les *unités de production d'emballage du Groupe.*

• *Pour le laboratoire* d'études physico-chimiques et de **corrosion** :

Un Ingénieur Physico-Chimiste

référence 58 2404 M

Spécialisé, possédant de solides connaissances en chimie analytique, *électrochimie, métallurgie.*
Placé sous la responsabilité du Chef du Laboratoire, il sera chargé de la *mise* au point et du suivi des analyses et des essais relatifs à la corrosion des matériaux.
Il coordonnera avec les techniciens de son équipe, toutes les études chimiques et physico-chimiques relatives à la corrosion de matériaux et l'évolution de la matière en milieu agressif. Il sera concerné par l'assistance en usines de production et les relations techniques avec la clientèle du Groupe.
Pour ces deux postes de haut niveau technique, nous souhaitons rencontrer **DEUX JEUNES INGENIEURS**, chimiste et physico-chimiste, **DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE**, diplômés (ENSCP, ENSIC, ENSEEG...) désireux de développer leur expérience, l'un en développement et assistance de production, l'autre en recherche appliquée, au sein d'un groupe industriel leader sur son marché et doté de moyens de recherche performants.
Les conditions de rémunération sont ouvertes en fonction de l'expérience et des qualifications offertes.
Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. complet et rémunération souhaitée, sous référence choisie, à notre Conseil.



4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS



La Société Française Exxon Chemical (5 Mds de F de CA dont 50 % à l'export, 1250 personnes - 350 Ingénieurs et Cadres), figure parmi les leaders dans son domaine d'activité : la fabrication et commercialisation de produits chimiques de base et de spécialités pétrochimiques.

Pour son service informatique situé au siège social à Paris— La Défense elle recherche un :

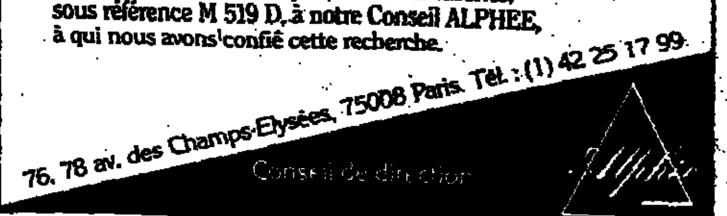
Ingénieur analyste

Il *conçoit et réalise* de nouvelles applications de gestion avec un *souci constant de qualité* dans un environnement de pointe : atelier de génie logiciel, langage de 4e génération (NOMAD).

Nous souhaitons confier cette mission à un jeune ingénieur généraliste ou MIAGE, justifiant d'une première expérience (2 ans minimum) en informatique de gestion.
Notre société offre de réelles perspectives d'évolution à un candidat motivé et désireux de s'investir dans un environnement évolutif performant.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous référence M 519 D, à notre Conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

76, 78 av. des Champs-Elysées, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 25 17 99



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SFENA jeune ingénieur informaticien,

et déjà responsable d'applications de gestion

Nous venons de fêter nos 40 ans d'existence dans l'industrie aéronautique civile et militaire et équipons notamment ARIANE et AIRBUS. Nous nous sommes diversifiés vers d'autres secteurs (tests automatiques et informatique de réseaux). Pour nous, avoir un bon outil informatique de gestion est capital. Pour développer notre schéma directeur, nous renforçons donc notre équipe études à Vélizy.

Après une formation d'ingénieur ou d'Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis une expérience, même courte, sur gros systèmes IBM/MVS.

Venez prendre en main notre application "immobilisations comptables", de l'étude détaillée jusqu'à la réalisation dans un environnement technique performant (IBM 3090 et 4381/MVS-XA, IMS...). Et après ? Devenez chef de projet en titre !

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5105 LM) à "Carrières de l'informatique"

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale d'un groupe d'établissements financiers, nous concevons, réalisons et diffusons des applications informatiques à destination des sociétés de bourse et de leurs partenaires. Avec pour 1988 un chiffre d'affaires prévisionnel de 120 MF, nous créons un poste d'

Ingénieur d'affaires

informatique boursière

Vous assurez le suivi d'une clientèle d'établissements financiers spécialistes du secteur boursier. Votre mission revêt trois aspects :
- *intervenir comme conseil auprès de vos clients et en recueillir les besoins,*
- *élaborer les cahiers des charges destinés aux équipes d'études,*
- *coordonner les opérations d'installation et d'assistance.*

De formation supérieure, vous avez déjà exercé une compétence de chef de projet, de l'amont des études à leur réalisation effective. Vous souhaitez prendre une responsabilité intégrant la richesse du conseil, la dimension relationnelle du commercial et la rigueur exigée par les tâches de pilotage. La compétence des matériels VAX est une plus-value appréciable.

***Michel DHEUR** notre conseil, étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8803.165 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.*

MDA. *Conseil en ressources humaines.*

Pain Champs

IER

Terminaux et systèmes d'impression

Leader européen dans la fabrication de
SYSTEMES ET TERMINAUX D'IMPRESSION

Société en progression constante du CA depuis 10 ans avec un résultat net supérieur à 5% depuis 6 ans, IER recherche

un ingénieur d'études électronicien

Quelques années d'expérience pour participer à l'étude et au développement de nouvelles gammes de produits basés sur des technologies d'impression non-impact et des techniques de lecture et encodage magnétiques.

Connaissances appréciées matériel et logiciel de la famille des micro processeurs INTEL ainsi que des systèmes de développement HP. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre Curriculum-Vitae, photo et prétentions accompagnés d'une lettre manuscrite, sous référence *LM/ET.803*, Service du Personnel, IER – 12 rue de Sébastopol – 92400 Courbevoie

PR.Bley

DIVISION TECHNIQUE HP, VOTRE COMPETENCE CHEZ LE N°1

Classée N°1 par Datapro en satisfaction clientèle sur le marché français des constructeurs, la Division Technique Hewlett-Packard optimise encore son organisation en 1988. Elle affirme la volonté d'HP de développer l'activité support matériel et logiciel sur des applications spécifiques dans des domaines porteurs: Réseaux, Bureautique, GPAO, CAO...
Travaillant en petites équipes largement autonomes, nos ingénieurs prennent la responsabilité d'un portefeuille de clients, leur *proposent des solutions globales adaptées aux besoins spécifiques des entreprises et assurent aux ingénieurs commerciaux un* conseil technique de haut niveau.

Ingénieurs d'assistance technique

Formés sur des matériels (logiciels et systèmes) de haute technologie, vous planifiez l'installation de systèmes complexes chez nos clients et développez des méthodes de diagnostic dans le cadre d'actions préventives - tests, protocoles,... - Vous devenez rapidement des spécialistes de l'informatique et de l'instrumentation.
De formation supérieure en électronique ou en informatique (INSA, ENIB, ENSI, ESEO, ISEN, ISEP,...) *vous avez si possible* une première expérience de l'assistance technique en clientèle ou en laboratoire.
La connaissance de l'anglais est indispensable pour évoluer à terme vers des fonctions de management, d'expert technique, de support logiciel.
Postes à pourvoir sur toute la France.
Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous réf. CEO/02/8M à Monique d'Hautefeuille, HEWLETT-PACKARD, Parc d'activités du Bois Briard, 91040 EVRY Cédex.

HP EN FRANCE :
3.300 PERSONNES.
3 USINES.
4,5 MILLIARDS DE C.A.
3e EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.



TOUJOURS AVEC VOUS

HEWLETT PACKARD

---

ecopol

Société Française de pointe en environnement, sécurité, fiabilité des systèmes industriels (techniques avancées, procédés chimiques, ateliers flexibles...) recrute

plusieurs ingénieurs 3-6 ans d'expérience et débutants

GRANDES ECOLES, GENERALISTES, AUTOMATICIENS, ELECTROMECANICIENS, GENIE CHIMIQUE.

- **FIABILITE, DISPONIBILITE DES SYSTEMES DE PRODUCTION**
- **CONSEIL EN MAINTENANCE**
- **EFFLUENTS INDUSTRIELS**

Pour tous ces postes, votre mission :
- prendre en charge la responsabilité d'affaires,
- *assurer les développements commerciaux des activités,*
- prendre des responsabilités d'encadrement.

Merci d'envoyer C.V. *sous référence* 6505-M à ECOPOL 26, Rue du Château des Rentiers, 75013 Paris.

Ingénieur Électromécanicien Concepteur et Réalisateur

Schlumberger

■ **Schlumberger conçoit et fabrique des équipements** ***avancés de mesure et d'interprétation de données*** **géophysiques, qu'il met au service d'utilisateurs dans le monde entier.**

Diplômé d'une grande école en électromécanique, vous avez une première expérience dans la mise en œuvre d'équipements électromécaniques soumis à de fortes exigences de sécurité.

Vous souhaitez orienter vos activités vers la conception, le suivi de fabrication et l'assistance aux utilisateurs *de matériels intégrant des développements technologiques* avancés et travaillant en milieux diversifiés et contraignants.

Vos premières responsabilités au sein d'une de nos Unités en Région parisienne couvriront toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre de nouveaux équipements (définition du cahier des charges, études et suivi de réalisation des dossiers avec une implication personnelle dans le calcul des structures, définition des normes de sécurité, choix des matériaux, suivi des tests d'homologation, préparation des recettes...).
Vous bénéficierez pour cela d'une formation au système de CAO de notre Bureau d'Études.

L'Anglais est indispensable pour ces fonctions qui pourront entraîner quelques déplacements en France et à *l'étranger et qui préparent à des évolutions de carrière* très ouvertes au sein de Schlumberger. ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant, sur l'enveloppe, la référence IECL, à

SCHLUMBERGER
Coordination Recrutement
50, avenue Jean-Jaurès – B.P. 620-05
92542 Montrouge Cedex.

AD'COM.

SAT

SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
Un des leaders de l'Electronique professionnelle

Téléinformatique, transmissions et réseaux, optronique et aéronautique sont les domaines où nous avons fait la preuve de notre savoir-faire.

Nous poursuivons notre expansion et recherchons pour SERVICE LANCEMENT et SUIVI PRODUCTION DE NOTRE BRANCHE TRANSMISSIONS ET RESEAUX :

Ingénieur Grande Ecole

SUPELEC - ENSERG - ISEP - ISEN...

Rattaché au Chef de Service, il animera à terme une équipe de 2 à 4 personnes dans les domaines suivants :
- Définition des matériels à lancer en fabrication (vidéocommunications, faisceaux hertziens, transmissions numériques)
- suivi de l'avancement en fabrication
- coordination des actions techniques : - assistance à la production - définition des modalités d'application des avis de changement au niveau fabrication et après-vente.

Notions d'informatique souhaitées (travail sur IBM -PC).

Lieu de travail : PARIS 13e.

Merci d'adresser CV, sous la référence IG à SAT Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel 75631 PARIS CEDEX 13.

Organisation et Publicité

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 800 collaborateurs,
de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés
des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services,
pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.
Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit,
développe et industrialise nos grands et moyens systèmes.
5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGE DES FUTURS PRO. DES ETUDES LOGICIEL

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous attire.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie au sein d'une de nos équipes de la Direction des Etudes et Développement logiciel qui conçoit l'un des *grands systèmes d'exploitation mondiaux :* ***GCOS7***

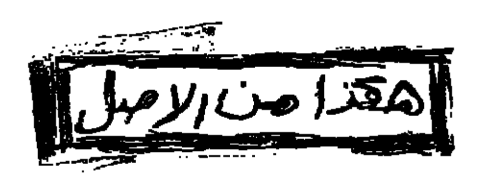
Venez-nous rejoindre, dans un premier temps nous vous proposons une formation initiale de haut niveau pendant plus de 4 mois à l'informatique générale (génie logiciel - Système d'exploitation - programmation structurée).

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir vers des métiers passionnants au sein du Groupe.

La session de formation est prévue pour début avril 1988.
Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, par l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 130 M à Ivan MALTCHEFF, BULL SYSTEMES, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.



JOURES





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ingénieurs grandes écoles expérimentés

les U.S.A. une des opportunités que nous vous proposons

Grand Groupe industriel placé au tout premier plan de la compétition internationale, avec des implantations en France et aux Etats-Unis, nous devons notre croissance à notre diversification ainsi qu'à nos investissements technologiques.

Dans l'environnement privilégié d'une industrie lourde très automatisée, nous vous proposons des CARRIERES MULTIPLES dans un CONTEXTE NATIONAL et INTERNATIONAL.

E - ELECTRICITE GENERALISTES

Vous avez 32 ans environ et déjà un professionnalisme que vous voulez mettre en avant au sein d'un Groupe qui vous offrira, après une période d'intégration, des postes de direction d'usine ou des fonctions de spécialistes *selon votre parcours professionnel.*

Quel que soit votre itinéraire, vous êtes rigoureux, mobile en France et aux U.S.A., prêt à participer à notre expansion.

Si les perspectives d'une carrière dynamique alliées à un salaire très motivant vous séduisent, adressez votre lettre manuscrite, C.V. et *photo indispensable, en précisant la référence* 5276/LM, à

C.V. 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

---

soleri-cigel

+ 47 % en 87

Ensemble, encore plus !

SSII nationale, nous comptons 10 agences, 450 collaborateurs et réalisons un C.A. de 160 M.F.
Notre spécialité : rien qu'IBM, tout IBM.

2 Directeurs techniques

• **Marseille** (Réf. M 1113 B1)
• **Mulhouse** (Réf. M 1113 B2)

Ingénieur grande école, votre expérience acquise chez le constructeur, *dans une SSII ou en entreprise, vous a permis* de devenir un très bon généraliste de l'environnement grands systèmes IBM et de maîtriser plus particulièrement IMS ou CICS. *Nous confierons ce poste à forte responsabilité à un candidat* solide, motivé avec un sens relationnel développé et de bonnes *facultés d'adaptation.*
Vous l'avez compris, votre compétence technique est primordiale, mais ce sont vos qualités personnelles qui feront la différence.
Ces postes sont à pourvoir au sein de nos régions Est et *Méditerranée.*
Les entretiens auront lieu à Paris, Lyon et Marseille.

Architecte de réseau

support technique national
Paris (Réf. M 1113 C)

Ingénieur grande école (X.ENST, ESE, ENSIMAG, IIE...), 3 à 5 ans *d'expérience sur les réseaux IBM/SNA (VTAM, GTM)*, vous serez chargé :
• *d'identifier les besoins de l'entreprise et de concevoir les solutions techniques adéquates.*
• de rédiger les propositions et de les présenter en *collaboration avec le Directeur d'agence concerné.*
• d'intervenir dans la phase de réalisation en tant que support technique.
• de garantir la qualité des prestations.
Rattaché à la Direction Technique, ce poste basé à Paris implique *des déplacements sur l'ensemble du territoire.*
Votre réussite vous permettra d'évoluer au sein du groupe.
Les entretiens auront lieu à Paris et Lyon.

Merci d'adresser votre *candidature* (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle), sous réf. choisie, à Jean-Louis Terrier, Immeuble Lyon Ouest, 100,16e rue, 69009 Lyon.

soleri
GROUPE SOLERI CIGEL

PROGRAMMES ARIANE

La direction des lanceurs du CNES à Evry (91) recherche

2 ingénieurs développement



Ils prendront en charge le contrôle, auprès des industriels, des études d'essais et de fabrication de matériels spécifiques aux moteurs d'Ariane.

Diplômés d'une grande école d'ingénieurs, ils possèdent une expérience industrielle de 4 à 5 ans en mécanique des fluides et combustion. L'anglais est indispensable.

Les candidatures sont à adresser avec CV et photo sous référence ED/PL, à Monsieur le Chef du Département Personnel de la Direction des Lanceurs - Centre Spatial d'Evry, Rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes
Centre National d'Etudes Spatiales
LES COMPETENCES DU FUTUR

MEDIA-SYSTEM

INGÉNIEURS PRODUCTIQUE

Vous possédez une solide connaissance de l'informatique et une expérience d'au moins 3 années en GPAO, FAO et/ou MAO.

Nous recherchons des Ingénieurs Grande École pour renforcer notre activité dans les domaines suivants :

- Manutention et stockage automatique,
- Systèmes de gestion de production,
- C.I.M. (Computer Integrated Manufacturing).

Venez nous rejoindre pour valoriser vos atouts et assurer des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, près de 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires en 1987, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, conseils, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de *réussir cette entreprise.*

Nous avons développé des technologies et un *savoir-faire* exceptionnel dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et monétiques, des systèmes d'automatisation : annuaire électronique, péages de métro, systèmes de commandement pour *les forces armées,* Transpac...
Les succès que nous rencontrons dans le *monde en témoignent.*

Nous voulons *vous faire partager* notre conception du "Parfait Simple".

SESA -
Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cedex
Réf. : 70LM



ARTEFACT



Dowell Schlumberger, l'une des premières sociétés internationales de Services pétroliers, intervient partout dans le monde, dans le domaine du pompage.

Nous souhaitons associer à notre développement des Ingénieurs Mécaniciens, Électriciens, Chimistes, Génie Civil ou Génie Pétrolier, qui rejoindront nos équipes d'

INGÉNIEURS TERRAIN

Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une formation intensive en Angleterre, que vous compléterez lors de votre première affectation sur un site opérationnel à l'étranger par un programme théorique et pratique adapté à vos capacités.
Débutant ou ayant une première expérience, vous êtes actif et concret, vous aimez les responsabilités et vous avez de bonnes qualités de communication.
Vous souhaitez valoriser les atouts que sont votre maîtrise de l'anglais, votre bonne forme physique et votre esprit d'équipe.
Si vous désirez réussir une carrière internationale exigeante et passionnante veuillez adresser rapidement votre dossier de candidature, sous la référence IT/M, au Service du Recrutement.

DOWELL SCHLUMBERGER
20, rue Jean-Jaurès
92800 PUTEAUX

ADCOM



Centre Européen de Genie Logiciel

PRESENT AU SALON DE L'ETUDIANT PARIS 23-27 Mars 88

De grandes entreprises (BULL, THOMSON...) offrent une trentaine de bourses d'études à des jeunes:

DIPLOMES GRANDE ECOLE

X, CENTRALE, MINES...
ou universitaires équivalents pour accéder aux fonctions d'
INGENIEUR CONCEPTEUR DE LOGICIEL
A l'issue d'une formation de 9 mois, en étroite association avec l'INRIA, le CERICS délivre un: MASTERE SPECIALISE EN GENIE LOGICIEL
Label de la Conférence des Grandes Ecoles.

Adressez votre candidature à CERICS
BP 48 - Sophia Antipolis - 06561 Valbonne Cedex. Tél. 93.95.45.00

***A LYON** dans un environnement technologique de pointe, venez rejoindre la*

Direction Informatique d'une grande banque régionale

Chefs de projets *confirmés*

Ingenieur ou diplôme d'une ecole de commerce. Trois annees d'experience vous ont donne l'occasion de prouver votre valeur dans un poste similaire. La maitrise d'un ou plusieurs de nos outils (MERISE, PAC BASE, sur SITE IBM), est un atout supplementaire.

Ingénieur système *expérimenté*

Pour integrer notre site IBM (3090-3081-MVS-IMS DB2), vous justifiez d'une formation superieure (grande ecole) et de cinq annees de pratique du système.
Vos qualites personnelles vous feront evoluer vers des fonctions de management.
Merci d'adresser votre dossier de candidature s/ref. ETU 32 a CRCAM du Sud-Est-Service du recrutement - 69541 CHAMPAGNE MONT D'OR CEDEX.

LE BON SENS EN ACTION



CRÉDIT AGRICOLE
DU SUD-EST



Société pour l'innovation, l'informatique industrielle et la productique

Nous sommes spécialisés dans les méthodes de production de logiciels (**génie logiciel**) et dans l'automatisation des systèmes de production.
Nous intervenons dans les domaines de l'aéronautique, du spatial et de l'automobile.
Depuis plus de 3 ans nous avons choisi de travailler autour du langage **ADA**.
Nous développons pour nos clients et pour nos propres produits, des logiciels dans un environnement Digital/VMS, SUN/UNIX et IBM PC/MS DOS. Nous recrutons

INGENIEURS CONFIRMES

Grandes Ecoles

ayant une première expérience industrielle et connaissant :

- les langages **ADA**, C, PASCAL,
- les systèmes VMS, UNIX, Temps Réel,
- les *matériels* DIGITAL, SUN, DATA GENERAL,

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à 3 IP, 104, rue de Castagnary, 75015 PARIS

CURRICULUM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BASES DE DONNÉES : PRÊTEZ-NOUS VOS TALENTS

Nous sommes le leader de notre marché. Notre maître-mot : l'innovation. Cela nous vaut d'être résolument tournés vers les techniques de pointe. Témoins l'introduction de la CFAO dans nos 5 bureaux d'études... et la création d'un nouveau poste d'Ingénieur Bases de Données.

Une expérience des bases de données dans le domaine de la CFAO ? *Un profil idéal !* Car vous allez concevoir et réaliser notre base de données techniques, assurer le support technique et mettre en place les liaisons CFAO avec le système d'information de la Société. Prime, Information, Primenet, vous sont familiers ? Tant mieux ! Mais puisque nous investissons sur votre potentiel, nous vous formerons à ces systèmes si vous ne les connaissez pas.

INGÉNIEUR BASES DE DONNÉES

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 5457 à l'Agence DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 Paris.

DESSEIN

GROUPE SYSECA

SYSECA (440 MF de CA, 1100 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGENIEURS INFORMATICIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. *Pour 1988, nos objectifs de développement sont* définis. Vous nous aiderez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines *suivants :*

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- développement sous UNIX
- *intelligence artificielle*
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre C.V. + photo et prétentions sous référence 332 - 315 Bureaux de la Colline 92213 Saint-Cloud Cedex.

SYSECA SELECTION

Mobil

recherche pour son siège social de (92) PARIS-LA DEFENSE

ASSISTANT EXPLOITATION AVIATION

NIVEAU INGENIEUR

Il est souhaité (mais non indispensable), pour ce poste technique, une connaissance du stockage et de la distribution des produits pétroliers sur les aéroports.

Ce poste occasionne des deplacements et des séjours prolongés en Afrique, représentant, au total, 120 jours par an environ.

Il exige un sens aigu de la securite et une très grande rigueur pour l'application des procédures.

Par les contacts variés et les fonctions diversifiees qu'il offre, ce poste conviendra, de preference, a une personne de communication et d'initiatives, très disponible, active et apte au commandement.

ANGLAIS COURANT.

Prière d'adresser sous référence 35675, lettre manuscrite CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE Service Recrutement - Tour Septentrion 92081 PARIS-LA DEFENSE Cedex 9.

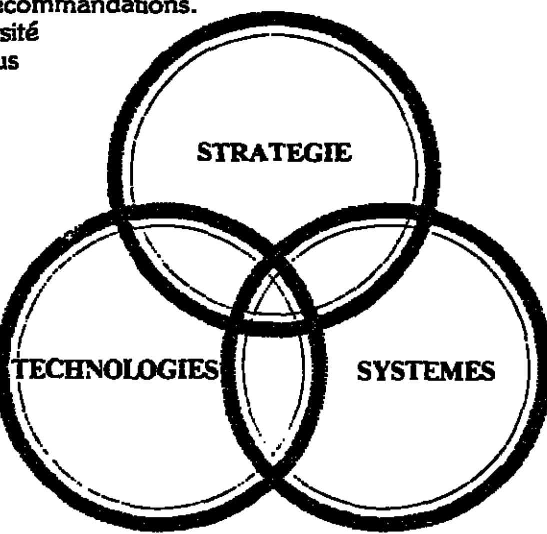
CONTESSE

---

conseil en gestion industrielle

Structure de Conseil, 3700 Consultants dans le monde, dont 1400 en Europe, nous sommes membre de l'un des plus puissants réseaux internationaux. Nos produits de pointe : GESTION STRATEGIQUE, TECHNOLOGIE D'INFORMATION, SYSTEMES DE PRODUCTION... sont les composants de notre activité en très forte expansion. Aujourd'hui, pour faire face à notre croissance et plus particulièrement dans le monde de la production, nous recherchons des ingénieurs chevronnés, (X, Mines, Centrale, A et M,...) ou des gestionnaires expérimentés (HEC, ESSEC, SUP de CO, INSEAD...) capables d'assumer les responsabilités qui constituent notre quotidien. Les missions que nous vous confierons : organisation des services de production (Just in Time), choix et mise en place d'outils informatiques (GPAO), intégration systèmes financiers (contrôle de gestion industrielle), vous y serez impliqué dans les phases conceptuelles comme dans la mise en œuvre de nos recommandations.

Convaincu qu'enrichissement personnel, mobilité, diversité sont intimement liés, quelques années d'expérience vous ont donné l'envie de découvrir le conseil ou d'y rester. Si au-delà de l'ambition individuelle, vous êtes un homme d'équipe, et si vous avez le sens de la rentabilité, nous serons impatients de recevoir le futur manager que vous êtes. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo, prétentions), sous réf. 10.485-M à H. CARON, Division des Ressources Humaines, 56, rue de Ponthieu, 75008 Paris.





Des responsabilités pour commencer

Schlumberger Industries

Groupe Électricité

■ Le groupe Electricité est au premier rang des activités de fabrication et de commercialisation d'équipements de mesure ; il recherche, dans le cadre du développement de produits électroniques,

DES INGÉNIEURS D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUE NUMÉRIQUE

Vous participerez à l'étude de nouveaux produits liés à la mesure de paramètres électriques.
Diplômés d'une grande école, vous avez de bonnes connaissances ou une première expérience en électronique *numérique*.

UN INGÉNIEUR SYSTÈME IBM 36

Informaticien de formation, vous avez acquis 2 à 3 ans d'expérience système sur IBM 36.

Vous serez, dès votre intégration, responsable du développement et du suivi de nos moyens informatiques pour l'ensemble des applications (gestion Financière et GPAO). **Réf. E 10**

UN CHEF PRODUITS

Ingénieur diplômé en électronique, vous souhaitez engager votre carrière dans le Marketing en milieu industriel.
Votre créativité et vos talents de communication vous permettront de prendre, à court terme, la responsabilité de nouveaux produits électroniques distribués principalement dans l'industrie. **Réf. E 11**

UN TECHNICO-COMMERCIAL

Vous êtes désireux de valoriser votre première expérience de vente de produits industriels.
Nous vous confierons le développement commercial de produits *auprès de distributeurs*. **Réf. E 12**

Ces postes sont basés à Montrouge. Ils nécessitent une bonne connaissance de l'anglais ■

Merci d'adresser votre dossier de candidature, (lettre, C.V. et photo) sous la référence du poste concerné, au Service du Personnel.

SCHLUMBERGER Industries
Groupe Électricité
50, avenue Jean-Jaurès – BP 620-02
92542 Montrouge Cedex

AD'COM.

V O U S E T E S I N G E N I E U R D I P L O M E

Votre **formation en informatique** et votre **expérience** vous permettent de participer au développement de notre **réseau de communication interne.** Nous recherchons :

INGENIEUR EN ORGANISATION

S'appuyant sur son expérience pratique de l'ORGANISATION *ADMINISTRATIVE* en milieu industriel, il sera responsable de l'établissement des cahiers des charges et du suivi des **projets informatiques,** en particulier dans les secteurs : Administration commerciale, comptabilité et gestion.

INGENIEUR SYSTEME D'INFORMATIONS

Chargé de gérer la **base commune de données** *de la Société, il est le gardien de* la cohérence du Système d'informations, appuie les chefs de projets dans leurs développements et assure l'accès aux bases de données.

INGENIEUR BUREAUTIQUE ET COMMUNICATIONS

Ayant une maîtrise des **micro-ordinateurs,** de **l'infocentre** et des **réseaux de micros,** il participe à la mise en place des outils de communication et à ce titre, informe, forme et assiste les utilisateurs.

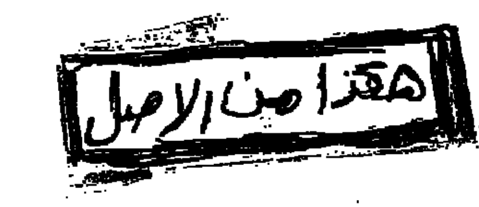
Adresser CV, rémunération souhaitée à Monsieur Claude DEUDON Direction des Relations Humaines JS TELECOMMUNICATIONS 31 quai de Dion Bouton 92811 PUTEAUX.



JS Télécommunications

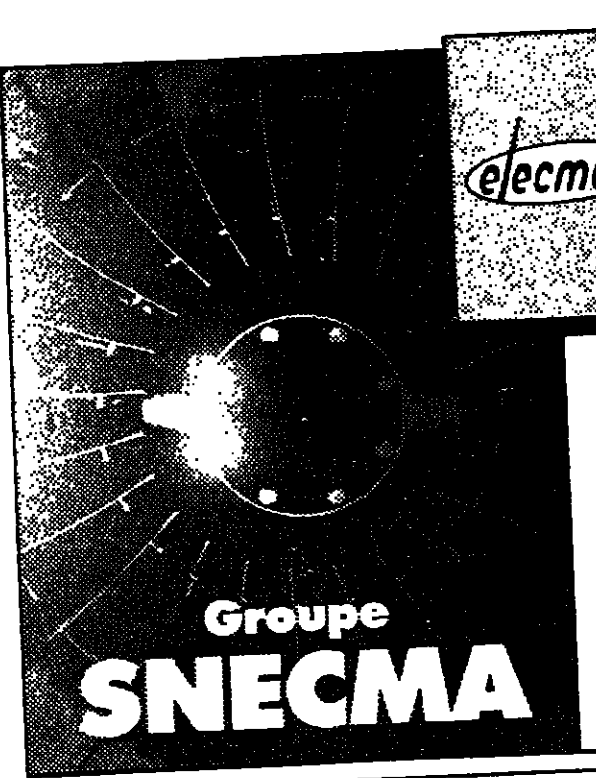
Alliance de BOSCH et JEUMONT-SCHNEIDER

ESSE





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



elecma

ELECMA implantée à SURESNES (92) et VILLAROCHE (77), la Division Electronique de la SNECMA est spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériels électroniques complexes, capables de fonctionner dans un environnement sévère sur moteurs et véhicules aérospatiaux (température allant de - 55° à + 220°, perturbations radioélectriques...). Elle participe à de nombreux programmes réalisés en coopération avec d'autres pays.

Le Groupe SNECMA (26.000 personnes, dont 3.400 cadres) poursuit une politique de recherche et de développement de technologies avancées.

Nous recherchons notre

RESPONSABLE GESTION DE PRODUCTION

diplômé grande école ou université, ayant une expérience de quelques années dans la fonction, si possible dans l'industrie électronique.

La réussite dans ce poste ouvrira des opportunités d'évolution dans l'ensemble du Groupe.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. 53/87 à SNECMA Département Encadrement - 2, Boulevard Victor 75724 PARIS CEDEX 15.

CONTESSE

Rochette Alsace

Jeune ingénieur recherche et développement

PMI performante de 170 personnes, cette Filiale de l'un des premiers Groupes Papetiers français est implantée à moins d'une demi-heure de STRASBOURG.

L'Ingénieur qu'elle va intégrer à sa jeune équipe de Cadres, sera chargé de la recherche et du développement des nouveaux produits et de l'appui technique au Commercial. Il assurera la mise au point et les essais des nouvelles sortes demandées sur le marché et proposera lui-même les améliorations de la gamme.

Souvent en déplacement chez les clients et fournisseurs ou dans les salons, il pourra occasionnellement utiliser ses langues étrangères.

Rattaché au Directeur Général, ce poste est très évolutif et préparera à des responsabilités importantes dans l'entreprise. Il s'adresse à un jeune diplômé (EFP, AM, INSA, ENSC, etc...) ayant une première expérience, même courte, dans une industrie similaire.

Les entretiens auront lieu en nos bureaux de STRASBOURG, PARIS et LYON.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, accompagnée d'un CV détaillé et d'une photo, sous réf. 90304/M à notre Conseil qui vous garantit son entière discrétion.

Staff Consultants

32, allée de la Robertsau, 67000 Strasbourg.
57, place de la République, 69002 Lyon

STRASBOURG
PARIS
LYON
NEW-YORK

VALENCE (DROME)

MECANIQUE-AUTOMATISMES

Importante filiale d'un groupe français, nous concevons et réalisons des grands systèmes automatiques utilisés dans l'industrie et les administrations. Notre usine de Valence (700 personnes) spécialisée dans les machines de codage et tri du courrier a diversifié son ativité de base et conçoit des machines spéciales adaptées aux besoins d'une clientèle variée. Dans ce cadre, 3 postes sont à pourvoir.

CHEF DE GROUPE

A&M, ENSI, INSA - 28/30 ANS environ

Expérience souhaitée : 4 années d'expérience déjà acquise en bureau d'études.

Le poste : vous prendrez en charge des projets complets relevant de la mécanique du mouvement et vous animerez une équipe de collaborateurs sous votre responsabilité. Anglais nécessaire. Réf. 106 R.

INGENIEUR ETUDES ET INDUSTRIALISATION

A&M, ENSI, INSA OU EQUIVALENT - 26/27 ANS environ

Expérience souhaitée : 2 ans dans un service de production ou de méthode d'industrialisation.

Le poste : vous serez chargé d'assister les chefs de groupe étude dans la phase d'industrialisation des projets avec l'aide d'une petite équipe que vous dirigerez. Anglais scolaire. Réf. 106 S.

INGENIEUR CHEF DE PROJET

A&M, ENSI, INSA - 25/30 ANS environ

Expérience souhaitée : 3/4 ans en bureau d'études, si possible sur machines automatiques.

Le poste : vous aurez la responsabilité de la conception et du suivi de mise en oeuvre de lignes de conditionnement (ensachage, convoyage, palettisation...), coordonnerez les ressources internes et celles des sous-traitants. Anglais nécessaire/allemand souhaité. Réf. 106 T.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence choisie à HB, 66 Avenue Victor-Hugo 75116 PARIS.

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

recherche pour son Centre Européen de Distribution Rechange près de **BEAUVAIS**

INGENIEUR INFORMATICIEN

Grand Système IBM

De formation BAC + 4 (Ecole d'Ingénieur, MIAGE), vous avez au moins **2 ans d'expérience d'analyse de projets de gestion**. Vous pratiquez **l'anglais**. Au sein de la Direction Informatique, vous participerez à la mise en œuvre de divers projets (production, marketing...) dans un environnement MVS - IMS - DB2.

Vos compétences et votre implication vous permettront d'assumer des projets de plus en plus importants et d'évoluer vers la responsabilité de chef de projet.

Ecrire avec C.V. + prétentions + enveloppe à votre adresse, sous la référence SG/LM1, à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
PARIS-LILLE

MÉDIA BK

UNE EQUIPE A TAILLE HUMAINE
LES MOYENS D'UN GRAND GROUPE

Le Groupe des Fromageries BEL (6300 personnes, 5 Milliards CA, 21 usines) recrute pour son Département Organisation, Informatique et Télécommunications - basé dans le quartier St-Lazare - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 43 (VM, VSE, CICS, SQL, NOMAD), de nombreux IBM 36, micros, et d'autocommutateurs numériques.



GROUPE DES FROMAGERIES BEL
PARIS

LE RESPONSABLE INFOCENTRE - BUREAUTIQUE - TELECOMMUNICATIONS.

Collaborateur immédiat du Chef de Département, il devra proposer des évolutions de la politique du Groupe, animer et ajuster le plan de développement, encadrer l'équipe de réalisation et rester à l'écoute des nouvelles technologies. Professionnel du développement de projets en informatique de gestion depuis 3 à 5 ans minimum, il est diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou commerciale (Centrale, Ponts, HEC...).

1 INGENIEUR INFORMATICIEN

6 mois à 2 ans d'expérience.

Issu d'une Grande Ecole (Centrale, Ponts, ...), le candidat que nous recherchons est un homme d'étude et de développement qui saura allier le goût de la technique à une forte capacité au dialogue avec les utilisateurs ; en outre, il aimera le travail en petites équipes. Nous lui confierons des responsabilités d'analyste-Chef de projet après une période de formation (si nécessaire). Les possibilités d'évoluer sont réelles pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à Fromageries BEL - Chef du Personnel 4 rue d'Anjou - 75008 Paris.

CONTESSE

Ingénieur de conception

Groupe important en mécanique de précision recherche pour son Département Organisation et Informatique (40 personnes) un **Ingénieur de conception.**

Il sera chargé des projets d'organisation informatisée dans le domaine industriel ; et à terme, éventuellement, dans d'autres domaines (commercial, financier, etc...). Il animera pour la réalisation des projets une équipe de programmeurs analystes. Le Département Organisation et Informatique est équipé d'un important matériel IBM 308X (400 terminaux), et de 70 micro-ordinateurs.

Profil :

- formation ; ingénieur GRANDES ECOLES (ECP, AM, ECL, etc...) de préférence de spécialité ou option mécanique,
- qualités de rigueur, de contact dans le travail en équipe et de présence dans la conduite des projets,
- expérience de quelques années de préférence dans le milieu industriel ; mais débutants à fort potentiel et dégagés des obligations militaires acceptés.

Le poste est à pourvoir dans une ville agréable de Haute-Savoie. Le goupe offre à terme des possibilités d'évoluer vers des secteurs très variés.

Envoyer lettre manuscrite + CV. + photo + rémunération actuelle s/réf. **5328** à **PIERRE LICHAU** - 12, rue Président Carnot - 69002 LYON qui transmettra.

REJOIGNEZ FRANCE TELECOM !

Blou Publicité

Jeunes ingénieurs
informatique, électronique

Jeunes diplômé(e)s
écoles de commerce
universités (3e cycle)

Changez de dimension : rejoignez France Télécom !

Un concours vous est ouvert les 25 et 26 Avril 1988

Conditions de participation :
- Nationalité française
- 30 ans maximum au 01/01/88

clôture des inscriptions le 23 Mars 1988



UN AVENIR D'AVANCE

Prenez un avenir d'avance en appelant le

NUMERO VERT 05 21 11 11
APPEL GRATUIT

Quand on invente des cerveaux on a besoin d'intelligences... intel

Intel, leader mondial des micro-processeurs recherche

2 INGENIEURS COMMERCIAUX

Ingénieurs confirmés dans la vente de produits de haute technologie, ayant une expérience d'une multinationale comparable.

Nous vous confierons la responsabilité du développement de nos relations commerciales auprès de grands comptes O.E.M..

Un très bon niveau d'anglais est nécessaire pour cette fonction.

Merci d'adresser votre CV sous réf. 8030, à la Direction des Ressources Humaines, Intel Corporation, 1 rue Edison, BP 303, 78054 St Quentin-en-Yvelines.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA PASSION DE LA NEGOCIATION INFORMATIQUE

steria

Un des premiers Groupes d'Ingénierie Informatique en Europe, C.A. en forte progression, 1750 personnes, recherche

Ingénieurs commerciaux

expérimentés

grands comptes

ADMINISTRATIONS
BANQUES
ENTREPRISES
FORMATION
INGENIERIE
SYSTEMES
TELECOM

Merci d'adresser vos lettres de candidature, C.V. et prétentions sous la référence ZZ1 à l'attention de Léon LAGOUGE, 147, rue de Courcelles 75017 PARIS.
MINITEL 3614,
taper STERIA

steria *sélection*

cofiroute



Société privée, concessionnaire d'autoroutes, nous sommes en croissance de 20% par an. Aujourd'hui : 1,7 milliard de Francs de CA, plus de 1 000 personnes ; nous poursuivons notre expansion avec un souci permanent de qualité dans le service rendu aux usagers.
Pour renforcer notre organisation, nous recherchons :

- Pour notre Département Techniques et Installations Spéciales :

UN INGENIEUR CONSTRUCTION

(Génie Civil - Bâtiment)

Au sein de l'équipe chargée de la construction et de l'entretien des équipements (bâtiments, voirie, installations de sécurité...), l'Ingénieur Construction a un rôle de maître d'ouvrage vis-à-vis des partenaires extérieurs (appels d'offres, suivi et réception des travaux...).

Environ 35 ans, vous avez une formation supérieure d'ingénieur (option Bâtiment), une expérience de 8 à 10 ans dans une entreprise de BTP ou d'ingénierie en tant que maître d'œuvre ; ou dans un bureau d'architecte, dans un contexte immobilier ou de ville nouvelle...
Vous avez de réelles qualités de négociateur et de gestionnaire rigoureux.
Ce poste comporte de fréquents déplacements sur le réseau.
Réf. 8451 M

UN INGENIEUR TECHNIQUES SPECIALISEES

(Radio-Télécommunications...)

Il coordonnera les activités d'études (avant-projets, appels d'offres...), de construction et de maintenance, en particulier dans le domaine des télécommunications.

Environ 30 ans, de formation Sup-Télécom ou INT, vous avez 4 ou 5 ans d'expérience dans une entreprise du secteur des Télécommunications hertziennes ou filaires, où vous avez acquis des compétences dans les techniques telles que transmissions téléphoniques et/ou radio ; installations de mesure, recueil et exploitation des données ; installation d'émissions de radio, panneaux à messages variables...
Vous avez un réel sens de l'organisation et un souci permanent du *meilleur service à l'usager.*
Votre activité comporte des déplacements fréquents sur le réseau et *nécessite une bonne maîtrise de la langue anglaise.* **Réf. 8452 M**

- Pour notre Département Infrastructures :

UN INGENIEUR RECHERCHES APPLIQUEES

(Infrastructures autoroutières)

Il aura pour mission de mener des recherches appliquées, en liaison avec les organismes extérieurs (laboratoires et bureaux d'études publics ou privés) dans les divers domaines techniques liés aux infrastructures autoroutières, et plus particulièrement dans le domaine des chaussées. Ces études peuvent faire l'objet de publications ou de communications.

Environ 35 ans, de formation Ingénieur généraliste (AM, ENSM, Centrale Lyon...), ou spécialisé en Génie Civil (ESTP, ENTPE, INSA...), vous avez au minimum 5 années d'expérience dans un environnement semblable (laboratoire routier public ou privé ; entreprise de TP ; Equipement). Vous utilisez les outils statistiques et probabilistes.
Vous êtes ouvert, autonome, et passionné par votre métier de spécialiste routier.
Au-delà de vos qualités relationnelles, vous avez une grande aisance rédactionnelle.
Ce poste basé à Paris (ou en province selon résidence du candidat) nécessite des déplacements fréquents en France, et 2 à 3 fois par an à l'étranger.
La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. **Réf. 8453 M**

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman



GROUPEMENT INFORMATIQUE DU CRÉDIT AGRICOLE BRETON

Le GICAB rassemble 85 personnes autour de 3 BULL DPS 90 connectés, 1500 terminaux. Pour faire face aux développements de systèmes d'information bancaire, il recherche :

Son Responsable Organisation
réf. M 11

Un Ingénieur Méthodes : Merise, Pacbase
réf. M 12

Un Informaticien bancaire expérimenté
réf. M 13

Un Spécialiste Monétique
réf. M 14

Pour nous rejoindre à **VANNES**, merci d'adresser votre CV et une lettre manuscrite, *en précisant la référence choisie*, au **GICAB**, 60, av. Paul Cézanne, Kerniol, 56000 Vannes.

Capitalisez votre expérience dans la finance.

Associez-vous à l'un des grands projets de gestion financière, de crédit-bail et de comptabilité lancés par notre ***IMPORTANT ETABLISSEMENT FINANCIER.*** *Vous contribuerez au succès de l'un de ces projets, chacun dans un domaine clé de notre activité. L'enjeu de cette opération est vital. C'est pourquoi, notre Direction de l'Organisation et de l'Informatique recherche des*

Chefs de projets

Réf. CP 814

En collaboration avec le Responsable du domaine concerné, nous vous confierons l'analyse fonctionnelle détaillée, l'encadrement de l'équipe de réalisation, la mise en place auprès des utilisateurs. Vous assurerez le suivi du projet, et vous évoluerez dans un environnement technique et méthodologique (MERISE, Atelier de Génie Logiciel...) enrichissant. Vos capacités relationnelles et d'animation trouveront à s'exprimer.
Diplômé d'une école d'ingénieur, de commerce ou d'un 3ème cycle de gestion, vous avez 5/6 ans d'expérience en informatique dans un environnement IBM, si possible dans le secteur bancaire.

DATAID SELECTION

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil DATAID SELECTION 48, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS.

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Vous avez un diplôme d'ingénieur génie civil (ETP, INSA ou équivalent) et une solide expérience en B.E. ou en entreprise.

Sous la responsabilité directe du directeur génie civil vous prendrez en charge les études de structure et la coordination technique d'importants projets d'infrastructure et de bâtiment TCE.

Adresser candidature manuscrite + c.v. et prétentions à *OPF UNIVAS, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS.*

Evoluez au sein d'un groupe pétrolier de dimension internationale

ingénieurs grandes écoles

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans les activités diversifiées de notre groupe et vous proposons en première affectation :

- **Postes opérationnels en Raffinerie.** (procédés, entretien, exploitation). Votre formation, X, Mines, Centrale, ENSAM, ENSIC, vous a préparé à assumer cette responsabilité. Une très bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable et une formation complémentaire aux Etats-Unis sera un atout supplémentaire. *Réf. M 455.*
- **Postes au Centre de Recherches.** *Docteur Ingénieur en chimie, ou diplômé de Grandes Ecoles ayant l'acquis d'une spécialisation Systèmes Experts. Réf. M 456.*

Il est demandé pour ces postes une grande *faculté d'adaptation et une mobilité fonctionnelle et géographique.*

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions en précisant la réf. choisie à Lévi Tournay/Asscom - 104, rue Garibaldi 69006 Lyon - qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE LEADER SUR LE MARCHE FRANCAIS ET INTERNATIONAL,

implantée en proche Banlieue Parisienne,

RECHERCHE

RESPONSABLE

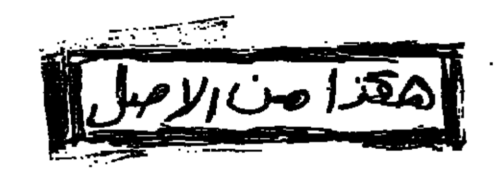
de son secteur d'Activité REVAMPING (rénovation) dans les domaines du raffinage et de la pétrochimie.

Il aura les responsabilités suivantes :
- prospection du marché (essentiellement étranger),
- établissement des propositions,
- négociation des contrats,
- suivi des réalisations.

Il aura une formation Grande Ecole d'Ingénieur (ESE, MINES, CENTRALE, A et M), 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine concerné et sera bilingue «français anglais».

Merci d'envoyer CV et prétentions sous réf. 36338 à Contesse Publicité
20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

IMPORTANTE SOCIETE D'ELECTRONIQUE

située en Banlieue Sud-Ouest, recherche

INGENIEUR SYSTEME

De formation Grandes Ecoles Type ENSI -INSA - MIAGE... souhaitant valoriser son expérience (2 à 4 ans) acquise au sein d'une équipe travaillant sur système IBM/VM, ou réalisant des études avec pratique d'un SGBD sur IBM/370.

Au sein d'une équipe dynamique il sera chargé :
- *d'installer, maintenir et adapter le système de base de données SQL/DS,*
- *d'assister et conseiller les équipes d'études,*
- *de mesurer les performances du SGBD.*

Adresser CV + rémunération souhaitée sous référence 36397 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE



Filiale d'un groupe multinational en pleine expansion.

Diplômé grande école
30-35 ans

Mission :
– conception, gestion et mise au point de produits de haute technicité,
– recherches et développement.
– marketing,
– marchés d'Etat.

En relation avec notre clientèle ainsi qu'avec certains de nos fournisseurs privilégiés, vous devrez : animer, expliquer, convaincre, dialoguer, qualités qui vous seront indispensables pour réussir. Très bonne connaissance de la langue anglaise. Ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution dans le groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 3018, AGENCE MAILLE, 18, rue Volney, 75002 PARIS, qui transmettra.

CONTESSE

AGENCE MAILLE



MATRA TRANSPORT conçoit et réalise des systèmes de transport automatiques tels que le V.A.L.
Notre développement rapide (Lille, Toulouse, Strasbourg, Chicago, Jacksonville, Bordeaux et maintenant Orly Val) nous amène à rechercher des (H/F)

Ingénieurs Grandes Ecoles

Au sein du Département responsable de la distribution électrique du VAL, ils seront chargés, dans le cadre de nos projets en France et à l'étranger, des études des circuits Moyenne Tension, Basse Tension, ainsi que des automatismes et relayages associés.

Ils participeront à l'élaboration des spécifications techniques et fonctionnelles et à l'établissement des plans en relation avec le Bureau d'Etudes.

Ces postes basés à LILLE, exigeant des déplacements en France et à l'étranger, requièrent les compétences d'Ingénieurs diplômés possédant une première expérience dans un domaine similaire.

Ils maîtrisent bien l'anglais, et sauront faire preuve d'initiative, de créativité et d'esprit d'équipe.

Si vous souhaitez réussir et évoluer avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature à :
MATRA TRANSPORT · Direction du Personnel · 2 rue Auguste Comte · 92170 VANVES



Ingénieur confirmé

Importante Société leader sur le marché Français et International implantée en proche Banlieue Parisienne, recherche

Ingénieur confirmé

pour développer son activité :
Intégrateur/Installateur de Réseaux Locaux Industriels.

Cet Ingénieur assurera :
- la prospection,
- l'analyse des besoins,
- l'élaboration de l'offre,
- la réalisation.

Cet Ingénieur de formation Grande Ecole (ESE, MINES, CENTRALE, A et M) ayant 5 ans d'expérience environ sera bilingue «français/anglais» et devra posséder une double compétence :
- connaissance des applications (gestion temps réel, automatismes...),
- connaissance des techniques (*micro-informatique, réseaux...*).

Merci d'envoyer CV et prétentions sous référence 36339 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, *qui transmettra*.

CONTESSE





Le Groupe Charles Riley recherche pour ses filiales
- IDRH Consultants - Développement des Ressources Humaines et de l'Organisation
- IDP Consultants -Productivité - Qualité et Systèmes

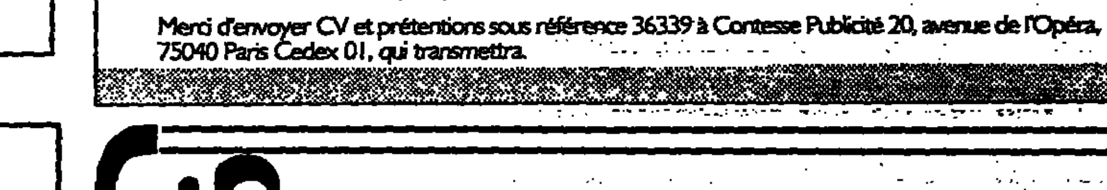
CONSULTANTS EXPERIMENTES

Pour diriger des contrats dans les domaines suivants :
• Qualité totale, • Productivité industrielle, • Productivité-Qualité en milieu administratif, • Management.

Les candidats de 35 ans *environ*, auront une réelle *expertise et une expérience réussie en entreprise* et dans le conseil avec une forte motivation pour ce métier.

Ecrire à :
Pierre Guyon
Directeur Général
du Groupe,
Charles Riley Consultants
18 rue Louis Rouquier
92300 Levallois.





COMIP - Société d'Ingénierie Informatique

Notre département **LOGICIEL TECHNIQUE** (30 % du C.A.) est en pleine expansion.

Vous êtes fortement motivé(e) par les applications industrielles et militaires.

Vos connaissances dans les domaines suivants vous passionnent :

TEMPS REEL, RESEAUX, CONTRÔLE, COMMANDE, TRAITEMENT DU SIGNAL, IMAGERIE ET INFOGRAPHIE, SIMULATION, X A O.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :

J.C. DELPON - **COMIP**
11, bd de Sébastopol - 75001 PARIS

STEIN HEURTEY

LA VOLONTÉ DE L'EXCELLENCE

STEIN HEURTEY qui conçoit, étudie, réalise et met en service sur le marché MONDIAL des équipements thermiques industriels, recherche :

INGÉNIEURS PROJET

Vous intervenez avant la commande et avez le rôle de concepteur général de l'installation et de promoteur de celle-ci auprès du client. La négociation commerciale fait partie de cette fonction qui nécessite des déplacements à l'étranger. Vous êtes ingénieur diplômé avec une première expérience de 2 à 5 ans.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et la pratique de l'allemand sera un atout déterminant. Tout candidat à fort potentiel est assuré de trouver une évolution à sa mesure au sein de notre groupe en France et à l'étranger.

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant la référence IP au Service du Personnel
STEIN HEURTEY - B.P. 69 - 91002 ÉVRY CEDEX.

Deb's

ECLECTISME - TALENT

Important Cabinet de Conseils en Brevets d'Invention renforce son équipe et recherche un

INGENIEUR CHIMISTE DE HAUT NIVEAU

PARIS

pour assister et *représenter dans son domaine* de compétence la clientèle du cabinet.

Vous avez 35-45 ans, vous êtes conseil en brevets ou sur la liste d'aptitude, mandataire agréé auprès de l'OEB. Vous êtes chimiste de formation, bilingue anglais.

Vous souhaitez intégrer une structure bénéficiant d'une notoriété due à son image de compétence et de dynamisme et dans laquelle vous pourrez exercer, dans le cadre d'une large autonomie, vos qualités de rigueur, d'écoute ainsi qu'un talent certain.

Nous vous remercions d'écrire avec C.V. + prétentions, sous référence *SY/LM1*, à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS - 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS.



Développer l'image de produits télécommunications

Suivre et développer les grands comptes, rechercher les solutions clés en main, gérer le marketing et les relations publiques de la ligne de produits haut de gamme en relation avec le Directeur Général, telle est la mission de l'

Ingénieur d'affaires senior

de la filiale française d'un groupe international, constructeur de produits télécommunications.

De formation technique supérieure, exerçant aujourd'hui des responsabilités similaires dans ce domaine, il a une réelle expérience commerciale auprès d'interlocuteurs de haut niveau.

Il souhaite aujourd'hui valoriser ses compétences et élargir ses fonctions.

Écrivez sous référence 707246/M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Directeur Informatique

Le Diocèse de Paris à décidé de mettre en œuvre l'informatisation de ses différents services (comptabilité, paies, immobilier...).

Vous serez chargé d'étudier, de choisir, de proposer et de mettre en place le développement d'applications dans les meilleures conditions techniques et de coût.

De formation supérieure, vous avez une expérience (de 5 ans environ) acquise en tant que Chef de Projet, mais la réalisation ne vous rebute pas. Vos connaissances IBM 36 et PC vous permettront d'être vite opérationnel. Vos qualités humaines et pédagogiques favoriseront une intégration rapide. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'écrire sous la référence 721/M à A.L. CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

CURRICULUM

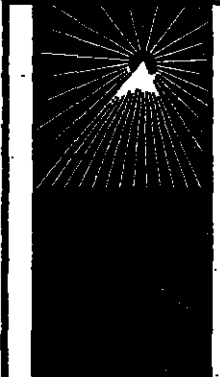
A.L conseil

PARIS - Nous sommes l'un des tout premiers groupes mondiaux de la cosmétique.
Notre réussite s'appuie notamment sur une exigence de qualité de tous les instants, sur l'innovation et des investissements technologiques importants mais aussi sur une implication primordiale de nos ressources humaines.
C'est dans cet esprit que nous développons nos systèmes d'information sur l'ensemble de nos divisions, autour d'une informatique départementale (IBM 38, HP 3000,...) et créons le poste de

■ Concepteur

de notre Système d'Information Commercial

Vous serez responsable de l'ensemble des phases de ce projet, dans un univers commercial où votre capacité d'adaptation sera essentielle : étude de l'existant, conception des solutions, cahier des charges, pilotage de la réalisation jusqu'à l'intégration et la formation des utilisateurs.
Après une formation supérieure (écoles d'ingénieurs ou de gestion, MIAGE,...), vous avez acquis une expérience d'environ 4 ou 5 ans qui vous a permis d'affirmer votre sens de l'organisation, votre autonomie comme votre aisance relationnelle.
Votre connaissance du domaine d'application et de ses possibilités technologiques (terminaux portables, vidéotex, micro,...) sera un atout mais vos qualités personnelles seront primordiales.
Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/LL/CO à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.



Cognitech

PARIS - Le marché de l'intelligence artificielle et des systèmes-experts poursuit sa croissance.
Par la qualité industrielle de ses réalisations opérationnelles, COGNITECH a su acquérir une position de tout premier plan sur ce marché. Au nombre de ses clients, figurent les grands noms de l'industrie, du tertiaire et de l'Administration.
Des actionnaires prestigieux, Paribas Europe Investment, Bull, Innolion (Crédit Lyonnais), Epicea (Commissariat à l'Energie Atomique), lui assurent des moyens de développement puissants.
Dans ce contexte, nous recrutons un

■ Ingénieur Commercial

Vous serez chargé de prospecter et de développer une clientèle à laquelle vous apporterez des solutions aussi bien en termes de services que de produits.
De formation supérieure (écoles d'ingénieur, DEA,...), vous avez acquis, dans une grande SSII ou chez un constructeur, une expérience de 5 ans minimum de la vente de systèmes et/ou de produits logiciels avancés, aux grands comptes de l'industrie, du tertiaire et de l'Administration.
Motivé par l'expansion d'un marché récent, vous évoluerez dans un environnement exigeant lié à une technologie de pointe.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/CO/IC à ORDIS - 13, rue Auber - 75009 PARIS.

dossier accessible minitel
48.75.10.10
référence MNL/CO/IC

MEDIA BA

ORDIS

ORDIS - CONSEIL EN RECRUTEMENT
13, rue Auber - 75009 PARIS

LE DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

RECRUTE

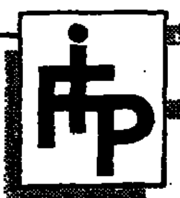
Un chargé des relations internationales

pour développer les échanges universitaires, pour ouvrir les grandes écoles des Télécoms (sup. télécom., sup. télécom. Bretagne, INT) aux étudiants européens, pour accompagner les accords internationaux de recherche et de coopération industrielle.

PROFIL : INGÉNIEUR ou UNIVERSITAIRE DE HAUT NIVEAU

ayant quelques années d'expérience internationale.

Adr. demande manuscrite avec c.v. à Monsieur le Secrétaire général DEST, 46, r. Barrault, 75634 Paris Cedex 13.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Centre de recherche pétrole et dérivés, plus de 1800 collaborateurs dont 650 ingénieurs et cadres recherche pour sa Direction des Moyens Techniques, située à Rueil-Malmaison (92) un

INGENIEUR D'ETUDES DIPLOME

quelques années d'expérience

Directement rattaché au responsable du Service Mesures et Automatismes, il sera intégré à une équipe qui a pour missions :
- la conception d'appareillages prototypes
- leur réalisation et mise au point.

Le candidat aura une bonne connaissance de la MESURE, de l'ELECTRONIQUE et de l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLES (AUTOMATES PROGRAMMABLES, MICRO PROCESSEURS), de l'ANGLAIS TECHNIQUE.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 36601 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra

CONTESSE

JEUNES INGENIEURS

DÉBUTANTS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Pour servir ses marchés français et internationaux (photo, cinéma, vidéo, radiologie, bureautique, biologie médicale...) **KODAK-PATHÉ** développe les activités de son complexe industriel (3000 personnes) installé sur 230 hectares à CHALON-SUR-SAONE (usine moderne de production-Centre de recherche et de technologie) et offre des opportunités de carrières à des **JEUNES INGÉNIEURS**

Notamment dans ses départements :

ENGINEERING

Ingénieurs d'affaires de formation généraliste, mécanique, génie chimique, automatisme, process control, issus de grandes écoles, pour l'étude et la mise en place d'équipements de production de haute technicité.

PRODUCTION

Responsable de maintenance d'une unité très automatisée.

A la tête d'une équipe de 60 personnes, cet ingénieur généraliste, issu d'une grande école, aura la mission d'assurer le bon état de fonctionnement des équipements en accroissant leur fiabilité et leur bonne adéquation au plan de production.
Une expérience d'encadrement technique de quelques années est indispensable.

Ingénieur Statisticien ayant des connaissances dans le domaine des statistiques appliquées en vue de participer à la maîtrise statistique des processus de production

CENTRE DE RECHERCHES

Ingénieur en calcul scientifique diplômé d'une grande école scientifique (Centrale, Mines...) ou titulaire d'un doctorat de 3ème cycle en mathématiques et statistiques appliquées, et connaissant bien l'informatique scientifique.
Sa mission consistera à assurer un audit scientifique, dans le traitement de données et en intelligence artificielle, auprès des chercheurs et de mener des projets dans ces domaines.

Ingénieur spécialisé en spectroscopie (émission ICP, fluorescence X, diffraction X, U.V./vis) disposant d'une expérience professionnelle de 4 à 5 années en *laboratoire et désireux de prendre* la responsabilité d'une équipe de techniciens.

LOGISTIQUE

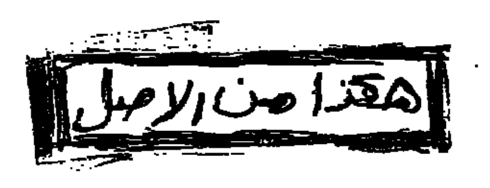
Ingénieur chargé du planning de production et de gestion des stocks d'une gamme de produits.

Kodak

Notre vocation internationale ouvre d'intéressantes perspectives d'évolution et implique la maîtrise de l'anglais.
Rémunération très motivante dès votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V. et photo à :
KODAK-PATHÉ - Direction Gestion des Cadres
26, rue Villiot - 75594 PARIS CEDEX 12

Bleu Publicité



هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeunes Ingénieurs



Notre Division "Scientifique, Spatial et Militaire" est spécialisée dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de projets de haute technologie : systèmes de surveillance et conduite d'installations complexes, simulateurs, systèmes d'armes...

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou titulaires d'un DEA, vous participerez au développement de logiciels scientifiques et techniques et vous utiliserez les langages FORTRAN, PASCAL, C, ADA et les systèmes VMS, UNIX...

Rejoindre SEMA•METRA, c'est donner à votre carrière la dimension d'un des premiers groupes européens de Conseil et d'Ingénierie informatique.

SEMA • METRA

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Patricia PANCHERI – Sous réf. : 03/JI
SEMA•METRA, 56, rue Roger-Salengro – 94120 Fontenay-sous-Bois Cedex

dièse

Ingénieurs réseaux

Au sein de la division Réseaux, Télécommunications et Bureautique de SEMA•METRA, nos ingénieurs mettent en œuvre des méthodes performantes développées par le groupe, contribuent par leur compétence, leur savoir-faire à la réalisation de projets diversifiés dans les domaines : *Administration de réseaux et sécurité, Commutation et RNIS, Radiomobile, Télématique...*

Chefs de projets et
Ingénieurs de réalisation expérimentés

connaissant C, UNIX, les systèmes temps réel, les protocoles normalisés... vous développerez votre expérience dans la réalisation de logiciels ou de systèmes de communication. En rejoignant SEMA•METRA, vous donnerez à votre carrière la dimension d'un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique.



Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. : 03/IR à Patricia PANCHERI
SEMA•METRA, 56, rue Roger-Salengro – 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex

dièse

DASSAULT SYSTEMES, l'un des plus grands dans le monde de la CFAO a su s'imposer avec **CATIA** auprès de 800 clients dans 20 pays différents par sa haute technologie, son professionnalisme et sa qualité.

INGENIEURS ET INFORMATICIENS

Nous vous invitons à participer à notre croissance soutenue (+ 30%) en rejoignant nos équipes de développement ou de support technique auprès de notre clientèle dans des domaines aussi diversifiés que :

GENIE LOGICIEL - BASES DE DONNEES - UNIX - ROBOTIQUE - DESSIN MECANIQUE - CALCULS DE STRUCTURES - GESTION DE DONNEES - SUIVI D'AFFAIRES...

De formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole ou DEA, DESS Informatique), vous maîtrisez l'anglais et/ou l'allemand, vous débutez ou disposez déjà d'une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions) à DASSAULT SYSTEMES - Service Ressources Humaines - 24,28 avenue du Général de Gaulle 92150 Suresnes.



dassault systemes

MEDIA-SYSTEM

Société d'études, filiale d'un important groupe industriel international

recherche

Un ingénieur en électrotechnique industrielle

Un ingénieur en génie chimique

ayant au moins cinq ans d'expérience.

Leur mission :
- *Etudes techniques et économiques* concernant les énergies et les procédés dans tous secteurs industriels et tertiaire ;
- Etablissement d'avant-projets, de spécifications techniques, de dossiers d'appels d'offre ;
- Maitrise d'œuvre, réalisation, mise en service, maintenance...

Expérience en électrothermie, dynamisme et initiative souhaités.

Lieu de travail : Cergy-Pontoise ; déplacements en province.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite et c.v.) à : Soretel, 33, quai de *Dion-Bouton*, 92814 Puteaux Cedex.



INGENIEURS INFORMATICIENS R & D en LOGICIELS de CAO POUR CIRCUITS INTEGRES

Créatif, autonome, dynamique, formation grande école (X, ECP, ENST, ENSIMAG, ESE...), doué pour l'abstraction, aimant les réalisations concrètes, maîtrisant l'anglais, ayant un solide bagage informatique (UNIX, C, LISP, LOO), vous désirez participer à des travaux de pointe sur les logiciels de CAO de circuits intégrés.

ES2, 220 personnes en Europe et aux USA, entreprise innovatrice dans le domaine des circuits intégrés spécifiques (ASIC), vous invite à rejoindre une petite équipe brillante et passionnée, située à Sèvres (92), pour créer des outils de simulation à très grandes performances.

Merci d'adresser votre candidature à :
ES2, Michel HEYDEMANN, 72-78, Grande Rue, 92310 SEVRES

Pierre Lichau

Devenez les experts de notre ingénierie...

NABISCO BELIN

Une diversité de fabrications (plus de 400 produits), 6 unités de production, des projets d'extension... autant d'éléments qui mettent l'accent sur le rôle primordial de notre service ingénierie. Composé d'une vingtaine d'ingénieurs et techniciens, il est le garant de notre développement technologique et de l'accroissement de notre compétitivité. Son organisation permet à chaque ingénieur d'être un véritable expert dans sa spécialité, de jouer un rôle moteur dans l'initiation des projets, de se consacrer tout particulièrement aux projets-clés de l'entreprise.

Pour compléter cette équipe, nous recherchons :

UN INGENIEUR PROCESS

Diplômé d'une école d'ingénieur en agro-alimentaire, vous possédez déjà une expérience de 2 à 5 ans de la conduite de projets d'investissement dans un secteur industriel. Vous y avez acquis de solides connaissances en process et en techniques de cuisson en continu. Vous y avez également prouvé votre sens de l'initiative et votre esprit d'innovation. **Réf. JNA/1**

UN INGENIEUR PACKAGING

Ingénieur grande école, *une première expérience industrielle vous a conféré des bases solides en électronique et éventuellement* une spécialisation en synchronisation dynamique. Rejoignez-nous ! Nous vous donnerons la possibilité d'exprimer votre créativité et votre envie d'entreprendre. **Réf. JNA/2**

Ces deux postes, qui requièrent une bonne maîtrise de l'anglais, sont basés à Evry et impliquent des déplacements en France et à l'étranger.

Si l'une de ces opportunités vous intéresse, nous vous remercions de faire part de vos motivations, en précisant la référence, à notre conseil :
INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

CONSULTANT EN RECRUTEMENT DANS UNE SSII : LA CLE DE VOUTE DE NOTRE REUSSITE

Un des tous premiers groupes d'ingénierie informatique français, avec un effectif de 2000 personnes et un CA de 1 Milliard de francs vous propose d'intégrer son département Recrutement.

De formation supérieure (BAC + 5) psycho, sciences humaines ou école de commerce, vous possédez une expérience de 2 à 3 ans du recrutement en entreprise ou en cabinet et vous maîtrisez parfaitement le recrutement d'informaticiens de haut niveau.
Si tel est votre profil, rencontrons-nous !

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 2475 à :

HCA - 1, place du Palais Royal - 75061 PARIS
qui transmettra en toute confidentialité.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE

recherche immédiatement

2 INGENIEURS

ayant au moins une première expérience de 3 ans.

L'un, pour renforcer une équipe chargée d'études et recherches en **résistance au feu de structures en acier**. Rapidement autonome, il aura à faire preuve d'initiative et *de responsabilité dans les réunions* ou contacts avec entreprises, administrations, organismes nationaux ou internationaux. Connaissances calcul de structure, transfert thermique, anglais (parlé-écrit). Notions d'assurance qualité appréciées.

L'autre, pour se spécialiser rapidement dans les **applications de la construction mixte acier-béton**, d'abord à travers deux projets de *recherche (ouvrages d'art et offshore). Compétence en mécanique* des structures, alliée à des qualités d'imagination, de jugement et de clarté d'exposition. Connaissances en construction métallique ou offshore appréciées.
Postes basés à St Rémy Les *Chevreuse* (78).

CTICM

Adresser lettre et CV à
CTICM, Domaine St Paul, 78470 St Rémy Les Chevreuse.

LEN-TOURNAY/ASKCOM

SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE SPÉCIALISÉE DANS LA TÉLÉMATIQUE

recherche pour consolider son équipe

Jeunes ingénieurs

INGÉNIEURS LOGICIELS, *des connaissances en langage C ou Pascal appréciées.*

INGÉNIEURS EN ÉLECTRONIQUE, connaissances en réseau commuté appréciées.

Envoyez CV + photo à
4, route de Chatou
92000 NANTERRE – *sous réf. I/207*

Softec

NORTON

Leader Mondial en Produits Abrasifs

recrute pour son usine de
Conflans Sainte-Honorine (Yvelines)

Ingénieur Débutant

Centrale, Arts et Métiers ou équivalent

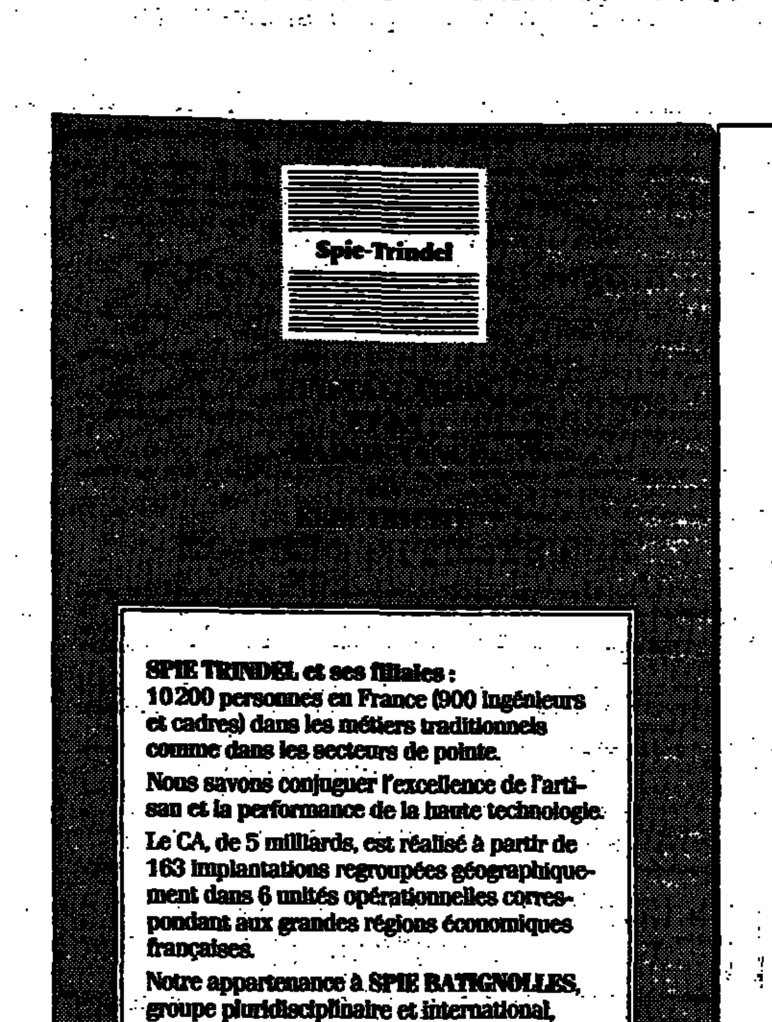
Son premier travail : ***la mise en place d'un système de gestion de production assistée par ordinateur***, le familiarisera avec les *différentes* activités de l'usine.

Anglais demandé.

Envoyer C.V. et prétentions à **Service Recrutement**
NORTON S.A. - B.P. 8
78702 CONFLANS STE HONORINE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SPIE TRINDEL et ses filiales :
10 200 personnes en France (900 ingénieurs et cadres) dans les métiers traditionnels comme dans les secteurs de pointe.

Nous savons conjuguer l'excellence de l'artisan et la performance de la haute technologie.

Le CA, de 5 milliards, est réalisé à partir de 163 implantations regroupées géographiquement dans 6 unités opérationnelles correspondant aux grandes régions économiques françaises.

Notre appartenance à SPIE BATIGNOLLES, groupe pluridisciplinaire et international, multiplie nos atouts.



ELECTRICITE INDUSTRIELLE, INSTRUMENTATION, AUTOMATISMES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE. ELECTRICITE BATIMENT-TERTIAIRE, ELECTROMECANIQUE, TUYAUTERIE INDUSTRIELLE, MAINTENANCE PLURIDISCIPLINAIRE

INGENIEURS D'AFFAIRES

Votre diplôme d'ingénieur ou de technicien supérieur concrétise une solide formation technique et depuis 3 à 5 ans vous avez fait vos premières armes d'entrepreneur ; ou alors vous êtes un professionnel confirmé maîtrisant parfaitement votre métier.

Dans tous les cas vous souhaitez développer vos compétences dans une entreprise attentive à la dynamique de ses collaborateurs.

CHEFS DE CENTRE OU SERVICE

Pour vous, la gestion des affaires est acquise ; l'animation d'équipe vous attire de plus en plus et vous souhaitez intégrer votre expérience quotidienne dans une approche stratégique en prenant la responsabilité complète d'un centre de profit.
Gérer un volume d'affaires d'au moins 25 millions vous apporte une nouvelle dimension dans votre évolution de manager.

Nos besoins s'expriment dans toutes les régions.

Votre candidature, qui devra mentionner les régions de votre choix, sera examinée par la Direction du Personnel et les Directions opérationnelles. Merci d'envoyer votre CV, photo + prétentions à **SPIE TRINDEL**, DPH, 202 quai de Clichy. 92111 Clichy Cedex.

Systèmes électroniques sophistiqués

INGENIEUR COMMERCIAL EXPORT

Asie du Sud-Est

Intégrée dans un puissant groupe industriel français, cette entreprise de près de 1000 personnes, basée dans la région niçoise, développe et produit des systèmes électroniques très sophistiqués.

Leader mondial dans son domaine et exportant déjà une part importante de son chiffre d'affaires (800 millions de Francs), elle souhaite renforcer sa présence sur l'Asie du Sud-Est.

Dans le cadre d'une large autonomie de prospection et de négociation à haut niveau et appuyé au plan marketing, technique et logistique, vous prendrez en charge, sous l'autorité d'un Chef de Zone, la couverture commerciale des principaux pays du Sud-Est asiatique, de la Corée à l'Indonésie.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur de formation. Il aura acquis une première expérience commerciale réussie à l'exportation de biens d'équipements industriels.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2030 I à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

RALLYE
L'HYPER COMPÉTITION.

DE LA CONCEPTION DE SYSTEMES D'INFORMATION A LA RESPONSABILITE DES ETUDES INFORMATIQUES



Cet important groupe diversifié (10.000 personnes, 10 Milliards de Francs de CA) figure parmi les leaders de la GRANDE DISTRIBUTION. Il recherche pour diriger le service études informatiques de sa principale filiale un CONCEPTEUR DE SYSTEMES D'INFORMATION de haut niveau.

Rattaché à la direction générale et en relation avec le responsable des fonctions techniques (exploitation, matériel, système), il aura pour mission principale de faire évoluer les systèmes d'information. En liaison avec les services utilisateurs (magasins, entrepôts, Centrales d'achats etc...), il assurera l'harmonisation et la coordination des applications informatiques mises en place ou à concevoir. Il aura par ailleurs à diriger et animer le service études (une douzaine de personnes) en charge de la réalisation.

Nous recherchons pour ce poste, basé à BREST, un professionnel âgé de 32 ans minimum, idéalement diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience significative de chef de projet ou de CSI acquise en entreprise, en cabinet d'organisation et/ou en SSCI. La connaissance de la grande distribution constituerait un atout supplémentaire. Le poste requiert, outre des qualités relationnelles de premier plan, des aptitudes réelles à la gestion, à l'organisation et à l'animation.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2/2096 C à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

LA POSTE
BOUGEZ AVEC LA POSTE

Participez à la reconception de son
SYSTÈME D'INFORMATION DE GESTION ET DE PAIE
du personnel, 310 000 personnes.
Soyez les **2 CHEFS DE PROJET CONFIRMÉS,**
ingénieurs ou équivalents, que nous recherchons.

L'importance des postes offerts dans le projet de GRANDE AMPLEUR 3 200 mois/homme de développement, requiert :
Une solide formation informatique BAC + 5.
Un minimum de 5 à 7 ans d'expérience
(dév. d'applis., conduite de projets importants),
et la maîtrise de MERISE.
Dynamisme, aptitude à diriger des équipes importantes.

Merci d'adresser c.v. et prétentions à :
DGP/SPEL/SOUS-DIRECTION D
20, avenue de Ségur, 75700 PARIS.

ENTREPRISE AERONAUTIQUE
EQUIPEMENT SECURITE SAUVETAGE
recherche

AGENT TECHNIQUE

SERVICE APRES VENTE - (30-35 ANS)
BTS OU DUT GENIE MECANIQUE

Suivi de la documentation des outillages et de la maintenance.
Suivi technique expertise, relations avec clients et fournisseurs.
Disponibilités pour déplacement France et étranger.

Adresser CV, avec photo, lettre manuscrite et prétentions à H.S. service recrutement BP 80
92270 BOIS COLOMBES.

CONTESSE

GENERALE des EAUX

Première Entreprise Mondiale de Distribution d'Eau

Nous recherchons

LA NOUVELLE GENERATION DE L'EAU

pour notre Exploitation de la Banlieue de Paris - Ile de France
- un défi quotidien : desservir en quantité et en qualité 4 millions de consommateurs
- une vitrine mondialement reconnue dans le domaine de l'eau

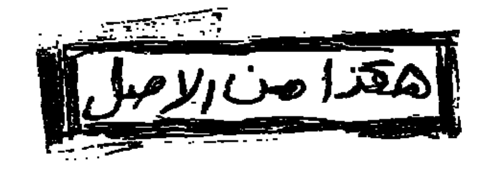
Ingénieurs Grandes Ecoles
(X - PONTS - CENTRALE - MINES - AGRO...)

Soyez avec nous à la confluence des talents en prenant part aux tâches de conception et de gestion de l'eau moderne (biotechnologie, automatisation d'usines, développement systèmes de bases de données relationnelles...) pour devenir par la suite Responsables d'unités opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature au Service Relations et Ressources Humaines, Compagnie Générale des Eaux 52, rue d'Anjou - 75008 PARIS.

LA PASSION DU SERVICE

GROUPE
GENERALE DES EAUX



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Pfizer, filiale française de l'une des premières multinationales américaines de l'industrie pharmaceutique réalise en France un chiffre d'affaires de 1000 MF avec 1000 personnes.
Nous cherchons pour la Division Pharmaceutique, à **ORSAY (91)**, un

Organisateur

Dans l'équipe du Service Organisation et Système d'Information de la Division Pharmaceutique, vous analysez les besoins en organisation et mettez en oeuvre des projets d'automatisation de procédures au profit de l'ensemble des services de la Division.
Correspondant informatique de la Division, vous développez les applications informatiques et micro-informatiques ainsi que les outils d'aide à la décision en liaison avec le département informatique de notre Société.
Vous travaillez également à la mise en oeuvre de nouveaux moyens de communication avec le réseau de la visite médicale.

Nous recherchons un candidat diplômé d'une grande école scientifique ou de gestion ayant de préférence une première expérience d'organisation en entreprise et/ou en société de conseil, et passionné par l'outil informatique.

Ce poste exige d'excellentes qualités relationnelles et des aptitudes pédagogiques.

Nous donnerons la préférence à un candidat possédant un bon niveau d'anglais et un potentiel d'évolution vers d'autres domaines d'activités au sein de l'entreprise.



Nous avons confié cette recherche à Sylvie BLAIN, Consultante chez ALEXANDRE TIC S.A.
Nous vous remercions de lui adresser votre candidature sous la référence 5214/LM au 10 rue Royale, 75008 Paris.

Pfizer

SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

AXIAL

Société française de réputation mondiale

(400 personnes en France, plusieurs filiales à l'étranger)
réalisant pour l'industrie pétrolière des chantiers en mer

recherche pour son siège situé à Paris un

CONTRACT MANAGER

pour prendre en charge l'analyse et la gestion des aspects contractuels et financiers relatifs à l'exécution de projets incluant :

- La préparation des appels d'offre ;
- Les contrats de sous-traitance ;
- L'administration du projet.

Le candidat, 35 ans maximum, aura une formation technique supérieure, devra faire état d'une expérience significative dans le domaine de suivi des contrats de projets et maîtrisera parfaitement l'anglais.

Adresser lettre + c.v. détaillé et prétentions
s/nº 8 464, LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

RECRUTEMENT

PUBLICITÉ



Vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum dans la PA (Petites annonces et grandes surfaces) ; méthodique, ordonnée, autonome, vous possédez une bonne aisance relationnelle et le sens de l'organisation ;
Si vous souhaitez évoluer dans une petite structure, adressez votre candidature (lettre man., CV détaillé) à Madame A. DURAND ***PUBLIVAL - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON.*** *Confidentialité assurée.*

LA MEDECINE DU TRAVAIL C'EST AUSSI DE LA COMMUNICATION

Notre équipe de médecins exerce auprès des entreprises du département une médecine du travail humaine et scientifique. Notre association inter-professionnelle a en effet su mettre en place des moyens à la hauteur de sa conviction :

- **le tiers temps :** notre structure appropriée permet de le développer constamment, au profit des actions de conseil dans les domaines de l'ergonomie, toxicologie,...
- **l'équipement technique :** par sa haute technicité, il élargit considérablement le champ des examens complémentaires (pré-interprétation, informatique et télémétrie en électrocardiologie, spirométrie, audiométrie, visiométrie) et permet ainsi l'affinement du diagnostic et le développement de la prévention.

Nous avons aujourd'hui la conviction que les médecins sont aussi des acteurs de la **Communication** dans l'entreprise. Nous proposons à deux

MEDECINS DU TRAVAIL

Eure et Loir

de nous rejoindre (à plein-temps ou mi-temps) pour renforcer notre action et mener avec nous cette réflexion.

Vous avez votre CES et de préférence une première expérience en entreprise ou en organisme. Cependant nous accueillerons très volontiers un jeune médecin débutant, véritablement doué et motivé pour la communication.

Notre Conseil C.E. Kœhrer à qui nous avons confié cette recherche vous parlera de notre conviction et de nos moyens.



Nous vous remercions de lui adresser rapidement votre dossier, au CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous référence 48038.

GROUPE VOCATION

Filiale d'un groupe américain, leader mondial dans le domaine de la régulation de process industriel poursuit son développement en France et recherche

UN AREA MANAGER

- Niveau ingénieur - 25/35 ans.
- Spécialiste de la démarche et des applications industrielles en informatique.
- Connaissances du process industriel
- Bon commercial et homme de dialogue.
- Anglais nécessaire.
- Zone d'intervention : Nord Ouest de la France.
- Poste basé en banlieue sud.
- Rémunération : 200 KF + intéressement + voiture de fonction.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo sous réf. 5.0517C à
COGER - 3, Place Séverine - 93310 Le Pré Saint-Gervais



Leader français de l'instrumentation médicale de diagnostic recherche pour son usine d'ISSOUDUN

Ingénieur

30 ans minimum, formation supérieure en mécanique de préférence.
Sa mission :
- mettre en place de nouvelles techniques de production,
- assumer le développement de produits nouveaux,
- *gérer la sous-traitance.*

Rattaché à la Direction Générale, ce poste doit évoluer à court terme vers la direction du centre de production.

- Nous offrons une rémunération attrayante en fonction de l'ambition et des résultats du candidat.
- *Un véhicule peut être fourni pour certains déplacements à prévoir sur la France.*
- Poste à pourvoir rapidement.

Pierre MITELMANN attend votre candidature
SPENGLER S.A. BP 20 - 94114 ARCUEIL Cedex.

Pierre Lichau

Centre de rééducation fonctionnelle implanté dans ville universitaire

recherche

un cadre jeune de formation supérieure

pour remplir les fonctions de :

sous-économe

Ce poste nécessite outre des connaissances juridiques, *administratives et techniques*, une *expérience* minimum de 3 ans, en *établissement* sanitaire.

Adresser candidature avec c.v. détaillé et prétentions sous nº 8 456, **LE MONDE PUBLICITÉ**, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Consultants en organisation informatique

X, CENTRALE, MINES, ENST, ENSIMAG, HEC, ESSEC

Expert en organisation informatique et en systèmes d'information, nous occupons une place de premier plan dans le conseil auprès des grandes administrations. Notre performance et notre activité croissante nous conduisent à renforcer notre équipe de consultants. Vous êtes diplômé d'une grande école. Vous êtes débutant ou possédez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet d'organisation ou de conseil informatique. Senior ou junior, formé à nos méthodes, vous serez responsable de tout ou partie de projets où vous aurez une large part d'autonomie et la possibilité d'accéder rapidement au management d'équipes.
Merci d'adresser votre candidature sous référence G/115.87/M à notre Conseil Critère 12, rue Pergolèse 75116 Paris.



Un fonds d'assurance formation, dont la vocation au niveau national est de financer le développement de la formation professionnelle continue au sein d'une profession, redéfinit son organisation et ses moyens pour offrir un service performant à ses adhérents et à des demandeurs individuels de formation. Dans ce cadre, son secrétaire général recrute :

ASSISTANTE DE DIRECTION

pour l'assister dans l'ensemble de ses activités, tenir son secrétariat personnel et participer à l'animation d'une équipe de quelques collaborateurs.

Il s'agit de remplir des fonctions de secrétariat, de gestion, d'étude, de coordination et de jouer un rôle d'interface avec les partenaires du secrétaire général.

Vous maîtrisez le secrétariat de haut niveau, les techniques d'information de communication et de documentation ainsi que l'informatique (mini ou micro). La gestion financière et commerciale ne vous est pas étrangère.

Vous avez une formation supérieure et une expérience réussie de 10 dix environ d'assistanat dans un secteur identique ou très proche du nôtre. Vous avez également une aisance parfaite pour communiquer et rédiger.

Le poste, situé à Paris, est à pourvoir très rapidement. (Réf. SGD.)

ASSISTANT DE GESTION

En collaboration étroite avec le secrétaire général du Faf, il aura en charge une cellule composée d'une petite équipe de collaborateurs gérant de A à Z l'ensemble des dossiers émanant d'entreprises adhérentes (plan de formation) ou concernant le congé individuel de formation ou l'aide financière à accorder à des demandeurs d'emploi au chômage.

Ses principales responsabilités sont liées à l'information et au conseil ainsi qu'à la gestion administrative, commerciale, financière et comptable. Il a un rôle essentiel d'assistance et de formation auprès de ses collaborateurs.

Vous avez exercé une fonction comparable dans une organisation de développement de la formation professionnelle, de préférence dans un Faf ou une Asfo.

Après une formation supérieure, vous avez acquis pendant dix ans environ une réelle expérience du conseil et de la gestion de la formation sous tous ses aspects. Une expérience pratique pendant quelques années de la mini et de la micro informatique de gestion est indispensable.

Le poste est situé à Paris. Le recrutement est très urgent. (Réf. SGF.)

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (C.V. développé et photo, lettre manuscrite de motivation en précisant vos prétentions, votre dernier salaire et la date à laquelle vous serez libre de tout engagement) s/nº 8460, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Privilégiez la performance ET Managez une équipe

Diplômés de l'enseignement supérieur, vous aimeriez valoriser votre première expérience (3 ans minimum).
Notre Groupe, de dimension internationale, et en forte croissance, leader sur son marché (domaine des services) vous propose des postes de responsables de secteurs et de nombreuses possibilités d'évolution.
Si vous aimez :
- accroître la confiance de vos clients qui sont des décideurs.
- améliorer les compétences de vos équipes car votre progression passe aussi par celle des autres.
- *agir en véritable manager sur votre secteur.*

Si vous êtes mobiles géographiquement et voulez avoir une implication personnelle forte dans votre travail, téléphonez au

[illegible]

ou écrivez à SODEXHO sous référ. LM 68 CDE, Service Recrutement, B.P. 36, 78391 BOIS D'ARCY cedex.



5 MDS de CA
nº 5 mondial
de la Restauration
collective et
Services
leader français

Editeur livres jeunesse

(C.A. 50 M., en augmentation régulière)
Implanté dans 94

RECHERCHE

DIRECTEUR DES VENTES

justifiant d'une expérience réussie dans la grande distribution (livres, jouets, papeterie).
Il aura pour mission l'animation *et* le *suivi d'une équipe* de 25 représentants auprès des grossistes, grandes surfaces et librairies.
Il sera responsable de la réalisation des objectifs de mise en place des nouveautés et opérations promotionnelles.

Merci d'adresser *dossier* complet de candidature s/nº 8448, LE MONDE PUBLICITÉ, *5, rue de Montessuy*, 75007 PARIS.

Syndicat intercommunal d'aménagement de la région Rhône-Alpes

regroupant 30 communes et 30 000 habitants en *milieu rural*

RECRUTE

CHARGÉ(E) DE MISSION

● **DÉFINITION DU ROLE :**
Définir et mettre en œuvre une stratégie d'implantation d'entreprises – promotion – conseil – action de développement à l'échelon du bassin.
- Mettre en œuvre et développer un partenariat dynamique avec les acteurs économiques (chambres consulaires, collectivités locales, Ministères, institutions financières).

● **PROFIL SOUHAITÉ**
- Diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum) ou grandes écoles.
- Ayant une connaissance approfondie *du milieu* des entreprises, des stratégies industrielles et des politiques économiques publiques.
- Possédant une expérience professionnelle actuelle ou *récente*, d'animation dans le secteur du développement économique et notamment en matière d'implantation d'entreprises.
- Ayant une *forte* capacité de communication et de négociation.

ADRESSER CANDIDATURE, avec lettre manuscrite, C.V. dét., photo, salaire actuel, **AVANT LE 30 MARS 1988** à : s/nº 8 458, *le Monde Publicité*, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CORNING FRANCE

Responsable Export

Vente - Marketing

Fibres Optiques et Composants

CORNING GLASS WORKS est le premier fabricant mondial de verres spéciaux et de fibres optiques. Ce leadership résulte de notre esprit d'innovation et de l'importance que nous attachons à la Recherche et au Développement. C'est un esprit d'équipe que CORNING FRANCE vous propose de partager.

Pour l'un de nos départements en pleine expansion, nous recherchons aujourd'hui un Responsable Vente Marketing Export. Rapportant au Directeur de ce département, vous orienterez et développerez nos actions commerciales dans le domaine des fibres optiques et des composants passifs en Europe.

De formation scientifique de préférence, vous avez acquis une expérience dans la commercialisation de produits techniquement élaborés *- si possible composants électroniques -. Doué de réelles qualités commerciales et d'une* solide compréhension stratégique des marchés, vous avez un tempérament d'innovateur et un vif intérêt pour les technologies de pointe.

L'aspect très international de ce poste nécessite la connaissance de l'anglais. L'allemand est souhaitable.

Localisation : Fontainebleau.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. RE/M à CORNING FRANCE, Direction du Développement du Personnel, 44 avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

MEDIA-SYSTEM

DECsite : Entrez, c'est prêt !

Pour renforcer la force de vente de son service Environnement, DIGITAL, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, recherche pour RUNGIS :

Ingénieurs technico-commerciaux

Mise en place de sites informatiques et réseaux

Sous la responsabilité du Directeur Régional, vous assurez la vente des matériels d'environnement *DECsite allant jusqu'à l'installation complète «clés en mains»* de salles informatiques et de réseaux (ETHERNET, Data-Com, cablage et *pré-cablage* d'immeubles).
Vous veillez au suivi, à la coordination et à la passation des marchés entre nos clients, nos intervenants et nos services jusqu'à la réception des travaux.

30-35 ans, BTS ou Ingénieur des Métiers du Bâtiment *(électricité*, climatisation, *courants* faibles...) vous avez acquis une expérience technique et/ou commerciale de 3 à 4 ans dans le bâtiment second oeuvre. L'anglais lu est nécessaire.

Merci d'envoyer votre candidature sous référence MON 520 à Jean-Antoine RIBES - DIGITAL *EQUIPMENT FRANCE 18, rue Saarinen Silic 225 - 94528 RUNGIS.*

Digital : un choix de société

digital

Société multinationale bien connue dans le secteur de la grande consommation (produits d'emballage) recherche :

Directeur de Filiale

pour son siège parisien.

Rattaché au Directeur Général Européen, il sera chargé :
- d'intensifier les efforts entrepris répondant aux besoins de notre clientèle, tant au plan quantitatif que qualitatif,
- de diriger, animer et conseiller le responsable des ventes et une équipe de 15 personnes chargées des relations commerciales dans toute la France,
- d'élaborer et mettre en oeuvre une stratégie produits,
- d'assurer le suivi logistique des opérations.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 30 à 40 ans diplômé d'une grande école de commerce ou équivalent.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo) s/réf. 4381 à **PIERRE LICHAU** - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS *qui transmettra.*

Mobil®

MOBIL OIL FRANCAISE, nous sommes la filiale du 6ème groupe mondial, leader en recherche et innovation.
Nos 1650 collaborateurs (dont 600 cadres) contribuent à notre développement et en sont bénéficiaires grâce à notre politique de promotion interne.
Pour stimuler ce courant de vie de notre entreprise, nous allons à nouveau intégrer une dizaine de jeunes

CADRES COMMERCIAUX H/F

Après une formation de trois mois, ils prennent en charge un secteur géographique (un à plusieurs départements) et l'animent : prospection, marketing, publicité, négociation, vente, et gestion. Ils apportent conseil, appui technique et commercial à une clientèle Réseau ou Industrie qu'ils fidélisent et élargissent.

Débutants ou avec une première expérience de terrain, vous avez une formation commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, ESC...) ou d'ingénieur, et une réelle vocation pour la fonction marketing-vente, avec ce qu'elle exige d'enthousiasme, de ténacité et de diplomatie.

Dans notre Groupe, vous aurez des opportunités d'évolution au plus haut niveau, en France ou à l'étranger, surtout si vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et, si possible, une troisième langue européenne.

Postes à pourvoir dans diverses régions. Mobilité indispensable.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 7210M, *à notre Cabinet ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.*

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

LA QUALITE TOTALE...

Vous connaissez ? vous avez surtout envie d'oeuvrer dans ce domaine.

Mais être **CONSULTANT** à ce niveau ne s'improvise pas. Vous le savez et vous êtes prêt à vous former à nos méthodes bien que vous soyez déjà un généraliste.
Ce métier, vous en connaissez les grandeurs et les servitudes et vous souhaitez être l'auteur des changements dont naîtra l'entreprise de demain.

Basés à Paris, spécialisés dans le Conseil en Stratégies d'Entreprises et en Mutations Industrielles et Sociales, notre activité trouve ses débouchés dans les divers secteurs de l'industrie et du tertiaire.

Votre envie, bien sûr, restera strictement confidentielle. (Précisez les entreprises avec qui vous ne souhaitez pas entrer en contact).

Envoyez votre dossier de candidature à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue *Marengo* - 75001 PARIS, *sous référence ED/DB qui transmettra.*

Le Directeur d'une

SOCIETE IMMOBILIERE

spécialisée dans le logement locatif

métropole du SUD-OUEST
filiale d'un très grand groupe national, recherche son adjoint

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES

chargé de la fonction

F I N A N C E S

- administration de la société
  - montage des financements
  - prospectives financière
  - gestion de la trésorerie
- Supervision de l'équipe comptable.

Le poste permet d'accéder à un réel professionnalisme et de valoriser une première expérience : elle n'est cependant pas indispensable.
De larges possibilités de carrière sont ouvertes au sein du groupe immobilier qui est très diversifié.
Une mutation dans une autre région - y compris Paris - peut-être envisagée au terme de quelques années.

Une première approche du domaine de l'immobilier social sera appréciée.

Adresser CV prétentions et photo sous référence 36443 à Contesse Publicité - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01. Discrétion totale assurée.

CONTESSE

Société nationale, secteur maintenance nucléaire

recherche

2 BTS/DUT

4 ans d'expérience ou

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Spécialisé en électromécanique.
Mobilité exigée.
Salaire motivant, véhicule fourni.

Adresser dossier complet de candidature sous réf. 2 353 à MÉDIA SYSTEM, 6, place Henry-Russel, 31400 Toulouse qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL
Région de Clermont-Ferrand

recherche

COMPTABLE NIVEAU SUPÉRIEUR

- soit diplômé H.E.C. ou E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. ou 3e cycle universitaire ;
- soit diplômé D.E.C.S. + 4 ans minimum d'expérience professionnelle ;
- soit 12 ans minimum de pratique professionnelle de comptable de haut niveau.

Ecrire HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND, CEDEX n° 13.898.

SOCIETE CONSEIL EN COMMUNICATION ET STRATEGIE SOCIALE RECHERCHE

CONSULTANT CONFIRMÉ

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (école d'ingénieur ou de commerce, Sciences Po. ...).

Professionnel(le) des Relations Sociales et de la Communication Interne, après une première expérience de 3 ans minimum dans un Cabinet de Conseil, vous souhaitez donner une *autre dimension* à votre carrière.

A des qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse, vous ajoutez un intérêt profond pour la communication et les hommes dans l'entreprise.

Vous bénéficierez de l'appui sans réserve d'une équipe compétente et dynamique.

Si vous avez la ferme volonté de vous impliquer, votre réussite et votre évolution seront certaines au sein de notre Société.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence C1 : HERBEMONT, CESAR ASSOCIES - 3 bd Richard Lenoir *75011 Paris.*

H E R B E M O N T
C E S A R A S S O C I É S

Recherchons

Ingénieur ou Cadre

POUR DIRECTION DU POLE D'INNOVATION QUIMPER-ATLANTIQUE

A dominante agro-alimentaire :
- Formation de base ingénieur ou équivalent ;
- *Formation complémentaire en gestion ;*
- Minimum 30 ans ou 5 ans d'activité avec expérience de création ou développement d'entreprise.

Adresser c.v. + prétentions au Président du PIQA, B.P. n° 313, 29191 Quimper Cedex.



Electronique aérospatiale/équipements aéronautiques recherche pour son département QUALITÉ

UN INGENIEUR

avec une expérience de 3 ans minimum.

Adresser C.V. et prétentions à EAS, Service du personnel
Boite postale 51 - 93350 LE BOURGET
Tél.: 48.62.54.93.

COMITE **FORME**



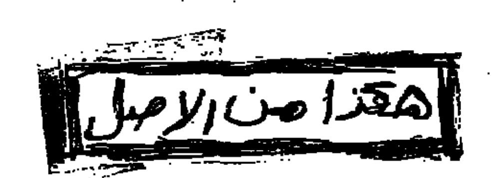
LE COMITÉ FORME, pour sa quatrième année d'activité, propose aux jeunes ingénieurs et chercheurs salariés d'entreprises françaises : Six stages de longue durée au Japon, dans des entreprises ou des centres de recherche japonais.

PROFIL : Ingénieurs ou chercheurs salariés de haut niveau ayant une première expérience industrielle.

DOMAINE : Sciences et techniques appliquées à l'industrie.

DURÉE : 24 à 27 mois. — **DÉPART** : juin 1988 et novembre 1988.

CONTACTER : MARIE-AGNÈS BERG - COMITÉ FORME,
16, avenue Bugeaud, 75116 PARIS. Tél. : 47-27-21-67. Télex : 642-632.



هكذا من الاصل

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

Responsables d'Unités Décentralisées...

La Division Formation Permanente du Groupe ESC Lyon vous propose un **SÉMINAIRE INTENSIF DE DIRECTION OPÉRATIONNELLE D'ENTREPRISE.**

Session bloquée en résidentiel du **6 juin au 8 juillet 88** au Campus du Groupe ESC Lyon.

Méthodes pédagogiques participatives : Méthode des cas, Business-Game Pigmalyon. Travail en Groupe...

Renseignements et inscriptions auprès de Michel CHARRE, Directeur



DIVISION FORMATION PERMANENTE

DIVISION FORMATION PERMANENTE
Groupe ESC Lyon.
23, avenue Guy de Collongue
B.P. 174 / 69132 Ecully Cedex
Tél. 78 33 81 22 - Poste 480

LINCO PUBLICITÉ

POUR VOUS, JEUNES INGÉNIEURS

2 diplômes de spécialisation :

– GÉNIE LOGICIEL et TEMPS RÉEL
POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.

– IMAGE et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mastère (collaboration Sup. Télécom Bretagne/Institut d'informatique industrielle, Brest).

– 13 mois de formation intensive de haut niveau.
– Un maximum de 15 élèves par promotion.
– Assistance pour l'étude du financement.

Secrétariat des inscriptions : 98-05-43-19
A. GABOREL, Institut d'informatique industrielle
Z.I. du Vernis, B.P. nº 50, 29278 BREST Cedex.

Demandeurs d'emploi de formation supérieure, l'IBIA vous propose deux stages d'informatique :

RESPONSABLE DE PROJET, INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois à partir de fin mars.
Objectif : optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise.
Participants : cadres confirmés ou jeunes diplômés.

MICRO-INFORMATIQUE POUR CADRES

Durée : 3 mois à partir de fin avril.
Objectif : apporter une formation à l'utilisation des outils de la micro-informatique appliquée aux différentes fonctions de l'entreprise.
Participants : cadres demandeurs d'emploi habitant Paris (75) depuis plus d'un an.

Pour ces deux stages, **recrutement immédiat,**
Téléphoner au **47 63 83 68**

PLURIAL



CPFCE
Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.
* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années (en gestion ou comptabilité)
* du 18 avril au 23 juin 1988. (290 h. de formation).

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne,
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
☎ **Formation Permanente 45.58.02.28 – 45.57.28.41**
clôture des inscriptions le 18 mars 1988

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Demandeurs d'emploi, l'Institut de Gestion Sociale *vous propose*
UN STAGE GRATUIT DE SIX MOIS

INFORMATIQUE ET CONTRÔLE DE GESTION

Participants : niveau BAC +4, 21 ans et plus. Habitant Paris depuis plus d'un an et ayant des connaissances de base en comptabilité.

Cette formation vous apportera une double compétence en informatique et gestion.

Début du stage : fin mars 1988.
RECRUTEMENT IMMÉDIAT
Renseignements : **47 63 83 68 poste 145**

PLURIAL

Le Monde CADRES

Cotée en Bourse, ECCO Travail Temporaire renforce sa position de leader français en réalisant un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs (+ 29%) et prépare au sein du groupe son développement européen. Nous recherchons notre

Assistant de direction comptable

Vous serez rapidement impliqué dans :
- l'organisation de l'activité des différentes équipes (25 personnes)
- la coordination des travaux avec l'informatique
- le suivi et l'analyse des comptes de la société
- la gestion de trésorerie, en relation avec les banques
- l'arrêté des états financiers et les travaux de consolidation pour le sous-groupe ECCO T.T. et le groupe ECCO.

Pour ce poste évolutif, le candidat idéal, de formation ESC option finance, ou DECS, aura consolidé ses acquis et prouvé son sens du contact et du service à travers une première expérience (3 à 5 ans) en entreprise ou en cabinet.

Vous voulez vous engager dans une société où la créativité prime sur la routine envoyez votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 35681 à
Marc DEPINOIS, ECCO T.T.,
4, rue Louis Guérin,
69100 VILLEURBANNE.

ECCO TRAVAIL TEMPORAIRE

CONTESSE

Bureau d'études recherche
INGÉNIEURS
pour travaux d'études : mécanique, automatique, robotique, thermique, calculs, analyse d'essais informatiques, aérodynamiques. Déb. à 2 ans d'exp.
Envoyer c.v. ESSAIR, 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009.

ALSTHOM
recherche
CHARGÉ D'ÉTUDES
FINANCEMENT/EXPORT. DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
DÉB. ou 1re EXPÉR.
– Chargé de l'analyse des offres, de l'étude et de la mise en place de la couverture des risques et du financement des contrats à l'exportation.
– Formation universitaire ou grandes écoles de commerce, maîtrise Sciences Eco.
– Bilingue anglais.
– Seconde langue appréciée.
– Lieu de travail : PARIS.
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à ALSTHOM, service du personnel, 38, av. Kléber, 75795 Paris, Cedex 16.

SEUME INFORMATIQUE AUBAGNE
Tél. : (16) 42-82-90-05
recherche
INGÉNIEURS SYSTÈMES INFORMATISÉS
(TÉLÉTRANS)
Electronicien de base.
Expérience requise : Assembleur et langages évolués
Unix apprécié.

IMPORTANTE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE LA RÉGION CENTRE
recrute
ASSISTANT(E) DE DIRECTION
Il assurera la préparation et le suivi des dossiers et des réunions, rédigera des notes et des comptes-rendus et sera en relation avec les différents services. De formation juridique ou économique (minimum bac + 3) il aura le sens des contacts à haut niveau. Expérience souhaitée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé + photo et prétentions sous nº 8 461, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS, au plus tard le 25 mars 1988.

AGENCE COMMUNICATION PARIS-13e RECHERCHE
pour la direct. et le développement de son service documentation, un(e)
DOCUMENTALISTE
ayant une solide exp. de préf. dans les secteurs presse, publicité ou conseil d'entreprise, souhaitant faire du marketing document. Libre très rapidement.
Env. lettre, c.v., photo, s/nº 8 465, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ AMÉRICAINE (TVCN) cherche
REPRÉSENTANTS
pour des relations publiques et pour le télémarketing en FRANCE.
Ceux-ci doivent avoir une formation avec contact téléphonique, et la connaissance ANGLAIS. Tél. M. DUWAIK ou 47-58-12-30 Paris le 8 et 9 mars (seulement).

La Fédération régionale
DES CENTRES SOCIAUX ET SOCIO-CULTURELS DE L'ILE-DE-FRANCE
recherche
DÉLÉGUÉ(E) RÉGIONAL(E) ADJOINT(E) (MI-TEMPS)
notamment pour superviser la gestion générale, le service informatique, l'administration, et concourir au développement des centres et des unions départementales.
Compétences : gestion, comptabilité, informatique.
Sensibilité : champ associatif, partenariat social.
Env. CV à F.I.F., 251, r. de Crimée, 75019 Paris (au plus tard pour le 7 mars).

Une importante Sté métallurgique recherche pour son unité de fabrication (70 personnes) ARDENNES
INGÉNIEUR FORMATION MÉCANIQUE
Connaissance dans les ensembles mécano-soudés et en électromécanique souhaitée.
30 ans environ, de formation école d'ingénieurs (INSA ou équivalent), le candidat a une expérience de 4 ans environ en production.
Chargé de l'intégralité de la production, du service des méthodes à la qualité. Capable d'animer et de motiver le personnel.
Merci d'adr. lettre de candid. man., C.V., photo et prét. s/réf. 945 à VALENS CONSEIL, 10, rue de Louvois, 75002 PARIS, qui tr.

automobiles
ventes
de 8 à 11 C.V.

BMW 520 I, année 86, mod. 87, 27.500 km, alarme téléc., très bon état. Prix 100.000 F. Tél. : 43-32-64-04.

bonna

La Société des Tuyaux Bonna, groupe à vocation internationale de 2500 personnes, développe son activité dans le domaine du transport de l'eau de toute nature et des produits de haute technicité en béton. Elle recherche pour son département

ÉTUDES et PROJETS à PARIS un
jeune ingénieur
PONTS ET CHAUSSÉES MINES - CENTRALE

Le poste convient à un ingénieur formé notamment en génie civil-constructions.
Une première expérience des réseaux enterrés serait un atout. Désireux d'avoir dès le départ des responsabilités techniques sur des projets France et Étranger, il assumera les relations avec les clients et les services production, travaux et commercial.
La diversification de nos activités et nos nombreuses implantations vous feront évoluer vers d'autres fonctions et des responsabilités plus étendues.
Ecrire avec c.v. et photo sous référence 6923 à SIE DES TUYAUX BONNA, Boite Postale 359-08, 75365 Paris Cedex 08.

Import.- sté d'études et de montage développant actuell. ses activités dans le domaine de la Thermique rech. : 2 ingénieurs débutants avec 1 ou 2 années d'exp. Formation AM, ENSI et INSA, 5 techniciens IUT ou BTS débutants. Une format. théorique et/ou prat. en thermique constituerait un plus import. pour les postes à pourvoir. L'entreprise assurera aux candid. retenus une format. pratique complém. et leur offrira des perspect. de carrière intéress. Ecr. nº 3750 DECQ Publicité, 10, sq. du Var, 75020 Paris, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

Ing. matériaux, dipl. ENS céramique indust., 27 ans, ch. poste matériaux tech. ou avancés, plus part. Rech. et dével. process/matériaux pays franco/anglophone. Tél. pour rendez-vous Serge KRISTIAN 48-31-87-81.

F. 37 a., prof. d'anglais (University of Sussex) souhaite poste. Donnerait cours aux enfants et adultes. Ecr. G. Talbot, Broadbridge Farm, Woodlands, Southampton, SO4 2HX.

HOMME, 17 ans expér. de groupe import., connaiss. micro, compta anglo-sax., ch. place responsab. compta géné., analyt., clients. Ecr. D. Fortin, 4, quai Argonne, 94170 LE PERREUX ou tél. : 48-72-92-32.

CADRE BANCAIRE H. 40 A. trilingue, Docteur Sc. Po. OFFRE 14 a. d'exp. :
– Opérations bancaires et financières internationales ;
– Informatique de gestion (logique concept. de syst.).
CHERCHE NOUVELLES RESP. Libre + mobilité géo. Ecrire sous le nº 8436 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

F. 40 ans recherche poste secrétaire de direction ou collaboratrice, département 93 ou gare du Nord. Ecrire sous le nº 8463 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.H. 27 ans, dégagé O.M., Bac+5+1 an Los Angeles, UCLA, étudierait ttes proposit., France ou étranger. Ecrire sous le nº 8462 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Cadre supérieur informaticien, 48 a., universitaire, agissant sur plan européen, réseaux internat., locaux, bureaut. intégrée, rech. emploi simil. dans groupe européen. Réponse assurée. Ecrire sous le nº 8459 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. 29 a., trilingue all., angl., longs séj. RFA, G.-B.) avec connaissance du russe, 6 a. exp. commerce international, secteur électronique, rech. poste à resp. Martine Depalle, 12, r. des Champs-Saint-Denis, 94370 SUCY.

L'AGENDA

Bijoux

ACHAT BIJOUX OR
brillants, pierres précieuses
PERRONO OPÉRA
boulevard des Italiens
4, Chaussée-d'Antin.
Ventes - Occasions - Echanges.

Cours

ÉCRITURE ATELIERS POUR ADULTES PARIS-Ve UNE FOIS PAR MOIS. TÉL. : 30-58-99-51.

Vacances Tourisme Loisirs

Mer et Montagne
Vacances en Corse dans le Golfe de Porto à Marignana, altitude 800 m, à 15 mn de la plage. Studios de 2 et 4 pers., de 2.200 F à 3.200 F par mois. Possibilité locations 1 ou 2 ou 3 semaines.
Pour tous renseignements écrire Studios de Marignana, 20141 MARIGNANA.

ASSOCIATIONS

Session et stages

עברית
INITIATION A L'HÉBREU
en 3 mois chez soi. Suivi pédagogique par professeurs universitaires. Institut Meguila 42-62-25-91. B.P. 390 75869 Cedex 18

UN ÉVÉNEMENT A NE PAS MANQUER!
Douglas Harding a accepté de venir à PARIS les 12 et 13 mars prochain pour animer un week-end de découverte de soi-même.
EXPÉRIMENTEZ QUI VOUS ÊTES VRAIMENT !
Rens. au GRAPHE, 30, allée du Lac-Supérieur 78110 Le Vésinet Tél. : (1) 30-71-57-17

FORUM THÉATRE CTO MÉTHODE Augusto BOAL
Spectateur est un mot obscène ! Le Forum vous propose une méthode théâtrale dont vous êtes les acteurs en interaction avec le public. Session formation-production à partir du 10 mars. Représentation en situation du 11 au 26 mars. FORUMS CITOYENNETÉ (sauf dimanche et lundi) à partir de 18 h au 144, av. Président-Wilson, St-Denis CTO. 45-82-21-10.

Vous avez une idée, un projet de création d'entreprise, que vous souhaitez développer la BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS organise pour vous des demi-journées d'accueil et d'information pour vous permettre de déterminer une stratégie cohérente de lancement de votre projet (produit, marché, statut juridique, financement). Téléphonez au 43-55-09-48

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING
Week-end sensibilisation 12 et 13 mars.
Stage intensif 2-6 avril.
Documentation sur demande, 3, rue J.-Bart 75006 PARIS. Tél. : 45-48-07-93.

ENGLISH' ROUND THE CLOCK
Stages intensifs d'anglais en France. Classes de 3e à la Terminale, classes préparatoires. Séjours du 29-3 au 9-4 et du 2-4 au 11-4 en Provence. Option Math. Cours 5 h/jour ; animations, sports, théâtre. Règlement « English Only ». Excellents résultats. Séjour en Angleterre du 31-7 au 16-8. 8, rue des Liserons 75013 PARIS. - Tél. : 46-85-01-87.

« Pourquoi subir sa vie alors qu'on peut la créer ? »
Si on ne nous a pas appris à communiquer humainement, à nous faire confiance, nous n'y sommes pour rien. Mais nous y pouvons quelque chose : le CIFEB vous propose SYGMA, un stage de communic. et de dév. personnel qui dure 5 jours. 45-55-61-69.

JAPONAIS INTENSIF
Suggestopédique du 5 au 29 avril de 17 h 30 à 20 h 30. Contact : Matsumoto. 43-35-24-59

VICTOIRE SUR LE TABAC
« Réapprendre à être non-fumeur » tel est le principe de notre méthode qui fait ses preuves depuis 5 ans. Sans stress et sans grossir, démontez vos mécanismes du fumeur pour ne plus jamais refumer. Documentation gratuite à : Victoire sur le tabac Tél. : (1) 45-61-15-13

Séjours, ski soleil + nature à 100 km côte d'azur en famille, en groupe depuis 500 F/semaine La Prieuré 06470 St-Martin-d'Entraunes. Tél. : 93-05-51-26.

LE CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE offre séminaire jeunes 18/30 ans à Marly près de Paris, du 28-3 au 2-4-1988 sur le thème « Technologies nouvelles et emploi dans la CEE ». Séjour gratuit, remb. 70 % frais voyage ; droit d'inscr. 400 F. Rens. : CIFE, 4, bd Carabacel, 06000 Nice. Tél. : 93-85-85-57

- Prix de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du *Monde Publicité*, et adressé au plus tard le jeudi pour parution de mardi, daté mercredi au *Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les mardis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

PRÈS VAL-DE-GRACE
Beau 3 p. rénové s/rue, vraie cuis., bains, w.c. séparé, chff. ind., cheminée, 58 m² env. Visite mercredi de 14 h à 17 h 30, 9, RUE DES FEUILLANTINES, 5e.

6e arrdt

97 m², BALCON-TERR., 4e ét., 3 p., tt conft, park., charme, à rafraîchir. 3.150.000 F. 45-61-00-96.

PRÈS LUXEMBOURG
6 P. 170 m². 4.300.000 F. POSSIB. PROF. LIBÉRALE. PLURIMMO, 45-48-25-01.

7e arrdt

PRÈS MINISTÈRES
VOIE PRIVÉE CALME
Gd stand. 200 m² env., loué Loi Quilliot, récupérable, 7 p., service poss., park. et prof. libérale. 6.250.000 F. Vis. mercr. de 14 à 16 h. 8, CITÉ MARTIGNAC, 7e. Serge Kayser (1) 43-29-60-60.

8e arrdt

VOUS VOULEZ VENDRE VOTRE APPARTEMENT
Une nouvelle agence est à votre disposition au 45, AV. GEORGE-V, 8e. 47-20-10-72.

Rue de Berry
3 p. 72 m², living, 2 chbres, 2e ét. s/jardin, parking. 47-20-10-72.

9e arrdt

FABULEUX
ATELIER ARTISTE + 3 P. Vue tout Montmartre. 2.800.000. 45-08-53-84, 60-60-54-94.

14e arrdt

S/PARC MONTSOURIS
Gd stand. BEAU 2 P., balc. 1.800.000 F. 45-89-49-34.

16e arrdt

PASSY GRANDE RÉCEPTION, 3 chbres, parfait état, 143 m² + jardin privatif. BON STAND., imm. p. de t. 4.200.000 F. 45-61-57-90.

AUTEUIL
EXCEPTIONNEL
Liv. 1 chbre + gde terrasse de plain-pied. 47-20-10-72.

MOZART A RÉNOVER
Dble liv. 2 ch., imm. p. de t., 4e ét., asc. 47-20-10-72.

AUTEUIL, immeuble récent, standing, 65 m² + parking. 47-20-10-72.

Etranger

Crans-Montana Valais Suisse
A vendre dans petit immeuble résidentiel neuf, encore quelques appartements de 3 et 4 pièces choix pers. d'aménagement possible. Situation tranquille plein sud, vue sur les Alpes et la vallée du Rhône. Renseignements directement du constructeur : P. Schlegel, CH-3962 Montana. Tél. (19-41) 27-41-15-36.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

EMBASSY SERVICE
recherche achat APPARTS HAUT DE GAMME et HOTELS PARTICULIERS PARIS RÉSIDENT.
TÉL. : (1) 45-62-16-40.

PLURIMMO 45-48-25-01
72, BD RASPAIL, PARIS-6e
RECHERCHE APPTS DE CARACTÈRE OU DE STYLE.
Pour clientèle exigeante.

locations non meublées demandes

Paris

UNION FONCIÈRE EUROPÉENNE
Location - Vente - Gestion
5, rue Berryer, 75008 Paris.
Rech. appts, vides ou meubl., pour ses client., loyer garanti.
Tél. : 42-89-12-52.

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BQUES, STÉS MULTINAT. et DIPLOMATES stud., 2, 3, 4, 5 p. et plus. I.S.I. 42-85-13-05.

Part. ch. location pav. 80 à 100 m² proche banl. Sud. Tél. : 46-39-40-07.

locations non meublées offres

Paris

COLONEL-MOLL, dans bel imm. anc. 4e asc., convenant à prof. lib. Gd 5 p. cft. 14 000 F + ch. Tél. matin SEGECO 45-22-69-82.

A LOUER PARIS-XXe
Av. Gambetta (face Mo) dans imm. bon stdg 7e ét., ce appt tt cft. libre 1er mars. 3 p., cuis., w.c., s. de bns. 64 m² env., cave et garage. 5.500 F mensuels, compris acompte chauff. et charges. Sérieuses références exigées. Garantie d'emploi. Ecr. Mme A. CATELAN, 42, a. F.-Villon 93190 Livry-Gargan.

QUARTIER MARAIS
près place des Vosges, 7-7 bis, rue Saint-Gilles, dans résidence grand stand.
DE 42 APPARTEMENTS PERSONNALISÉS
IL RESTE QUELQUES APPARTEMENTS
2 p. de 53 m² à 58 m², loyer mensuel de 5.650 F à 6.400 F. 3 p. de 68 m² à 73 m², loyer mensuel de 7.350 F à 8.200 F. 4 p. de 91 m² à 95 m², loyer mensuel de 9.450 F à 10.000 F. Parking et charges en sus. Chff. électrique individuel.
Livrable de suite.
Appartement témoin ouvert lundi, mercredi, samedi de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h.
Renseignements au 45-67-37-02 heur. bur.

A LOUER
ENTRE PARTICULIERS
Très gd choix locations HESTIA
Paris-15e, 43-06-09-10.
Paris-2e, 42-96-58-46.

Région parisienne

CHENNEVIÈRES, de petite résidence calme de stand., beau 5 p. 119 m², 2e ét., avec box, 5.950 F ch. comp. ; beau 4 p. 89 m², 2e ét., avec box, 4.440 F ch. compr. Libres de suite. POG - 45-67-71-00.

DANS RÉSID. STAND., 2 mn Charenton-Ecoles, studio 24 m², park. et cave compr., 2.195 F + 175 F ch. Studio 31 m², park. et cave compr. 2.820 F + 220 F ch. POG - 45-67-71-00.

proprietes

[illegible]

terrains

RECHERCHONS [illegible]
TERRAIN
pour promotion immobilier et tourisme pour groupe INVESTISSEURS basé en Suisse.
Ecrire SI nº 8 441 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, r. Monttessuy, Paris-7e.

viagers

F. CRUZ — 42-66-19-00
8, r. La Boétie, particuliers votre dossier viager. Estimation grat. 49 a. d'expér. Garantie fin. 3 000 000 F.

XXe — SAINT-FARGEAU
Viager occupé sur 1 tête 87 ans (bms) de imm. stand. 5 P. tt cft, loggia, park. bouquet : 140 000 F + rente 3 900 F/ms. 46-81-49-47.

bureaux

Locations

DOMICILIATION CCIALE 8e BURX, SECRÉT., TÉLEX, TÉLÉCOPIE, TRAIT. TEXTE
AGECO 42-94-95-28.

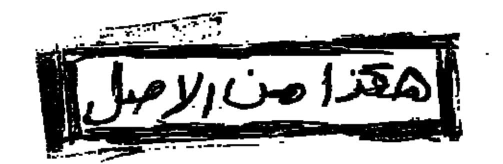
CHAMPS-ÉLYSÉES 6 BURX PRESTIGE
r.-de-ch. s/rue et cour. Visite sur place vend. 11-3 9 h à 12 h et 15 h à 19 h. 32, r. Washington, Paris-8e.

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-45.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.
43-55-17-50.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATIONS
Forum des Halles, bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat.
ACCESS - 40-26-15-12.



هكذا من الأصل

Economie

SOMMAIRE

■ Le rapport du groupe de réflexion sur la déontologie, créé par la Commission des opérations de Bourse, et dirigé par M. Gilles Brac de La Perrière, fait des propositions concrètes concernant les professionnels, qui devraient davantage s'autocontrôler *(lire ci-contre)*. ■ Affrontement nippo-européens aux Etats-Unis dans l'industrie pneumatique : Pirelli, secondé par Michelin, lance une OPA sur Firestone pour casser l'accord conclu entre le groupe américain et le japonais Bridgestone *(lire ci-dessous)*. ■ Autriche : les partis politiques adoptent un projet de réforme fiscale abaissant l'impôt sur les sociétés, alors que l'OCDE recommande le maintien de la rigueur *(lire page 40)*. ■ Selon un enquête du Centre d'études des revenus et des coûts, les entreprises françaises pratiquent des politiques de rémunération extrêmement variées. Les différences sont cependant beaucoup plus faibles pour les cadres *(lire page 40)*.

Pirelli et Michelin unis contre Bridgestone

Lutte pour la survie dans le pneu

L'offre publique d'achat (OPA) du fabricant italien de pneus Pirelli sur Firestone, numéro deux américain du secteur (*le Monde* du 8 mars), illustre de façon éclatante la nouvelle nature des offensives boursières menées actuellement outre-Atlantique comme en Europe. Car l'enjeu de l'OPA de Pirelli est fort différent de celle lancée, en 1986, par le britannique Jimmy Goldsmith sur le premier producteur mondial de pneus, l'américain Goodyear. Là où ce dernier voyait une opération financière rentable, l'italien, lui, joue sa survie dans sa spécialité pour la prochaine décennie.

En pleine restructuration depuis dix ans, l'industrie mondiale du pneu compte encore trop de concurrents. A l'horizon de l'an 2000, il ne devrait plus rester que trois ou quatre grands. Si l'américain Goodyear, numéro un incontesté, et son brillant second, le français Michelin, sont dans la course, rien n'est joué pour les suiveurs, le japonais Bridgestone, l'allemand Continental ou l'italien Pirelli. Pour eux, la survie passe par l'acquisition d'une dimension internationale que seul peut leur donner un développement sur le marché américain – le principal avec le tiers des ventes mondiales (36 milliards de dollars en 1987).

D'où l'intérêt porté par Pirelli comme par Bridgestone aux actifs de Firestone qui, à l'image de nombre de ses confrères américains, souhaite se désengager du pneu. En signant en février dernier (*le Monde* du 18 février), une lettre d'intention avec Firestone, le japonais avait pris une longueur d'avance. En échange de 1 milliard de dollars, il se rendait maître des activités pneumatiques de ce dernier (soit 70 % d'un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dollars en 1987). D'un coup, Bridgestone devenait un troisième mondial de poids (avec une part du marché de 16 %), accédant, aux Etats-Unis, à 21 % du marché tourisme première monte, à 9 % du remplacement tourisme, et renforçant de 10 % sa part de marché (7 %) dans le remplacement poids lourds, une part acquise déjà grâce au rachat de l'usine Firestone de Nashville. En Europe, le pneumaticien nippon, pratiquement inexistant dans le remplacement tourisme (1 % de pénétration), obtenait une part de 6 % et doublait sa pénétration (actuellement de 4 %) dans le remplacement poids lourds.

Un front antinippon

Pour Pirelli, qui détient respectivement 10 % et 11 % de ces deux marchés européens et qui est absent du territoire américain, la menace était suffisamment sérieuse pour qu'il double la mise offerte par le japonais en proposant 58 dollars par action (alors qu'elle ne cotait que 49 dollars le 4 mars), soit près de 2 milliards de dollars pour les 33,3 millions de titres Firestone. Mais la menace nippone n'a pas perturbé que l'italien. Michelin ne voyait pas non plus d'un bon œil ce concurrent asiatique s'infiltrer en Europe – où le français domine le marché avec 40 % du remplacement poids lourds et 30 % du remplacement tourisme, – aux Etats-Unis et au Brésil, où Firestone représente un tiers des ventes et où Michelin souhaite se développer fortement.

Aussi Pirelli n'a-t-il eu aucun mal à constituer un front européen contre le japonais et à se faire de Michelin un allié, qui soulagerait son engagement de 650 à 800 millions de dollars en cas de réussite de son OPA. Une somme qui représente (pour 650 millions) l'acquisition des actifs brésiliens de Firestone, d'un réseau Master Care, de 1 500 points de vente et centres auto, et une option (pour 150 millions) sur 50 % des activités non pneumatiques (fabrication aux Etats-Unis de caoutchouc synthétique et de produits d'étanchéité pour toitures) de Firestone.

Ce serait la plus grosse opération d'acquisition jamais réalisée par Michelin, jusque-là plutôt familier de la croissance interne. Elle satisferait d'un coup ses ambitions aux Etats-Unis où son réseau de 3 000 « dealers » indépendants lui paraissait insuffisant, et au Brésil où il projetait d'étendre son implantation. Le doublement de capacité de production de ses deux usines de pneus poids lourds (actuellement de 500 000 unités par an) est d'ailleurs prévu d'ici à trois ans. En revanche Pirelli, déjà puissant au Brésil (un tiers du marché) n'envisageait pas de s'y développer.

« De deux maux, il faut choisir le moindre. » De toute évidence, Michelin a fait sienne cette devise. Mieux vaut assurer la place de numéro trois mondial d'un Européen que d'un Japonais. D'autant que Pirelli, renforcé de Firestone « collerait » moins aux deux leaders mondiaux que Bridgestone grossi de Firestone.

Michelin, dont le désendettement s'est poursuivi en 1987, n'aurait aucun mal à financer cette acquisition, grâce à ses banquiers, à l'augmentation de capital (600 millions de francs suisses) engrangée en 1987, aux bénéfices attendus pour l'an passé (quelque 2,5 milliards de francs selon les analystes pour un chiffre d'affaires d'environ 46 milliards de francs étal par rapport à 1986).

LE MARCHÉ MONDIAL DU PNEUMATIQUE
(35 milliards de dollars en 1986)

Fabricant	Part
GOODYEAR (E-U)	19 %
MICHELIN (France)	18 %
BRIDGESTONE (Japon)	9 %
CONTINENTAL (RFA)	8 %
FIRESTONE (E-U)	7 %
PIRELLI (Italie)	6 %
SUMITOMO (Japon)	5,5 %
UNIROYAL-GOODRICH (E-U)	5 %
AUTRES	22,5 %

Déboires européens

Quelles sont les chances de Pirelli ? Deux fois plus élevées que celle de Bridgestone, son offre privilégie les actionnaires, alors que le Japonais prévoyait de verser 1 milliard de dollars au groupe lui-même, dont le management conservait certains actifs rentables comme le réseau Master Care, et qui envisageait de n'en redistribuer qu'une partie aux actionnaires. Bien que ce ne soit guère dans les habitudes des Japonais, rien n'empêche Bridgestone de lancer une contre-OPA, ce qui représenterait cependant une augmentation importante par rapport à sa mise de fonds initiale. Quant à l'Italien qui finance l'opération par des crédits internationaux, sans recours à une augmentation de capital, acceptera-t-il d'augmenter encore son offre, alors que déjà, au lendemain de son annonce, l'action Firestone cotait 63 dollars l'action ?

Outre-Atlantique, les Européens n'ont guère été heureux dans leurs initiatives industrielles récentes. Les offensives menées par le français Sanofi sur Robins ou le suisse Hoffmann-Laroche sur Sterling Drug, ont fait apparaître des rivaux américains, American Home Products et Eastman Kodak, finalement vainqueurs. Le cas de figure est différent pour le rachat de Firestone. L'offensive européenne vient contrer une offensive nippone, dans un secteur où tous les Américains, à l'exception de Goodyear, passent la main (ainsi Goodrich qui a désinvesti du pneu en décembre dernier) ou sont prêts à le faire, comme Uniroyal.

Face à un nouvel accès d'expansionnisme nippon, les Américains préféreront-ils un « sauveur » européen ?

CLAIRE BLANDIN.

Sur le front des OPA

Roper entre General Electric et Whirlpool

Le groupe américain General Electric a lancé une contre-OPA sur le fabricant de matériel électro-ménager Roper qui avait signé un accord de fusion, le 27 février, avec Whirlpool. L'offre de General Electric est faite à 45 dollars l'action et représente un débours de 423 millions de dollars contre 37,50 dollars et 352,5 millions proposés par Whirlpool.

A l'annonce de cette contre-OPA, le titre Roper a grimpé à 48,125 dollars, au-dessus du prix proposé par General Electric, signe que le marché s'attend à une nouvelle surenchère. Roper a refusé de commenter pour l'instant l'offre de General Electric, qui lance pour la première fois de son histoire une offre de rachat hostile.

La Royale belge en partie

Le groupe Bruxelles-Lambert et l'Union des assurances de Paris (UAP) ont offert d'acheter aux autres actionnaires minoritaires de la Royale belge 10 % du capital qu'ils détiennent. Cette OPA partielle se déroulera du 5 au 19 avril au prix de 6 350 francs belges. Bruxelles-Lambert et l'UAP sont les principaux actionnaires depuis mai 1987 de ce numéro un de l'assurance en Belgique.

A la suite d'une bataille boursière lancée par le groupe AXA, l'UAP est devenue le principal détenteur de parts avec 31 % du capital tandis que GBL en détenait 22 %. Cette nouvelle opération est conforme à la réglementation boursière belge. Les deux groupes offrent, aux minoritaires de la Royale belge qui détiennent 25 % du capital, de leur racheter 10 % des titres, soit 2,5 % du capital.

Black et Decker relève son prix

Le fabricant américain de matériel de bricolage Black et Decker a relevé son offre de rachat d'American Standard, groupe spécialisé dans le matériel de plomberie et l'air climatisé. Black et Decker propose 73 dollars par action contre 68 dollars précédemment. Cette nouvelle offre équivaut à payer 2,26 milliards de dollars pour détenir la totalité du capital d'American Standard contre 2,1 milliards précédemment. Ce relèvement intervient après que les dirigeants de la firme agressée eurent mis en place un système de défense (*le Monde* du 8 mars).

Les milieux boursiers invités à pratiquer l'autodiscipline

(Suite de la première page.)

Les investisseurs devraient être clairement informés des coûts de la gestion sous mandat, et les droits de vote détenus par les organismes de placement, SICAV et fonds communs, ne se trouveraient exercés que *« dans le seul intérêt des souscripteurs »*.

En outre, les intermédiaires financiers doivent se sentir investis d'une mission d'information et de conseil de leurs clients. Les ordres devraient faire l'objet d'un enregistrement horodaté, pouvant aller jusqu'à celui des communications téléphoniques transmettant ces ordres. Ils sont exécutés *« dans le délai le plus court possible »*.

Sur les marchés à « effet de levier » (MATIF notamment), les intermédiaires ne dissimuleront pas aux organismes de compensation l'identité des personnes opérant sur ces marchés, et éviteront d'utiliser les opérations de gré à gré pour contourner les règles de protection des donneurs d'ordres. Enfin, l'instauration d'un statut de négociateur individuel de parquet sur le MATIF devrait être l'*« occasion d'interdire les opérations pour compte personnel des négociateurs salariés »*. Cette dernière règle est déjà obligatoire dans les établissements étrangers opérant sur la place de Paris.

Publication des sanctions

M. de La Perrière a fortement insisté sur le fait qu'*« il appartenait aux établissements et aux intermédiaires de fixer leurs propres règles »*. Selon le groupe de réflexion, les autorités de marché ou les autorités publiques ne devraient intervenir que pour fixer des règles minimales. Les contrôles externes par ces autorités complètent les contrôles à terme mis en place par chaque intermédiaire financier, mais *« ne sauraient s'y substituer »*. Les sanctions disciplinaires mises en œuvre par les établissements et éventuellement les autorités de marché constituent la *« suite normale »* de manquements à la déontologie : les professionnels ne doivent pas hésiter à faire preuve de fermeté, et même à rendre publiques les sanctions prises. Mais, a jugé bon de préciser M. de La Perrière, *« l'action pénale est un recours ultime »* : il faut donc éviter de l'affaiblir par une extension excessive de son champ d'application. Enfin, lorsque des clients subissent un préjudice du fait de manquements aux règles de déontologie, les intermédiaires *« recherchent leur dédommagement »*.

Tous ces exemples des *« orientations »* prises par le groupe de réflexion les montrent non seulement opportunes, mais absolument indispensables, au moment où les marchés financiers ont littéralement explosé, du fait de la déréglementation et de la création d'instruments et de procédures nouvelles, avec pour conséquence logique des abus ou des escroqueries comme celles reprochées à M. Aletti. Certaines recommandations peuvent paraître élémentaires au grand public, comme la *« protection des intérêts des clients »*, mais il faut bien savoir qu'elles ne seront pas toujours faciles à appliquer. Ce sera le cas pour le contrôle, ou l'interdiction, des opérations personnelles des négociateurs, dont le développement a pu, à maintes reprises, perturber ou même fausser le fonctionnement des marchés. Dans ce domaine, seul l'autocontrôle est efficace, à condition que les directions des établissements en aient la volonté et les moyens.

FRANÇOIS RENARD.



Économie

De préférence aux Mirage-2000

La Suisse modernisera son armée de l'air avec des avions américains

Suivant les recommandations du département militaire fédéral, le gouvernement helvétique a décidé, lundi 7 mars, de retenir deux appareils américains, le F-16 et le F-18, pour la phase finale de l'acquisition d'un nouvel avion de combat. Du même coup, il écarte de la course leurs deux concurrents européens, le Mirage-2000 français et le Grippen JAS-39 suédois *(nos dernières éditions datées 8 mars).*

BERNE
de notre correspondant

Expliquant l'éviction de l'appareil français, le ministre de la défense, M. Arnold Koller, a indiqué que le Mirage-2000 *n'offrait « aucun avantage financier ou militaire »* par rapport à ses rivaux américains, même si la firme Dassault a consenti des concessions sur les prix. M. Koller a reconnu *« les capacités potentielles »* du Mirage-2000, mais sa version FLEX destinée à l'exportation n'est pas encore disponible pour des vols d'essai à l'étranger et ne répondrait pas aux besoins spécifiques de l'aviation suisse. Selon les experts helvétiques, ce prototype exigerait encore des améliorations en ce qui concerne le radar, les équipements électroniques et le cockpit. Quant à l'avion suédois, son principal handicap était de n'avoir pas encore volé ; ce qui ne l'empêche pas de garder ses chances pour une autre occasion.

M. Koller a regretté que la Suisse n'ait pas reçu d'offres concurrentielle, venant des pays voisins ou de la Suède, *« pays neutre qui nous est proche, notamment en matière d'armement »*. *« Les projets non retenus,* a-t-il ajouté, *n'étaient pas assez avancés dans leur réalisation pour être pris en considération. »*

Le choix définitif du futur avion interviendra cette année. Pour départager les deux appareils américains restant en lice, des essais sont prévus en Suisse, en avril et mai prochains. Une fois la décision prise, le projet d'acquisition de l'appareil destiné à remplacer le Mirage-III pourrait faire partie du programme d'armement de 1990. Pour l'heure, le gouvernement envisage l'achat d'une quarantaine d'exemplaires et l'ouverture d'un crédit de 3 milliards de francs suisses (l'équivalent de 12 milliards de francs français). Les nouveaux avions devraient être opérationnels à partir de 1995. M. Koller a également annoncé que, à la même époque, il faudra se procurer entre quarante et soixante nouveaux appareils pour remplacer les Hunter, de conception britannique.

En donnant sa préférence aux appareils américains, le gouvernement helvétique a tenu compte des possibilités de compensation économique. Si, comme l'a précisé M. Koller, le F-18 de McDonnell Douglas coûte environ 10 % de plus que le F-16 de General Dynamics, il existerait néanmoins une *« authentique situation de concurrence »* entre ces deux modèles *« assez semblables »*. La Suisse a également obtenu des assurances pour une participation de l'industrie helvétique. Enfin, M. Koller a reconnu que l'éventuelle extension des droits d'atterrissage de la compagnie nationale Swissair aux Etats-Unis, dont il a été question lors du récent voyage à Washington du ministre suisse de l'économie, M. Jean-Pascal Delamuraz, n'a pas non plus été totalement étrangère à la décision prise.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Un nouveau revers pour Dassault-Breguet

« LA Suisse s'est américanisée au lieu de jouer le jeu européen. » C'est le commentaire, un peu désabusé, de Dassault-Breguet après le camouflet infligé par l'armée de l'air helvétique au constructeur français, qui n'aura donc pas réussi à remplacer ses propres avions anciens Mirage-III par des Mirage-2000 plus modernes. L'échec est patent, même s'il était attendu. Et il est grave à terme pour l'industriel français, et ses associés, dès lors que la partie est perdue, probablement, face à l'éternel F-16 américain.

Certes, Dassault-Breguet peut avancer des arguments pour sa défense. La société française, qui n'est responsable que de la fabrication de 30 % de la valeur de l'avion, peut s'estimer trahie par ses partenaires habituels, comme les équipementiers, qui n'auraient pas su répondre à temps aux exigences du client. Les compensations offertes par la concurrence — en particulier, les droits d'atterrissage accordés aux Etats-Unis à l'aviation commerciale helvétique — ont fait pencher la balance en faveur des appareils américains. Le prix du F-16, inférieur d'un tiers à celui du Mirage-2000, a peut-être été un motif déterminant.

Mais ces arguments ont aussi leur revers. Si les défaillances des équipementiers français sont ce que prétend le constructeur du Mirage-2000, c'est toute une politique industrielle de l'aéronautique, en France, qui est en cause. En d'autres circonstances — par exemple en Grèce, où, pour vendre des Mirage-2000, les constructeurs français ont dû créer un organisme de promotion du tourisme hellène, — la France a su proposer des compensations suffisamment attirantes pour emporter le contrat. Le gouvernement français, enfin, est intervenu pour présenter au client suisse des conditions financières de dernière minute, qui auraient dû, en principe, retenir toute l'attention de ses experts.

L'affaire suisse est grave parce que Dassault-Breguet ne parvient pas à se succéder à lui-même pour moderniser l'armée de l'air de son client et parce que le constructeur français enregistre une défaite dans un pays connu pour sa solvabilité, à la différence de bien d'autres acquéreurs.

Depuis deux ans, les déboires de Dassault-Breguet s'accumulent à l'exportation de ses avions de combat. La promesse de la Jordanie au premier ministre français, d'acheter une vingtaine de Mirage-2000 ne compense pas l'échec de Berne. En s'apprêtant à commander, respectivement, neuf nouveaux Mirage-2000 et dix-huit autres exemplaires, l'Inde et le Koweït ne font pas le printemps. En réalité, Dassault-Breguet produit, dorénavant, trop cher des avions militaires qui trouvent, face à eux, de redoutable compétiteurs.

JACQUES ISNARD.

Après la prise de participation de WCRS dans SGGMD

M. Gilbert Gross à armes égales avec les poids lourds français de la communication

Si le ministère des finances autorise l'accord qui lui est soumis, le groupe de publicité britannique WCRS va acquérir 50 % de SGGMD, principal acheteur d'espaces publicitaires en France (*le Monde* daté du 6-7 mars). Le renfort britannique donne au groupe de M. Gilbert Gross des appuis en Europe et aux Etats-Unis, et des moyens pour envisager des acquisitions de sociétés.

WCRS a de l'appétit : le quatuor de publicitaires qui alignaient, en 1979, leurs initiales pour créer l'agence londonienne, a accouché d'un empire sur plusieurs continents, centré sur la publicité mais intégrant aussi les relations publiques, le design et le sponsoring. Après une croissance soutenue pendant six ans, l'activité de WCRS explose véritablement en 1986 : le chiffre d'affaires passe de 560 millions de francs uniquement en Grande-Bretagne, à 3,6 milliards pour l'exercice clos en mars 1987, dont 2,67 milliards aux Etats-Unis. C'est qu'entre-temps WCRS a racheté deux agences importantes (DFT et HBM/Creamer) aux Etats-Unis et poussé ses pions en Asie avec le Ball Partnership australien.

Retour à l'Europe en 1987 : c'est alors le mariage avec le groupe français Bélier (filiale d'Eurocom, donc de Havas) qui devient actionnaire de l'activité publicitaire de WCRS à 20 % hors d'Europe et à 51 % en Europe continentale. Le nouveau groupe est alors au sixième rang européen, et au quinzième mondial, avec un chiffre d'affaires de 8,27 milliards de francs. Fort de cette expansion, WCRS prévoit des bénéfices de 180 millions de francs à fin mars 1988, contre 100 millions en mars 1987.

C'est le moment choisi par les Britanniques pour pousser leur avantage sur le continent européen en achetant pour une somme non divulguée 50 % du groupe SGGMD, dont le chiffre d'affaires en France atteint 5,5 milliards de francs.

Doit-on y voir un rapprochement indirect entre le patron de SGGMD, M. Gilbert Gross, et le groupe Havas ? Ils sont déjà associés au sein de Média Europe, une centrale d'achat d'espaces européenne, bien placée dans cinq pays avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs hors de l'Hexagone. Mais, au groupe Bélier, on assure que l'opération n'aboutit à aucun actionnariat indirect d'Havas dans SGGMD.

L'opération procure en tout cas un « trésor de guerre » important à SGGMD. Sur quels terrains peut-il l'employer ? Dans l'achat d'espaces, son métier de base, le groupe a déjà une position en France qu'il ne peut augmenter sans courir le risque de voir resurgir les accusations de position dominante (*le Monde* du 24 décembre). Dans le conseil en publicité strict, l'accord WCRS avec Bélier semble exclusif. Les voies ouvertes à M. Gilbert Gross sont donc celles de l'international, ou de la diversification vers d'autres secteurs, les médias par exemple.

SGGMD a déjà des intérêts dans la radio FM (réseau Nostalgie), dans la mesure d'audience (Médiamétrie) et dans la télévision (Canal Plus). Actionnaire de la défunte TV6, SGGMD n'a pas forcément renoncé à s'implanter dans la télévision généraliste, un marché dont la part dans son activité d'acheteur d'espaces va croissant. Même s'il évoque des raisons patrimoniales à la vente de 50 % de l'entreprise qu'il dirige, il est peu probable que M. Gilbert Gross prenne une retraite dont il n'a pas l'âge. En nouant des liens avec un groupe au capital dispersé, mais au prestige créatif intact, il élargit ses perspectives et son assise financière. Et, se plaçant dès maintenant dans un cadre européen où vont se multiplier les réseaux de communication transnationaux, de presse ou d'audiovisuel, il balise un terrain sur lequel il peut jouer à armes égales avec les poids lourds français de la communication, Havas, Hachette ou le nouvel axe CEP-Générale occidentale.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

● **Bouygues construira un village de vacances en Angleterre.** — Associée à Kier, filiale du groupe britannique Beazer, la société Bouygues vient de signer avec la firme néerlandaise Center Parcs un contrat pour la construction d'un village de vacances en Angleterre, à 100 kilomètres de Londres. Thetford Forest Holiday Village occupera 55 hectares près de Cambridge.

● **Les agents de voyages contre les pilotes d'Air Inter.** — Le Syndicat national des agents de voyages (SNAV) lance une pétition contre la grève en cours des pilotes d'Air Inter. A l'appel des syndicats, les navigants cessent le travail tous les matins de minuit à 8 heures pour obtenir une période d'essai de pilotage à trois du futur Airbus A 320 conçu pour être piloté par deux hommes. *« Il n'est pas admissible,* explique le SNAV, *qu'un groupe minuscule de personnes à hauts revenus et socialement très protégées, sous des prétextes non réellement fondés, porte atteinte à la vie économique du pays ainsi qu'à l'avenir d'Air Inter et de l'ensemble de ses salariés. »*

REPÈRES

Crédit à la consommation

Forte hausse aux Etats-Unis

Les crédits à la consommation ont augmenté de 10,5 % en rythme annuel, en janvier, indique la Réserve fédérale américaine. Cette hausse, la plus forte depuis septembre, fait suite à une progression de 7,9 % en décembre et de 5,9 % pour l'ensemble de 1987. Le rebond des crédits à la consommation reflète une certaine reprise de confiance des Américains après le krach boursier d'octobre mais, surtout, le bas niveau du chômage, estiment les analystes. Les crédits automobiles ont, une fois de plus, gonflé les chiffres et la plupart des économistes s'attendent à un atterrissage en douceur de la consommation, excluant une récession. Un tel atterrissage semble confirmé par l'association des services d'achat des entreprises qui fait état d'un rythme *« considérablement ralenti »* de la croissance en février. L'indice calculé à partir d'éléments fournis par 250 acheteurs de produits industriels est en baisse de 2,5 points et retrouve son niveau le plus bas depuis avril 1987.

Consommation

Des automobilistes heureux

Pour la première fois depuis 1980, le budget annuel de l'automobiliste a baissé, en 1987, de 2,2 %. L'Association française des automobile-clubs a soigneusement calculé que, pour un kilométrage moyen de 12 500 kilomètres, l'automobiliste français avait dépensé pour son véhicule 30 032 F contre 30 694 F en 1986. Il aurait donc réalisé une économie de 642 F. Cette heureuse évolution pour le consommateur résulte de la baisse de la TVA sur les voitures neuves (– 28 %) et d'une diminution des frais financiers (– 22,1 %) et des assurances (– 7,4 %) pour cause de concurrence accrue dans ces secteurs. En revanche, les automobile-clubs ont relevé des hausses en matière d'entretien (+ 11,2 %), de garage (+ 10 %), de carburant (+ 4,2 %).

Loyers parisiens

Encore deux ans de crise selon la CNAB

La crise du logement locatif à Paris et dans la région parisienne n'est pas résorbée, et il faudra deux ans encore pour retrouver une situation équilibrée, a déclaré M. Patrice Bazin, président de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB). Pour la CNAB, dont les adhérents gèrent 350 000 logements en région parisienne, les hausses moyennes lors des renouvellements de baux, confirment les chiffres récemment rendus publics (*le Monde* du 29 janvier) par M. Yves Galland, adjoint au maire de Paris, soit + 7 %, à ajouter aux 3 % de l'indice du coût de la construction.

Les loyers des nouvelles locations (appartements vides) commenceraient à s'assagir : on trouve des appartements de 100 m² pour 10 000 F par mois au lieu de 13 000 à 14 000 F il y a quelques semaines. Selon la CNAB, la moyenne des loyers libres s'établit à 71 F le m² par mois, de l'arrondissement le moins cher, le 20e avec 58 F par mois, aux plus chers, les 16e, 6e et 7e avec 82 F. Le « record » est détenu par un studio de 22 m², avenue Victor-Hugo dans le 16e, à 545 F le m², ce qui porte le loyer à 11 990 F sans les charges.

En banlieue, les Hauts-de-Seine plafonnent à 62 F le m², loin devant l'Essonne à 36 F le m². Ces relevés des prix des loyers vont faire l'objet d'un programme informatique que les adhérents de la CNAB pourront consulter.

CEE

La Commission de Bruxelles propose des mesures antidumping contre des produits japonais assemblés en Europe

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

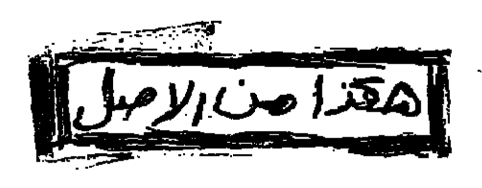
Des droits anti-dumping appliqués aux machines à écrire électroniques et aux balances électroniques japonaises assemblées dans la Communauté : telle est la décision que la Commission de Bruxelles propose aux Douze d'arrêter conformément au règlement anti-dumping de juillet 1987. Celui-ci prévoyait en effet la possibilité de frapper de taxes les « usines tournevis » installées dans la CEE par des entreprises japonaises afin de contourner la législation anti-dumping communautaire.

S'agissant des machines à écrire électroniques, l'enquête de la Commission ouverte à la suite d'une plainte des producteurs italiens, allemands et français (Rank Xerox-France) concernait six filiales de compagnies japonaises : depuis juin 1985, les sociétés mères étaient assujetties à un droit anti-dumping variant de 17 à 35 %. L'enquête menée au cours du premier semestre 1987 a montré que dans quatre cas les critères d'application du nouveau règlement étaient effectivement réunis. 1) Les sociétés en question avaient débuté leurs opérations dans la Communauté après l'ouverture de l'enquête anti-dumping. 2) Elles utilisaient une proportion très élevée de composants en provenance du Japon, proportion variant entre 75 et 96 %. La Commission propose dans ces conditions d'appliquer à Canon Bretagne SA, installée à Liffré, en France, un droit anti-dumping de 44 ECU par pièce assemblée (1), de 40 ECU à Kyushu Matsushita, Sharp et à Silver Reed, toutes trois installées au Royaume-Uni.

Dans le même esprit, elle propose d'appliquer un droit anti-dumping de 65,63 ECU par unité assemblée à la filiale britannique de la société Tec, le production japonais de balances électroniques. La maison mère japonaise s'était vu imposer pour ce produit un droit anti-dumping de 20,6 % en avril 1986. L'enquête a montré que la valeur des pièces japonaises utilisées par Tec Royaume-Uni représentait 92 % de la valeur du produit. En commentant cette proposition, M. Willy De Clercq, le commissaire chargé des relations extérieures, a fait valoir que les opérations d'assemblage créent fort peu d'emplois dans la Communauté tout en provoquant un préjudice important aux entreprises européennes.

Ph. L.

(1) 1 ECU : environ 7 francs.



Économie

SOCIAL

Les pratiques salariales des entreprises sont extrêmement diverses pour les non-cadres

« *Toutes les entreprises ne rémunèrent pas leur personnel de la même façon, et aucune ne rémunère de manière identique les différentes catégories de salariés qu'elle emploie* », souligne d'emblée le Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) dans l'étude, rendue publique le mardi 8 mars, qu'il vient de publier sur « *Salaires et compléments de rémunération, analyses des pratiques d'entreprises* » (1). Réalisée par MM. Thomas Coutrot et Philippe Madinier, cette étude complète celle que les mêmes auteurs avaient déjà réalisée il y a un an sur « *Les compléments de salaires* » (*le Monde* du 6 mars 1987). Menée de novembre 1985 à avril 1986 auprès de cent deux entreprises de plus de cent salariés — employant au total 206000 salariés — de cinq secteurs (industrie automobile, industries chimiques et pharmaceutiques, industries du textile et de l'habillement, bâtiment et travaux publics, commerce de gros), cette étude vise à examiner la diversité des pratiques salariales à partir d'informations collectées, pour l'essentiel, sur l'année 1984.

D'emblée, l'enquête du CERC, malgré son caractère « *expérimental* » et les « *insuffisances* » quantitatives et qualitatives qu'elle met elle-même en avant, fournit une mine d'informations variées sur les politiques salariales et sociales des différents secteurs observés. Elle souligne ainsi que, pour les ouvriers, le salaire (hors absentéisme) est généralement le même d'un mois à l'autre dans 80% des entreprises. En revanche, dans 11 % des cas, « *le mode dominant est celui de la prime mensuelle individuelle de rendement ou de productivité* » et, dans 9 %, « *une prime mensuelle collective liée aux performances ou à la productivité* ». Depuis 1982, 37 % des entreprises pratiquaient ou s'apprêtaient à pratiquer « *une politique d'individualisation des salaires* ». D'un secteur à l'autre, les disparités de salaires comme d'éventails hiérarchiques apparaissent plus nettement, même si l'homogénéité est relativement grande pour les cadres (de 208 500 F de salaire annuel moyen dans le bâtiment et les travaux publics à 283 000 F dans la chimie).

Pour les ouvriers, le salaire annuel moyen varie de 58 400 F dans le textile-habillement à 88 600 F dans la chimie. Pour les employés, techniciens et agents de maîtrise, la variation est plus grande : de 77 700 F dans le commerce de gros à 125 000 F dans la chimie. Le CERC indique aussi que 81 % des entreprises « *attribuent une prime équivalente à un 13e mois à leurs cadres, 82% à leurs employés et 57 % aux ouvriers* », avec des inégalités sensibles selon les secteurs, les ouvriers en bénéficiant « *nettement moins fréquemment* » que les employés dans le commerce, le bâtiment et les travaux publics et le textile-habillement.

Le « statut national » des cadres

L'étude du CERC fait donc apparaître clairement « *l'extrême diversité des pratiques salariales* ». Ainsi, « *en cas d'absence pour cause de maladie, la quasi-totalité des ouvriers voient leur salaire maintenu dès le premier jour dans l'industrie automobile mais 15% dans l'industrie du textile et de l'habillement* ». C'est aussi dans le textile que « *les cadres bénéficient six fois plus souvent de stages de formation que le reste du personnel. Le même rapport n'est que de 1,8 dans l'industrie chimique* ». Par ailleurs, « *le turn-over du personnel est trois fois plus élevé dans les entreprises du commerce de gros que dans celles de l'industrie automobile* ».

Le document du CERC montre aussi que les cadres constituent la catégorie qui tire le mieux son épingle du jeu. Pour eux, les pratiques salariales « *ne présentent pas de différences vraiment significatives* ». D'une entreprise à l'autre, les écarts de salaire moyen ne sont pas très importants. Les variations sont également faibles pour le taux de turn-over généralement plus faible ou la protection sociale complémentaire facultative, généralement plus avantageuse pour les cadres. Ainsi, « *les cadres sont apparemment l'objet d'un mode de gestion assez homogène, ils bénéficient d'une sorte de statut national* ». Cela tient sans doute au fait que, pour cette catégorie, la quasi-totalité des entreprises donnent la priorité au « *besoin de s'attacher suffisamment le personnel pour pouvoir bénéficier au maximum de son expérience et de son implication dans la bonne marche de l'entreprise* ».

Pour les autres catégories de salariés, certaines entreprises préfèrent privilégier la possibilité d'ajuster de manière quasi permanente les effectifs aux nécessités de la production. Rien d'étonnant, donc, à ce que ces catégories soient les plus touchées par la diversité des pratiques salariales. Pour le CERC, une telle diversité « *tient apparemment, soit à la dimension des entreprises, soit au caractère plus ou moins lourd des équipements utilisés, soit encore à la structure du personnel employé* ». Tout l'intérêt de l'étude est la typologie à laquelle elle aboutit, quatre types de gestion du personnel ayant été répertoriés.

Fidélisation du personnel

Le premier type concerne les entreprises « *à gestion statutaire* », principalement les grands constructeurs de l'industrie automobile et les entreprises de la chimie et de la parachimie lourde, où l'on joue la fidélisation du personnel. Dans ces grandes entreprises, la proportion de cadres est forte, les hommes sont très majoritaires, les étrangers minoritaires ; le taux de « turn over » est d'environ 5 %, et la présence syndicale est importante. Les trois quarts de ces entreprises « *calculent les salaires uniquement en fonction du temps travaillé* », seul un quart versant « *une partie de la rémunération sous forme de primes collectives liées aux performances de l'entreprise* ». Le treizième mois est « *la règle générale* », et le salaire est maintenu intégralement dès le premier jour de maladie.

Dans ce type « *statutaire* », la protection sociale facultative est « *particulièrement développée* », comme les œuvres sociales (plus de 4 % de la masse salariale). Si les montants au titre de la participation sont plutôt faibles (0,7 % des salaires), les dépenses de formation sont plus élevées (plus de 2 % de la masse salariale). Globalement, les disparités entre catégories de personnels sont relativement faibles, ces entreprises ayant un type de gestion « *codifié assez précisément dans des conventions collectives* ».

Le deuxième type englobe les entreprises « *à gestion flexible organisée* » : sous-traitants de l'automobile, autres entreprises de la parachimie et de l'industrie pharmaceutique, industrie textile, commerce de gros interindustriel. Elles ont souvent un même système conventionnel ou une tradition de négociation. Les ouvriers sont « *majoritairement des hommes qualifiés* » mais avec un « turn-over » de 12 %. La présence syndicale est assez importante (19 % seulement n'ont aucune section syndicale). Les employeurs semblent y rechercher « *plus la motivation de leurs salariés que leur fidélité* ». C'est dans ce secteur que les entreprises ont été les plus actives pour l'individualisation des salaires : « *Les salaires sont plus étroitement liés aux performanes individuelles et surtout collectives des salariés; l'assiduité est elle aussi plus souvent récompensée financièrement ; les primes automatiques (13e mois) sont au contraire moins fréquentes, surtout pour les ouvriers.* » Si les disparités de protection sociale facultative sont relativement importantes, les dépenses de formation (1,4 %) sont supérieures au minimum obligatoire et les montants moyens de participation (2,2 %) sont les plus élevés.

Main-d'œuvre remplaçable

Le troisième type est celui des entreprises « *à gestion flexible inorganisée* » : habillement, parfumerie, commerce de gros. La contrainte conventionnelle est faible, les accords d'entreprise rares, la main-d'œuvre — majoritairement féminine à l'exception des cadres — fortement mobile (18 % de « tunr-over »). Là, « *les entreprises ne semblent pas rechercher à fidéliser leur personnel, ni même à le motiver. Elles font plutôt un recours systématique au marché du travail pour recruter une main-d'œuvre très souvent féminine, peu spécialisée, facilement remplaçable, assez peu syndiquée (28% des entreprises ne reconnaissent aucune section syndicale)* ». L'individualisation des salaires est peu développée, ces entreprises pratiquant davantage « *les primes de rendement individuelles* ». Seules un peu plus de la moitié « *maintiennent le salaire dès le premier jour d'absence* ». Si la participation est d'un bon niveau (1,8%), l'effort de formation limité à l'obligation légale de 1,1%, les comités d'entreprise gèrent 38% seulement des œuvres sociales (contre 61% dans le type « *flexible organisé* ».

Les entreprises du bâtiment et des travaux publics constituent à elles seules le quatrième et dernier type, en raison de la forte homogénéité des pratiques et des caractéristiques : « *forte proportion d'hommes, d'ouvriers qualifiés, d'étrangers, salaires relativement faibles mais avec des compléments salariaux non négligeables* [et gérés paritairement dans la branche], *forte mobilité externe par rapport à l'entreprise mais sans doute interne à la branche (« turn-over » de 17 %), présence syndicale très faible (38 % n'ont aucune section syndicale)* ». L'individualisation des salaires est « *traditionnellement pratiquée* de facto *au niveau des chantiers* ». La pratique des primes semi-collectives est très répandue, alors que tant le 13e mois que le maintien du salaire dès le premier jour de maladie sont minoritaires pour les ouvriers. Si les écarts de salaires sont « *peu accentués* », les œuvres sociales — gérées à plus de 60 % par les employeurs — sont « *peu développées* ».

Au terme de cette passionnante étude, le CERC reprend l'hypothèse, sans pouvoir l'infirmer ou la confirmer, que depuis 1984, « *le mode de gestion « flexible organisée » gagnerait de l'influence* ». Déjà, entre 1982 et 1984, c'est dans ce secteur que les mouvements d'emploi ont été le plus orientés à la baisse : 65 % des entreprises à « *gestion flexible organisée* » ont vu leurs effectifs diminuer, 22 % augmenter et 13 % rester stables (soit une variation de moins de 3 %)...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Documents du CERC, n° 87. Diffusé par la *Documentation française, 29-31, quai Voltaire, Paris Cedex 07, au prix de 50 F.*

AGRICULTURE

Les candidats au salon

Dès lundi 7 mars, les hommes politiques ont fait du Salon de l'agriculture, ouvert la veille à Paris, une estrade politique où les propos tenus résonnent d'un écho particulier à deux mois de l'élection présidentielle.

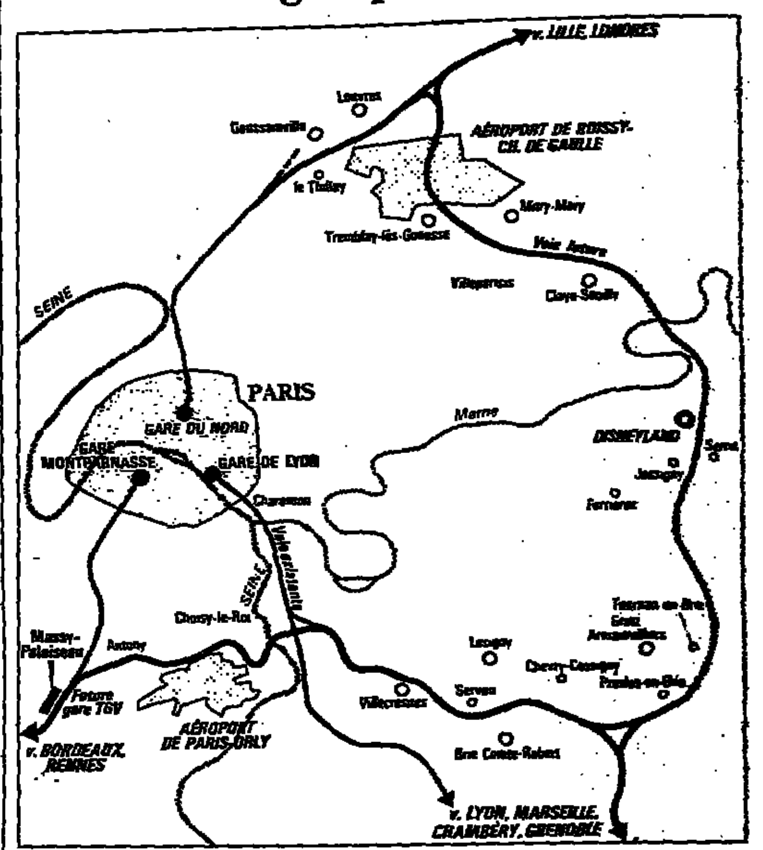
Sans aborder les problèmes de fond du monde agricole, le premier ministre , M. Jacques Chirac, a estimé que les agriculteurs se battaient « *dans des conditions difficiles* ». « *L'économie française a besoin d'eux* », a affirmé M. Chirac, précisant que « *leur avenir* [était] *Mieux assuré qu'ils le croient* »

Seul candidat a avoir été exploitant agricole en Corrèze, département cher à M. Chirac, m. André Lajoinie est venu porter la bonne parole du parti communiste à un monde traditionnellement peu ouvert à cette formation politique. « *Les paysans aiment produire, c'est leur métier. Chirac élimine les agriculteurs, moi je les soutiens* », a déclaré le candidat du PCF, dénonçant la décision, récemment prise à Bruxelles, de geler un million d'hectares en friche dans la Communauté.

De son côté, M. Raymond Barre s'est prononcé en faveur d'une exonération des droits de succession des entreprises agricoles à condition que l'héritier reprenne l'activité. « *La France manque d'entreprises. Ce diagnostic est fondamental. Il faut exonérer l'entreprise qui vient d'être créée,* a encore précisé M. Barre. *Cela coûte cher, mais le jeu en vaut la chandelle.* »

TRANSPORTS

Les voies d'interconnexion des TGV en région parisienne



Les 104 kilomètres de voies nouvelles à grande vitesse décidés en Ile-de-France par le conseil interministériel du 9 octobre dernier représenteront un élément essentiel du réseau TGV français. En effet, cette interconnexion du réseau nord (vers Lille, Bruxelles et Londres, via le tunnel sous la Manche), sud-est (Lyon, Marseille, Nice) et Atlantique (Brest, Rennes, Bordeaux, Toulouse) permettra, pour la première fois, à tous les TGV de se rendre d'une province à l'autre sans passer par Paris et en profitant de la rapidité des voies nouvelles.

L'interconnexion en Ile-de-France devra être construite pour 1993. Elle coûtera plus de 5 milliards de francs. Les trains y circuleront à 270 km/heure entre la gare de Roissy-Charles-de-Gaulle et les raccordements avec la voie sud-est actuelle, à la hauteur de la ville nouvelle de Melun-Sénart, et avec la ligne de grande ceinture qui conduit au raccordement de Massy-Palaiseau. Les gares TGV prévues sont Aéroport-de-Roissy et Massy-Palaiseau. Les gares possibles sont Euro-Disneyland et Melun-Sénart. Les temps de transport vers Roissy seront de 1 h 58 au départ de Lyon, 1 h 30 au départ de Bruxelles et 2 h 35 au départ de Rennes.

Le tracé qui a été retenu par le ministre des transports est situé plus à l'est que prévu par certaines variantes afin d'éviter les zones urbanisées et afin de limiter les nuisances.

ÉTRANGER

La coalition au pouvoir en Autriche s'entend sur une vaste réforme fiscale

La coalition au pouvoir en Autriche a fini par s'entendre sur la vaste réforme fiscale présentée comme l'un des objectifs primordiaux du gouvernement en janvier 1987. Durant le week-end du 6 mars, un programme a été arrêté dont le coût est évalué à 45 milliards de schillings (1). L'impôt sur les bénéfices des sociétés sera ramené de 55 % à 30%, celui sur le revenu s'échelonnant entre 10 % et 50% au lieu de 11 % et 62%. Cette réforme, applicable dès 1989, sera financée par l'abandon de multiples exonérations à hauteur de 29 milliards de schillings ainsi que par l'introduction, à l'instar de la RFA, d'une taxe à la source du capital de 10%. Ce point était le plus litigieux entre socialistes et populistes. Un terrain d'entente a été trouvé en limitant l'application de cette nouvelle taxe aux comptes d'épargne assortis d'un taux d'intérêt supérieur à 2,625% et en assurant le maintien de l'anonymat des placements. Au total, la coalition espère ainsi mettre l'Autriche au diapason de la CEE dont elle entend se rapprocher.

L'OCDE : les dirigeants de Vienne doivent maintenir la rigueur

Les perspectives pour le moins médiocres de l'économie autrichienne, une croissance limitée à 1,25 % cette année après une hausse de 1 % en 1987, ne doivent pas freiner les efforts de rigueur budgétaire, bien au contraire, estiment les experts de l'OCDE dans leur dernier rapport annuel consacré à l'Autriche. Poursuite de la politique de restriction des dépenses, réforme fiscale permettant d'élargir l'assiette de l'impôt, élimination des dispositions d'incitation à l'épargne des ménages, devenue très forte (12,8 % du revenu disponible), les recommandations des spécialistes du château de la Muette vont au-delà du programme d'assainissement mis en place par le gouvernement. Mais leur préoccupation est semblable : inverser la tendance à l'aggravation du déficit budgétaire qui, en 1987, a représenté 5 % du produit intérieur brut ; renforcer la compétitivité industrielle d'un petit pays très dépendant de son commerce extérieur et qui a connu, en 1987, un déficit commercial de 68 milliards de schillings (1).

Le gonflement de l'endettement public n'a pas été le seul signal d'alarme dont les dirigeants de Vienne aient tenu compte pour inverser leur gestion économique. L'écart croissant entre les déficits budgétaires de l'Autriche et de la RFA devenait une menace pour leur politique de monnaie forte, le schilling étant intimement lié au deutschemark afin d'assurer une discipline des salaires et des prix et, par là même, un atout commercial. Limiter l'impasse budgétaire à 4,5 % du PIB cette année et à 2,5 % d'ici à 1992 s'annonce une tâche d'autant plus ardue que les trois quarts des dépenses fédérales correspondent à des engagements statutaires réduisant la capacité d'arbitrage du gouvernement. Mais cet objectif reste prioritaire, souligne l'OCDE, comme le sont devenus un assouplissement de la structure des salaires et la poursuite de la réduction des subventions. Sur ce point, les auteurs du rapport s'inquiètent à l'idée de voir s'accroître au fil des ans la charge de nouvelles formes de subventions débloquées pour promouvoir le progrès technologique.

Devenu traditionnel dans les rapports de l'OCDE, cet appel à une amélioration des structures et à l'abandon de soutiens de l'Etat s'accompagne de la non moins traditionnelle recommandation en faveur d'une promotion du secteur privé. La chute des parts de marchés à l'exportation pour les produits manufacturés, 7% en 1987, tient en grande partie aux mauvais résultats enregistrés par le secteur nationalisé dont les ventes à l'étranger se sont contractées de 15%. Les experts de l'organisation reconnaissent que ce revers est notamment dû aux restructurations en cours dans ce secteur mais prêchent en faveur du privé et de la déréglementation des services où les créations d'emplois sont les plus nombreuses. Les auteurs du rapport voient toutefois mal comment empêcher, cette année encore, une dégradation de l'emploi qui pourrait porter le chômage à des niveaux inhabituels pour l'Autriche, 4,5% de la population active selon la définition OCDE.

F. Cr.

(1) 100 schillings = 48 francs.

Le Pérou opte pour une austérité draconienne

Le plan d'austérité dont le ministre de l'économie M. Gustavo Saberbein, devait annoncer les détails, le mardi 8 mars au soir, représente pour le Pérou un revirement total par rapport à la politique « *hétérodoxe* » qu'il avait tenté de suivre pour assurer sans les recommandations du Fonds monétaire international une forte croissance. Dévaluation de l'inti de 26,6 % en moyenne vis-à-vis du dollar, fortes hausses de prix allant de 70 % pour l'essence à un doublement pour la pain ou le riz, limitation des attributions de devises pour les Péruviens se rendant à l'étranger et réductions draconiennes des importations, des subventions et des avantages fiscaux : cette panoplie de la rigueur, le Fonds monétaire international, longtemps la bête noire de Lima, ne la réprouverait pas.

Le principal conseiller économique du président Alan Garcia, M. Daniel Carbonetto, a reconnu que la politique d'« ajustement » dans l'austérité s'était révélée incontournable et d'autant plus brutale qu'elle est tardive. Dans un premier temps, l'inflation risque d'être poussée à des sommets — 30 à 40 % en mars — avant de revenir, espère le gouvernement, à 6 % en avril, puis à 3 % en mai, grâce à un gel des prix. Seul élément « *hétérodoxe dans cette orthodoxie* » nouvelle, le gouvernement cherchera à protéger les classes les plus démunies et à faire peser l'essentiel du poids de la rigueur sur les classes moyennes.

La croissance avait encore atteint 6,2 % en 1987 au Pérou, alimentant une surchauffe qui s'était traduite par une inflation de 300 % et un déficit commercial de 344 millions de dollars, insoutenable pour ce petit pays surendetté.



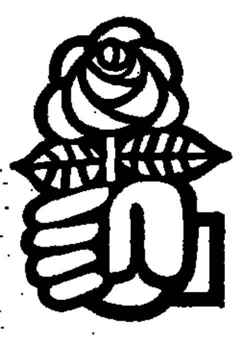
(Publicité)

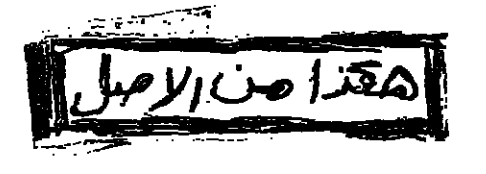
VOUS AUSSI GAGNEZ LES PRESIDENTIELLES

Convaincre chaque jour du bien-fondé de ses idées demande des moyens. Pour faire gagner vos convictions et contribuer à la victoire, adressez vos dons à l'ordre de :

André LAIGNEL
Trésorier du Parti Socialiste
10 rue de Solférino
75007 PARIS

Pour une France qui respecte l'homme et a de l'ambition pour chacun de ses citoyens, participez vous aussi dès aujourd'hui.





هكذا من الاصل

Marchés financiers

Philips se réorganise

Le groupe néerlandais *Philips*, qui a vu ses résultats pénalisés en 1987 par les fluctuations monétaires (*le Monde* du 27 février), bouge : en France, il veut fusionner ses filiales Radiotechnique industrielle et commerciale (RTIC) et Portenseigne. La fusion entre *RTIC* et Portenseigne pour donner naissance à une nouvelle entité dénommée la Radiotechnique-Portenseigne comportant deux divisions : une division des appareils électroniques domestiques (télévision, enregistrement vidéo, audio et haute-fidélité...) pesant 5,5 milliards de francs de chiffre d'affaires ; une division centrée *sur les activités* de Portenseigne (antennes, réseaux câblés, réception satellite) et de la division télématique individuelle et domestique (télématique, systèmes de télévision cryptée, péritéléphonie...) représentant un chiffre d'affaires de près de *2 milliards* de francs.

Cette fusion ne modifierait pas le montant des participations détenues *par la compagnie française* Philips (19,08 %) et la Radiotechnique (78,80 %) dans le capital de la nouvelle entité.

Par ailleurs, au niveau mondial, Philips veut toujours marier ses activités imagerie médicale et appareils ménagers, après l'échec des négociations qui se sont déroulées respectivement avec le britannique General *Electric Company* et l'américain Whirlpool (*le Monde* du 3 février). Dans un entretien publié par l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*, un des membres du directoire, M. Gert Lorenz, a indiqué que des alliances étaient recherchées avec des partenaires américains afin de permettre à Philips de se recentrer sur ses métiers de base (composants, *télécommunications* et informations, électronique de loisir).

Usinor-Sacilor se désengage de certains ronds à béton

Le groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor vient de céder à l'italien Riva, de la région de Brescia, le contrôle industriel de ses activités dans les ronds à béton à barre (utilisés dans le BTP) : une holding industrielle, dénommée Italpa, dans laquelle Riva et la Compagnie française des ferrailles auront une participation majoritaire aux côtés d'Usinor-Sacilor (34 %), va être créée.

Elle « coiffera » la société Iton Seine (*370 millions de chiffre* d'affaires et 300 salariés à Bonnières, dans les Yvelines), contrôlée jusqu'alors par Riva, dans laquelle elle aura une participation de 100 %. Italpa aura également sous sa houlette 100 % d'Alpa, implantée à Porcheville, dans les Yvelines, qui réalise 495 millions de chiffre d'affaires. Enfin, Italpa détiendra une participation de 15 % dans la Société des aciéries de Montereau (740 millions de francs de chiffre d'affaires) dont Usinor-Sacilor conservera le reste du capital. Riva sera l'opérateur industriel d'Italpa.

Mobil vend Montgomery Ward

La compagnie pétrolière *Mobil* a annoncé, lundi 7 mars, la vente de sa filiale de grands magasins Montgomery Ward, pour 3,8 milliards de dollars, à un groupe d'investisseurs. Ce groupe, conduit par les cadres dirigeants de la chaîne de grands magasins, paiera 1,5 milliard de dollars et prendra à sa charge 2,3 milliards de dettes. Dans ce groupe d'investisseurs figure GE Capital, une filiale du groupe General Electric. Mobil avait acheté Montgomery Ward, une société centenaire, en 1976.

NEW-YORK, 7 mars ↓

Moindre mal

La Bourse de New-York s'est maintenue timidement lundi 7 mars dans un marché peu actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a récupéré une partie de ses pertes initiales de la matinée pour clôturer à 2 056,36, en baisse de 1,50 point. Quelque 153 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 845 contre 712 ; 415 titres n'ont pas changé de mains.

La baisse de Wall Street a été déclenchée par la publication vendredi dernier des chiffres du chômage américain, en amélioration, qui ont entraîné une chute des taux d'intérêt obligataires. Les experts développent en effet l'analyse suivante : si l'économie américaine est suffisamment robuste pour supporter un fort accroissement de l'emploi, la Réserve fédérale ne relâchera pas plus avant sa politique de crédit.

Une fois encore, ce sont les offres publiques d'achat qui ont maintenu Wall Street à un niveau acceptable. Ainsi, Roper Corp. a bénéficié de la surenchère de General Electric à la récente OPA de Whirlpool et a progressé de 11 à 48 3/8 ; Firestone Tire, qui fait l'objet d'une OPA par la firme italienne Pirelli Group, a gagné 13 3/4 à 63 1/8.

VALEURS	Cours du 4 mars	Cours du 7 mars
Alcoa	46 1/8	46 1/4
Allegis (ex-UAL)	78 1/2	78 1/8
A.T.T.	28	28 3/8
Boeing	47	47 1/2
Chase Manhattan Bank	25 3/4	25 3/4
Du Pont de Nemours	86 3/8	84 3/4
Eastman Kodak	43 1/4	43 1/2
Exxon	42 1/8	42
Ford	46 1/4	46
General Electric	44 1/8	43 3/8
General Motors	71 1/2	72
Goodyear	61 3/4	60 7/8
I.B.M.	116 7/8	117 1/4
I.T.T.	46 7/8	46 1/4
Mobil Oil	43 5/8	44 3/4
Pfizer	55 1/8	55 1/4
Schlumberger	34 1/8	33 1/2
Texaco	45 1/4	45 1/4
Union Carbide	24 3/8	23 7/8
U.S.X.	33 1/2	33 1/4
Westinghouse	51 1/8	51 3/8
Xerox Corp.	58 7/8	58 1/2

PARIS, 8 mars ↓

Lassitude

« Je ne sais que penser », soupirait un gérant de portefeuilles au vu de la séance écoulée. Effectivement, dans un marché peu actif, l'indicateur de tendance s'est affiché résolument à la baisse. De − 0,8 % à l'ouverture, il descendait jusqu'à − 1,2 % durant la journée avant de clôturer à − 1 %. « Les investisseurs restent l'arme au pied en attendant de connaître les règles du jeu de l'élection présidentielle », commentait un banquier. A cela s'ajoute l'attente de la publication du déficit commercial français pour le mois de janvier. Déjà reportée voici huit jours, son annonce pourrait influer sur le marché. D'autant qu'ils sont un certain nombre à estimer que ce report d'une semaine ne laisse présager rien de bon. D'où, dans ce climat de lassitude, une baisse du volume d'affaires. Déjà lundi, il était revenu au-dessous du milliard de francs (807,8 millions) sur le marché à règlement mensuel.

Le mouvement de hausse était emmené par Raffinage, Facom, Eurafrance et Eurotunnel. Ces valeurs figuraient déjà parmi les progressions significatives de la veille. En revanche, parmi les baisses s'inscrivaient BP France et SFIM. Pas moins de 70 000 titres de cette firme ont été échangés durant la séance, soit 15,6 % du capital.

La société d'assurances La *Mondiale* indiquait avoir ramené sa participation dans la SDR Nord - Pas-de-Calais de 6,10 % à 4,93 %. Quant à Beghin-Say, à la suite de la cession de 396 700 actions Saint-Louis, il ne détient plus que six actions de ce groupe sucrier.

Sur le second marché, Yves Rocher annonçait détenir 56,55 % du capital de Petit Bateau Valton ; la Société des caoutchoucs de Padang informait la chambre syndicale des agents de change qu'elle ne possédait plus aucune action de Rhin-Rhône. Cette *dernière société est l'objet d'une* OPA de Bolloré Technologies, dont les modalités sont attendues. Des boursiers évoquaient la possibilité d'un rachat à *1 100 F l'unité, pour un dernier cours de 406 F.*

La morosité régnait également sur le marché obligataire. Sur le MATIF, le contrat de mars perdait 0,52 %, à 103,6.

LONDRES, 7 mars ↓

Repli

Après une semaine d'activité soutenue, le Stock Exchange a débuté lundi dans une ambiance modérément active. L'indice FT a perdu plus de 1 % et a clôturé à 1 462,8. *Les investisseurs institutionnels ont* expliqué ce tassement par l'appréciation de la livre sterling, au-dessus de 3 DM, qui fait craindre une perte de compétitivité des exportations britanniques. Le repli de Wall Street a également pesé sur la tendance en fin de journée. Les valeurs orientées à l'exportation ont donc particulièrement souffert de l'envolée de la devise anglaise. BAT et *Unilever ont ainsi fortement reculé.* Les valeurs bancaires sont restées fermes à l'exception de la Standard Chartered, qui s'est dépréciée au lendemain de l'annonce qu'un dirigeant de la Banque d'Angleterre allait assumer les fonctions de président. Aux industrielles, Rank Organisation s'est distingué à la hausse après le rachat de la société américaine Ahnert Entreprises (camping *caravaning) pour 102 millions* de livres. Enfin, Sir Nicholas Goodison a indiqué qu'il démissionnera de ses fonctions de président du Stock Exchange pour devenir l'an prochain président de la Banque TSB.

TOKYO, 8 mars ↓

Baisse

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Tokyo a clôturé en baisse, le mardi 8 mars. L'indice Nikkeï des 225 valeurs industrielles a perdu 150,85 par rapport à la *veille, soit − 0,5 %* à 25 465,73 yens. L'indice général a également perdu 7,38 points à 2 100,60 dans un marché calme. Quelque 400 millions de titres ont changé de mains, contre 850 millions lundi 7. Les investisseurs soucieux de la récente surchauffe des valeurs ont surtout pris leurs bénéfices sur les électriques, les instruments de précision, les assurances, *les constructions et les immobilières.* Les perspectives restent encourageantes si l'on en croit l'attitude des investisseurs étrangers sur le marché japonais. Leurs achats nets de valeurs nippones ont totalisé 222,7 milliards de yens en janvier.

VALEURS	Cours du 7 mars	Cours du 8 mars
Akai	529	538
Bridgestone	1 410	1 370
Canon	1 170	1 120
Fuji Bank	3 470	3 460
Honda Motors	1 640	1 610
Matsushita Electric	2 520	2 500
Mitsubishi Heavy	657	658
Sony Corp.	5 270	5 250
Toyota Motors	2 420	2 400

FAITS ET RÉSULTATS

● **Sir Nicholas Goodison quittera la présidence du Stock Exchange de Londres.** — Sir Nicholas Goodison, cinquante-quatre ans, président depuis douze ans du Stock Exchange, va démissionner pour devenir au début de l'an prochain président de la Banque Trustee Savings Bank (TSB), introduite en Bourse à l'automne 1986. Sir Goodison a présidé aux transformations apportées au Stock Exchange par le « Big Bang » d'octobre 1986 (*informatisation des cotations, internationalisation croissante, avec le rachat de nombreux courtiers en valeurs mobilières par des institutions financières étrangères) et au krach boursier d'octobre 1987. Il a été recruté par des « chasseurs de têtes » pour prendre la direction de TSB, l'une des plus grandes banques de dépôts de Grande-Bretagne, en développement rapide, avec un bénéfice imposable en progression d'un tiers en 1987, à 275,5 millions de livres contre 205,6 millions.

● **Progression de 40 % des résultats de Kaufman and Broad France.** — Kaufman and Broad France, filiale du groupe américain spécialisé dans la construction de maisons individuelles, a réalisé, en 1987, un bénéfice net de 80 millions de francs contre 50 millions en 1986. Le bénéfice avant impôt atteint 147 millions pour 1987, en progression de 40 % par rapport à 1986. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 1,666 milliard de francs en 1987 contre 1,477 milliard en 1986. Pour 1988, le groupe prévoit un chiffre d'affaires de 2,742 milliards et un bénéfice net de *130 millions* de francs. L'année 1987 a été notamment marquée pour Kaufman and Broad France par la signature de l'opération « Atlantique Montparnasse » (72 000 mètres carrés de bureaux et de commerces sur la dalle couvrant la gare des TGV à Montparnasse), dans laquelle le groupe a 50 % pour une valeur de *1,1 milliard de francs de chiffre* d'affaires.

● **Textile Investissement détient 16,37 % de DMC.** — La société Textile Investissement (groupe du Crédit lyonnais) détient 16,37 % du capital de Dollfus Mieg et Compagnie (DMC) depuis le 26 février. Textile Investissement a acquis 936 000 actions à l'occasion d'une augmentation de capital par l'exercice d'un nombre équivalent de bons de souscription d'actions détachées d'obligations émises par DMC en septembre 1987 et réservées à Textile Investissement. Cette opération entre dans le cadre du renforcement de l'actionnariat du groupe textile.

● **Financière Eternit prendra le contrôle de sa filiale Susquehanna.** — La Financière Eternit prendra le contrôle total de Susquehanna (produits plastiques), filiale américaine détenue jusqu'à présent à 50,8 % par le groupe français. La transaction se fera sur la base de 5,85 dollars par action. Susquehanna a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 79 millions de dollars. Le groupe Eternit (raccords et accessoires plastiques pour le bâtiment et fibres ciment) a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 3 milliards de francs.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	280	225 50	La Commande Electron.	238	....
Arnault & Associés	358	358	Le gd Livre du mois	250	240
Asystel	309	311	Loca Investissement	250	248
B.A.C.	435	430	Locamic	180	....
B. Demachy & Assoc.	379	379	Marlin Immobilier	288 60	286 80
B.I.C.M.	820	....	Metallurg. Minière	98	102 d
B.I.P.	473	473	Micrologie Internat.	305	....
Bolloré Technologies	780	....	Microservice	137	....
Buitoni	725	725	M.H.B.M.	425	432
Câbles de Lyon	915	....	Molex	225	225
Calberson	820	825	Navale-Delmas	520	520
Canal Plus	442	438	Olivetti-Logabax	180	185
Cardif	1230	....	Om. Gest. Fin.	306	293
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	255	255	Presbourg (C. In. & Fin.)	108	....
C.A.T.C.	125 50	126 60	Razel	702	707
C.D.M.E.	830	797	St-Gobain Emballage	1100	....
C. Equip. Elect.	298	....	St-Honoré Matignon	159	....
C.E.G.I.D.	518	505	S.C.G.P.M.	133 70	133 70
C.E.G.E.P.	150 50	148 80	Segin	247	....
C.E.P.-Communication	1190	....	Sems-Matra	611	....
C.G.I. Informatique	545	....	S.E.P.	1140	1140
Ciments d'Origny	422	....	S.E.P.R.	1152	....
C.N.I.M.	288	300	Sigos	1012	1104 d
Concept	208	208	S.M.T.Goupil	227 10	235
Conforama	451	440	Sodiforg	580	553
Dafsa	157 20	....	Supra	266 20	270
Dauphin	3050	....	TF 1	185	....
Devanlay	1120	....	Unilog	111	112
Deville	643	....	Union Financ. de Fr.	449	444
Drouot-Ob. convert.	....	....	Valeurs de France	320	308
Éditions Belfond	131	131			
Elect. S. Dassault	385	395			
Elysées Investiss.	20 90	....			
Finacor	410	410			
Guintoli	600	600			
Guy Degrenne	749	779 d			
I.C.C.	228 80	233			
IDIA	155	....			
I.G.F.	120	109 50 o			
IN2	118 50	....			
Int. Metal Service	168	....			

Marché des options négociables le 7 mars 1988

Nombre de contrats : 4 958

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	200	1,40	[illegible]	–	–
Lafarge-Coppée	1 100	83	135	[illegible]	50
Michelin	160	15	30	[illegible]	9
Midi	1 200	100	175	30	–
Paribas	320	2,50	[illegible]	–	–
Peugeot	840	85	135	4,60	38
Saint-Gobain	400	20	45	3,30	–
Thomson-CSF	168	6,80	20,80	9	19

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 7 mars 1988
Nombre de contrats : 22 396

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88
Dernier	104,15	102,75	102,20
Précédent	104	102,65	102,20

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	3,30	–	0,65	1,41

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,6650 F ↓

Le dollar était en baisse mardi à Tokyo. Il clôturait à 127,80 contre 128,87 la veille. A Paris, dans un marché actif, le billet vert tombait à *5,6650* francs. Mais les cambistes observaient surtout la livre sterling qui continuait sa progression au dessus des 3 marks.

FRANCFORT	7 mars	8 mars
Dollar (en DM)	1,6860	1,6724

TOKYO	7 mars	8 mars
Dollar (en yens)	128,87	127,80

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (8 mars) .... 7 3/8 %
New-York (7 mars) .... 6 1/4 %-6 3/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	4 mars	7 mars
Valeurs françaises	105,7	105,1
Valeurs étrangères	107	107,4

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	298	298

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	4 mars	7 mars
Industrielles	2 057,86	2 056,37

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	4 mars	7 mars
Industrielles	1 478,7	1 462,8
Mines d'or	239,7	242,5
Fonds d'État	90,24	90,59

TOKYO

	7 mars	8 mars
Nikkeï Dow Jones	25 616,58	25 465,73
Indice général	2 107,98	2 094

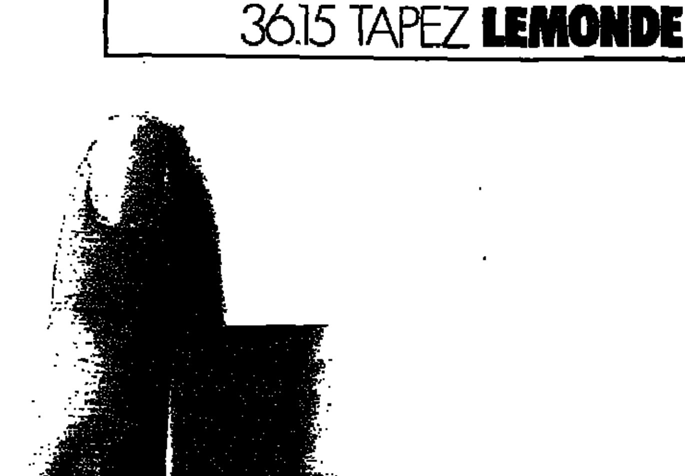
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −		DEUX MOIS Rep. + ou dép. −		SIX MOIS Rep. + ou dép. −	
$ E.-U.	5,6585	5,6605	+ 25	+ 40	+ 50	+ 75	+ 200	+ 280
$ can.	4,5106	4,5158	− 52	− 29	− 96	− 59	− 238	− 139
Yen (100)	4,4311	4,4361	+ 110	+ 132	+ 220	+ 255	+ 739	+ 839
DM	3,3849	3,3875	+ 110	+ 130	+ 219	+ 245	+ 713	+ 784
Florin	3,0122	3,0149	+ 87	+ 99	+ 167	+ 184	+ 536	+ 588
FB (100)	16,1833	16,1960	+ 155	+ 363	+ 301	+ 499	+1 131	+1 620
FS	4,1093	4,1137	+ 201	+ 224	+ 386	+ 417	+1 126	+1 213
L (1 000)	4,5827	4,5880	− 157	− 112	− 280	− 228	− 751	− 628
£	10,3381	10,3474	− 135	− 80	− 260	− 180	− 651	− 444

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 13/16	6 15/16
DM	3 1/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Florin	3 3/4	4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/4	6 1/2
F.S.	1 1/8	1 5/8	1 9/16	1 11/16	1 11/16	1 13/16	2 1/4	2 3/8
L (1 000)	9 3/4	10 1/4	10 1/2	11	10 5/8	11	10 3/4	11
£	7 7/8	8 1/8	8 11/16	8 13/16	8 13/16	8 15/16	8 15/16	9 1/16
F. franç.	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 5/8	7 5/8	7 7/8	8 1/8	8 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 8 MARS

Cours relevés à 14 h 31

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1601	4,5 % 1973	1595	1596	1596	+ 0 06
3909	C.N.E. 3 %	3880	3880	3880	....
1065	B.N.P. T.P.	1081	1071	1071	− 0 93
997	C.C.F. T.P.	1023	1028	1028	+ 0 49
1056	Créd. Lyon. T.P.	1072	1072	1072	....
1254	Renault T.P.	1314	1305	1280	− 2 59
1465	Rhone-Poul. T.P.	1578	1569	1569	− 0 57
1255	St-Gobain T.P.	1274	1279	1279	+ 0 39
1190	Thomson T.P.	1210	1205	1205	− 0 41
390	Accor	350	350	350	....
520	Air Liquide	495	490	490	− 1
1950	Alcatel	1900	1900	1870	− 1 58
1240	Ala. Superm.	1330	1311	1311	− 1 43
220	A.L.S.P.I.	230	223	223	− 3 04
250	Alsthom ★	246	242	240	− 2 44
1850	Arjom. Prioux	1930	1925	1925	− 0 26
385	Ausssdat-Rey	375	374	373 90	− 0 29
890	Aux. Entrepr. ★	800	780	780	− 2 50
680	Av. Dassault ★	633	631	628	− 0 79
330	BAFIP	340	338 10	338	− 0 59
280	Bail-Equipem. ★	300	290	294	− 2
860	Bail Investiss.	872	873	873	+ 0 11
220	B.N.P. C.I.	228	226	226	− 0 88
405	Cie Bancaire ★	440	438 90	428	− 2 73
280	Bazar H.-V.	300	298	300	....
350	Béghin-Say ★	375	382 20	374	− 0 27
670	Berger (Ma)	712	749	749	+ 5 20
550	Bic ★	552	550	545	− 1 27
1000	B.I.S.	1000	995	1000	....
2050	Bongrain S.A.	1980	1900	1920	− 3 03
900	Bouygues ★	830	821	821	− 1 08
46	B.P. France ★	76	72 10	68 20	− 10 26
4050	B.S.N. ★	4100	4070	4064	− 0 88
1610	Cap Gem. S. ★	1635	1605	1635	....
1210	Carnaud	1276	1274	1274	− 0 16
2320	Carrefour ★	2149	2139	2155	+ 0 28
114	Casino	116 10	116 30	115 10	− 0 86
98	Casino A.D.P.	100 20	101 50	101 50	+ 1 30
970	C.C.M.C.	990	990	990	....
695	Cetelem	695	681	672	− 3 31
540	Carus	480	475 10	475 50	− 0 94
1320	C.F.A.O. ★	1250	1250	1239	− 0 88
250	C.G.E.	232	231 20	232 10	+ 0 04
845	C.G.I.P. ★	838	832	821	− 2 03
790	Chargeurs S.A. ★	797	800	781	− 2 01
825	Ciments franç. ★	835	822	813	− 2 63
450	Club Méditerr. ★	406	400	402	− 0 98
160	Codetel ★	160 50	160 50	161	+ 0 31
300	Cofimeg	300 10	300	298	− 0 70
1830	Colas	1815	1760	1760	− 3 03
179	Compt. Entrepr.	182	180	178 80	− 1 76
545	Compt. Mod. ★	552	560	564	+ 2 17
960	Créd. Foncier	911	900	901	− 1 10
370	Crédit F. Imm. ★	387 20	392	395	+ 2 01
104	C.C.F.	115 10	115 10	114 50	− 0 52
515	Créd. Lyon. (CI)	521	515	515	− 1 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
795	Crédit Nat. ★	857	827	828	− 3 38
182	Crouzet ★	185	182 50	180	− 2 70
1900	Damart S.A.	1895	1900	1898	+ 0 69
305	Darty ★	320 20	321	316	− 1 31
250	Darty (DP)	254	254 80	253	− 0 39
1470	De Dietrich	1426	1420	1421	− 0 35
192	Dév. P.d.C. (Li)	197	197	197	....
520	D.M.C.	485 10	482 10	478	− 1 46
315	Drouot Assur.	290 10	293 80	295 50	+ 1 86
1700	Docks France ★	1549	1547	1560	+ 0 71
515	Dumez ★	538	535	525	− 2 42
1020	Eaux (Gén.)	1050	1050	1047	− 0 29
1020	Ecco ★	974	985	950	− 2 46
700	Electrofinanc. ★	670	655	661	− 1 34
255	Elf-Aquitaine	259	261	263	+ 1 54
225	— (certific.)	230	231 20	231 20	+ 0 52
600	Epeda-B-Faure	616	620	620	+ 0 65
2500	Essilor	2315	2305	2305	− 0 43
1580	Essilor Int. (DP)	1485	1538	1530	+ 3 03
280	Esso S.A.F. ★	290	291 50	295	+ 1 72
1330	Eurafrance	1220	1251	1260	+ 3 28
910	Eurocom ★	876	876	899	+ 2 63
2470	Euromarché	2250	2300	2290	+ 1 78
445	Europe nº 1 ★	412	410	419	+ 1 70
27	Eurotunnel ★	33 75	34 50	34 50	+ 2 22
855	Exor ★	833	835	821	− 1 44
885	Facom	652	668	681	+ 4 45
960	Fichet-bauche	970	959	959	− 1 13
215	Finextel ★	215	217	215	....
100	Fives-Lille ★	84	83	82	− 2 38
1070	Fromageries Bel	1017	1015	1010	− 0 69
785	Gal. Lafayette ★	830	829	820	− 1 20
280	Gascogne	250	250	250	....
1190	Gaz et Eaux	1241	1220	1220	− 1 69
325	Géophysique ★	323	329	321	− 0 62
505	Gerland	476	475	475	− 0 21
420	GTM-Entrepose	478	460	460	− 3 77
520	Guyenne-Gas. ★	490	490	491	+ 0 20
1740	Hachette ★	1700	1710	1680	− 1 18
545	Havas ★	518	512	510	− 1 54
440	Hénin (La)	432 10	429	432	− 0 02
1110	Hutchinson ★	1121	1121	1122	+ 0 09
....	Imétal	149	142	145	− 2 68
300	Imm. Plaine-M.	355	343 10	343	− 3 38
1100	Ingénico	1018	1020	1020	+ 0 20
3300	Inst. Mérieux	3260	3231	3250	− 0 31
540	Interbail ★	530	524	521	− 1 70
800	Intertechnique	929	913	905	− 2 58
705	J. Lefebvre	695	685	681	− 2 01
1000	Lab. Bellon	1098	1092	1090	− 0 55
1190	Lafarge-Coppée	1175	1165	1163	− 1 01
1340	Lebon ★	1320	1330	1325	+ 0 38
2550	Legrand ★	2445	2440	2411	− 1 43
1940	Legrand (DP) ★	1855	1850	1839	− 0 86

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
590	Leroy-Somer ★	575	565	554	− 3 65
1930	Lesieur	1740	1735	1730	− 0 57
745	Locabail Immob.	750	746	746	− 0 53
375	Locafrance ★	427	425	420	− 1 64
905	Locindus	908	909	905	− 0 33
230	Luchaire	280	273	272	− 2 86
1840	L.V.M.H. ★	1800	1795	1786	− 0 78
1290	Lyonn. Eaux ★	1259	1250	1242	− 1 35
48	Mais. Phénix	48 50	49 10	48 50	....
335	Majorette (Ly)	305	308	306	+ 0 33
255	Mar. Wendel ★	244 50	244 50	241	− 1 43
139	Matra	136 20	133 50	133 80	− 1 76
1790	Merlin-Gerin ★	1680	1655	1720	+ 2 38
181	Michelin	178	179	178	....
1478	Midi (Cie)	1270	1256	1219	− 4 01
185	Midland Bk SA ★	189	185	183 10	− 3 12
465	Min. Salsig. (Ns)	460	450	450	− 2 17
32	M.M. Penarroya	32 65	32	32 90	+ 1 08
56	Moulinex	52	51	50	− 3 85
895	Navig. Mixtes	829	827	827	− 0 24
101	Nord-Est ★	95	95 20	95	....
320	Nordon (Ny)	335	325	325	− 2 99
345	Nouvelles Gal.	350	344 50	344 50	− 1 57
705	Occid. (Gén.) ★	689	681	685	− 0 58
990	Omn.F.Paris	973	971	971	− 0 21
195	Olida-Caby	197	203	204	+ 3 55
....	Opfi-Paribas	271	272 50	273	+ 0 74
2740	Oréal (L')	2800	2745	2737	− 2 25
290	Paribas	291	291	293 50	+ 0 86
365	Paris-Réesc. ★	361 10	361	356	− 1 41
896	Pechelbronn ★	850	842	835	− 1 76
270	Penhoet	278	278	270	− 2 88
....	Pernod-Ricard ★	740	726	721	− 2 57
920	Peugeot S.A.	928	920	919	− 0 96
425	Poliet	438	435	435	− 0 68
705	P.M. Labinal	649	640	627	− 3 39
2530	Presses Cité ★	2595	2580	2561	− 1 31
1130	Prétabail Sic.	1132	1140	1135	+ 0 27
580	Primagaz	623	625	611	− 1 93
405	Printemps ★	412	....	....	....
1150	Promodès	1376	1320	1320	− 4 07
890	Radiotechn.	880	882	884	+ 0 45
....	Raff. Dist. Total	68 60	69 10	72 10	+ 5 10
2800	Redoute (La) ★	2180	....	....	....
270	Rober financière	326	321	325	− 0 31
690	Roussel-Uclaf	795	770	770	− 3 14
....	Roussel-C.N.I.	....	....	....	....
3560	R. Impériale (Ly)	3401	3340	3340	− 1 79
150	Sade	166	165 50	165 50	− 0 30
1480	Sagem ★	1494	1492	1450	− 2 95
425	Saint-Gobain	417	415	413 50	− 0 83
1050	St-Louis	1007	1001	1003	− 0 40
980	Salomon	950	950	950	....
610	Salvepar	605	605	605	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
500	Sanofi ★	561	565	550	− 1 96
470	S.A.T. ★	486	480	470	− 3 29
36	Saulnes-Chât. (B)	33	32 60	32 60	− 1 21
980	Saupiquet (Ns)	1045	....	....	....
280	Schneider ★	290 50	279 90	270	− 7 06
39	S.C.O.A.	40 10	40 20	39 50	− 1 50
625	S.C.R.E.G.	559	550	548	− 1 97
685	Seb ★	646	649	641	− 0 77
410	Sefimeg ★	420	416	429	+ 2 14
1340	S.F.I.M.	1760	1680	1590	− 9 66
29	S.G.E.	30 40	29 40	28 25	− 7 07
420	Sigmax ★	460	464	460	....
750	Silic	750	751	755	+ 0 67
530	Simco-U.P.H. ★	525	521	525	....
315	Simnor (Li)	311	310	310	− 0 32
740	Skis Rossignol	789	786	780	− 1 14
705	Siminco	707	707	699	− 1 13
275	Société Générale	307	303	302	− 1 63
170	Sodecco	175	174 90	174 90	− 0 06
169	Sodero (Ns)	170	....	....	....
2000	Sodexho ★	2100	2065	2055	− 2 14
92	Sogenal (Ny)	104	102	102	− 1 92
280	Sogerap	270	268	268	− 0 74
2130	Somm-Allib. ★	1947	1931	1922	− 1 28
620	Source Perrier	586	589	589	− 1 17
640	Sovac ★	680	679	670	− 1 47
335	Spie-Batignol.	335 80	335 10	335	− 0 24
410	Strafor ★	429	420	420	− 2 10
280	Suez	245 50	242	238	− 3 04
345	Synthelabo ★	359	359	375	+ 4 46
610	Talcs Luzenac	668	651	658	− 1 35
3735	Tél. Elect.	5505	....	....	....
166	Thomson-C.S.F.	166	165	163 10	− 1 74
330	Total (CFP) ★	350	345	348	− 0 57
71	— (certific.)	71 50	71 25	70 50	− 1 40
1150	T.R.T. ★	1010	1000	994	− 1 58
375	U.F.B.	395 70	389	383 10	− 3 18
725	U.I.C. ★	782	780	782	....
525	U.I.F. ★	575	546	539	− 6 26
850	U.I.S.	869	869	861	− 0 92
160	U.C.B. ★	198	198 90	187	− 5 56
725	Unibail	725	730	730	+ 0 69
380	Valéo	395	393	393	− 0 51
45	Vallourec	55	57 50	57 80	+ 5 09
310	Via Banque	319 90	320	305	− 4 66
620	Elf-Gabon	573	572	572	− 0 17
103	Amax Inc.	102 50	102 50	102 50	....
143	Amer. Express	153	156 90	156 50	+ 2 29
170	Amer. Teleph.	167 50	161	161	− 3 88
94	Anglo Amer. C.	94 80	96	96	+ 1 27
490	Amgold	499	501	498	....
800	BASF (Akt)	821	824	824	+ 0 37
855	Bayer	879	880	880	+ 0 11
100	Bafflefont.	103 50	105	105	+ 1 45

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
133	Chase Manh.	145	146 10	146 10	+ 0 07
50	De Beers	55 35	56 95	57 80	+ 4 43
1400	Deutsche Bank	1440	1433	1433	− 0 49
790	Dresdner Bank	823	832	836	+ 1 58
69	Driefontein Cal	65	66 50	66 50	+ 2 31
490	Du Pont-Nem.	495	489	489	− 1 21
240	Eastman Kodak	250	247 90	247 90	− 0 84
33	East Rand	31 90	33	32 60	+ 2 19
210	Electrolux	225	225 30	225 30	+ 0 13
189	Ericsson	191 80	194 10	194 10	+ 1 20
245	Exxon Corp.	241 50	241	241	− 0 21
260	Ford Motors	261	259	255	− 2 30
65	Freegold	62 70	63 50	63	+ 0 48
89	Gencor	90 50	90 40	90 80	+ 0 33
250	Gén. Electr.	253 50	249 30	249 30	− 1 66
780	Gén. Belgique	1367	1290	1290	− 5 63
400	Gen. Motors	411 50	411	411	− 0 12
84	Goldfields	88 50	87	87	− 1 69
45	GdMetropolitain	50 60	50 30	50 30	− 0 59
52	Harmony	49	49 90	50 20	+ 2 45
56	Hitachi	60 20	58 70	58 60	− 2 66
785	Hoechst Akt.	850	860	860	+ 1 18
107	Imp. Chemical	115	115 20	115 20	+ 0 17
655	IBM	668	667	666	− 0 30
270	ITT	272 50	266 50	266 50	− 2 20
189	Ito-Yokado	182	181 10	181	− 0 55
102	Matsushita	112	109 50	109	− 2 68
910	Merck	942	932	939	− 0 32
340	Minnesota M.	335	335	335	....
260	Mobil Corp.	254	255	255	+ 0 39
210	Morgan J.P.	208	206	206	− 0 96
36020	Nestlé	35200	35100	35100	− 0 28
155	Norsk Hydro	154 90	153 30	153 30	− 1 03
164	Olsil	156	158	158	+ 1 28
1780	Petrofina	1800	1840	1865	+ 3 61
520	Philip Morris	535	531	533	− 0 37
85	Philips	82 60	86 30	85 80	+ 3 87
69	Placer Dome	70 40	70 90	70 60	+ 0 28
345	Quilmès	352	355	355	+ 0 85
455	Randfontein	462	454 40	455	− 1 52
655	Royal Dutch	637	650	648	+ 1 88
34	Rio Tinto Zinc	38	37 80	38	....
52	St Helena Co	51 60	52 20	52	+ 0 78
200	Schlumberger	195	190 10	190 10	− 2 51
104	Shell transp.	102	103 30	103 30	+ 1 27
1280	Siemens A.G.	1270	1280	1284	+ 1 10
215	Sony	232 50	229 90	229 90	− 1 12
200	T.D.K.	207 80	204 10	204 10	− 1 78
34	Toshiba Corp.	33 80	32 80	32 80	− 2 96
335	Unilever	348	346 50	346	− 0 57
220	Unit. Techn.	228	224	224	− 1 75
550	Vaal Reefs	535	538	538	+ 0 56
295	Volvo	319	326 80	326 80	+ 2 45
225	West Deep	214 10	221 50	222 50	+ 3 92
325	Xerox Corp.	340	333	333	− 2 06
1 35	Zambia Corp.	1 39	1 44	1 44	+ 3 60

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	126 26	6 897
9,80 % 78/93	101 05	6 453
10,80 % 79/94	103 95	5 518
13,25 % 80/90	106 60	10 137
13,80 % 81/89	104 82	2 036
16,20 % 82/90	113 04	2 479
16 % juin 82	114 96	11 978
14,60 % févr. 83	115 36	0 678
13,40 % déc. 83	118 95	2 892
12,20 % oct. 84	112 30	5 100
11 % févr. 85	111 87	0 511
10,26 % mars 86	105 25	10 178
ORT 12,75 % 83	1861	..
OAT 10 % 2000	105 15	7 842
OAT 9,90 % 1997	106 50	2 353
OAT 9,80 % 1996	103 45	1 044
Ch. France 3 %	154	..
CNB Bques janv. 82	102 32	1 874
CNB Paribas	102 30	1 874
CNB Suez	102 40	1 874
CNI janv. 82	102 30	1 874
PTT 11,20% 85	108 80	2 892
CFF 10,30% 86	....	..
CNE 11,50% 86	109 20	7 918
CNT 9% 86	97 90	7 458
CRH 10,90% déc. 85	106 70	1 976
Méralogie L. 6% 5/7	76 50	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	1465	1450
A.G.F. (St Cent.)	565	565
Applic. Hydraul.	642	642
Arbel	339	339
Astorg	172	....
Avenir Publicité	501	500
Bain C. Monaco	180	....
Banque Hypoth. Eur.	373	370
Béghin-Say (C.I.)	317	....
B.G.I.	510	....
Blanzy-Ouest	600	578 o
B.N.P. Intercontin.	224 90	215 90
Bénédictine	5800	....
Bon-Marché	780	779
B.T.P.	128	128
Calf	650	650
Cambodge	659	....
C.A.M.E.	121	123
Campenon Bern.	177 90	170 80 o
Carbone-Lorraine	465	461
C.E.G.Frig.	500	....
Centen. Blanzy	1775	1775
Centrest (Ny)	204 50	194 o
Cerabati	123 80	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Chambourcy (M.)	978	....
Champex (Ny)	147	141 10
C.I.C. (Financ. de)	190	189
C.I. Maritime	728	728
Citram (B)	587	615 d
Clause	480	414
Cofradel (Ly)	1030	1030
Cogifi	350	345
Comiphos	349	....
Cie Industrielle	2442	2344
Comp. Lyon-Alem.	240	250
Concorde (La)	810	790
C.M.P.	16 70	16 o
Créd. Gén. Ind.	541	540
Cr. Universel (Cie)	556	546
Créditel	139 20	....
Darblay S.A.	410 80	485 70
Delalande S.A.	1080	989 o
Delmas-Vieilj. (Fin.)	1550	....
Didot-Bottin	870	794 o
Eaux Bass. Vichy	923	1050 d
Eaux Vittel	2030	2010
E.C.I.A.	624	621
Economats Centre	354	355
Electro-Banque	281	292
Elf-Antargaz	495	475 o
E.L.M. Leblanc	565	564
Emell-Bretagne	218	207 30
Entrepôts Paris	525	....
Epargne (B)	2894	....
Europ. Accumul.	37 50	39
Europe Soudre Indust.	80	83 20 d
Eternit	1630	1649
Finalens	177	175 20
FIPP	144 70	253 50 d
Frac	519	530
Foncière (Cie)	384	....
Fonc. Lyonnaise	520	530
Foncina	430	430
Forinter	1050	....
Fougerolle	245	....
France I.A.R.D.	304	292 o
France (La)	5330	4968 o
From. Paul Renard	507	500
GAN	846	835
Gaumont	345	345
Gévelot	480	480
Gr. Fin. Constr.	442	432
Gds Moul. Paris	265	270
Groupe Victoire	416	....
G. Transp. Ind.	420	415
Immindo S.A.	405	408
Immivest	256	256
Immobail	390	390
Immobanque	680	680
Immob. Marseille	7400	7110 o
Immofice	447	....
Invest. (Sté Cent.)	787	785
Jaeger	90 10	....
Lafitte-Bail	435	....
Lambert Frères	194	....
Lille-Bonnières	536	515 o
Loca-Expansion	285	280
Locafinancière	325	320
Locatel	760	760

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Louvre (Sté)	1251	1201
Lucia	840	870
Machines Bull	82	85 30
Magasins Uniprix	148 80	....
Magnant S.A.	123	121
Maritime Part.	245	245
Métal Déployé	410	410
Mors	57	....
Navig. (Nat. de)	45 60	45 50
OPB Paribas	188	....
Optorg	194 10	194
Oréal (L') C.I.	1670	1603 o
Origny-Desvroise	920	....
Palais Nouveauté	460	460
Parfinance	162	163
Paribas-CIP	280	270 40 d
Paris France	197	189 10
Paris-Orléans	245	....
Partenhor	250	....
Patern. Risq. Div.	1200	....
Pathé-Cinéma	315	310
Pechiney (cert. inv.)	234	....
Piles Wonder	795	780
Piper-Heidsieck	800	832
P.L.M.	103 20	....
Poclain	18	18 80 d
Porcher	328	341 20
Promodès	938	938
Providence S.A.	1152	1152
Publicis	1930	1930
Rhône-Poul. (c. inv.)	303	....
Ricqlès-Zan	230 40	221 o
Rochefortaise S.A.	559	....
Rochette-Cenpa	33 15	....
Rosario (Fin.)	571	....
Roudière	190	191
Rougier et Fils	78	71 80
Sacer	457	....
SAFAA	260	....
Safic-Alcan	798	798
SAFT	1220	1270
Saga	181	....
St-Gobain C.I.	485 80	447
Salins du Midi	501	....
Santa-Fé	128	119 10 o
Satam	70	....
Savoisienne (M)	200	200
SCAC	439	447
Sanolle Maubeuge	323	323
S.E.P. (M)	150	150
Sicli	190	....
Sicosel	310	305
Sinvim	251 10	....
Siph (Plant. Hévéas)	369	370
Sté Générale-CIP	256	245
Sofal financière	1680	1680
Soficat	850	....
Sofio	563	....
Soficomi	712	710
S.O.F.I.P. (M)	128	130
Soinagi	782	785
Soudure Autog.	311	321
Sovabail	625	625
S.P.I.	516	511
Suez (Fin. de)-CIP	161	163
Stemi	762	763
Taittinger	1630	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Testut-Aequitas	302	....
Tour Eiffel	340	342
Ufiner S.M.D.	534	....
U.A.P.	285	....
U.T.A.	982	987
Veuve Clicquot	3224	3100
Vicat	1161	....
Virprix	1005	....
Vitos	113	110
Waterman S.A.	650	645
Brass. du Maroc	148	149

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	780	....
Akzo	297	....
Alcan Alum	150	158
Algemeine Bank	116 10	....
American Brands	255	257
Am. Petrofina	342	....
Arbed	180	....
Asturienne Mines	117	115
Banco de Santander	287	288
Bco Pop Espanol	417	420
Banque Morgan	....	....
Banque Ottomane	....	....
B. Régl. Internat.	48000	47990
Br. Lambert	494	....
Canadian-Pacific	100	100
CIR	22 50	....
Commerzbank	730	740
Dart. and Kraft	328 20	....
De Beers (port.)	50 30	....
Dow Chemical	496	500
Gén. Belgique	1367	1290
Gevaert	1102	1100
Glaxo	108	110
Goodyear	348	340
Grace and Co	156	157
Gulf Canada Corp.	....	....
Honeywell Inc.	378	....
I. C. Industries	205	204
Johannesburg	620	670 d
Kubota	28	27 20
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	42	42
Mineral-Ressourc.	60	60
Nadorf	1820	1815
Noranda	100 50	101
Olivetti	23	....
Pakhoed Holding	218	218
Pfizer Inc.	312 10	310
Procter Gamble	471	456 90
Ricoh Cy Ltd	51 50	51 50
Rolinco	247 10	248
Robeco	277 10	274 90
Rodamco	449 50	449 80
Saipem	8 55	9
Shell fr. (port.)	101	....
S.K.F. Aktiebolag	225	....
Steel Cy of Can.	98	100
Squibb	377	....
Tenneco	249 80	238 c
Thorn EMI	57	58
Toray Indust. Inc	34 30	....
Vieille Montagne	980	....
Wagons-Lits	730	....
West Rand	13 50	13

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	212	285 d
Calciphos	164	159
C.E.M.	....	....
Cochery	152	152
Cogenhor	139 80	143
C. Occid. Forestière	185	....
Copartex	338	340 50
Dubois Inv. (Certo.)	600	....
Gachot	58 20	73 80
Hoogovens	250	....
Metroservice (bons)	12 50	11 25
Nicolas	800	....
Révillon	330	330
Rorento N.V.	169 90	170
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	330	....
Sté Lecteurs du Monde	703	700
Ullmer	380	....
Union Brasseries	125	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/3	COURS DES BILLETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 704	5 665	5 450	5 850
ECU	7 003	7 014	....	....
Allemagne (100 DM)	338 440	338 880	328	347
Belgique (100 F)	16 189	16 196	15 650	16 600
Pays Bas (100 fl.)	301 490	301 570	290	310
Danemark (100 krd)	88 650	88 670	84	91
Norvège (100 k)	89 870	89 790	85	93
Grande-Bretagne (£ 1)	10 277	10 385	10 050	10 800
Grèce (100 drachmes)	4 221	4 226	3 800	4 650
Italie (1 000 lires)	4 590	4 585	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	409 340	410 800	398	418
Suède (100 krs)	95 480	95 370	92	98
Autriche (100 sch)	48 190	48 204	46 700	48 700
Espagne (100 pes.)	5 049	5 052	4 800	5 300
Portugal (100 esc.)	4 131	4 134	3 800	4 650
Canada ($ can 1)	4 550	4 516	4 300	4 700
Japon (100 yens)	4 439	4 419	4 280	4 500

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/3
Or fin (kilo en barre)	79800	79600
Or fin (en lingot)	79900	79800
Pièce française (20 fr)	522	520
Pièce française (10 fr)	365	.....
Pièce suisse (20 fr)	537	535
Pièce latine (20 fr)	473	473
Souverain	593	588
Pièce de 20 dollars	3020	3025
Pièce de 10 dollars	1465	1462 50
Pièce de 5 dollars	840	.....
Pièce de 50 pesos	3150	3140
Pièce de 10 florins	490	481
Or Londres	436 10	.....
Or Zurich	435	436
Or Hongkong	438 85	437 15
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 7/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	721 58	703 98
Actilion	194 89	189 67
Actions France	395 78	381 47
Action Invest.	339 45	324 06
Actions sélectionnées	514 05	495 47
Aedificand	591 79	570 40
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1013 60	968 58
A.G.F.-5000	498 94	496 67
A.G.F. ECU	1083 94	1083 11
A.G.F. Interfonds	426 94	416 53
A.G.F. Invest	98 23	96 81
A.G.F.-OBLIG.	1109 20	1103 68
A.G.F. Sécurité	10607 48	10607 48
Agfimo	571 62	557 69
Altefi	225 18	217 04
A.L.T.O.	195 64	188 47
Amari-Gan	4612 23	4588 48
America-Valor	677 63	646 90
Amplitude	488 69	475 43
Arbitrages court terme	5325 77	5315 13 ◆
Argonautes	345 57	334 69
Associc	1122 42	1122 42
Aurecic	1394 91	1354 28
Axa Europe	117 16	111 85
Axa Investissements	101 74	97 13
Bred Associations	2533 54	2525 96
Bred International	81 03	79 44
Capital Plus	1767 60	1767 60
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comptarestaire	105 03	101 97
Convertimmo	336 98	324 02
Cortal court terme	1301 15	1301 15
Cortal Intérêt trim.	1061 44	1041 14
Cortexa	860 10	821 10
Credister	483 40	469 32
Drouot-France	551 74	526 72
Drouot-Investiss.	883 69	843 62
Drouot-Sécurité	250 04	238 70
Drouot-Sélection	140 33	133 97
Ecocic	1137 49	1120 66
Ecureuil Privatisations	319 60	310 29
Energie	228 01	217 67
Epacic	2892 15	2889 26
Epancourt Sicav	4258 79	4246 17
Epargne Associations	25475 13	25436 97
Epargne-Capital	7813 53	7736 17
Epargne-Croiss.	1360 75	1343 80
Epargne-Industr.	66 40	63 39
Epargne-Inter	587 42	571 70
Epargne J	52186 01	52186 01
Epargne Long-Terme	170 49	165 93
Epargne Monde	......	......
Epargne Première	12295 29	12295 29
Epargne-Oblig.	200 16	194 80
Epargne-Centre	1067 52	1067 52
Epargne-Unie	1122 97	1071 95
Epargne-Valeur	398 78	388 11
Eparoblig	1260 76	1258 24 ◆
Epsilon	1051 87	1041 46
Eurinvest Croissance	1089 96	1049 13
Eurinvest Rendement	1103 13	1053 11
Eurocic	8500 66	8789 14
Euro-Croissance	521 49	506 29
Eurodyn	958 57	927 05
Euro-Gan	4157 24	3968 73
Eurolime Orient Sicav	529 45	514 03
Finord Placement	63638 26	63348 24
Finord Valorisation	13820 61	13549 61
Foncier (div. par 10)	11194 84	11194 84
Foncival	241 08	230 13
France-Gan	5115 40	4883 44
France-Garantie	292 25	291 67
France-Investiss.	383 17	365 79
France-Net	128 11	126 84
France-Obligations	453 17	449 68
Francic	335 41	325 64
Francic Pierre	93 48	80 74

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Régions	928 62	901 57
Fructi-Associations	1384 26	1384 26
Fructi-Epargne	261 06	254 69
Fructicapi	316 35	311 67
Fructicourt	108337 06	108337 06
Fructidor	243 20	239 81
Fructifrance	684 49	648 28
Fructimmo	234 65	228 94
Fructier	85714 26	84802
Fructi ECU	581 36	572 78
Fructi-Première	11580 46	11409 32
Futurobig	1104 87	1088 54
Gestilion	60084 93	59835 09
Gestion Sécuricourt	10895 71	10866 84
Gestion Associations	143 77	140 61
Gestion Mobilière	601 69	574 41 ◆
Haussmann Associat.	1261 24	1261 24
Haussmann court terme	1241 27	1241 27
Haussmann Epargne	1456 22	1456 22
Haussmann Europe	1986 97	1924 79
Haussmann France	817 60	788 05
Haussmann Oblisécur.	1351 44	1290 16
Haussmann Obligation	1487 89	1434 11
Horizon	1046 41	1015 93
Interoblig.	12113	11647 12
Intersélect France	382 15	371 02
Intervaleurs Indust.	510 20	487 06
Invest. net	14548 48	14520 45 ◆
Invest. Obligataire	17956 60	17920 76 ◆
Japacic	175 14	170 04
Jeune épargne	237 28	233 77 ◆
Laffitte-Amérique	240 34	229 44
Laffitte Europe	233 29	222 71
Laffitte-Expansion	247 91	236 67
Laffitte-France	277 23	264 66
Laffitte-Immobilier	223 10	212 98
Laffitte-Japon	353 98	337 93
Laffitte-Oblig.	145 27	138 69
Laffitte-Rend.	212 77	203 12
Laffitte-Tokyo	352 40	336 42
Lion-Associations	11142 29	11142 29
Lion court terme	113825 03	113825 03
Lion-Institutionnels	22505 48	22449 36
Lionplus	754 87	747 40
Livret Bourse Investis.	394 66	383 18
Livret portefeuille	589	581 55
Méditerranée	149 12	142 36
Mirimax	26698 40	26596 40
Mondiale Investissem.	403 59	385 26
Monacic	5781 09	5781 09
Monedem	53090 04	53090 04
Moné J.	53714 94	53714 94
Mutuelle Unie Sél.	139 22	132 91
Natio-Assoc.	6481 69	6478 73
Natio-Epargne	14148 65	14008 56
Natio-Court terme	207180	207180
Natio-Immobilier	923 33	896 62
Natio-Inter.	1208 87	1177 49
Natio-Obligations	532 47	518 22
Natio-Patrimoine	1265 95	1231 97
Natio-Placements	83361 27	83361 27
Natio-Revenus	1049 67	1039 28
Natio-Sécurité	11171 04	11171 04
Natio-Valeurs	612 79	596 39
Nippon-Gan	5221 60	4984 82
Nord-Sud Développ.	1231 64	1229 18
Norpat F	12721 43	12471 99
Oblicic Régions	1087 90	1071 82
Obligations Convert.	389 45	371 79
Oblifion	1074 16	1063 52
Optimavaleur	175 94	171 65
Oraler	5196 34	5196 34
Paramérique	537 82	513 40
Paraeurope	733 69	700 36
Paribas Croissance	556 67	533 02
Paribas Epargne	16200 39	16198 05
Paribas France	81 58	79 20

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Paribas Opportunités	99 81	96 50
Paribas Patrimoine	488 75	478 42
Paribas Revenus	95 24	94 30
Pasteur-Valor	1061 75	1030 69
Patrimoine-Retraite	1694 45	1661 23
Parvalor	540 89	524 94
Phénix Placements	280 39	259 09
Pierre Investiss.	850 94	821 42
Placement A	816 09	816 09
Placement court terme	74646 69	74646 69
Placement J	57302 44	57302 44
Placement Premier	58291 43	58291 43
Placements Rendement	10912 82	10912 82 ◆
Placements Sécurité	109033 12	109033 12 ◆
Plénitude	105 53	102 71
Première Obligations	10934 17	10912 35
Prévoyance Ecureuil	104 82	102 01
Priv'Association	21710 11	21710 11
Province Investiss.	420 78	401 70
Quartz	109 50	106 80
Rentacic	162 08	159 69
Revenus Trimestriels	5558 30	5501 78
Revenu Vert	1164 10	1162 94
Rivoli Plus	1111 73	1061 32
St-Honoré Assoc.	13720 08	13651 82
St-Honoré Bio-aliment.	709 76	677 57
St-Honoré Pacifique	499 55	476 90
St-Honoré P.M.E.	410 49	391 88
St-Honoré Réel	11742 45	11695 67
St-Honoré Rendement	11983 28	11923 66
St-Honoré Services	449 08	431 79
St-Honoré Technol.	692 21	680 82
St-Honoré Valor	12505 05	12405 80
Sécuricic	11358 87	11345 52
Sécuri Taux	10353 12	10353 12
Sélection Croissance	478 80	462 91
Sicavdan (Cardan BP)	724 97	714 26
Sicav-Associations	1452 08	1449 91
S.F.I. fr. et ét.	577 50	580 68
Sicav 5000	311 15	302 82
S.I. Est	1197 68	1143 37
Silvafrance	475 10	462 38
Silvam	380 04	379 60
Silvarente	213 25	211 14
Silvinter	395 38	384 81
S.N.I.	1116 88	1084 35
Sogepargne	353 55	340 77
Sogevar	962 55	918 90
Sogister	1258 48	1201 41
Soleil Investissement	461 43	440 51
Stratégie Actions	982 17	944 39
Stratégie Rendement	1080 91	1056 57
Technocic	1078 53	1046 17
Techno-Gan	5714 01	5454 90
Tillion	5359 51	5306 45
U.A.P. Investiss.	380 01	366 27
Uni-Associations	110 61	110 61
Unifrance	417 87	398 92 ◆
Unifoncier	1124 16	1073 18
Uni-Garantie	1308 19	1277 61
Unigestion	818 35	781 24
Uni-Régions	2382 41	2286 30
Univerta	2288 12	2212 88
Univer	179 90	178 90
Univers-Actions	1003 32	970 33
Univers-Obligations	1533 35	1492 93
Valorem	470 89	459 40
Valrug	1539 07	1537 53
Valrenl	82810 99	82789 61 ◆

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل

Le Monde

Au conseil des ministres

Augmentation du traitement des fonctionnaires de 1 % au 1er mars

Les traitements des fonctionnaires – ainsi que les pensions de retraite – seront majorés de 1 % au 1er mars. Cette décision, qui a été annoncée par M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, le mardi 8 mars, sera officiellement prise par le conseil des ministres du 9 mars.

Cette hausse de 1 % du niveau des salaires (qui représente 0,83 % en masse) bénéficiera aux fonctionnaires dès la fin du mois de mars. M. de Charette a également annoncé qu'une enveloppe de 500 millions de francs permettrait de revaloriser le supplément familial de traitement, qui n'est pas une prestation familiale mais un élément de la rémunération des fonctionnaires à partir de deux enfants.

Cette revalorisation surprise – les syndicats n'en ayant pas été informés lors de la récente concertation – du supplément familial de traitement a le double avantage de favoriser les revenus les plus modestes – il est déhiérarchisé pour les revenus – et la politique familiale – il est hiérarchisé pour le nombre d'enfants.

M. de Charette a également surpris les fédérations de fonctionnaires par la mesure annoncée concernant l'augmentation générale des traitements, plus importante que prévu puisqu'on s'attendait à 0,7 % au 1er mars ou à 1 % au 1er avril, afin de limiter l'effet de report sur l'année 1989.

M. de Charette, dans ses déclarations publiques, avait estimé qu'une hausse de 1 % serait « *considérable* ». Ce qui était apparu alors comme un refus du gouvernement d'aller aussi loin risque d'apparaître aujourd'hui comme un habile moyen de valoriser à l'avance son geste. Il n'empêche que la CGT, reçue le 7 mars dernier jour de la concertation avec le ministre, avait nié l'importance de la mesure qui allait être prise, Mme Hirszberg estimant qu'une augmentation de 1 % du salaire moyen des fontionnaires « *représente le prix d'un kilo de veau de seconde qualité ou encore deux places de cinéma* ».

M. N.

Les intentions de vote selon la SOFRES

● M. Chirac devant M. Barre
● M. Mitterrand devant tout le monde

M. Jacques Chirac confirme sa légère avance sur M. Raymond Barre tandis que M. François Mitterrand domine toujours la consultation présidentielle, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mardi 8 mars, dans *les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal* et *la Nouvelle République* (1). Si le premier ministre est crédité, comme il y a quinze jours, de 21,5 % des intentions de vote, le candidat de l'UDF recueille 20 % des suffrages (au lieu de 20,5 %). M. Barre atteint là son plus mauvais résultat depuis le début des enquêtes d'intentions de vote de la SOFRES en novembre 1987.

Le président de la République obtient, pour sa part, 38 % des voix (au lieu de 37 %), tandis que M. André Lajoinie, qui est crédité de 5,5 % des suffrages (au lieu de 5 %), enregistre son meilleur score. Néanmoins, les candidats de la gauche demeurent minoritaires en obtenant, sans changement, 45,5 % des intentions de vote.

Au second tour, M. Mitterrand est réélu quel que soit son adversaire. Face à M. Barre, il obtient 54 % des suffrages (au lieu de 53 %), tandis qu'il recueille 55 % des voix (au lieu de 54 %) lorsqu'il est opposé au premier ministre.

Face au président de la République, M. Chirac bénéficie des suffrages de 49 % des électeurs ayant voté en faveur de M. Jean-Marie Le Pen au premier tour et de 74 % de ceux de M. Barre. Placé dans cette hypothèse, ce dernier obtient le soutien de 81 % des partisans chiraquiens et de 55 % de ceux du président du Front national.

Par ailleurs, 50 % des personnes interrogées estiment que M. Mitterrand n'a pas de « *projets nouveaux à proposer aux Français* », 32 % affirmant le contraire, selon les résultats du sondage réalisé par BVA et publié, le même jour, dans *Ouest-France* (2). Une majorité relative des interviewés (42 % contre 39 %) partagent ce point de vue en ce qui concerne M. Barre. En revanche, 44 % des sondés considèrent que le premier ministre peut encore leur soumettre de nouveaux projets, 40 % n'en étant pas persuadés.

(1) Sondage effectué du 1er au 3 mars auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

(2) Enquête réalisée du 15 au 19 février auprès d'un échantillon représentatif de 932 personnes.

Sur le vif

Gags et gadgets

C'est vrai que je suis nulle, ils ont raison, mes enfants. Je dois pas être la seule, remarquez. Hier soir, je roupillais sur mon coin de canapé. Eux bavardaient en zappant de chaîne en chaîne. Brusquement, je me dresse et je leur crie : Stop ! C'est Leclerc, c'est l'épicier, là, celui qui fait candidat à l'Elysée, même qu'il a amené son sac à provisions. Ils lèvent un œil sceptique : Non, non, c'est pas ça, allez, rendors-toi, c'est rien, c'est Lajoinie.

Exact, c'était bien lui. Marrant, le mec. Il sortait plein de trucs de son panier : un litre d'huile Lesieur, une paire de bas Dim, un paquet de couches Peau douce, une boîte de Banania, et il gueulait comme un putois : C'est plus français, tout ça, c'est américain, c'est anglais, c'est italien, c'est la honte quoi !

Il n'en fallait pas moins pour me réveiller. Faut vous dire, elle me sort par les trous de nez cette vraie fausse campagne. C'est d'un ennui ! Sauf quand mon Babarre me fait des câlins. Vous vous rappelez les tee-shirts que je lui ai réclamés et les stylos et les briquets, eh ben, il me les a envoyés. Accompagnés d'un mot écrit de sa main : A ma Clo-Clo adorée, c'était marqué ! C'est un nounours, mon Babarre. Avec le sens de l'humour en plus.

Dommage que je sois la seule à en profiter. Leurs gadgets, qu'est-ce qu'ils attendent nos politiciens pour les brandir à la télé. N'hésitez pas, messieurs, multipliez les gags, les clips, le chic, le choc d'images inattendues. Amusez-nous, vous n'aurez plus qu'à vous baisser pour ramasser nos voix. Tiens, ce matin, chez Maurice, au bar-tabac du coin, il n'était question que de ça, de Lajoinie et de son cabas. Même que mon Mimi se serait fait livrer des dizaines de milliers de grenouilles en plastique made in Taïwan. J'ai vu ça dans *le Journal du dimanche*. Que voulez-vous, le pouvoir, ça n'a pas de prix. Pour le prendre ou le garder, faut payer de sa personne. Quitte à avoir l'air encore plus zozo que les vedettes du « Bébête-show ».

CLAUDE SARRAUTE.

Nouvelle victime dans les affrontements en Cisjordanie

Un manifestant palestinien, touché par balles lors d'affrontements avec la police, mardi 8 mars au matin, près de Ramallah (Cisjordanie), a succombé à ses blessures, selon le bureau de presse palestinien.

D'autre part, le corps d'un auxiliaire palestinien de la police israélienne a été retrouvé mardi dans le camp d'Aqbat-Jabr, près de Jéricho. Selon la police, l'homme avait été frappé à mort par les habitants palestiniens du camp.

Paris a condamné à son tour, mardi, la prise d'otages de Dimona.

Démission du président de la Banque centrale brésilienne

Les inflexions de la politique économique du Brésil s'accompagnent de plus en plus souvent d'un changement parmi les responsables des dossiers les plus explosifs, ceux de la dette et des finances. La démission, le lundi 7 mars, du président de la Banque centrale, M. Fernando Milliet, et la destitution du président de la banque commerciale d'Etat, le Banco do Brazil, M. Camilo Calazans – remplacé par M. Mario Berard – en apportent une nouvelle illustration.

Alors que M. Mailson da Nobrega était nommé ministre des finances, en janvier dernier, après que son prédécesseur, en désaccord avec le chef de l'Etat, eut donné sa démission, M. Fernando Milliet avait, lui aussi, proposé de partir. Au nom d'un minimum de cohérence à l'égard des créanciers du Brésil, cette proposition avait été rejetée. deux mois après, l'essentiel du chemin permettant à Brasilia de normaliser ses relations internationales ayant été parcouru, l'heure de la clarification au sein de l'équipe dirigeante brésilienne avait apparemment sonné.

M. Milliet, à la tête de l'institut d'émission depuis avril 1987 retourne « *pour motifs personnels dans le secteur privé* ». Il a, de fait, rempli l'essentiel de sa mission. Principal négociateur sur la dette brésilienne – plus de 120 milliards de dollars à la fin de 1987, – le président sortant de la Banque centrale a conclu la semaine dernière un accord préliminaire avec les banques créancières du pays. Contre l'assurance du paiement de 700 millions de dollars d'arriérés, le Brésil a obtenu l'assurance de 6,4 milliards de dollars d'argent frais. Les négociations se poursuivent pour trouver un terrain d'entente sur un rééchelonnement sur vingt ans des échéances courant de 1987 à 1993.

Seront-elles troublées par le remplacement de M. Milliet par l'actuel président de l'association des banques commerciales, M. Elmo de Araujo ? Nul n'aime changer d'interlocuteur en cours de route. Mais, persuadé d'avoir retrouver une certaine crédibilité auprès du monde bancaire international au moment où de rudes discussions reprennent avec le Fonds monétaire international, le gouvernement brésilien a choisi de renforcer l'autorité du ministre des finances. M. Mailson da Nobrega apparaît aujourd'hui comme le nouvel homme fort du Brésil.

F. Cr.

Selon une radio privée de Madrid

Le chef de l'Etat envisage de se rendre en Espagne

Le président de la République pourrait se rendre en visite officielle en Espagne les 18 et 19 mars prochain, a annoncé, le mardi 8 mars, une radio privée espagnole, mais le ministère des affaires étrangères à Madrid n'a pas confirmé ce voyage.

● **Mort de l'acteur Divine.** – Divine, star obèse de films de John Waters (*Pink Flamingo, Polyester, Lust in the dust* entre autres), est mort, le 7 mars, asphyxié, semble-t-il, dans une chambre d'hôte à Los Angeles. Enorme, extravagant, scandaleux, perpétuellement habillé en femme, il s'appelait Harris Glenn Milstead et était âgé de quarante-deux ans.

A Bruxelles

La directive sur les hormones est de nouveau approuvée

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les ministres de l'agriculture, réunis lundi 7 mars à Bruxelles, ont réparé l'erreur faite il y a deux semaines et approuvé à nouveau, en évitant cette fois les défauts de procédure, une directive interdisant d'administrer des hormones aux bovins dans la Communauté.

Les Douze ont coupé court aux spéculations qu'avait pu faire naître l'arrêt de la Cour et donné une nouvelle base juridique communautaire aux dispositions qui avaient été prises par les Etats membres sur le plan national pour appliquer l'interdiction. Seul, le Royaume-Uni a, une nouvelle fois, voté contre la directive. M. François Guillaume, ministre français de l'agriculture, a expliqué qu'il aurait été dangereux de faire marche arrière et que le plus important pour la France était d'empêcher le retour à une situation d'incertitude qui pourrait avoir des conséquences négatives pour nos exportations de bétail et de viande vers la RFA et surtout vers l'Italie.

Ph. L.

● **M. Mitterrand, les « nouveaux pauvres » et les femmes.** – M. François Mitterrand a visité, mardi 8 mars en fin de matinée, à Paris, un centre médical pour « nouveaux pauvres » créé en mai 1986 par l'association Médecins du monde.

D'autre part, à l'occasion de la Journée des femmes, le président de la République a fait diffuser le texte suivant :

« Aujourd'hui 8 mars, Journée internationale des femmes, je forme le vœu que partout dans le monde progressent les droits des femmes. Je pense surtout à celles qui souffrent des guerres, des famines, de la mortalité infantile, de l'ignorance, du mépris. Chez nous, les femmes ont remporté bien des batailles. Elles y ont acquis presque dans tous les domaines l'égalité des droits. Mais il nous reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soient pleinement reconnues leurs compétences et que leur soit donnée la liberté de décider de ce qui les concerne. »

Le numéro du « Monde » daté 8 mars 1988 a été tiré à 545 566 exemplaires

Echecs

Kasparov et Karpov joueront à Belfort le deuxième tournoi de la Coupe du monde

BELFORT de notre correspondant

Belfort accueillera, du 12 juin au 5 juillet, le deuxième tournoi de la première Coupe du monde d'échecs. Organisée par l'Association des grands maîtres, elle-même créée par le champion du monde Garry Kasparov, cette compétition comporte six tournois-programmes en 1988 et en 1989. A l'origine, les villes de Bruxelles, Bilbao, Reykjavik, Barcelone, Rotterdam et Skelleftea (Suède) avaient été retenues par les organisateurs, qui regrettaient, cependant, que deux des tournois aient lieu dans le même pays, l'Espagne.

En visite à Belfort, le 28 février, l'Américain Lubomir Kavalek, secrétaire général de l'Association des grands maîtres, incita la commune dirigée par M. Jean-Pierre Chevènement à se porter candidate. Une idée soutenue par la Fédération française d'échecs, laquelle souhaite faire de Belfort la capitale française du sport échiquéen. Quelques jours ont suffi pour négocier l'affaire, c'est-à-dire pour trouver les 2,5 millions de francs environ que nécessitera l'organisation d'un tel tournoi.

Un tournoi-phare, si l'on en juge par le « plateau » des seize joueurs annoncés, où on trouvera entre autres : Garry Kasparov, Anatoly Karpov, Jan Timann, Alexandre Beliawsky et Boris Spasski.

PATRICE MALINA.

Le policier auteur de la bavure de Marseille remis en liberté

Après huit jours de délibéré, la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence a décidé, le mardi matin 8 mars, la mise en liberté de Jean-Pierre Aveline, le policier qui a tué, le 2 février, lors d'un contrôle, le jeune Christian Dovero, vingt-six ans, sur un parking à Marseille. La levée d'écrou de Jean-Pierre Aveline devait intervenir en début d'après-midi.

Vies sauvées

Le professeur Alain Milhaud, récemment sanctionné pour s'être livré à des expériences sur des organismes en coma dépassé, a réussi, le dimanche 5 mars, à se saisir en plein vol des commandes d'un Cessna 150 dont le pilote venait d'être victime d'un malaise cardiaque. La scène se passait au-dessus de Corbie (Somme), non loin d'Amiens.

Le professeur Milhaud avait décollé peu après 16 heures de l'aéroport de Glisy-Amiens pour un vol d'agrément en compagnie de M. René Barbier, un gendarme à la retraite âgé de soixante-neuf ans.

Un quart d'heure plus tard, le pilote était pris d'un malaise cardiaque. Le professeur Milhaud saisissait alors les commandes du petit avion et réussissait à le poser sur le terrain de Glisy, à proximité de la base de gendarmerie. Les jours de M. Barbier, hospitalisé, ne sont pas en danger.

A B C D E F G

هكذا من الأصل